

مركزنا من الأصل

Quarante-quatre condamnations à la détention perpétuelle au procès des « frontistes » à Casablanca
LIBRE PAGE 44

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Abonnement : 1,20 F par semaine, 1,50 F par mois, 12 F par trimestre, 36 F par semestre, 72 F par an. Les abonnements sont payables d'avance. Les abonnements étrangers sont en plus payés en francs suisses. Les abonnements sont envoyés par avion. Les abonnements sont envoyés par avion. Les abonnements sont envoyés par avion.

5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 10
C.C.P. 620-23 Paris
Tél. : 246-72-23

Le voyage présidentiel au Mali

La France renforce l'embargo sur les armes destinées à Pretoria

Séduire et convaincre

Par inclination personnelle ou moins autant que pour des raisons politiques, M. Giscard d'Estaing se rend volontiers en Afrique. En choisissant cette année le Mali et la Guinée, il a tenu à marquer qu'il n'excluait pas de cette préférence des pays qui furent ou demeurent « socialistes », à des titres d'ailleurs divers, suscitant du même coup chez les vieux amis « modérés », qu'il paraît négliger, un certain agacement. Mais toute l'Afrique ne peut pas accueillir favorablement les propos tenus à Bamako par le président de la République sur le thème, délicat entre tous, des ventes d'armes françaises à l'Afrique du Sud.

Le choix de la capitale malienne pour marquer plus clairement que jamais les engagements de la France, est heureux. Le Mali, à la différence d'autres États africains francophones, a toujours pris, à l'égard de Pretoria, des positions d'une totale intransigeance. Revenus des options idéologiques socialistes de M. Modibo Keita, mais observant, sous la direction d'un militaire, un nationalisme sourcilieux, les Maliens acceptent à la fois l'assistance militaire de l'O.E.S.S. et une importante aide de la France. Ils souhaitent, sans ambiguïté, qu'une telle aide ne soit pas affectée à la production de la guerre, mais à la lutte contre la sécheresse au Sahel.

Pourtant que des promesses déjà entendues, « d'ordre mondial plus juste », le président de la République a-t-il pu donner l'impression d'un soutien à l'apartheid ? L'annonce d'une aide militaire de 100 millions de francs, sous la forme d'un prêt à court terme, a été perçue comme une violation de l'embargo sur les armes terrestres et aériennes, sans mentionner les « livraisons » en cours.

Les incessantes assurances de Paris sur le caractère « impropre à la guerre » des armes livrées ou encore sur l'impossibilité d'utiliser à des fins militaires les centrales nucléaires fournies n'avaient jamais vraiment convaincu ses partenaires africains. La politique « tout à fait claire » que le président de la République défendait encore en juin 1976 à Londres devait être soumise en novembre par l'Assemblée générale de l'ONU.

Aujourd'hui la France franchit un nouveau pas. Elle s'engage, en effet, à ne plus fournir les pièces détachées et les recharges nécessaires à l'entretien des matériels déjà livrés. C'est le cas des Mirage, des hélicoptères, des blindés légers et des avions Transall fournis avant 1975. Toutefois, l'Afrique du Sud, prévoyant de longue main l'aggravation de l'embargo, a déjà pris des mesures pour produire sur son sol les équipements dont elle a besoin.

Même dépourvue d'effets sensibles sur le plan militaire, la décision de Paris constitue un geste politique opportun, destiné à séduire et à convaincre, en Afrique et ailleurs, les adversaires d'un régime que sa politique raciale a mis au ban des Nations unies. Elle donne par ailleurs un peu plus de consistance aux déclarations des « ingénieurs étrangers » sur le continent et à la condamnation, formelle mais longtemps platonique, de l'apartheid par la France. Mais cet embargo presque total — il exclut encore le matériel naval — intervient bien tard. « Que serait l'ajout d'un embargo du Sud sans la France ? », s'exclama naguère avec gratitude le ministre de la défense de Pretoria. On conçoit que beaucoup d'Africains, en assistant à la montée des périls sur leur continent du fait de l'avènement de la « nouvelle Afrique », se posent la question avec un relâchement d'amerlino.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ET LE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE

• M. Chirac relance la polémique avec le chef de l'État

• M. Barre tient en Aquitaine le langage de la fermeté

Après avoir participé à un meeting à Saint-Nazaire, au cours duquel il a souligné la nécessité de restaurer l'autorité de l'État, M. Chirac participe, mardi après-midi, à la réunion du groupe parlementaire du R.P.R. Les dirigeants de ce mouvement avaient l'intention de mettre en cause la partialité des moyens

d'information audio-visuels, partialité dont ils s'estiment victimes.

M. Barre poursuit son voyage dans le Sud-Ouest, où il a incité les jeunes à accepter la mobilité pour trouver un emploi. A Mont-de-Marsan, M. Chaban-Delmas, président du conseil régional, a considéré que « le succès du premier

ministre est indispensable à l'intérêt de la France ».

Les représentants des fédérations parisiennes du P.C., du P.S. et du M.R.G. se sont réunis, mardi matin, pour conclure un accord sur la répartition des candidatures, accord qui selon les participants est désormais possible.

« Vivre au pays » ou accepter la mobilité de l'emploi

M. Barre ne craint décidément pas de déplaire. Alors que les salariés, en particulier les jeunes, manifestent de plus en plus leur volonté de « vivre au pays », le premier ministre a repris, au cours de son voyage en Aquitaine, le thème que l'on croyait usé de la « nécessaire mobilité des travailleurs ». Le propos est d'autant plus inattendu qu'il est tenu dans une région où, faute d'emplois industriels et tertiaires en nombre suffisant, les jeunes ne choisissent pas de partir, ils y sont contraints.

La mobilité professionnelle est devenue une des conditions du progrès économique et social et aussi du plein et du meilleur emploi », estime le premier ministre.

Si les rares études disponibles en la matière montrent que les changements d'entreprises et de professions — c'est-à-dire la mobilité professionnelle — ont fortement augmenté ces dernières années, grâce notamment au développement de la formation continue, le changement de résidence — c'est-à-dire la mobilité géographique — se heurte, elle, à de fortes résistances. Selon une enquête effectuée l'an dernier, par la SOFRES pour le ministère du travail, 60 % des demandeurs d'emploi déclaraient qu'ils refuseraient un poste de travail éventuel correspondant à leur qualification et à leur salaire antérieur si cela les obligeait à changer de région ; parmi les

jeunes à la recherche d'un premier emploi pour 56 %, ils étaient cependant prêts à envisager un tel changement de résidence.

Il existe d'ores et déjà tout un arsenal de mesures financières destinées à encourager cette mobilité : indemnités de transport, de double résidence, d'hébergement, de transfert et de réinstallation, ainsi que des primes de mobilité pour les jeunes. Bien que le taux de ces dernières ait été quadruplé l'an dernier et porté à 4 448 F, trois mille quatre cents jeunes seulement dans toute la France en ont bénéficié. Les services officiels reconnaissent que la complexité et la lourdeur de la paperasserie administrative expliquent, en partie au moins, la faiblesse du nombre des bénéficiaires de ces primes. Des mesures ont été prises récemment, d'autres sont à l'étude pour simplifier le système des aides.

Mais cet encouragement à la mobilité n'est-il pas en contradiction avec la politique de logement suivie ces dernières années et tendant à encourager l'accession des Français à la propriété ? Un salarié qui s'installe pour quinze ou vingt ans afin d'acquiescer un appartement ou une maison individuelle est moins enclin à changer de département ou de région si son emploi est menacé.

JEAN-MARIE DUPONT.

(Lire la suite page 11.)

MM. Barre et Chirac continuent de mieux définir leur action politique en complétant l'image d'eux-mêmes qu'ils veulent donner à leurs concitoyens. A cet égard, le voyage du premier ministre dans le Sud-Ouest et le meeting auquel son prédécesseur a participé à Saint-Nazaire, lundi soir, apportent des traits nouveaux. Au « Oui, je fais de la politique », proclamé par M. Chirac, M. Barre pourrait répondre : « Oui, je fais de l'économie ! ». Encore qu'il ne s'en tienne pas seulement à cela.

Le premier ministre fait donc de l'économie avec une vigueur dans le ton et le vocabulaire qui tend à accroître la réputation d'une personnalité se situant entre MM. Pinay et Mendès France,

comme le souhaitait M. Giscard d'Estaing. Il navigue entre la fermeté paternaliste et un franc-parler qui bouscule. Ce langage, nous indique notre envoyé spécial, ne déplaît pas. Cependant, le professeur se laisse parfois aller à la polémique au point de présenter d'une manière vraiment peu rigoureuse les positions de la gauche concernant l'extension des nationalisations.

La pratique de la fermeté, à laquelle le président de la République a sacrifié lors de son récent voyage en Bretagne, devient chez M. Chirac l'exaltation de l'autorité.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 11.)

L'économie sauvage

par PIERRE DROUIN

A l'ère de l'ordinateur et de la « théorie des systèmes », le public a de plus en plus le sentiment que le monde économique se développe en un extraordinaire réseau d'agencement calculés au plus près. Les caprices de l'homme et de la nature paraissent enserrés dans des filets qui protègent la société des « déviations ».

Ramenés au niveau statistique, les écarts de conduite des « agents » se fondent dans une grisaille insignifiante. La tendance à conceptualiser est si forte qu'on ne regarde plus d'assez près aujourd'hui les faits bruts qui ne suivent pas la ligne de plus grande

pende : ils sont pourtant des signes qu'il y a bien plus de choses sous le soleil que dans tous les « modèles ».

Il existe en effet une économie « underground », une économie sauvage, qui prend plus de proportions qu'on ne le croit dans le domaine de la production, de la consommation ou des échanges.

Les plus classiques des phénomènes entrant dans cette catégorie sont ceux que l'on croit ne pouvoir maîtriser. Aux beaux temps où l'on croyait à l'irrésistible ascension du progrès, les fantasmes de la nature semblaient pouvoir être régulés, et en tout cas leurs effets économiquement réduits dans le domaine agricole grâce aux corrections apportées par les techniques, allant de la diversification des engrais aux cultures sans sol en passant par le déclenchement de pluies artificielles, etc.

Sans parler des tremblements de terre ou des catastrophes du type sahéarien, les accidents graves arrivent depuis quelques mois dans les pays industrialisés les plus évolués prouvant à quel point des forces de résistance économiques échappent complètement au pouvoir de l'homme. Les agriculteurs français se souviennent de la sécheresse de l'été 1976, et aussi tous les contribuables à qui l'on a demandé de faire la chaîne pour arroser, de leurs deniers les champs brûlés. Les Allemands vont dans le mauvais temps persistant de janvier la raison de la forte recrudescence du chômage (+ 14,6 %).

(Lire la suite page 33.)

Un entretien avec M. Nour

Le problème de l'emploi demeure notre principale préoccupation. Nous avons entrepris un important effort d'industrialisation.

Tunis. — Le lancement d'un cinquième plan aux objectifs ambitieux, l'adoption d'un budget comportant des mesures d'austérité à l'encontre des catégories privilégiées, la signature, enfin, par les « partenaires sociaux », d'un « pacte » visant à garantir la paix sociale durant les

de notre envoyé spécial DANIEL JUNQUA

des pays qui lui sont comparables par la population et les richesses naturelles. Quelques chiffres permettent de s'en convaincre. Jusqu'à la fin des années 60, le P.I.B. progressait annuellement de 4,5 % en moyenne. La consommation par habitant — compte non tenu de la croissance démographique — augmentait à peine de 1,5 % par an. Notre pays devait faire face annuellement à trente mille nouvelles demandes d'emploi, dont quinze mille seulement étaient satisfaites.

En 1970, nous avons estimé qu'il fallait changer de politique. Le problème de l'emploi venait — et vient encore — en tête de nos préoccupations. Les statistiques nous indiquent qu'il nous faudrait rapidement faire face à quelque cinquante mille demandes nouvelles par an. Cette situation a commandé nos choix lors de la préparation du quatrième plan. Jusqu'ici, 60 % des investissements étaient réservés à des projets à rentabilité différée : équipements collectifs, infrastructures, tandis que 40 % étaient affectés à des réalisations immé-

diatement rentables. Nous avons inversé ces proportions.

Nous avons également décidé d'encourager les investissements productifs en fonction du nombre d'emplois qu'ils créaient.

(Lire la suite page 6.)

« LA VOLONTÉ DE SAVOIR », DE MICHEL FOUCAULT

Le pouvoir et le sexe

L'air du temps met du « pouvoir » à tous les carrefours. Ces derniers mois, nombre d'intellectuels multiplient sur ce thème textes et conférences, allusions vagues ou explicites. Une mode ? Peut-être, mais pas un hasard. Car depuis plusieurs années s'élabora effectivement une approche nouvelle du pouvoir, un nouveau mode d'analyse de ses mécanismes. On les doit à Michel Foucault, titulaire de la chaire d'histoire des systèmes de pensée au Collège de France.

On ne sait peut-être toujours pas ce qu'est le pouvoir (...), cette chose si énigmatique, à la fois visible et invisible, présente et cachée, invisible partout, disséminé dans un entrelacs avec Gilles Deleuze publié par l'Arc (n° 48). Depuis, Surveiller et Punir (Gallimard 1974), le numéro spécial que Critique lui a consacré, et enfin le Volonté de savoir, premier tome d'une série de six consacrés à

l'histoire de la sexualité — sans compter, il y a quelques jours, les réponses publiées par la revue les Révoltes logiques (n° 4) — ont permis (entre autres) de mesurer l'importance du profond changement de perspective opéré par Foucault. Quand il parle du pouvoir, il n'entend pas par là l'ensemble des institutions, des appareils ou des lois auxquels sont soumis les citoyens dans un État donné. A cette conception classique et « monarchique » d'un pouvoir centralisé, localisable, émanant d'un foyer unique constitué par l'ensemble des dirigeants qui le détiennent, il oppose les manifestations multiples du pouvoir moderne, fragmenté, étendu à tout le corps social, à la fois subi et exercé différemment par tous, à travers des stratégies complexes dont les lignes de force demeurent mobiles.

ROGER-POL DROIT.

(Lire la suite page 12.)

AU JOUR LE JOUR

Aux portes du désert

Lorsque, aux portes de Tombouctou, M. Valéry Giscard d'Estaing regardait se former une caravane de chameaux, songeait-il à la formation des listes de la majorité, aux élections municipales de Paris, et se disait-il, avec mélancolie, que l'animal politique français est moins docile, et parfois plus perfide, que la bête de somme du caractère si injustement décrié ?

Mais peut-être se contentait-il d'apprendre cette science si utile à tout homme public : comment se préparer à une traversée du désert ?

ROBERT ESCARPIT.

TREASURE OF THE FRENCH LANGUAGE
Le Tome 5 du
Vocabulaire de la langue française va paraître en mars 1977
Voir tous les renseignements sur ce dictionnaire élaboré par le C.N.R.S. pour l'homme cultivé et le professionnel de la langue française en p. 5 K
Diffusion : Klincksieck, 11, r. de Lille / 75007 PARIS

Mgr RIOBÉ INVITE L'ÉGLISE AU COURAGE
(Lire page 13)
Le « point de vue » de l'évêque d'Orléans.

EUROPE

LA CONTESTATION DANS LES PAYS DE L'EST

Le président du groupe soviétique d'Amnesty International reçoit un « dernier avertissement » de la police

● A MOSCOU, M. Valentin Tournitchine, président du groupe soviétique d'Amnesty International depuis 1974, appréhendé dans la rue lundi 14 février, a été emmené au siège du K.G.B. dans la banlieue de la capitale. Un inspecteur anonyme, après lui avoir donné « un dernier avertissement », l'a relâché, disant : « Vous êtes libre, pour l'instant. » M. Tournitchine a été libéré, mais son logement a été surveillé par la police pendant quatre heures. Il a été libéré, mais son logement a été surveillé par la police pendant quatre heures. Il a été libéré, mais son logement a été surveillé par la police pendant quatre heures.

● A PRAGUE, on a appris que, vendredi dernier, M. Milan Hrubý a tenté en vain de rendre visite à M. Dubček à son domicile de Bratislava. L'ancien chef du P.C. tchécoslovaque est empêché de recevoir des visiteurs par des policiers qui montent la garde devant son logement depuis le jeudi 10 février. M. Hrubý, qui a été libéré en décembre après avoir passé six années en prison, a été emmené au poste, où il a été interrogé pendant deux heures. Il a dit qu'il s'est rendu chez M. Dubček en tant qu'ami, mais la police l'a avisé de ne plus remettre les pieds à Bratislava « dans son propre intérêt ».

Yugoslavie

CHEF DU PARTI DU MONTÉNÉGRO

M. Djouranovitch est choisi comme premier ministre fédéral

De notre correspondant

Belgrade. — Réuni lundi 14 février à Igalo, centre balnéaire du littoral du Sud, où le président Tito suit une cure, la direction collégiale de l'Etat a proposé M. Vesseline Djouranovitch comme candidat à la fonction de premier ministre.

Le poste était vacant depuis la mort de M. Bjeditch, le 18 janvier, dans un accident d'avion. M. Djouranovitch, qui est né en 1928, présida actuellement la Ligue des communistes du Monténégro, l'une des six Républiques fédérées de la Yougoslavie.

Un communiqué annonce que la désignation de M. Djouranovitch a été décidée à l'unanimité des voix de la présidence collégiale de l'Etat à la réunion de laquelle ont également assisté les dirigeants de la Ligue de toutes les Républiques et régions autonomes yougoslaves.

Il reste à M. Djouranovitch d'obtenir l'assentiment de l'Assemblée nationale, ce qui, à n'en pas douter, se fera sans difficulté. M. Djouranovitch a déjà été consulté la commission dite des élections et des nominations, constituée son gouvernement, qui doit réviser le caractère multinational de la Yougoslavie. Nom-

Espagne

Le gouvernement et l'opposition se seraient mis d'accord sur les modalités des élections générales

Madrid (A.F.P.). — Le gouvernement espagnol et les députés de l'opposition démocratique se sont accordés sur les modalités d'organisation d'élections générales, a annoncé le porte-parole de l'opposition, lundi 14 février.

Les représentants de l'opposition à cette nouvelle rencontre étaient MM. Felipe Gonzalez (P.S.O.E.), Raul Morodo (P.S.P.), Anton Canyellas (démocratie chrétienne), Jordi Pujol (Catalogne), Pas Andueza (Galice) et Francisco Fernandez Ordoñez (social-démocrate).

D'autre part, la direction générale de la sûreté a annoncé lundi qu'une quarantaine de personnes ont été arrêtées dans le cadre

de l'enquête menée sur les enlèvements de M. de Oriol et du général Villacampa. Selon la police, plusieurs de ces personnes appartenaient au GRAPO, accusé d'être responsable des deux enlèvements ainsi que des attentats commis le 28 janvier contre trois policiers. D'autres sont uniquement membres du parti communiste reconstitué, dont le Grapo constitue, selon la police, le « bras armé ».

La police a également présenté un dossier qui, selon elle, démontre la responsabilité des commandos du GRAPO dans une série d'actes de terrorisme dont les premiers remontent au 2 août 1975. Le commissaire Conesa, chargé de l'enquête sur les derniers enlèvements, a précisé que les opérations policières avaient été facilitées par les militants du GRAPO détenus. Il a dit que « ces révolutionnaires féroces en liberté ont souvent des agesses lorsqu'ils sont accablés et prisonniers ».

Malgré ces mises au point, le quotidien libéral *Diario 16* exige du gouvernement qu'il lève toutes les ambiguïtés qui, selon lui, subsistent sur le GRAPO, et plus généralement sur l'affaire des enlèvements du général Villacampa et de M. de Oriol.

Le journal estime que le GRAPO est peut-être un « minuscule » groupe de gauchistes, mais, poursuit-il, « se surprenant à l'usage et son efficacité nous font douter sérieusement de cette explication donnée par le gouvernement, évidemment incomplète et jalonnée de contradictions ».

● A STOCKHOLM, M. Spadil, vice-ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, venu pour une visite officielle de deux jours, a affirmé dans une déclaration l'Agence T.T. : « Il n'existe aucun prisonnier politique en Tchécoslovaquie. Aucune personne n'a été arrêtée à cause de ses idées politiques depuis 1968. Les quatre signataires de la Charte 77 qui sont actuellement incarcérés le sont pour avoir enfreint les lois de notre pays. Les gouvernements d'Europe occidentale ne prêtent pas assez d'attention à ce que nous disons et trop à ce que dit un groupe de contre-révolutionnaires et d'hommes d'une autre époque qui ne sont pas représentatifs du peuple. De nombreux signataires de la Charte 77 appartenant aux couches les plus riches de notre société. Ce sont des millionnaires avec des comptes en banque à l'étranger ou des fils de millionnaires. On ne peut demander à ces gens-là d'avoir une attitude positive à l'égard du socialisme ».

● M. Spadil se déclare « étonné » de l'écho que ces protestations en Tchécoslovaquie ont eu à l'étranger. « Les gouvernements, dit-il, devraient se garder de commettre les mêmes erreurs d'autres pays ». Il rencontre ce mardi le ministre suédois des affaires étrangères, Mme Karin Söder, pour qui « les attentats aux droits de l'homme en Tchécoslovaquie entraînent des risques de compromettre le succès de la prochaine conférence de Belgrade ».

Une lettre ouverte d'intellectuels roumains

● A BUCAREST, un groupe d'intellectuels roumains, dont l'écrivain Goma, dénoncent dans une lettre ouverte, les limitations des droits civiques en Roumanie. Ils demandent aux trente-cinq participants de la conférence de Belgrade de tenir une réunion séparée, à un niveau élevé, sur le thème des droits de l'homme. Le groupe déclare que la Roumanie figure parmi les pays où les idées sont imposées par la force et où « le travail et plus important que l'être humain qui assure le travail », que le gouvernement ne respecte pas le droit de voyager librement pour les citoyens, la libre circulation des idées et la liberté de la presse.

Les autres signataires sont Mme Ana-Maria Goma, le peintre Carmen Manoliu et son fils Sergiu également peintre, Emilia et Erwin Gesswein, musiciens de l'Orchestre philharmonique de Bucarest, Sorban Stefanescu, petit-fils d'un ministre de l'intérieur dans un gouvernement roumain de l'après-guerre, Adalbert Fecher, ouvrier métallurgiste et Nicolas Bedivan, économiste.

● A LA HAYE, l'historien André Amarik et son épouse, qui ont été arrêtés après le 15 juillet dernier, ont été reçus lundi par le premier ministre néerlandais, M. Joop den Uyl, précise un communiqué officiel, soulaient notamment connaître l'opinion de M. Amarik sur les « récentes évolutions » de la dissidence soviétique. M. Amarik partira mardi soir ou mercredi matin pour Paris où il espère être reçu par le président Valéry Giscard d'Estaing. Il se rendra ensuite à Bonn pour y rencontrer les dirigeants politiques allemands.

● A PARIS, M. V. Boukovski a dit au cours d'une réunion salle d'été : « Je me rendrai prochainement à Paris et j'ai sans doute rencontré le président Carter avec lequel je partagerai en tant que représentant du monde des prisonniers soviétiques ». « Je le propose à cette occasion, a-t-il ajouté, de demander au président des Etats-Unis de faire tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter l'accès aux Etats-Unis des Juifs soviétiques qui arrivent en Europe occidentale, fuyant l'U.R.S.S., et qui ont dû mal à obtenir l'autorisation d'immigration ».

● La visite que M. Strougal, premier ministre tchécoslovaque, devait faire en Autriche en mars, a été reportée à la demande de Prague, apprend-on lundi 14 février à Vienne. Le président du conseil tchécoslovaque a mis en avant le « succès de travail considérable » du premier ministre pour demander son ajournement, ajoute-t-on. — (A.F.P.)

● M. Dickenson, l'un des journalistes londoniens les mieux informés sur ce qui se passe dans la coulisse, vient d'entrer dans le monde des révélations scandaleuses en déviant un dîner à la Chambre des communes qui fut retardé

par le singulier tableau révélé au public : échanges d'insultes entre les conseillers de Sir Harold Wilson, verres de whisky jetés à la figure, téléphones cassés par des interlocuteurs trop tristes, la secrétaire du premier ministre violemment projetée sur un divan avec l'injonction de « se fermer », crises de nerfs et de larmes, coups de poignard — heureusement symboliques — que les membres du « kitchen cabinet » se portaient les uns les autres, tandis que le premier ministre, passif, impassible et parfois terrifié.

La première réaction des milieux politiques est toute d'humour. Et si, à grand public, se joignent de ce déballage sensationnel, les crises d'hystérie de Lady Falkender et les incroyables jalousies qui divisent l'entourage du premier ministre Wilson tendent à se transformer en quelques questions sérieuses.

Quelle a été la véritable influence de Lady Falkender ? Une étude du *Times* suggère qu'en 1966 elle aurait plaidé, auprès du premier ministre, en faveur de la dévaluation du sterling, qui fut réalisée l'année suivante. En 1968, ses imprécations auraient conduit R. Wilson à faire marche arrière dans les pourparlers avec la Rhodésie en rébellion contre la couronne. En elle aurait constamment insisté pour que la Grande-Bretagne intervienne plus directement aux côtés des Américains dans la guerre du Vietnam.

Dans toutes ces allégations, il est bien difficile de distinguer le vrai du faux. Une certitude : la secrétaire politique du premier ministre était en conflit constant avec les fonctionnaires de Whitehall, qui voulaient la traiter comme une dactylo et non comme une véritable conseillère.

Ce crépuscule de chignons guêpe d'autres questions plus délicates encore. Le *Times* constate que « les capacités personnelles et les conflits au numéro 10 (Downing Street) durant le règne de M. Wilson ne constituent pas une méthode de gouvernement pour le pays ».

Le *Guardian*, pour sa part, attire l'attention sur un autre aspect du problème. M. Wilson lui-même et l'organisation travail-

listes modérés comptaient beaucoup sur le secrétaire au Foreign Office pour rallier autour de lui les parlementaires opposés à l'extrême gauche.

La nécessité pour ceux qui se considèrent comme des « sociaux-démocrates », par opposition aux « marxistes », de trouver un nouveau chef de groupe, est d'autant plus urgente que la gauche semble vouloir relever la tête. Au moment où M. Crosland se voyait imposer le ministère de l'Énergie, M. Benn, lançant un nouveau défi à M. Callaghan, il proposait d'abolir la Chambre des lords et de réduire considérablement le pouvoir du premier ministre, en faisant élire les membres du cabinet par le groupe parlementaire du Labour.

Les difficultés auxquelles M. Callaghan doit faire face ne sont guère atténuées par l'offensive menée aussi bien dans le mouvement syndical que dans la gauche travailliste contre toute reconduction du contrat social, grâce auquel les revendications salariales ont été contenues depuis deux ans. Même le scandale déclenché par les révélations de M. Haines, qui fut le conseiller de presse de M. Wilson, contribue à affaiblir le cabinet de M. Callaghan. M. Haines a parlé des luttes intestines à Downing Street en donnant beaucoup plus de détails que les commentateurs les plus vaticiens n'osent le faire.

J. W.

Grande-Bretagne

VICTIME D'UN MALAISE CARDIAQUE

M. Anthony Crosland est dans un état critique

De notre correspondant

Londres. — Le secrétaire au Foreign Office, M. Anthony Crosland, se trouve dans un état critique à la suite d'une attaque dont il a été victime, le dimanche 13 février, alors qu'il travaillait dans sa maison de campagne près d'Oxford. Un communiqué publié lundi soir précise que depuis son admission à l'hôpital d'Oxford, son état s'est progressivement aggravé.

Cette maladie pose un certain nombre de problèmes délicats. M. Crosland assume pendant le premier semestre de 1977 la présidence de la Communauté européenne. C'est d'ailleurs à une tâche qui a pu contribuer à son surmenage. La semaine dernière, il a pris part à une session du conseil des ministres des Neuf qui s'est prolongée pendant vingt heures. A 5 heures du matin, le lendemain, il est allé à Londres pour commencer presque aussitôt une journée normale de travail au Foreign Office.

Dans le meilleur des cas, il paraît improbable pour l'instant que M. Crosland puisse poursuivre pleinement sa tâche de secrétaire au Foreign Office et de président de la Communauté européenne.

M. Benn

lance un nouveau défi à M. Callaghan

Au-delà de ce problème immédiat, ce n'est pas un secret que M. Callaghan entendait lui confier le poste de chancelier de l'Échiquier, au lendemain du prochain budget préparé par M. Haines.

D'autre part, l'équilibre interne du Labour Party est remis en cause. Depuis le départ de M. Jenkins pour Bruxelles, les travail-

LES RÉVÉLATIONS DE L'ANCIEN CONSEILLER DE M. WILSON

Downing Street en folie...

De notre correspondant

Londres. — Avec une sagacité remarquable, l'échec de M. Wilson a été annoncé, il y a quelques jours, que la vie politique britannique aurait besoin d'un bon scandale pour sortir de l'ennui. Ce vœu a été exaucé. La polémique déclenchée par la publication des souvenirs de M. Joe Haines, qui fut le conseiller de presse du premier ministre Harold Wilson (« le Monde » du 4 février), s'intensifie et jette une lumière nouvelle sur ce qui s'est passé à Downing Street au cours des dix dernières années.

Même les initiés sont choqués par le singulier tableau révélé au public : échanges d'insultes entre les conseillers de Sir Harold Wilson, verres de whisky jetés à la figure, téléphones cassés par des interlocuteurs trop tristes, la secrétaire du premier ministre violemment projetée sur un divan avec l'injonction de « se fermer », crises de nerfs et de larmes, coups de poignard — heureusement symboliques — que les membres du « kitchen cabinet » se portaient les uns les autres, tandis que le premier ministre, passif, impassible et parfois terrifié.

La première réaction des milieux politiques est toute d'humour. Et si, à grand public, se joignent de ce déballage sensationnel, les crises d'hystérie de Lady Falkender et les incroyables jalousies qui divisent l'entourage du premier ministre Wilson tendent à se transformer en quelques questions sérieuses.

Quelle a été la véritable influence de Lady Falkender ? Une étude du *Times* suggère qu'en 1966 elle aurait plaidé, auprès du premier ministre, en faveur de la dévaluation du sterling, qui fut réalisée l'année suivante. En 1968, ses imprécations auraient conduit R. Wilson à faire marche arrière dans les pourparlers avec la Rhodésie en rébellion contre la couronne. En elle aurait constamment insisté pour que la Grande-Bretagne intervienne plus directement aux côtés des Américains dans la guerre du Vietnam.

Dans toutes ces allégations, il est bien difficile de distinguer le vrai du faux. Une certitude : la secrétaire politique du premier ministre était en conflit constant avec les fonctionnaires de Whitehall, qui voulaient la traiter comme une dactylo et non comme une véritable conseillère.

Ce crépuscule de chignons guêpe d'autres questions plus délicates encore. Le *Times* constate que « les capacités personnelles et les conflits au numéro 10 (Downing Street) durant le règne de M. Wilson ne constituent pas une méthode de gouvernement pour le pays ».

Le *Guardian*, pour sa part, attire l'attention sur un autre aspect du problème. M. Wilson lui-même et l'organisation travail-

listes modérés comptaient beaucoup sur le secrétaire au Foreign Office pour rallier autour de lui les parlementaires opposés à l'extrême gauche.

La nécessité pour ceux qui se considèrent comme des « sociaux-démocrates », par opposition aux « marxistes », de trouver un nouveau chef de groupe, est d'autant plus urgente que la gauche semble vouloir relever la tête. Au moment où M. Crosland se voyait imposer le ministère de l'Énergie, M. Benn, lançant un nouveau défi à M. Callaghan, il proposait d'abolir la Chambre des lords et de réduire considérablement le pouvoir du premier ministre, en faisant élire les membres du cabinet par le groupe parlementaire du Labour.

Les difficultés auxquelles M. Callaghan doit faire face ne sont guère atténuées par l'offensive menée aussi bien dans le mouvement syndical que dans la gauche travailliste contre toute reconduction du contrat social, grâce auquel les revendications salariales ont été contenues depuis deux ans. Même le scandale déclenché par les révélations de M. Haines, qui fut le conseiller de presse de M. Wilson, contribue à affaiblir le cabinet de M. Callaghan. M. Haines a parlé des luttes intestines à Downing Street en donnant beaucoup plus de détails que les commentateurs les plus vaticiens n'osent le faire.

J. W.

Dans une interview à TF-1

UN DIRIGEANT DE L'IRA ANNONCE UNE NOUVELLE CAMPAGNE DE TERRORISME SUR LE TERRITOIRE BRITANNIQUE

Dans une interview accordée à Dominique Bromberg, correspondant de TF-1 à Londres, M. Seamus Twomey, l'un des chefs de l'armée républicaine (IRA), a annoncé qu'une nouvelle campagne de terrorisme allait commencer sur l'ensemble du territoire britannique.

Selon M. Twomey, « cette campagne continuera jusqu'au retrait des Britanniques d'Irlande du Nord ». Interrogé sur le caractère « aveugle » des actes terroristes, il a répondu que cela dépendait du fait qu'ils pouvaient atteindre même des étrangers, le chef militaire déclare, avec vigueur, que « la Grande-Bretagne fait la guerre à l'Irlande du Nord, fait la guerre au peuple irlandais, donc toute la population de Londres et des villes d'Angleterre (...) peut subir les contre-coups de la guerre même l'IRA, au même titre que la population résidant en Irlande du Nord subit les violences des troupes britanniques ».

A propos des récents attentats dirigés contre des industriels britanniques en Irlande du Nord, M. Twomey répond : « Toutes les industries, tous les industriels britanniques en Ulster, font partie de nos cibles, parce qu'ils sont ici pour exploiter, au profit de l'Angleterre, toutes les ressources dont dispose l'Ulster ». Il affirme que ces mêmes industriels ne pourraient qu'un seul but : « Exploiter le climat orléanais irlandais ». M. Twomey fait ressortir que les salaires pratiqués en Irlande du Nord sont les plus bas d'Europe.

● M. Mario Soares, premier ministre portugais, arrivé à Londres le 14 janvier, s'est entretenu dans la soirée avec M. Callaghan et d'autres ministres. — (Corr.)

LE FOREIGN OFFICE MIS EN CAUSE DANS L'AFFAIRE SOAMES

L'« affaire Soames », qui avait envenimé les relations entre Londres et Paris en 1969, a rebondi, elle aussi, avec la publication du livre de M. Joe Haines.

Celui-ci confirme entièrement le thème qui a toujours été soutenu dans ces colonnes, à savoir que le Foreign Office, alors très hostile à de Gaulle, avait délibérément laissé filer des indiscretions sur la conversation au cours de laquelle le général avait envisagé, avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne, les conséquences d'une éventuelle entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun. Il avait évoqué, à cette occasion, la possibilité d'une concertation entre la France, l'Angleterre, l'Italie et la R.F.A., ce qui avait été interprété comme une tentative d'imposer un « directorat » à l'Europe.

« D'un seul coup », écrit M. Haines, les diplomates de haut rang derrière cette manœuvre avaient défilé tout espoir pour la Grande-Bretagne de négocier son entrée dans l'Europe alors que le général de Gaulle était encore au pouvoir. (...)

« Ils avaient, poursuit-il, rompu les relations avec la France au niveau le plus bas où elles étaient tombées (...), mis un embargo sur les ambassadeurs et même au bord de l'apoplexie et de la démission, gérés les membres du cabinet (...) ».

● D'un seul coup, écrit M. Haines, les diplomates de haut rang derrière cette manœuvre avaient défilé tout espoir pour la Grande-Bretagne de négocier son entrée dans l'Europe alors que le général de Gaulle était encore au pouvoir. (...)

« Ils avaient, poursuit-il, rompu les relations avec la France au niveau le plus bas où elles étaient tombées (...), mis un embargo sur les ambassadeurs et même au bord de l'apoplexie et de la démission, gérés les membres du cabinet (...) ».

● D'un seul coup, écrit M. Haines, les diplomates de haut rang derrière cette manœuvre avaient défilé tout espoir pour la Grande-Bretagne de négocier son entrée dans l'Europe alors que le général de Gaulle était encore au pouvoir. (...)

« Ils avaient, poursuit-il, rompu les relations avec la France au niveau le plus bas où elles étaient tombées (...), mis un embargo sur les ambassadeurs et même au bord de l'apoplexie et de la démission, gérés les membres du cabinet (...) ».

● D'un seul coup, écrit M. Haines, les diplomates de haut rang derrière cette manœuvre avaient défilé tout espoir pour la Grande-Bretagne de négocier son entrée dans l'Europe alors que le général de Gaulle était encore au pouvoir. (...)

« Ils avaient, poursuit-il, rompu les relations avec la France au niveau le plus bas où elles étaient tombées (...), mis un embargo sur les ambassadeurs et même au bord de l'apoplexie et de la démission, gérés les membres du cabinet (...) ».

● D'un seul coup, écrit M. Haines, les diplomates de haut rang derrière cette manœuvre avaient défilé tout espoir pour la Grande-Bretagne de négocier son entrée dans l'Europe alors que le général de Gaulle était encore au pouvoir. (...)

« Ils avaient, poursuit-il, rompu les relations avec la France au niveau le plus bas où elles étaient tombées (...), mis un embargo sur les ambassadeurs et même au bord de l'apoplexie et de la démission, gérés les membres du cabinet (...) ».

Le P.C. prosoviétique réclame au gouvernement de M. Wilson

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

Le mouvement à l'extrême gauche du parti communiste britannique, depuis 1975, a été en constante évolution. Après la mort de M. H. Williams, le secrétaire du parti, le mouvement a été dirigé par M. J. Haines, qui a été élu secrétaire en 1976.

PROCHE-ORIENT

Israël

Les aveux de M. Yadin sur les détournements de fonds jettent le désarroi dans le parti travailliste

De notre correspondant

Jérusalem. — Le tribunal de Tel-Aviv, devant lequel s'est ouvert, lundi 14 février, le procès de l'affaire Yadin — scandale politico-financier qui a secoué le pays l'automne dernier, — a eu la tâche singulièrement facilitée. La procédure judiciaire israélienne, héritée du système anglo-saxon, prévoit, en effet, la conclusion d'accords entre l'accusé et la défense, permettant d'éviter de fastidieuses et interminables audiences.

Le représentant du parquet, Mme Victoria Ostrowsky-Cohen, et le défenseur, M. Shimon Toubas, ont, dès l'ouverture du procès, informé le juge, Mme Hadassah Ben Itou, que l'accusé renonçait à plaider non coupable, et que le parquet, pour sa part, renonçait à l'un des quatre chefs d'accusation. Ainsi, M. Asher Yadin, qui, jusqu'ici, avait été en bloc tous les délits qui lui étaient reprochés, se reconnaissait brutalement coupable. Il a dû dépendant se soumettre à l'interrogatoire et au contre-interrogatoire de l'accusation et de son défenseur, révélant de la sorte que toutes les conclusions dont il était rendu coupable avaient parfois été commises au profit du parti travailliste, dont il était l'un des dirigeants les plus influents.

Rappelons que M. Asher Yadin avait été désigné par le gouvernement, quelques semaines avant son arrestation (le 19 octobre 1976), aux fonctions de gouverneur de la Banque d'Etat. Jusque-là, cette nomination, il était président de la caisse de maladie de la centrale syndicale Hissadrouh. C'est à ce poste, où il contrôlait des biens fonciers et immobiliers très considérables, qu'il s'est livré à des manipulations frauduleuses, recevant et distribuant des pots-de-vin.

Devant la cour et la foule des journalistes qui étaient massés dans la petite salle du palais de justice de Tel-Aviv, M. Yadin n'hésita pas une seconde à donner les noms des vendeurs qui avaient poussé à se livrer à toutes sortes de malversations au bénéfice du parti travailliste. Ces noms étaient, quelques minutes plus tard, jetés en pâture au grand public par la radio et les éditions spéciales des journaux du soir : M. Pinhas Sapir, ministre des finances, détesté, et à l'époque éminent gendre du parti ; son successeur dans ces deux rôles, l'actuel ministre des finances, M. Yehoshua Rabinovitch ; l'actuel ministre de l'éducation nationale, M. Abaron Yadin (cousin d'Asher), qui était secrétaire général du parti ; et d'autres personnages moins connus.

Inquiétude dans le clan de M. Rabin

A combien s'élevaient les fonds détournés au profit du parti ? Des millions de livres (1), répond l'accusé ; ces sommes étaient destinées à rembourser les dettes contractées pour la campagne électorale des élections de décembre 1973. Ces sommes énormes, ainsi que celles que M. Yadin avait détournées à son profit personnel, étaient obtenues en enfilant des devis de construction d'hôpitaux de la caisse de maladie ou en facturant à des infirmières au prix de vente réel des transactions sur des biens de la même caisse de maladie, dont la gestion est théoriquement contrôlée par la centrale ouvrière.

Le tournant que vient de connaître l'affaire Yadin donne un tour dramatique à la campagne électorale qui est déjà largement engagée.

Les premières réactions enregistrées auprès des dirigeants

(1) Le cours moyen de la livre israélienne est d'environ 3,50 franc.

Centre USTH Centre AUTTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
PRÉPARATIONS ANNUELLES JANVIER 1977 à JUIN 1977
Examen d'entrée à :
SC PO
• Entrée en 1^{re} année
• Soutien en cours d'AP
• Procédure d'admission
en 2^e année
Préparation par correspondance
TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE DEPUIS 23 ANS
AUTTEUIL : 6, av. Louis-Henri, 75016 Paris, Tél. 224.10.72
TOLBIAC : 43, av. d'Italie, 75013 Paris, Tél. 568.61.91

Tous les partis d'opposition réclament, bien entendu, que la lumière soit faite sans retard sur tous les aspects de cette affaire. M. Avnery, ancien député et candidat aux prochaines élections, a demandé qu'une enquête judiciaire soit ouverte contre tous les dirigeants travaillistes dont les noms ont été mentionnés au tribunal, et qui sont mêlés à ce qu'il a appelé l'affaire Yadin-Ofra. (M. Ofra est donné la mort le 3 janvier, alors qu'il était ministre, devant l'ampleur des rumeurs non confirmées l'accusant d'avoir trompé lui aussi dans de nombreuses malversations.)

M. Rabin, pour sa part, n'a pas cherché à esquiver les questions gênantes. « Je sais, a-t-il déclaré, lundi devant une assemblée de lycéens, que c'est une affaire accablante pour moi. Mais c'est aussi une fierté pour moi, car j'ai rien fait pour entraver la justice. Yadin a été arrêté, et qui ne fait rien pour entraver la justice lorsqu'il est arrêté. »

ANDRÉ SCAMAMA.

Les États-Unis réprovoient l'exploitation par Israël des ressources pétrolières du golfe de Suez

De notre correspondant

Washington. — Avant de quitter Washington pour Israël, où il était attendu ce mardi soir 15 février, M. Cyrus Vance a exprimé l'espoir que sa mission déclencherait le processus de négociations au Proche-Orient. Il est absolument vital que des progrès soient accomplis cette année, a déclaré le secrétaire d'Etat à la presse. Mais, dans la mesure des hypothèses, on ne s'attend pas à des résultats concrets avant la fin de l'année, sinon même le début de 1978.

Après avoir adopté une attitude franchement pro-Israélienne pendant la campagne électorale, M. Carter peut difficilement, aujourd'hui, refuser toutes les demandes d'Israël : accroissement de l'aide américaine (des 285 millions de dollars ajoutés au budget de 1,5 milliard pour Israël sont encore loin des 2,5 milliards demandés par Jérusalem), financement conjoint du char israélien, Chertok, possibilité de vendre à l'Égypte des chasseurs israéliens équipés d'un moteur américain, et surtout, livraison des bombes à « consolation » promises naguère par le président Ford. (On considère cependant à Washington qu'Israël dispose d'une telle supériorité militaire qu'il peut se passer de cette arme nouvelle, d'un haut pouvoir de destruction.)

Pour l'instant, le département d'Etat préfère maintenir la balance égale entre les deux camps. Ainsi, pour maintenir son attitude d'impartialité, et peut-être aussi pour compenser la décision d'interdire l'entrée des États-Unis à M. Jiries, envoyé spécial de M. Arafat, le département d'Etat, à quelques heures du départ de M. Vance, a critiqué les forages pétroliers entre-

pris par les Israéliens dans une zone du golfe de Suez, située entre l'Égypte et le Sinaï occupé. L'initiative israélienne viole la convention de La Haye de 1907 sur les droits des puissances occupantes, a dit le porte-parole, en ajoutant qu'elle « ne facilite pas le dialogue ou le processus des négociations ». Les observateurs estiment à Washington que, malgré les déclarations pro-Israéliennes du candidat Carter, l'ère du soutien inconditionnel à Israël est close depuis longtemps. Certes, il n'est pas question de revenir sur le refus de toute discussion avec l'O.L.P., tant que celle-ci refuse de reconnaître l'existence d'Israël et ignore les appels des Nations unies à la négociation. Mais M. Vance a précisé, la semaine dernière, qu'il entendait juger par lui-même de l'évolution des dirigeants de l'O.L.P., en indiquant que toute initiative dans ce sens — reconnaissance de facto d'Israël ou acceptation d'un mini-État sur la rive occidentale du Jourdain — serait particulièrement appréciée. Il avait aussi déclaré à Washington de continuer à soutenir le boycottage de l'O.L.P. par Israël, écrit le New York Times.

La position américaine sur les termes d'un éventuel compromis n'a pas encore été définie officiellement. A cet égard, on rappelle seulement que, à la fin de 1975, une étude menée pour le Brookings Institution par M. Brzezinski, aujourd'hui conseiller présidentiel, recommandait, en conclusion, l'abandon par Israël de tous les territoires occupés en échange d'un traité de paix, de garanties de sécurité et de mesures de normalisation. Elle prévoyait également la création d'une « entité palestinienne », mais peut-être rattachée à la Jordanie.

HENRI PIERRE.

CORRESPONDANCE

La visite de M. Waldheim à Jérusalem

M. François Chuliant, porte-parole de M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, nous a écrit :

Avant d'accompagner le secrétaire général des Nations unies en tant que porte-parole lors de sa mission au Proche-Orient, ce n'est pas sans surprise que j'ai lu, à mon retour, le compte rendu donné par votre correspondant, M. Scamama, de la visite de M. Waldheim à Jérusalem (1).

Les autorités israéliennes ont reçu le secrétaire général avec le plus grand courtoisie, et M. Alon s'est attaché publiquement, lors d'un dîner donné à la Knesset, à établir clairement la distinction entre l'accueil réservé à M. Waldheim personnellement, le grand intérêt apporté à ce qu'il avait à dire d'une part, et le refus israélien, d'autre part, d'accepter la résolution adoptée par la dernière Assemblée générale sur la reprise de la conférence de Genève. Ce n'est donc nullement par un prétexte d'ordre de vengeance que le secrétaire général a fait part à ses interlocuteurs de la flexibilité nouvelle qu'il avait remarquée chez les dirigeants arabes dont il avait, du reste, fait état devant la presse à maintes reprises lors des étapes précédentes de son voyage, notamment à Beyrouth.

Le but de sa mission n'était pas de se poser en médiateur, mais de s'informer des positions de chacun, de les clarifier et de les communiquer aux diverses parties en présence. Ce qui fut fait, y compris dans le cas des ruses israéliennes, communiquées au gouvernement égyptien lors de la deuxième visite du secrétaire général au Caire. M. Scamama invite ailleurs ses lecteurs à douter de la version donnée par le secrétaire général du gouvernement israélien de ses entretiens avec MM. Arafat et Kadoumi. Sans vouloir entrer dans le détail des conversations diplomatiques confidentielles, je me bornerai à souligner que M. Waldheim n'est pas la seule personnalité importante à avoir noté une évolution de l'attitude de l'O.L.P., comme en témoignent de nombreuses informations récentes.

Le secrétaire général s'est efforcé dans la plus stricte neutralité, de contribuer à la reprise du processus de négociations en cherchant à clarifier les points de vue en présence. Je regrette que votre correspondant n'ait pas dû devoir tenir compte de cet effort qui a atteint son but, et de cette neutralité, que tous les dirigeants du Proche-Orient — arabes aussi bien qu'Israéliens — ont été d'accord pour reconnaître.

(1) Le Monde des 12 et 13-14 février.

LE P.S. ET LE GROUPE PARLEMENTAIRE FRANCE-ISRAËL

M. Mitterrand a été interrogé, lors de la conférence de presse organisée lundi 14 janvier par le P.S., au sujet des relations entre son parti et Israël. Deux journalistes arabes se sont étonnés des déclarations de M. Defferre à l'occasion d'une enquête judiciaire, le maître de Marseille a confirmé à cette occasion que les députés socialistes ne participent plus au groupe France-Israël de l'Assemblée afin de ne pas « se retrouver dans une situation hypocrite et malhonnête qui consiste à siéger avec des députés qui votent contre Israël en votant le budget d'un gouvernement qui poursuit la guerre contre Israël et la Libye ». Le P.S. a donc formé son propre groupe parlementaire France-Israël, qui est ouvert aux autres formations de gauche.

Commentant cette décision, M. Mitterrand a déclaré : « Le P.S. a toujours participé au groupe parlementaire France-Israël, mais ce groupe s'est livré à des manifestations de politique intérieure qui ont accru les difficultés. Le P.S. s'en est donc retiré et a créé un groupe socialiste spécifique refusant de s'associer à des positions ultra ». De son côté, M. Jospin a déclaré que, grâce à « la ligne » qu'il a adoptée, le P.S. a pu, sur le conflit du Proche-Orient, tenir, lors de visites dans ces deux capitales, le même langage public à Alger et à Jérusalem.

Plusieurs municipalités et organisations palestiniennes des territoires occupés par Israël soulignent la « nécessité de la création d'un État palestinien indépendant », dans un mémorandum adressé au comité exécutif de l'O.L.P.

Ce document est notamment signé par les municipalités de Tulkarem, Galilée, Salit, Dine, Toubas et Naplouse, localités situées en Cisjordanie. Dans ce mémorandum, les signataires déclarent que la « résistance palestinienne doit essentiellement être représentée dans le conseil national (Parlement) palestinien » sur « des bases démocratiques ».

Liban

Les « casques verts » syriens auraient pris position autour des camps palestiniens de Beyrouth-Ouest

« La situation peut s'expliquer à tout moment » dans le secteur des grands camps palestiniens de Beyrouth-Ouest, a annoncé, lundi 14 février, un communiqué de l'agence palestinienne d'information Wafa. Selon l'agence, « divers signes montrent qu'il existe un plan d'attaque des camps palestiniens de Sabra et de Chatila par la force arabe de dissuasion, sous prétexte de confier les armes lourdes » qui seraient détenues par les Palestiniens dans ces camps.

Le communiqué précise que les soldats de la force de dissuasion ont renforcé leurs positions autour de ces deux camps et que de nouvelles unités de fantassins, appuyées par des véhicules blindés, se sont installées aux entrées de Beyrouth-Ouest. Les écoles, les magasins et les cafés des camps et des quartiers voisins ont été fermés.

De son côté, le haut commandement de la force de dissuasion a accusé des groupes de Palestiniens extrémistes d'avoir provoqué les combats de jeudi et vendredi derniers, dans lesquels des forces syriennes ont été impliquées, et d'avoir assassiné un lieutenant syrien qui avait été blessé lors des affrontements.

M. Yasser Arafat a adressé lundi soir un message au président Assad pour lui demander de prévenir toute opération des forces syriennes, qui constituent l'essentiel de la force de dissuasion, contre les camps palestiniens. M. Arafat a pris le chef de l'Etat syrien de « faire encore preuve de sagesse pour prévenir une éventuelle explosion, qui serait préjudiciable aux uns et aux autres ». Lundi, M. Arafat avait été reçu par le président Sadat, qui l'a assuré de son soutien. Le prochain Conseil national palestinien doit se tenir au Caire, au début de mars.

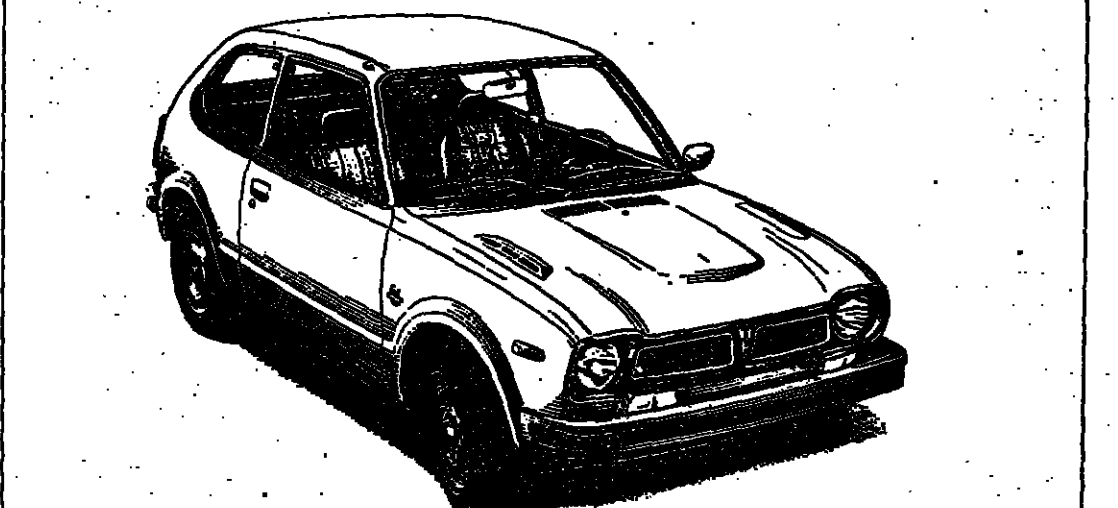
À Jérusalem, la radio israélienne, citant des sources informées, a annoncé lundi que la première phase du « redéploiement » au nord de Nabatieh, ville située à 14 kilomètres de la frontière israélienne, des soldats de la force arabe de dissuasion, en majorité syriens, s'était terminée lundi. Les correspondants de la radio estiment qu'il ne reste plus qu'environ deux cent cinquante soldats syriens au « nord immédiat » de la ville, qui devraient faire mouvement incessamment. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

ISRAËL
FACE AU DROIT DE LA PALESTINE

A l'aide de documents trop souvent oubliés, une démythification du conflit israélo-arabe.

Éditions Albatros
14 rue de l'Armée, 75006 Paris.
Un volume 240 pages, 35F.

La 1.200.001^{ème} CIVIC.



Déjà.

1.200.000 Civic. C'est impressionnant. Cela veut dire qu'en quatre années Honda est devenu l'un des Grands de l'automobile dans le monde. Il faut vraiment que la Civic possède d'exceptionnelles qualités. Convainquez. Car personne n'attendait un constructeur de plus aujourd'hui. Ni les Européens, ni les Américains, pas même les Japonais. Mais revenons-en à cette 1.200.001^{ème} Civic. C'est la toute nouvelle Civic 1200 : la plus confortable des compactes confortables.

Elle a maintenant des sièges plus enveloppés, plus profonds, recouverts de tissu, de la moquette à l'avant et à l'arrière, de larges accoudoirs, un allume-cigares, un rétroviseur auto-éjecteur, un dégivreur arrière, des ceintures à enrouleur, des vitres très légèrement teintées pour une meilleure climatisation, et puis, un peu plus de puissance sous le capot pour faire la différence aux très faibles tours.

trois Civic, chacune d'elles vendue en deux versions : avec boîte mécanique 4 vitesses synchro levier au plancher ou transmission automatique. La 3 portes à partir de 18.985 F, les 4 portes 1500 à 22.625 F. Et, comme l'année dernière, à chacun de ces prix vous ajoutez 1.000 F si vous voulez votre Civic automatique.

* prix clés en main au 1277

HONDA CIVIC

Honda-France, 20 rue Pierre-Curie, 93170 Bagnolet. Tél. 360.0100

Concessionnaires Honda dans la Région Parisienne : 76. PARIS, Jumeau (75001) 27, av. de la Grande-Armée - Tél. 563.76.90 - Auteurs (75006) 28, bd de l'Industrie - Tél. 707.75.51 - 37, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 39, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 41, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 43, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 45, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 47, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 49, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 51, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 53, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 55, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 57, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 59, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 61, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 63, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 65, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 67, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 69, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 71, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 73, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 75, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 77, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 79, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 81, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 83, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 85, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 87, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 89, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 91, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 93, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 95, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 97, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 99, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 101, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 103, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 105, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 107, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 109, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 111, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 113, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 115, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 117, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 119, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 121, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 123, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 125, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 127, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 129, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 131, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 133, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 135, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 137, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 139, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 141, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 143, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 145, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 147, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 149, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 151, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 153, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 155, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 157, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 159, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 161, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 163, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 165, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 167, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 169, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 171, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 173, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 175, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 177, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 179, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 181, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 183, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 185, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 187, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 189, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 191, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 193, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 195, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 197, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 199, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 201, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 203, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 205, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 207, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 209, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 211, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 213, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 215, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 217, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 219, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 221, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 223, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 225, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 227, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 229, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 231, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 233, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 235, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 237, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 239, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 241, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 243, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 245, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 247, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 249, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 251, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 253, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 255, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 257, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 259, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 261, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 263, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 265, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 267, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 269, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 271, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 273, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 275, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 277, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 279, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 281, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 283, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 285, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 287, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 289, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 291, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 293, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 295, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 297, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 299, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 301, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 303, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 305, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 307, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 309, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 311, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 313, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 315, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 317, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 319, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 321, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 323, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 325, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 327, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 329, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 331, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 333, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 335, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 337, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 339, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 341, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 343, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 345, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 347, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 349, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 351, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 353, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 355, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 357, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 359, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 361, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 363, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 365, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 367, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 369, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 371, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 373, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 375, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 377, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 379, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 381, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 383, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 385, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 387, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 389, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 391, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 393, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 395, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 397, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 399, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 401, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 403, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 405, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 407, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 409, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 411, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 413, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 415, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 417, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 419, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 421, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 423, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 425, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 427, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 429, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 431, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 433, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 435, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 437, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 439, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 441, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 443, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 445, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 447, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 449, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 451, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 453, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 455, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 457, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 459, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 461, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 463, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 465, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 467, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 469, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 471, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 473, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 475, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 477, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 479, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 481, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 483, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 485, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 487, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 489, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 491, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 493, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 495, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 497, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 499, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 501, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 503, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 505, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 507, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 509, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 511, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 513, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 515, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 517, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 519, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 521, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 523, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 525, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 527, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 529, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 531, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 533, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 535, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 537, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 539, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 541, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 543, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 545, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 547, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 549, rue du Faubourg - Tél. 50.15.55 - 551, rue du Faubourg - Tél. 50.15.5

مكنا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Le Liban entre le soulagement et l'amertume

II. — Rapiécer l'État

De notre envoyé spécial DOMINIQUE POUCHIN

Intéressé qu'à ceux qui l'ont installé, les gens de Damas ne nous ont présenté aucun dessein d'interférence, espérant que notre conseilier, l'apporterait les factures, l'une après l'autre, sans nous donner la moindre idée de ce que sera le montant final. Que veulent-ils donc maintenant ? Poser la question à Beyrouth aujourd'hui, c'est aller devant de réponses, brutales ou naïves, toujours insuffisantes, que les dirigeants de Damas — si tant est qu'ils aient eux-mêmes clairement défini leurs objectifs — se gardent encore de dévoiler.

Le général Assad a déjà, sur l'essentiel, obtenu ce qu'il cherchait : l'alliance scellée, non sans risque, avec la droite chrétienne, puis l'entrée massive des troupes syriennes, ont étouffé la menace d'une victoire de la gauche allée aux Palestiniens devant constituer pour la plupart des régimes de la région. Les Palestiniens, affaiblis et étroitement contrôlés, n'ont plus les moyens de faire obstacle à cette « paix arabe » que la Syrie revigore est prête d'annoncer à jouer avec les « frères arabes ».

Assad, disent certains, a envoyé ses hommes sans billet de retour. Ils sont chez nous et entendent y rester le temps d'asseoir une hégémonie durable sur le pays. De M. Georges Haoui, secrétaire général du P.C. libanais : « Les Syriens veulent exercer une domination directe et totale ». M. Béchar Gemayel, chef des milices de droite : « Les Syriens n'ont jamais reconnu clairement l'intégrité territoriale du Liban ».

Reste à savoir si cet homme des Syriens est condamné à demeurer leur otage. La réponse appartient moins au principal

Une révolution inachevée

Est-il donc si surprenant qu'une vingtaine d'années plus tard, au lendemain d'une guerre civile austère, on retrouve les héritiers du général ? Le cheikhisme n'est pas allé aussi loin qu'il le fallait, explique M. Karim Pakradouni, le dirigeant phalangiste le plus favorable aux choses syriennes. Il a pu faire de l'État l'agent le plus fort, mais non la source exclusive de l'autorité. Ce ne fut pas une révolution manquée, mais inachevée. L'histoire pourrait être écrite tout autrement si elle était écrite par le plus cheikhiste des Libanais : Elias Sarkis.

Le parti n'est pas sans risque dans un pays où c'est d'abord la population et de lui fournir les services essentiels que l'État n'assure pas. Il ne s'agit pas, expliquent-ils, de cacher ou d'incompléter, mais bien d'un choix délibéré : en créant une administration dans son secteur, le Mouvement national serait entré dans la logique infernale

reglement du conflit. M. Sarkis et son équipe se gardent bien d'exiger que leur soit reconnue une autre autorité. Ils pratiquent, nous confie un ministre en souriant, « la politique du camouflage ou le camouflage d'une politique » : pas de discours, toutes les décisions sont prises dans le silence, mais de constantes références à « l'unité libanaise » et surtout une évidente volonté de donner à tous l'image du sérieux et de l'efficacité.

« L'œuvre de reconstruction ne préjuge pas de l'avenir », estime M. Camille Chamoun, chef du parti national libéral (conservateur chrétien), car elle est nécessaire, quelle que soit la formule que nous adopterons pour le Liban nouveau. Faire réparer les avaries, remettre l'industrie sur pied, promouvoir une loi sur la presse, tout cela ne nous engage pas politiquement. Rien de ce que ce gouvernement peut faire n'engage indéfiniment l'avenir. Ni le président ni ses ministres ne lui répondront. Leur objectif, transparaît, n'est pas moins de lui donner une tâche, par les faits. Qui qu'en soit le sens est l'unique directive donnée à la mission française venue étudier la reconstruction du centre de Beyrouth : faire renaitre ce qui était le trait d'union, le point de rencontre de tous les Beyrouthins : créer le symbole d'une civilisation, d'une culture libanaise.

Les mesures prises et les organismes mis en place pour amorcer la relance économique ne sont pas moins symboliques de cette même volonté d'engager la responsabilité de l'État et de restaurer son autorité. Le succès final suppose que le gouvernement récupère les « parcelles de pouvoir » que la décomposition progressive de l'appareil central, au cours de deux années de guerre, a léguées aux belligérants. C'est là que se dressent les plus rudes obstacles, car il faudra descendre dans l'arène et se heurter à des intérêts contradictoires.

A gauche, il n'y a guère de « parcelles de pouvoir » à récupérer. Jamais, tout au long du conflit, les dirigeants du camp islamopalestinien ne se sont véritablement préoccupés d'encadrer la population et de lui fournir les services essentiels que l'État n'assure pas. Il ne s'agit pas, expliquent-ils, de cacher ou d'incompléter, mais bien d'un choix délibéré : en créant une administration dans son secteur, le Mouvement national serait entré dans la logique infernale

de ses adversaires. Se substituer à l'État défaillant, c'était entrer dans la partition du pays qui restait, pour la gauche, la menace la plus sérieuse. D'où les contacts multiples et discrets, les démarches officieuses qui témoignent d'un soutien presque inconditionnel à un président dont les progressistes avaient pourtant auparavant contesté l'élection. « Nous devons faire confiance à Sarkis, assure M. Kamel Jomblatt, il est le seul représentant de l'unité libanaise ».

« Au prix fort »

Les communistes vont plus loin : « Nous sommes prêts », dit M. Georges Haoui, à payer au prix fort la sauvegarde d'un Liban uni. Même si cela doit passer par un Elias Sarkis avec une politique axée plus à droite. Tant d'insistance s'explique : muselés, surveillés de près, la gauche est isolée de ses alliés palestiniens qui ont dû céder aux injonctions de régimes arabes mal disposés à l'égard de toute connivence avec les « rouges », même si ceux-ci, la vérité est plutôt rose. Affaibli, le camp progressiste fait le dos rond. Soutenir M. Sarkis, c'est jouer le dernier atout contre la partition et éviter les contradictions qui apparaissent « en face ».

A l'évidence, l'homogénéité du front conservateur, presque sans faille durant la guerre, résiste moins bien à l'épreuve de la paix. Il est encore difficile de distinguer les clivages qui s'opèrent et d'estimer le rapport des forces : tente-t-il de mesurer ses propos en public tout au moins. On discute donc à huis clos, comme pour ce séminaire organisé, le 23 janvier, par les leaders de la droite chrétienne afin de « dégager une position commune sur les grandes lignes du Liban nouveau ». Ses principales conclusions ont été tenues secrètes, « tout simplement », affirme l'un des participants, parce qu'il y a eu un accord réel.

Les partisans d'une partition intégrale sont, semble-t-il, peu nombreux et se regroupent essentiellement autour des milices maronites. Mais les oppositions n'en sont pas moins importantes entre les adeptes d'un État fort accompagné d'une décentralisation rigoureuse administrative et les défenseurs d'un régionalisme aussi poussé que possible. Les premiers se retrouvent derrière certains dirigeants politiques phalangistes. Les seconds sont d'abord communistes mais représentent aussi une large fraction des katab, surtout parmi les miliciens. Bien qu'aucune

position commune ne se soit véritablement dégagée, la pression des « régionalistes » semble encore très forte. Ces partisans d'une partition à demi camouflée entendent, en fait, profiter des acquis de la guerre. S'appuyant sur le sentiment de frustration que l'occupation syrienne a suscité chez nombre de combattants, ils veulent accélérer les « réformes » et rendre impossible le retour à un Liban trop centralisé. « Nous ne pouvons attendre que la situation se décompte », explique M. Béchar Gemayel. Plus nous tardons et plus le changement sera difficile.

C'est bien ce qu'a compris le président Sarkis, dont le jeu consiste justement à différer les options essentielles pour mieux grignoter le terrain qui lui échappe en récupérant ces « parcelles de pouvoir » sur lesquelles la droite chrétienne a tenté de fonder un véritable « mini-État ». Pour cela, il dispose d'une « armée prête » qui, en s'installant progressivement dans l'ensemble du secteur chrétien, réduit peu à peu le pouvoir de ses milices et restitue à l'État l'autorité qu'il avait perdue. Au bout du compte, les Syriens et « leur homme » ne cherchent-ils pas à isoler une droite dans la droite — composée juste la plus faible — pour justifier ainsi leur pouvoir d'arbitrage ? Le calcul subtil, n'est pas sans risque, car les « marginaux » libanais pourraient, eux, compter sur un allié puissant pas si lointain. Qui donc, au Liban, verrait d'un bon œil « la libération nationale » d'un foyer chrétien, sinon Israël ?

Prochain article :

DRÔLE DE GUERRE
AU SUD

VIVRE EN CITOYENS ACTIFS

YVES PITTE ET DOMINIQUE GERBAUD

le Centurion

15 auraient pris position
de Beyrouth-Ouest

M. Yasser Arafat a adressé lundi soir un message au président Assad pour lui demander de permettre l'opération de libération de la zone de Beyrouth-Ouest. Le chef de l'OLP a déclaré que les combattants de son mouvement ont accepté de se retirer de la zone de Beyrouth-Ouest si Assad leur permet de reprendre le contrôle de la zone.

Le général Assad a déjà, sur l'essentiel, obtenu ce qu'il cherchait : l'alliance scellée, non sans risque, avec la droite chrétienne, puis l'entrée massive des troupes syriennes, ont étouffé la menace d'une victoire de la gauche allée aux Palestiniens devant constituer pour la plupart des régimes de la région. Les Palestiniens, affaiblis et étroitement contrôlés, n'ont plus les moyens de faire obstacle à cette « paix arabe » que la Syrie revigore est prête d'annoncer à jouer avec les « frères arabes ».

A l'aide
de documents
trop souvent
oubliés,
une démythification
du conflit
israélo-arabe.

Editions Albatros

La « Bible »
des magistrats municipaux,
secrétaires de mairies
et candidats.

**LE GUIDE PRATIQUE
DES ÉLECTIONS**

4^e édition à jour au 1.1.1977

par A. JABIN, conseiller hors
classe au tribunal administratif
et J. VACHERAND, chargé du
contentieux électoral au
ministère de l'Intérieur.

- 250 pages sous reliure mobile avec service permanent de mise à jour.
- 190 réponses pratiques pour trouver immédiatement les solutions.
- le code électoral à jour, tous les nouveaux textes et règlements.
- Tous les formulaires et leur mode d'emploi.

Vente par correspondance 126 F francs

ÉDITIONS EUROPA
34, rue Truffaut 75001 PARIS
CENEX 17 CCF PARIS 12440 32

150 CHERCHEURS
TRAVAILANT DEPUIS
PLUS DE 10 ANS
SUR ORDINATEURS
POUR SUIVRE
LA PUBLICATION DU

**TREASOR
DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Édité par le
Centre National de
la Recherche Scientifique
sous la direction de Paul Imbs
de l'Institut

Le dictionnaire de recherche
et de créativité de
l'homme cultivé du 20^e siècle

- LE TOME 5
VA PARAÎTRE
en mars 1977
- LA COLLECTION
SERA COMPLÈTE
en 14 VOLUMES
- LES TOMES 1, 2, 3, 4
940 F
- LE TOME 5
VAUDRA
330 F

Pour recevoir une documentation
gratuite et sans engagement sur
le Trésor de la Langue Française,
déposez ce bon et adressez-le à
votre libraire ou au diffuseur exclusif :

Klincksieck
11, rue de Lille, Paris 7^e

Nom _____
Profession _____
Adresse _____

C'EST GRÂCE À UN PROCÉDÉ NATUREL

Avis important
à tous les Fumeurs

Un nouveau procédé naturel permet
aujourd'hui d'enrichir
le goût de tabacs extrêmement légers

PREMIERE EN FRANCE

"NATURAL FLAVOUR ENHANCEMENT" (N.F.E.)
ENRICHISSEMENT NATUREL D'ARÔME

permet de transférer le goût des tabacs aromatisés
afin d'enrichir de façon naturelle des mélanges
de tabac spécialement sélectionnés pour leur
légèreté.

Jugez vous-même, faites l'essai aujourd'hui de la
nouvelle SL - Superior Light, pleine de saveur et
pourtant légère.

Comparez son goût. Comparez son arôme.
Appréciez sa douceur.



le goût d'hier
avec la légèreté d'aujourd'hui!



De communiqué a été publié par
Tobacco Research and Development Institute
P.O. Box 128, Zurich, Switzerland.



Brevet déposé en de nombreux
pays du monde pour le vin et le tabac.

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

POLITIQUE

Tribune du 13 mars

LES FEMMES ET LA VIE MUNICIPALE

Gérer ensemble la commune

par NOELLE DEWAVRIN (*)

Il y a actuellement 20 684 conseillères municipales sur 466 682 sièges, et il y a 571 maires sur 37 708. En 1977, il faut à la France au moins 100 000 conseillères municipales et 3 000 maires, c'est-à-dire environ cinq fois plus.

En Europe, la première femme pilote était une Française; la première femme exploratrice était une Française; la première femme parachutiste était une Française; pourquoi les Françaises ne seraient-elles pas aussi les premières Européennes sur le plan politique? Malheureusement, en ce qui concerne la représentation dans les assemblées élues, la femme française est au dernier rang de la communauté.

Un sondage réalisé il y a quelques mois par la Croix du Nord Dimanche dans le nord de la France a montré que 83 % des électeurs sont d'accord pour voir des femmes au conseil municipal... Est donc balayé l'argument selon lequel on ne voterait pas pour une femme. Alors réjouissons-nous, les femmes vont participer pleinement à l'administration de la commune.

Les femmes françaises doivent être aussi décidées que leur collègues allemandes ou anglaises, et cela pour deux raisons principales :

1) Parce que la vie de la commune, c'est la vie quotidienne. Pour nous, les femmes, la vie de la commune, c'est la vie quotidienne, la vie de la commune, c'est du concret, c'est du réel, c'est du vécu.

La vie de la commune concerne le travail, la santé, l'éducation, la consommation, l'urbanisme, le logement, l'environnement, les équipements collectifs, bref, tout ce qui fait la vie réelle de la société, et ces problèmes, nous, les femmes, nous les connaissons, nous les vivons, nous nous y attachons, nous y sommes à l'aise, le dirait surtout nous y sommes indispensables.

Nous, les femmes, nous pouvons changer le débat public et le transformer, de débat trop souvent rhétorique en débat réel.

2) Parce que les hommes ont besoin des femmes.

Il doit exister une communauté de travail entre homme et femme. L'homme et la femme doivent participer au même combat et travailler dans les mêmes équipes. Chacun a, en effet, sa manière propre, sa façon spécifique d'étudier les problèmes et d'y trouver des solutions.

La loi du 4 juin 1970 sur l'autorité parentale déclare que c'est « ensemble » que le père et la mère assurent l'éducation de leurs enfants.

C'est également « ensemble » que l'homme et la femme doivent assurer la conduite de la commune.

1) A la commission de l'urbanisme, par exemple, une femme pourra donner son avis concernant le plan d'occupation des sols et, par exemple, empêcher qu'un crématorium ne soit situé en face d'une école maternelle et d'un groupe de quatre cents petites maisons neuves (exemple vécu). Elle pourra également demander que les placards des H.L.M. aient plus de 40 centimètres de large afin que l'on puisse y pendre un costume, ou que la communication soit possible entre deux F3 afin de pouvoir y loger une famille nombreuse.

De même, une femme pourra expliquer à ses collègues les inconvénients de tel plan de circulation et les réactions qu'entraînera la création d'un sens interdit, d'un couloir d'autobus sur les mètres de famille du quartier, sur les vieilles personnes ou sur les jeunes qui circulent à bicyclette.

2) A la commission des affaires sociales, une femme pourra expliquer à ses collègues masculins les intérêts et les avantages d'une crèche familiale à domicile par rapport à une crèche collective.

3) A la commission des finances, une femme pourra attirer l'attention sur telle ou telle association qui mérite une subvention plus importante.

Les femmes font également merveille pour tenir des permanences ; elles se tiennent facilement à l'écoute des personnes qui viennent leur confier, en termes quelconques, leurs problèmes ou leurs maux, et elles ont de la persévérance pour faire aboutir une intervention.

Tant de communes de France ont besoin des sourires féminins pour accueillir telle ou telle personnalité en visite dans la commune, lui faire visiter des installations nouvelles, lui expliquer ce qui va ou ce qui ne va pas.

Oui, mesdames, les hommes ont besoin de vous, ils ont besoin de votre message de sagesse, de réflexion, de bon sens et de paix.

Habitues à la maison à comprendre à demi-mot, les femmes sont tout à fait capables de saisir une situation délicate, elles savent agir avec douceur et éviter de blesser l'un des partenaires.

Habitues, pour beaucoup d'entre elles, à faire partie d'associations féminines qui ont proposé de grandes réformes, les femmes françaises savent débattre des problèmes concernant, par exemple, la consommation, la qualité de la vie, l'environnement.

Nous, Françaises, nous ne devons pas hésiter à nous engager lors des prochaines élections municipales de 1977.

Nous devons demander à faire partie des listes municipales, nous devons aller trouver les maires, de nos communes ou les responsables des partis politiques et leur proposer d'être candidates.

Nous ne devons pas avoir de complexe d'infériorité, nous ne devons pas hésiter non plus à prendre la tête d'une liste.

Soyons, au contraire, persuadées que nous sommes indispensables, que nous devons diffuser nos valeurs féminines, valeurs d'humanité, dans toute la société pour rendre celle-ci moins tendue, moins crispée, plus harmonieuse et plus paisible. C'est pour nous un devoir, c'est pour nous une obligation, c'est pour nous une nécessité.

(*) Conseillère municipale du Tonqueux, déléguée nationale R.P.R. à l'action féminine.

Maire recherche conseillère

par BRIGITTE GROS (*)

DANS les trente-sept mille communes de France, les listes pour les prochaines élections municipales se constituent d'ores et déjà. Plus d'un million de citoyens (en se basant sur une moyenne de deux listes par commune) commencent ainsi à se mobiliser à six semaines de l'échéance électorale des 13 et 20 mars 1977. Or on constate pour la première fois depuis trente ans — date à laquelle les femmes ont acquis leur majorité politique — que les maires municipaux en place, de même que la plupart des listes de liste, se mobilisent pour tenter de doubler, de tripler, voire même de quadrupler la représentation féminine dans leur équipe.

Pour la première fois, ils sont convaincus qu'en mars 1977 il sera électoralement payant de se présenter aux suffrages des électrices et des électeurs avec une liste où le deuxième sexe aura sa place, et une place qui ne soit plus réduite à quelques strapons. Il y a six ans encore, les maires hésitaient, pour la plupart, à faire appel à des candidatures féminines : « Nous ne sommes pas anti-féministes, disent-ils alors ; mais nous sommes obligés de constater que les femmes ne votent pas pour les femmes. Leur présence est électoralement un erreur ». Aujourd'hui, ils tiennent un tout autre langage : « Nous souhaitons constituer des listes mixtes et sans domaine réservé aux femmes. Nous reconnaissons, en effet, que les Français ont pris conscience du fait que les femmes sont capables, tout autant que les hommes, d'assumer totalement des responsabilités publiques. »

Quelles sont les raisons qui ont fait évoluer ainsi l'opinion de nos concitoyens à l'égard du rôle que peut et doit jouer aujourd'hui le deuxième sexe dans la vie publique de notre pays ? Cette évolution des esprits résulte des deux novations qui sont intervenues depuis deux ans. En premier lieu, des responsabilités importantes ont été confiées à certaines femmes de talent dans les instances du pouvoir, ce qui constitue, sous la V^e République, une rupture avec les habitudes passées. « Une femme dans un gouvernement, peut-être ! », disait le général de Gaulle, « mais alors il faudra lui confier un sous-secrétariat d'Etat au tricot ». Georges Pompidou, dans ce domaine, ne fut pas plus réformateur que son prédécesseur. En revanche, Valéry Giscard d'Estaing n'hésite pas à aller plus loin que Léon Blum, qui avait offert, en 1936, trois postes ministériels à des femmes : il y a quatre ministères femmes dans le gouvernement de M. Raymond Barre. Et à des postes de responsabilité importants : la santé, les universités, la culture, la consommation. En outre, la création et le fonctionnement, pendant plusieurs mois, d'un secrétariat d'Etat à la condition féminine ont permis d'ouvrir les yeux des Français sur la place et la responsabilité que les femmes occupent avec succès dans de nombreux secteurs de la vie économique et administrative de notre pays.

La deuxième novation est d'ordre législatif. Deux projets de loi votés par le Parlement, et que les femmes attendaient depuis plusieurs décennies — ceux concernant l'interruption de grossesse et la protection de la femme dans le divorce, — ont été rendus, d'une façon générale, comme des décisions de justice et de dignité à leur endroit. Ils ont contribué à faire évoluer les esprits, même les plus rétrogrades.

Ces deux novations ont entraîné des réactions en chaîne. Un changement d'attitude des hommes envers la condition de leur compagne, mais aussi une modification d'attitude des femmes envers elles-mêmes. Elles s'approprient aujourd'hui à faire le pas vers le nombre d'entre elles n'osant franchir en raison des interdits qui pesaient encore sur leur condition.

Ainsi qu'il y a six ans encore certaines maires parvenaient rarement à convaincre des femmes à figurer sur leurs listes, aujourd'hui tout paraît différent. On constate même que s'instaure entre les maires sortants une sorte d'émulation, un esprit de concurrence. Chacun tient à compter dans son équipe municipale plus de femmes que ses collègues des communes voisines.

C'est pourquoi on peut raisonnablement espérer que le nombre de femmes élues, qui n'était que de 4,4 % en 1971, sera, en mars 1977, bien plus important.

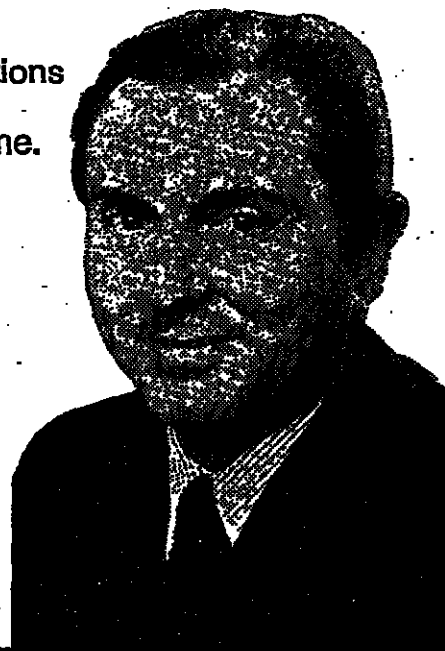
La commune est le berceau de la démocratie. Elle est aussi le microcosme de notre société. L'exercice de la responsabilité à l'échelon de la cité est bien la meilleure formation pour connaître dans leur réalité concrète les problèmes d'un pays. Une présence nouvelle et importante de femmes dans la vie locale serait donc le point de passage privilégié pour leur permettre demain de se jeter dans d'autres batailles électorales afin d'entrer plus nombreuses dans les assemblées départementales et régionales comme au Parlement, où leur représentation n'est que de 1,5 %. Pour les femmes, quelles que soient leurs préférences politiques, les prochaines municipales constitueront un tournant décisif.

(*) Sénateur des Yvelines (non-inscrite), maire de Meulan.

Un livre capital pour les Parisiens

MICHEL D'ORNANO
UNE CERTAINE
IDEE DE PARIS

Des propositions
concrètes,
un programme.



224 pages.
15 F.
éditions
JCLaffrès

Spectacle
gratuit.

Présentation dansée des grandes
marques de sports d'hiver et de
maillots de bains.
Avec la participation de Arabel, Caber,
Dynamic, Fusalp, Hechter, K Way,
Lotto, Mossant, Nautic, Olympic,
Spalding, V de V, Warner.
Rez-de-Chaussée : les 15, 16 et
17 février. A 12 h 30, 15 h, 16 h 30.

Galerias Lafayette

Haussmann

UN NUMÉRO SPÉCIAL DE « DOSSIERS ET DOCUMENTS »
du « MONDE »

L'ANNÉE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
1976 : L'ESPOIR DÉÇU

Au sommaire :

- Bilan économique et social
- Bilan financier et boursier
- Où en sont les principaux pays? (88 monographies à jour)
- Les mutations structurelles
- Une chronologie des événements
- Un index par thèmes et par pays

168 pages - 100 illustrations.

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX - 12 F.

M. Nouira
tunisien

ministre de l'Intérieur
M. Nouira a été nommé
ministre de l'Intérieur
le 15 février 1977.
Il a succédé à M. Habib
Bachach, qui a été nommé
ministre de la Santé.
M. Nouira est un homme
d'Etat expérimenté.
Il a été ministre de l'Intérieur
de 1974 à 1976.
Il a été ministre de la Santé
de 1976 à 1977.
Il a été ministre de l'Intérieur
de 1977 à 1978.

Les relations entre
la Tunisie et l'Algérie

Les relations entre
la Tunisie et l'Algérie
ont toujours été
complexes.
Elles ont été marquées
par des périodes de
coopération et de
tension.
En 1977, les relations
sont restées tendues.
Les deux pays ont
eu des différends
sur des questions
de frontières et
de ressources.

Les relations entre
la Tunisie et l'Algérie
ont toujours été
complexes.
Elles ont été marquées
par des périodes de
coopération et de
tension.
En 1977, les relations
sont restées tendues.
Les deux pays ont
eu des différends
sur des questions
de frontières et
de ressources.

Les relations entre
la Tunisie et l'Algérie
ont toujours été
complexes.
Elles ont été marquées
par des périodes de
coopération et de
tension.
En 1977, les relations
sont restées tendues.
Les deux pays ont
eu des différends
sur des questions
de frontières et
de ressources.

Les relations entre
la Tunisie et l'Algérie
ont toujours été
complexes.
Elles ont été marquées
par des périodes de
coopération et de
tension.
En 1977, les relations
sont restées tendues.
Les deux pays ont
eu des différends
sur des questions
de frontières et
de ressources.

Les relations entre
la Tunisie et l'Algérie
ont toujours été
complexes.
Elles ont été marquées
par des périodes de
coopération et de
tension.
En 1977, les relations
sont restées tendues.
Les deux pays ont
eu des différends
sur des questions
de frontières et
de ressources.

95 fois par semaine...

Les jets d'Air Afrique s'envolent.

Quand on voyage pour affaires, la fréquence, ça compte. Et pas seulement la fréquence vers l'Afrique, mais aussi à travers l'Afrique. Air Afrique, c'est 95 fréquences par semaine, vers 15 États d'Afrique Noire, depuis l'Europe, et d'une capitale d'Afrique vers une autre.



AIR AFRIQUE
La plus grande fréquence de vols vers et à travers l'Afrique.

La préparation des

AMIENS : trois listes en présence

MICHEL CURTIS

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1038.

A Saint-Nazaire

De notre envoyé spécial

auquel il entend porter remède», M. Chirac, applaudi à plusieurs reprises, s'en est pris à l'«Etat» — «l'Etat» — de «l'administration», à la montée de la délinquance, à la mansuétude de la justice pour faire le procès de «l'abandon», de «la faiblesse», de «l'abdication» de l'Etat, sans troubler l'impassibilité des ministres présents. Pour prévenir le reproche de fascisme, l'orateur s'est référé aux grands principes révolutionnaires et à la sauvegarde des libertés. M. Yves Guéna avait repris le leit-motiv du discours de M. Glucksmann à l'Assemblée. «Nous ne pouvons pas», a-t-il déclaré, «faire toutes les accusations lancées contre M. Chirac et le R.P.R. M. Olivier Guichard avait limité son propos à dénoncer le lancement par l'opposition d'une opération de gestion socialo-gauche-communiste des villes de France — qui constitue — un coup bas contre la démocratie locale — mais qui doit servir — demain pour la conquête de l'Etat».

M. Chirac est rentré à Paris dans la nuit pour participer, mardi, à la réunion du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale. Il ne reprendra ses visites en province que dans les élections municipales, au rythme de plusieurs par mois. D'ici là, à Paris, il tiendra plusieurs réunions et compte organiser un vaste meeting, le 6 ou le 7 mars, à la porte de Versailles, là où trois mois plus tôt, le 5 décembre, il a fondé le Rassemblement pour la République.

ANDRÉ PASSERON.

[illegible]

M. M. Chirac
dans le dix-
rait une nou-

ministre, secrétaire
indépendant.
le 6 juin à l'é-
France-Inter,
candidature
Chirac dans
un mouvement de
qui se présenter
sivement, a-t-il
général nous
Chirac, mais
pers un apaisé-
entente nous
nouvelle agres-
sions avec les
général des R.I.
à la déclaration
le 3 février, et
notamment avis, M.
ministre de
déclarer : « En
signifie que je
se le soit posé
et si serait -
notamment
présenté sa cam-

« LA LETTRE DE LA NATION » :
des vérités premières.

M. Pierre Charpy, directeur de
« La Lettre de la Nation », commente
mardi 15 février, le discours de
M. Chirac à Saint-Nazaire en ces
termes : « Une propagande
orchestrée comme on ne l'a ja-
mais vue en France est en train de
faire palier d'envie les régimes
totalitaires est arrivée à semer le
doute. La complainte du mépris
de l'intérieur qui a beaucoup de
talent, condition de ne pas
chanter lui-même mais se ser-
vir bien du « play-back » avec
d'autres, est honnêtement pla-
cée au premier rang de la pro-
pagande politique : « Chirac docteur »,
un thème qui a bien marché.

« Mais trop c'est trop. Il fallait
bien rappeler qui a amené le
président de la République à
prendre sous-parcours de la cham-
bre législative toute son
autorité.

Il fallait bien rappeler qu'avant guéri, à l'autonomie dernier,
la majorité présidentielle de son
désarroi.

... du fait que
... de la
... ma part, c'est
... souhait. En-
... constatation: u
... toujours é
... même le pass
... u vraiment une
... candidates.

PATRONNE
ILLES LISTES
DIBADATS

des démocrates
Michel Jobert,
a publié cinq
des candidats.

... DISSEMINÉ...
... : Louis
... Guilbert;
... au.
... DISSEMINÉ...
... : MM Gérard
... Luce Teis-

... DISSEMINÉ...
... : Mme Sylvi
... : Brigitte Guiti-
... DISSEMINÉ...
... : Jean Avar-
... : Mmes Fran-
... : Georges An-
... : Montel-
... : Mme Jacqueline
... : François Weil.
... DISSEMINÉ...
... : Dominique
... : Desbar-
... : Geor-

« Il fallait bien rappeler que si
le premier ministre actuel avait les
moyens de se politiquer, il le
devait à son prédécesseur. (...) »

« Toutes ces vérités sont sans
doute des vérités premières, mais
qui ne nous ont pas empêchés de
gauchiste. Mais si elles devenaient
secondaires, que deviendrions-
nous ? »

« Jacques Chirac, à Paris com-
me partout en France, se bat pour
l'essentiel. Tant pis si cela heurte
des sensibilités trop personnelles
à ses yeux. Quand on veut se faire
peine à personne, on choisit
Vichy. »

NOV
1000 QUALIFICAT
bureaux, dess
novasam
TRAVAIL TE

PARIS : 20.047.47 / ANGERS : 85
LA CROIX ET LE HAVRE : 42.67.71
MARSEILLE : 78.22.00 / MAUBER
77.15.84 / STRASBOURG : 52.03.08

DANS SON PROGRAMME POUR PARIS

Dans sa troisième conférence de presse consacrée à son programme municipal, M Chirac a tour à tour traité, lundi 16 février, de la santé, de l'éducation, de la culture et du sport. Proposant quelques solutions concrètes, il a aussi insisté sur l'animation au niveau des quartiers et sur la politique de concertation avec les habitants qui devrait prévaloir, selon lui, la future municipalité.

M. Chirac a insisté sur la nécessité, pour le futur maire de Paris d'asseoir l'ensemble de ses responsabilités sur des maîtres comme les autres maires de France : à cet égard, il lui a semblé important que l'Assistance publique eût la bureaucratisation il a tenu à souligner son intention, s'il était élu, de poursuivre l'effort de *modernisation* et d'*humanisation* des hôpitaux.

La *candidat à la mairie de Paris* a estimé que le développement de la prévention était devenu une nécessité et que l'existence d'un *urgences* d'un seul numéro d'appel téléphonique pour l'ensemble de la capitale était tout à fait souhaitable, ce qui implique une coordination et un accroissement des *actuels services des urgences* et de secours.

Le problème du troisième âge est aux yeux de M. Chirac une des questions qui préoccupent le plus les Parisiens. L'installation d'un télé-

essentiel aux associations de quartier, il s'est *encourageur* hors de tout schéma *centralisateur* et *bureaucratique*. Et il recommande de développer, à travers les associations, les *travaux de recherche* et *historiographiques* parisiens, notamment en soutenant les associations et les organismes de recherches dont les travaux concourent à faire aimer Paris. M. Chirac a annoncé son intention de promouvoir, de façon plus systématique, une « *politique de la création* » qui serait « une *politique de participation* et d'*ouverture* ». Elle doit rester « *spontanée et libre* ». « Dans cet esprit et dans le même esprit que celui qui a marqué la conception au plan national du Centre Georges-Pompidou, a-t-il ajouté, il fait ouvrir dans chaque quartier des *ateliers de création* permettant à ceux qui ont vocation de le faire, de s'exprimer et de tous de découvrir ce que l'art et la culture peuvent apporter à chacun. »

phone au domicile de toute personne âgée apparaît au candidat comme une priorité absolue et la réaffectation de l'allocation municipale versée actuellement aux personnes âgées, particulièrement déshéritées doit être garantie à l'avenir.

Dans son programme culturel, M. Jacques Chirac parle de « culture pour tous ». Pour lui, il s'agit d'abord de « mieux utiliser ce qui existe », musées, théâtres, bibliothèques. Mais le développement de ces équipements passe par une « modification radicale de leur fonctionnement », notamment en les faisant ouvrir « au moment où tous les usagers peuvent les fréquenter, c'est-à-dire en dehors de leurs heures de travail ».

Pour un « vrai » palais des sports

Dans le domaine de l'éducation, M. Chirac a notamment préconisé le regroupement en « centres de l'enfance et de la famille » d'un certain nombre de services actuellement dispersés : crèches, garderies, écoles primaires, et centres de loisirs pour les jeunes. Il s'est prononcé pour la « multiplication » des garderies et « haltes-garderies » accueillant les enfants le mercredi et le samedi pendant les vacances scolaires.

M. Chirac veut faire procéder à la « vérification immédiate de la sécurité-intérieur de toutes les écoles de Paris » Il préconise la modern-

LA TERREUR VERTE

M. Chirac a expliqué que, s'il était candidat à la mairie de Paris, c'était avant tout pour défendre la capitale contre l'investissement socialo-communiste.

Dans le même temps, de dangereux écologistes présentent des listes qui s'engagent à défendre les arbres contre le béton, les fleurs contre le macadam, les piétons contre les voitures, les transports en commun contre les embouteillages collectifs, le ciel contre les tours, l'art de vivre contre le courses à la vie, bref, de défendre la ville contre la ville.

M. le maire de Chirac a réalisé depuis près de vingt ans au Conseil de Paris.

Il souhaite procéder à un « examen-bilan » des conditions de logement des instituteurs parisiens. M. Chirac souhaite aussi la suppression des classes groupées, des classes à plusieurs niveaux et l'amélioration de la sécurité des enfants, notamment sur le chemin de l'école.

Souhaitant qu'un dix-huit ans. Paris a investi 825 millions de francs pour l'équipement sportif et socio-éducatif.

M. Chirac s'est prononcé pour la création « d'équipements Hégar, modestes mais polyvalents », tenant compte du coût élevé des terrains.

Il souhaite la construction à Paris d'un « vrai » palais des sports comportant un vélodrome d'hiver, voire une patinoire de compétition et une place olympique.

M. Alain Juppé, conseiller

LE PLAN DE CIRCULATION DE « PARIS-ÉCOLOGIE »

La Fédération des usagers des transports (FUT), et le mouvement Paris-Ecologie, qui aux prochaines élections municipales présenteront des listes dans chaque circonscription de Paris, ont proposé, lundi 14 février, un « plan de circulation » pour la capitale destiné, disent-ils, à « enrayer l'« envasement » de la ville par l'automobile ».

« L'adaptation de Paris à la voiture a déjà coûté 5 milliards de francs, affirme M. Jean-Claude Delarue, président de la FUT. La solution politique nous pourrions la voir être du S.P.R. puisque nous avons calculé que le programme de parts de stationnement proposé par M. Jacques Chirac coûterait 5 nouveaux milliards à la ville, sans réduire le rôle de l'automobile », estime la FUT.


La FUT propose que certaines avenues et carrefours soient aménagés afin de donner la priorité à certaines catégories de véhicules (bus, ambulances, pouspès, etc.), les autres catégories de véhicules devant avoir des voies de circulation dans chaque sens. Des pistes pour les cyclistes seraient également aménagées.

de 1968 et de 1967, où Mme Lagatu représentait le parti communiste. Il nous indique que le P.C.F. y comptait en décembre 1976 mille cinq cent quarante-huit adhérents contre mille cent quatre-vingt-six en 1971 (le Monde du 12 février).

VIVRE AVEC

LA VILLE

MICHEL SINNIER

 le Centurion

Le président de la République et le gouvernement seront officiellement représentés par M. Raymond Barre, aux obsèques de M. Bernard Lafay, à Notre-Dame. Le conseil des ministres, avancé d'une demi-heure, ouvrira ses travaux à 9 heures et il se terminera.

10 h 45, le Conseil de la Ville, sous la présidence de M. Patrick de Sauvigny, conseiller municipal, a élu, en qualité de premier vice-président de l'assemblée municipale, le député de la 1^{re} circonscription de la Région de la présidence jusqu'au prochain conseil municipal, le conseiller municipal Bernard Lafay, député du 1^{er} arrondissement de la Région. Le 11 novembre, à 11 heures, la cérémonie d'ouverture de l'exposition mortelle sera exposée de 8 heures à 10 heures à l'Hôtel de Ville. Le cloche funèbre sera prononcé sur la place de l'Hôtel-de-Ville, par le député de la 1^{re} circonscription de la Région, le conseiller municipal et par M. Edgar Faure. Le défunt sera inhumé dans un cimetière parisien.

M. Michel Ormado a indiqué qu'il s'abstiendrait durant les quarante-huit heures de participer à toute manifestation ou à tout rapport aux médias qui requièrent

L'hommage de M. Dehor

M. Alain Foher, président du Sénat, a fait parvenir à Mme Lafay un télégramme dans lequel on lit notamment : « Homme de cœur, profondément attaché à la population dont il était l'élu, il avait su s'identifier à la capitale pendant plus de trente années. Homme d'union, il chercha toute sa vie à réunir et à concilier. Homme d'action, il avait sensiblement transformé le 17^e arrondissement, qu'il représentait plus particulièrement ».

**M. GEORGES SARRÉ (P.S.)
DÉNONCE
LES CONCESSIONS PRIVÉES
DU BOIS DE BOHOGNE**

M. Georges Sarra, candidat socialiste à la mairie de Paris, a dénoncé, lundi 14 février, au cours d'une conférence de presse au Palais de la Sorbonne, les « fausses concessions » dérobées par la Ville de Paris aux grands clubs privés comme le T.19 ou l'U.19, le Racing Club, les Vigipiens, le Polo de Paris, le Cercle des Sports de France, le Cercle des Sports de la Capitale, qui ont « dérobé les activités sportives des sportifs du Racing Club de France », et s'est engagé à y mettre fin s'il était élu.

M. Sarra précise : « Alors que selon la loi, les clubs ont le droit de dominer public et sans possibilité que si elles ont une destination d'intérêt général, environ 25 hectares du bois — soit l'équivalent des terrains de la Cour des Comptes — les Buttes-Chaumont, sont abusivement confisqués par plusieurs clubs privés qui, sous couvert d'associations sportives, y organisent des activités de caractère privé. Cette situation, qui est contraire à l'équité, doit être immédiatement fermée ».

Le candidat socialiste à la mairie de Paris estime qu'il y a un détournement de bien public, une déperdition de la Cour des Comptes, déclare-t-il. « Il n'a pu se échapper à la vigilance de la Cour des Comptes, dont une partie du rapport annuel 1976 est consacrée à la déperdition de la Cour des Comptes de la Ville de Paris, et ce contrairement à une idée répandue. La Cour, en effet, y dénonce un détournement de bien public, la principale cause de la déperdition dans la forme ».

Des précisions sur les loyers perçus par la Ville ont été apportées. « Ces loyers sont dérivés », a expliqué M. Sarre. Sur une base de redevance municipale fixée seulement à 0 % des recettes par la Ville de Paris, le Polo de Bagatelle obtient respectivement acquiescé, en 1975 des loyers de 28 000 F et 42 000 F alors que ces deux clubs occupent chacun une surface supérieure à celle du parc Monceau (8 hectares).

« A titre de référence, a déclaré M. Sarre, les clubs sportifs à la Ville de Paris, le montant des simples cotisations annuelles payées par les deux mille cinq cents membres du Polo ont apporté plus de 500 millions d'anciens francs en 1975, soit dix fois le loyer ».

n'y avoir une majorité et nous
 constatons que, dans le passé, il
 n'y a jamais eu vraiment une
 majorité absolue...

M. JOBERT PATRONNE
CINQ NOUVELLES LISTES
DE CANDIDATS

Le Mouvement des démocrates
 est présidé par M. Michel Jobert,
 ministre, a publié cette
 nouvelles listes de candidats.

• VII^e ARRONDISSEMENT.
 M. Jacques Biot; Jean-Louis
 Gaudin; Michel Guéret; Jean-
 Claude Gernat.

• X^e ARRONDISSEMENT.
 René Suzanne; Jean-Louis
 Gaudin; Roger Stephan. Les Télé-

• XIII^e ARRONDISSEMENT.
 Christian Tremblay; Mme Sybil-
 le Guiraud; MM Jacques Larroze;
 Titi; Jean-Louis Gaudin.

• XVI^e ARRONDISSEMENT.
 M. Edouard Valenti; Jean Aven-
 ger; Roland Bonchet; Mme Fran-
 coise Duffay; Marcelle Grange-
 ruit; MM Bernard Morel;
 Claude Brouzet; Mme Jacqueline

• XIX^e ARRONDISSEMENT.
 Gérard; M. Jean-François Well-
 Domonique

• XXII^e ARRONDISSEMENT.
 Adrien; Christian Desbordes; Geo-



novasam

combat pour l'emploi

1000 QUALIFICATIONS A VOTRE PORTE

bureaux, dessin, informatique, ateliers, usines, chantiers...

novasam Groupes C.F.F./NOVAFER **UNETI** Affilié 

Siège Social : 132, rue du Fg Saint-Denis
75010 Paris - Tél. 200.47.47+



Shoebid 14

TRAVAIL TEMPORAIRE 30 AGENCES EN FRANCE

PARIS : 200.47.47 • ANGERS : 88.04.80 • AVIGNON : 82.15.85 • FORCACH : 85.34.73 • FOS-SUR-MER : 05.20.37 • GIVORS : 73.16.85 • GRENOBLE : 21.08.18 • LA ROCHELLE : 49.74.18 • LA VARENE : 42.67.21 • LES MUREAUX : 47.62.91 • LEVALLOIS : 75.04.11 • LILLE : 87.78.84 • LYON : 71.00.25 • MANTES-LA-JOLIE : 47.72.34 • MARSEILLE : 78.82.00 • MAUBERGE : 64.96.87 • MULHOUSE : 42.76.74 • REIMS : 40.21.10 • SAINT-DENIS : 752.13.01 • SAINT-ETIENNE : 32.32.55 • SAINT-QUENTIN : 67.17.54 • STRASBOURG : 33.03.15 • VALENCIENNES : 46.03.06. Etc...

POLITIQUE

LE VOYAGE DE M. RAYMOND BARRE

L'extension des nationalisations bouleverserait les structures de l'économie

DÉCLARE LE PREMIER MINISTRE

Dans une interview diffusée par la station locale de FR 3, M. Barre a traité du problème des nationalisations. Il a expliqué que si celles qui avaient été faites à la libération se justifiaient, car il s'agissait de contrôler les secteurs clés ayant un caractère de monopole, celles prévues par le programme commun « ne se justifiaient aucunement ».

« Il est faux, a-t-il déclaré, de prétendre que les grandes entreprises exposées sont en situation de monopole, car elles subissent chaque jour la concurrence internationale. Nationaliser de telles entreprises serait bouleverser les structures de l'économie française et oublier de penser aux nombreux problèmes auxquels les actionnaires, la direction et les cadres auraient à faire face.

» Je crains que nous n'allions

vers une société collectiviste si ce programme devait être un jour appliqué. C'est une chose d'avoir 25 % de l'industrie française nationalisée, c'en est une autre d'en avoir 70 % ».

Le premier ministre a mis en cause la possibilité offerte aux travailleurs de demander la nationalisation de leur entreprise, qui figure dans le programme communautaire. « Ce n'est pas un objectif », a-t-il ajouté.

Le premier ministre se réfère au programme commun, mais d'une manière incomplète, voire inexacte. Celui-ci prévoit, en effet, que les travailleurs peuvent demander la nationalisation de leur entreprise après dans le secteur public ou nationalisé, mais cette initiative n'est pas déclenchée. Pour première étape, elle doit être étudiée par le gouvernement et acceptée par le Parlement. La procédure mise en cause par M. Barre figurait déjà dans le programme de gouvernement de parti

Mont-de-Marsan. — M. Raymond Barra, poursuivant son voyage dans le Sud-Ouest, a consacré la première heure de la matinée du mardi 15 février à s'entretenir avec des délégations professionnelles et syndicales à la préfecture des Landes où il avait passé la nuit. Les représentants de la C.G.T. de la C.F.D.T. et

De notre envoyé spécial

A 10 h. 30, M. Raymond Barre a participé à une réunion de travail de l'Etat, au sein du conseil régional d'Aquitaine (conseil régional présidé par M. Jacques Chaban-Delmas et comité économique et social de la région). Le conseil régional siégeait, nous le rappelons, pour la première fois, à Bordeaux. L'ordre du jour de cette réunion, organisée dans la salle du conseil général, le premier ministre devait prononcer un discours sur les problèmes économiques et sociaux de la région, les problèmes industriels, la recherche du pétrole en mer, problème de la forêt landaise.

Après avoir présidé un déjeuner auquel assistaient les membres de l'établissement public régional, il a quitté, au début de l'après-midi, Mont-de-Marsan pour Bordeaux.

M. Raymond Barre avait été reçu lundi soir au chef-lieu du département des Landes par le maire, M. Lamarque-Cando (socialiste indépendant), qui, dans son allocution de bienvenue avait

La gauche absente

Avant de quitter Tarbes, le premier ministre avait consacré la plus grande partie de l'après-midi du même jour à une réunion de travail du conseil général des Hauts-Pyrénées et des départements voisins, assemblée consultative. Le président du conseil général, M. Hubert Peyou, sénateur (radical de gauche) ne participait pas à cette réunion. Les députés parlementaires du département, tous élus de gauche, étaient absents : MM. André Guézin (P.S.), François Abadie (rad. de gauche), Jean-Louis Lasserre (rad.) et Hubert Peyou (rad. de gauche), sénateur. M. Raymond Barre a regretté ces absences qui « extrêmement peut-être, a-t-il dit, par leur absence, ont causé pas un frein à la dialogue ».

Entouré du ministre du travail, M. Bouleux, et du secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, M. Ligoit, le premier ministre a ensuite prononcé un important discours pour définir les orientations nouvelles de sa politique de l'emploi et de la formation professionnelle. Il a notamment déclaré : « Dans une économie comme la nôtre, c'est la mobilité du capital qui est le complément de la mobilité de la main-d'œuvre. Chaque année, des millions de travailleurs changent de métier ou d'entreprise, des industries régressent, d'autres progressent, et les hommes se déplacent en conséquence. Cette mobilité offre et augmente. La mobilité professionnelle est une forme de l'adaptation au changement. Elle est une des conditions du progrès économique et du plein emploi. Elle est le meilleur emploi (...). »

En 1970, la France était en situation de suremploi. En matière de formation, la priorité était donnée à la formation des professionnels. Aujourd'hui, les plus importants. Aujourd'hui, la priorité doit aller à la formation de ceux qui sont peu ou pas formés, c'est-à-dire, pratiquement de ceux qui en ont déjà un. Nous sommes, dans une période dans laquelle, en ce domaine comme en beaucoup d'autres, nous sommes en retard par rapport à nos voisins, nos concurrents, nos compatriotes, »

Rechercher le dialogue

Les raisons qui ont poussé M. Raymond Barra à effectuer ce voyage apparaissent maintenant à travers ce discours comme à travers les nombreux contacts qu'il a pris, avec plus de netteté : recherches de renseignements, contacts à se faire mieux connaître, s'informer. Toutes ces explications contiennent, certes, une part de vérité, mais prédomine, semble-t-il, une autre, plus importante, de préparer l'opinion aux nécessités du libéralisme économique et de la mobilité professionnelle qui en est la conséquence. « Pour que le *bourgeois* ne cesse de répéter M. Raymond Barra ajoutant : « Des chemins, il en existe. Allez les employer, et ils sont. Nous sommes habitués à la rigueur, au chômage est écarté de son vocabulaire. Ce langage, un peu dur mais exprimé avec affabilité et vigueur, ne peut pas déplaire à ceux qui l'écourent ».

ALAIN GUICHARD.

« Avant de quitter Targui, M. Barre a évoqué l'actualité de la guerre d'Espagne dans le Marché commun. « L'Espagne, nous le savons, souffrait autrefois du Marché commun. Nous demandons maintenant qu'elle soit le centre de l'agriculture, tous les délais soient respectés et que dans les négociations qui auront été entreprises soient respectées toutes les obligations qui ont été imposées ces dernières années. Le régime des relations communautaires favorisent le marché commun. Nous nous attachons à l'adhésion de l'Espagne à la Communauté européenne et il faut que les régions, notamment celles qui sont frontalières avec ce pays, développent leur compétitivité », a-t-il estimé.

« M. M. Poniatowski vient de déclarer devant les militants républicains indépendants du département du Val-d'Oise : « Les R.I. appellent Raymond Barre, premier ministre, à se rendre au président de la République, dans le rôle de coordinateur de la majorité et d'animateur de la campagne législative qui lui a été confiée. Nous souhaitons que l'unité retrouvée de la majorité puisse s'exprimer par l'acceptation de ce rôle et le soutien sans équivoque apporté au président et au premier ministre. »
« Les R.I. appellent aussi la majorité à se réunir dans la plus brève mesure possible, sous la présidence de la majorité, pour échanger ses vues et ses idées sur les questions d'actualité et de politique intérieure et extérieure. Nous les y invitons avec amitié et insistance. »

DANS LE SU

Vivre au pays >

Balance de la

page 1
 1. anatomie
 2. résumé
 3. la structure
 4. de l'organisme
 5. et les
 6. fonctions
 7. des
 8. organes
 9. et
 10. des
 11. systèmes
 12. d'organes
 13. et
 14. des
 15. systèmes
 16. d'organes
 17. et
 18. des
 19. systèmes
 20. d'organes
 21. et
 22. des
 23. systèmes
 24. d'organes
 25. et
 26. des
 27. systèmes
 28. d'organes
 29. et
 30. des
 31. systèmes
 32. d'organes
 33. et
 34. des
 35. systèmes
 36. d'organes
 37. et
 38. des
 39. systèmes
 40. d'organes
 41. et
 42. des
 43. systèmes
 44. d'organes
 45. et
 46. des
 47. systèmes
 48. d'organes
 49. et
 50. des
 51. systèmes
 52. d'organes
 53. et
 54. des
 55. systèmes
 56. d'organes
 57. et
 58. des
 59. systèmes
 60. d'organes
 61. et
 62. des
 63. systèmes
 64. d'organes
 65. et
 66. des
 67. systèmes
 68. d'organes
 69. et
 70. des
 71. systèmes
 72. d'organes
 73. et
 74. des
 75. systèmes
 76. d'organes
 77. et
 78. des
 79. systèmes
 80. d'organes
 81. et
 82. des
 83. systèmes
 84. d'organes
 85. et
 86. des
 87. systèmes
 88. d'organes
 89. et
 90. des
 91. systèmes
 92. d'organes
 93. et
 94. des
 95. systèmes
 96. d'organes
 97. et
 98. des
 99. systèmes
 100. d'organes

de rap-
— que
A un pro-
pas les
dennar-
parles
a rous-
voir en
dennars de
— si se-
a la tige
et com-
Lettre de
R.F.B.
— sur de
trois Vo-
qui est

[illegible][illegible]

Les Français du Mali

RICARD D'ESTAING : In-
digne a gagné la première
place contre l'inflation.

[illegible]

... à l'étranger, parlant de l'état de notre économie, évoquant les problèmes économiques, les difficultés de 1976, mais que nous n'avons pas mentionnés, car elles n'ont pas d'objectif, a-t-il dit, de nous de gagner la manche de la lutte pour la victoire. Elle a gagné la manche.

des conditions
 de grâce à l'action per-
 sonnelle. Elle a également
 une première manche
 nous avons bénéficié
 des traditionsnelles du
 français. (..)

**L'INDEMNISATION
DES ACTIONNAIRES
DES ENTREPRISES
« NATIONALISABLES »
SELON LE P.C.**

M. Marchais a expliqué, le lundi 14 février, au journal de 13 heures de l'CFR, la différence existant entre les positions du P.C. et celles du P.S. sur l'indemnisation des actionnaires des entreprises appelées à être nationalisées. Selon M. Marchais, avec l'application des mesures préconisées par les socialistes les capitalistes resteraient propriétaires de leur entreprise et continueraient de toucher des dividendes. *« La seule différence »,* a-t-il ajouté, *« est qu'il leur sera plus de droit de participer plus les conseils d'administration. »*

Le P.C. entend établir une dette renou-
velée entre les gros porteurs et
d'autres comme gros porteurs
d'actions comme Dussault, de
Wendel, etc., sont seulement quel-
ques centaines, et leur cas sera
examiné à part », a observé
M. Marchais. Le secrétaire général
du P.C. estime qu'il faut « trans-
former la situation en matière de
remboursables sur vingt ans.
L'évaluation se fera en prenant
comme base de référence les trois
années précédant la nationalisa-
tion. Ces obligations devront, en
outre, bénéficier d'un intérêt cor-
respondant à celui des emprunts
obligataires ».

An bout de ces vingt ans, ce sera la nation qui deviendra propriétaire de l'entreprise, a-t-il ajouté.

M. Marchais estime enfin que la sidérurgie, la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) et Peugeot-Citroën devraient figurer sur la liste des entreprises à nationaliser. Depuis 1972, la situation de ces entreprises a changé, a-t-il expliqué, en faisant remarquer qu'elles avaient bénéficié et bénéficient d'importants fonds publics. Elles répondent ainsi à l'un des critères de nationalisation du programme commun.

La Pompadour
NOUVELLE COLLECTION
JERSEY
robes, ensembles, manteaux
beaux tailleurs genre CHANEL.
FEMMES FORTES
du 42 au 60
32 bis, Bd HAUSSMANN
N° Chaussée d'Arden
Paris 8

le journal mensuel de
documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :
**LA VIE
MUNICIPALE**

Envoyez 10 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 40 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Printemps Hausmann/Nation/Parly 2
Vélizy 2/Citéel/Belle-Galade/Brummel Rosy 2

Brummell

Pull en colure V,
manches longues,
laine et nylon.

99^F

Pull encolure V,
manches longues,
laine et nylon.

~~136~~F
99F

QUINZAINE DU TRICOT JUSQU'AU 26 FÉVRIER.

هكذا من الأصل

QUINZAINE DU TRICOT JUSQU'AU 26 FÉVRIER.

par Mgr RIOBÉ (*)

Aux U.S.A., en Amérique Latine et dans le Pacifique, c'est National Car Rental.

**exposé à un bruit
nt finit par mourir.**

D'UNE REGION A L'AUTRE

Les ports et leur arrière-pays

Par rapport à 1975, le trafic total des six ports autonomes a augmenté de 12 % en 1976 et a atteint 280 millions de tonnes (dont 168 de pétrole). C'est au Havre que le trafic des marchandises diverses a le plus progressé (+18,5 %). Les plus forts taux d'augmentation générale des trafics concernent Nantes-Saint-Nazaire (+23 %) et Rouen (+21 %), les plus faibles Bordeaux et Marseille (+7 %).

MARSEILLE :

un trait d'union entre l'Europe et Suez

De notre correspondant régional

Marseille. — Grâce à une reprise sensible d'activité au cours du dernier trimestre, le trafic du port autonome de Marseille, qui reste le deuxième port européen après Rotterdam, a franchi à nouveau, en 1976, le cap des 100 millions de tonnes (104 millions) qu'il avait atteint, pour la première fois, en 1975, mais qu'il n'avait pu dépasser l'an dernier. Les responsables du port autonome, qui ont commenté il y a quelques jours les résultats, se montrent relativement optimistes pour 1977 en fonction notamment de la bonne tenue espérée du trafic des marchandises diverses vers les subalgues de Suez. Le programme des investissements sera maintenu et permettra, en particulier, de poursuivre les travaux d'extension du quai à conteneurs de Fos.

Le trafic des marchandises diverses de Marseille-Fos a atteint 63 millions de tonnes, à égalité avec celui du Havre. Les exportations vers l'Algérie se sont durablement renforcées de la détérioration de nos relations politiques avec ce pays, puisqu'elles ont chuté de 45 % de même le trafic avec la Libye a sensiblement diminué du fait de la concurrence industrielle allemande qui a entraîné une baisse des commandes libyennes en France.

En revanche, grâce à la réouverture du canal de Suez, Marseille a doublé son trafic avec les ports de la mer Rouge et du golfe Persique, mais les échanges ne sont pas encore sur des bases assez solides. Le trafic avec la mer Noire paraît, d'autre part,

Selon l'Association pour le développement des grands ports français, l'évolution des ports français est plus satisfaisante que celle de ses voisins, puisque le trafic aurait progressé de 8 % à Hambourg, de 4,5 % à Brême et Bremerhaven, de 3,7 % à Rotterdam, de 4 % à Amsterdam, de 11 % à Anvers et de 12,5 % à Gand. En revanche, à Gênes le trafic aurait été stationnaire.

du côté d'ICI et de Distrigaz et la conjonction mouvante de la sidérurgie n'ont pas permis de parler de cet avenir autrement qu'au conditionnel. Pour l'année 1977, les dirigeants du port ont modestement limité leur objectif à 90 millions de tonnes (niveau record de 1974) et établi un budget comportant un risque calculé de 200 millions de francs, investis dans un nouveau centre à minerais et charbons pour les usines de l'intérieur.

Mais ce qui conditionne aussi l'avenir, c'est l'évolution des rapports sociaux qui, depuis plus d'un an, se sont passivement détériorés. On voit avec appréhension approcher l'échéance (début avril) de la mise en service du nouveau terminal aux aciers, dont la gestion par une nouvelle société et le régime de travail soulèvent la plus vive opposition des dockers.

Inconnues sur les méthaniers

Autre redoutable inconnue : le sort de la plus importante commande inscrite au programme des chantiers navals à France-Dunkerque, à savoir, les trois grands méthaniers destinés à la Malaisie. L'usine de liquidation de gaz prévue dans le nord de Bornéo, dont dépend le démarrage du trafic de gaz naturel vers le Japon, a subi des retards considérables. Cette commande représentant neuf millions d'heures de travail sera-t-elle ajournée ou annulée ? Question angossante pour des centaines de salariés de France-Dunkerque et pour le directeur général de l'entreprise, M. Jean Lefol — aussi président du port autonome.

MARC BURNOD.

GUY PORTE.

DUNKERQUE : du méthane pour la Belgique ?

De notre correspondant

Dunkerque. — Le directeur du port de Dunkerque, M. Michel Pecheur, a dressé, lundi 14 février, un bilan positif de l'année 1976 : un trafic de 33,5 millions de tonnes, une réussite dans la récupération des métaux lourds passant auparavant par Anvers, de nouveaux trafics. On aura aussi mis en chantier un terminal pour le trafic de la Manche, avec l'armement Olau Line, un terminal aux aciers, des usines pétrochimiques et métallurgiques, une zone de radon pour navires de 180 000 tonnes, enfin l'extension du port à conteneurs avec des postes réservés aux lignes transatlantiques.

L'industrie vient précédemment de la « merve » de ce terminal qu'exploitent seuls les services trans-Manche. Dunkerque s'en donne d'autant plus que des accords assurent la continuité des opérations, même en période

de conflit, et une grande souplesse dans le régime de travail ont été conclus avec le syndicat des dockers. Si la vocation continue de la vocation, c'est en revanche dans son industrialisation qu'on peut découvrir les plus vastes perspectives. L'Imperial Chemical Industry (ICI) choisit Dunkerque-Ouest de préférence à deux sites allemand et hollandais pour sa nouvelle plate-forme européenne de chimie organique : que la Belgique accepte d'être ravitaillée en gaz par le port français du Nord comme elle l'est par Rotterdam pour le pétrole (le feu vert pour l'étude du projet d'un port pétrolier belge vient d'être donné par Bruxelles), et un nouvel et puissant élan serait donné à l'expansion portuaire sur le littoral français des Flandres.

Les incertitudes qui subsistent

INSTITUT

● A l'Académie des inscriptions et belles lettres, dont il est correspondant étranger, M. Robert S. Lopez, professeur à l'université Yale, a présenté de nouveaux documents, découverts au cours des trente dernières années, sur les voyages des marchands italiens en Extrême-Orient au temps de l'empire mongol fondé au treizième siècle par Geng Khan. Ils reconstituent la soie chinoise

et les bijoux indiens. Le mouvement s'accéléra entre 1320 et 1345 lorsqu'ils surent que les chevaux et les produits industriels de l'Europe (horloges mécaniques, tissus de laine et de lin) pouvaient servir de monnaie d'échange. La pierre tombale de la fille d'un marchand génois, découverte au gué près de Nankin, illustre les influences réciproques que ces relations commerciales eurent dans le domaine artistique.

Ile-de-France

POINT DE VUE Le conseil régional : une chambre d'enregistrement

par PAUL LAURENT (*)

L'IMMENSE majorité des habitants de la région parisienne vit toujours plus mal, plus difficilement. Tel est le bilan global du pouvoir en Ile-de-France.

Un chômage qui s'aggrave, une désindustrialisation qui s'accroît, un million de salariés au-dessous de 2 000 F par mois, la crise du logement et les loyers chers, toujours plus de temps passé dans des transports, insuffisants, un cadre de vie souvent insupportable, c'est un échec flagrant. Il conduit pour la première fois à un important mouvement de départs de la région vers la province, seulement compensé par le grand nombre des travailleurs immigrés.

Sans que le moindre ruge altère leur direction commune de la région, giscardiens et chiraquiens ont amené l'Ile-de-France dans l'ornière. Ils viennent, dans une touchante amitié, de redonner leurs hommes à la direction du conseil régional. Leur mot d'ordre : Giroud-de la Malène-Giroud-Fourcade, même combat !

Six mois d'existence du nouveau conseil d'Ile-de-France n'ont rien changé au mal de la région parisienne. C'est ce qu'avaient prévu des sa création les quarante élus communistes qui y siègent, en soulignant l'esprit profondément antidémocratique avec lequel le gouvernement a procédé à cette réforme du statut de la région parisienne.

La majorité a fait du conseil régional une chambre d'enregistrement des orientations profondément néfastes de la politique gouvernementale. Elle impose de nouvelles charges aux travailleurs et à leurs familles.

Le premier budget régional est ainsi marqué du triple sceau de l'austérité, de l'autoritarisme et de l'injustice. Il soustra 180 millions de francs d'impôts supplémentaires prélevés dans la poche des habitants

et, en particulier, des automobilistes auxquels le pouvoir voudrait de plus imposer le péage autoroutier sous une forme ou sous une autre.

D'autre part, la droite affecte d'office plus des trois quarts de ce budget au financement d'infrastructures de transport d'intérêt national pour la plupart, ce qui permet au gouvernement de se désengager d'autant.

Celui-ci contraint la région à emprunter 700 millions de francs à des banques privées françaises ou étrangères, faisant ainsi alimenter leurs profits par les contribuables de l'Ile-de-France.

Enfin, ce budget procède à un saupoudrage de subventions où ne sont pas absentes les préoccupations électorales de la majorité.

Les communistes ont une tout autre conception du rôle de la région, conforme aux changements démocratiques profonds qu'a proposés leur vingt-deuxième congrès. La solution de la crise en Ile-de-France passa avant tout par la fin de ce régime giscard-chiraquiens au service des seules puissances d'argent. Alors, une assemblée régionale élue au suffrage universel direct et à la proportionnelle disposant de larges compétences et de moyens importants sera un instrument au service de la satisfaction des besoins de la population. Mais, sans attendre ces changements pour lesquels ils luttent de toutes leurs forces, les communistes et leurs élus se font porteurs des porte-parole actifs des

travailleurs et de la population en défendant leurs revendications et en formulant des propositions immédiates, permettant d'améliorer les conditions de vie en Ile-de-France.

C'est ainsi que nous avons défini neuf objectifs immédiats visant à arrêter la désindustrialisation et créer des emplois, assurer un développement harmonieux des villes nouvelles sans en faire payer le coût aux habitants, permettre le blocage des loyers et l'attribution des logements vacants aux familles prioritaires, créer et moderniser des hôpitaux publics de haut niveau, ouvrir aux voyageurs la ligne S.N.C.F. de grande ceinture, étendre la carte orange à toute l'Ile-de-France, abandonner tout péage urbain, mettre en œuvre une politique d'assainissement des fleuves et des rivières, de protection et de développement des espaces verts et forêts ouvertes au public.

Animés de la ferme volonté de faire aboutir ces revendications, les élus communistes de l'Ile-de-France seront toujours plus actifs aux côtés de la population pour défendre ses intérêts.

Les élections municipales des 13 et 20 mars entraîneront en avril le renouvellement de soixante-douze sièges de conseillers régionaux en Ile-de-France élus par le collège des maires (près de la moitié du conseil). Nul doute que les électeurs, qui ont à cœur le progrès démocratique dans leur région, se souviendront aussi pour cette raison les listes auxquelles participeront les candidats communistes aux élections municipales.

* Député de Paris, président du groupe communiste au conseil régional d'Ile-de-France.

A PROPOS DE...

L'aménagement de la vallée de l'Eure

Le sérieux paye

Au cours de son audience du 11 février dernier, le tribunal de grande instance de Chartres a débouté la Société des nouvelles sablières de Flins qui demandait la saisie d'une plaquette éditée par une association, l'Amicale des vallées de l'Eure. Celle-ci avait rédigé son étude à l'occasion de l'enquête publique ouverte dans les communes de Chartres, d'Ecluzelles et de Mézières-en-Drouais (Eure-et-Loir) en vue de l'approbation de leur plan d'occupation des sols (POS).

Que se passait-il dans la vallée de l'Eure ? Depuis des années, les sablières exploitent d'immenses carrières de sable et de graviers en laissant derrière eux de vastes trous d'eau à l'abandon. A Ecluzelles, près de Dreux, une sorte de record a été battu : le plan d'eau couvre une centaine d'hectares et s'étend sur les communes voisines de Chartres et de Mézières-en-Drouais (Eure-et-Loir).

La Société des nouvelles sablières de Flins exploite cette gigantesque sablière depuis dix ans et s'était engagée à la remettre en état. Depuis deux ans, l'exploitation a cessé, mais la remise en état n'a toujours pas commencé. En revanche, un grand tapage publicitaire a été fait autour d'un projet de transformation de l'ex-gravrière en « aquaparc » : restaurant panoramique, attractions de dauphins, ranch, parc zoologique, saunas, voitures à deux, bateaux à roues, etc. Le plan d'occupation des sols des trois communes, publié en avril 1974, l'a pris en compte.

Il semble aujourd'hui, selon le dossier présenté par l'Amicale des vallées, que ce projet soit tout à fait irréaliste, « économiquement condamné » et que, de toute façon, la Société ne soit pas en mesure de le réaliser : seuls un restaurant et de modestes équipements de loisirs ont été construits l'an dernier. L'association demande donc, étude technique à l'appui, que l'industriel respecte ses engagements de remise en état des lieux et que le plan d'occupation des sols soit modifié de manière à aménager l'étang d'Ecluzelles selon trois principes : respect de la nature (les étiages sont devenus des rivières d'oiseaux migrateurs), ouverture au public, loisirs nautiques légers (1).

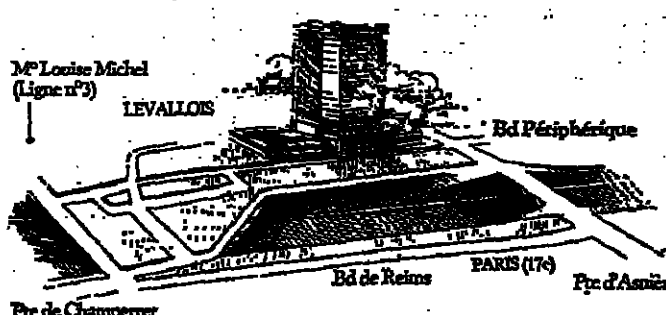
En refusant d'ordonner la saisie de ce document à la fois complet et sérieux (quarante-quatre pages de textes, cartes, plans, photos et documents divers), le tribunal de Chartres a, en quelque sorte, reconnu à une association le droit de s'opposer sur le fond les projets d'urbanisme. Il s'agit là d'une jurisprudence qui s'affirme.

Déjà en 1974, puis en 1976, les juges avaient donné raison aux auteurs d'un pamphlet, « la Côte d'Azur assassinée », qui critiquait des promoteurs.

MICHELLE CHAMPENOIS.

(1) Rapport de la commission technique d'aménagement de la Vallée de l'Eure, 16 rue Sainte-Gemme, 28100 Dreux.

Bureaux : Voici les 12 bonnes réponses.



COURCELLOR 2

21000 m² de bureaux à louer.

La gestion du Courcellor 2 est assurée par Uff, le premier spécialiste de la gestion de bureaux.

Renseignements : 522.12.00



Les sept merveilles de l'Inde pour l'Est-ce pas merveilles ?

Imaginez un peu... la découverte d'un continent, avec ses mille ans... pour seulement 2000 francs ! Imaginez-vous en train de découvrir les sept merveilles de l'Inde... ou dans la paix du soir... observer un inoubliable spectacle... lumière au Fort Rouge des Indes... Imaginez la beauté inouïe... comme à Mahabalipuram, près de Pondichéry... imaginez les mille couleurs du marché à Calcutta, où vous serez ébloui de splendides soirées... A qui devez-vous toutes ces choses ? Nous sommes la compagnie touristique de l'Inde. L'Inde est notre privilège de vous y faire découvrir. Nous pouvons aussi vous préparer votre itinéraire pour vos vacances soient d'été...

National du Tourisme
Monsieur de la Madecine,
Téléphone 1073-00-84

هكذا من الأصل

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

Corse

Six domaines sont occupés dans la plaine orientale

M. Jean Riolo, président de la région, et François Giacobbi, président (radical de gauche) du conseil régional, ont refusé, lundi 14 février, aux agriculteurs qui occupent six domaines dans la plaine orientale d'accéder à la création d'une société d'aménagement rural et d'équipement foncier (S.A.R.E.F.). La vocation d'un tel organisme est de racheter des terres et de les redistribuer sans bénéfice aux exploitants.

Mise en place de la S.A.R.E.F.

M. Xavier Armani, président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.) de la Corse du Sud, a précisé qu'il procéderait, le mercredi 16 février, à la mise en place officielle de la S.A.R.E.F. avec les organisations qui participent à la réunion. Par la suite, a-t-il ajouté, les pouvoirs publics prendront leurs res-

ponsabilités pour décider de la rapidité de son aggrément et du déblocage des crédits qui lui seront indispensables. M. Riolo a fait savoir que « les pouvoirs publics n'examineront avec sympathie un dossier de création de S.A.R.E.F. que si l'entreprise traduit la volonté de la majorité des organisations représentatives des intérêts de l'agriculture corse ». Quant à M. Giacobbi, il se refuse de régler « à la soumission » un dossier en discussion « depuis des années » et a fait par avance « toutes réserves sur toute décision prise par une assemblée-croupion ».

Quatre organisations autonomistes ont pris position pour la restitution au peuple corse de sa terre spolée par le colonialisme. Pour sa part, le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), mouvement nationaliste, a annoncé qu'il avait pris ses dispositions en prévision d'une intervention des forces de répression.

Languedoc-Roussillon

Incident au conseil régional à propos de la démolition

Un incident s'est produit à la fin de la matinée de lundi 14 février au conseil régional du Languedoc-Roussillon. Un journaliste de l'hebdomadaire Sud, M. Pierre Serre, a été giflé par M. Jean Bène, président (socialiste) du conseil général de l'Hérault, qui s'est estimé diffamé dans un article de ce journal traitant de l'entente interdépartementale pour la démolition.

Dans un communiqué, les syndicats de journalistes S.M.J., F.O., C.G.T. et C.F.D.T., ont condamné l'agression dont a été victime leur confrère.

Les journalistes ont demandé à M. Edgar Tailhades, président (P.S.) du conseil régional, de lire au début de la séance de l'après-midi un texte demandant « une prise de position des élus afin que la sécurité des représentants de la presse soit assurée lors des séances ».

Mais « devant la présentation incomplète, tendancieuse et inacceptable de l'incident par le président Edgar Tailhades, ajoute

le communiqué des syndicats de journalistes, les journalistes présents dans la salle se sont retirés et n'ont pas assuré le compte rendu de la séance ».

L'article incriminé, qui occupe toute la dernière page de l'hebdomadaire régional, s'interrogeait sur l'avenir de l'entente interdépartementale pour la démolition (que M. Bène préside), où, écrivait-il, « s'équilibrent tant de compromis ».

Sud est un hebdomadaire (de tirage varie entre six mille et huit mille exemplaires) qui défend la politique de l'union de la gauche, et M. Bène porte le titre de directeur politique de Midi Libre, titre qui renvoie à la création du journal aux premiers jours de la Libération.

Dans son article du numéro du 14-30 février, M. Pierre Serre a généralisé notamment que le conseil régional qui finance déjà l'entente interdépartementale en assure aussi la gestion par l'intermédiaire d'un organisme qu'il contrôlerait.

EQUIPEMENT

QUALITÉ DE LA VIE

CONTROVERSE A SEVESO

Les scientifiques accusent les responsables politiques de refuser leur concours

De notre correspondant

Rome. — Critiqués par les responsables politiques qui leur reprochent de n'avoir pas su combattre la diioxine à Seveso, les scientifiques viennent de contre-attaquer publiquement.

M. Arnoldo Liberti, directeur du laboratoire de pollution atmosphérique (dépendant du Conseil national de la recherche), a réuni une conférence de presse le lundi 14 février, à Rome, pour dire en substance ceci : il est techniquement possible de détruire la diioxine au lieu de la déplacer d'un point à un autre, comme on s'est évertué à le faire depuis sept mois.

Selon M. Liberti, la destruction et le lavage des bâtiments par aspersion « sont privés de toute base scientifique et de quelconque validité ». Quant au projet de construire un énorme incinérateur pouvant brûler 10 000 tonnes

de terre polluée, il présente de gros inconvénients et risque fort de ne pas conduire à l'objectif voulu.

Il existe, en revanche, un moyen de détruire la diioxine — du moins quand elle se trouve en surface. C'est une opération en deux temps, qui consiste d'abord à « fixer » la substance toxique au moyen d'un mélange liquide, puis de la soumettre aux rayons ultra-violettes. Les expériences faites dans certaines maisons polluées affirment M. Liberti, ont été concluantes, à cent pour cent, après trois jours de traitement. Pour ce qui concerne le terrain, il suffirait de fixer la diioxine avec certaines huiles, puis d'attendre l'été : à eux seuls les rayons solaires pourraient détruire plus de la moitié de la couche superficielle. Pour les couches inférieures, une solution devrait être trouvée, à tête reposée, et permettre de rendre à la « zone A » dans quelques années.

Climat tendu

Pourquoi les hommes de science ne se sont-ils pas manifestés plus tôt ? Ce sont les autorités politiques qui n'ont pas voulu les écouter, répliquent M. Liberti. « Alors qu'ils sont incapables de s'en sortir seuls, les responsables de la région lombarde refusent le concours des organismes centraux ». Une explication qui va susciter de nouvelles polémiques, alors que le climat est très tendu. Le nombre d'enfants souffrant de dermatose — à Seveso et dans deux communes environnantes — avait atteint, en effet, trois cent trente-sept au cours du week-end. Réclamés par les autorités régionales, les militaires ont de nouveau pris position autour de la zone la plus polluée. Une trentaine de personnes qui y avaient pénétré, pour retirer certains objets de leur maison, seront poursuivies en justice.

ROBERT SOLÉ

● **DU PLOMB DANS L'ADRIATIQUE.** — Craignant une grave pollution, le gouvernement italien va étudier les moyens de remonter à la surface plus de neuf cents barils de composés de plomb qui gisent par le fond dans le sud de la mer Adriatique, au large d'Otrante. Les barils faisaient partie de la cargaison du cargo yougoslave de 2 500 tonnes *Cervat* qui a coulé après une collision au mois de juillet 1974. — (Reuter.)

● **SAINT-ETIENNE PORTE PLAINTES POUR POLLUTION.** — La ville de Saint-Etienne a décidé de porter plainte pour pollution contre trois communes de la Haute-Loire : Tenos, Montfaucon et Le Chambon-sur-Lignon. Ces trois communes sont accusées de déverser leurs effluents dans le Lignon, dont les eaux alimentent le barrage de Lavalette, d'une capacité de 40 millions de mètres cubes. C'est dans cette retenue que Saint-Etienne et quatorze communes de Haute-Loire puisent leurs eaux d'alimentation. — (Corresp.)

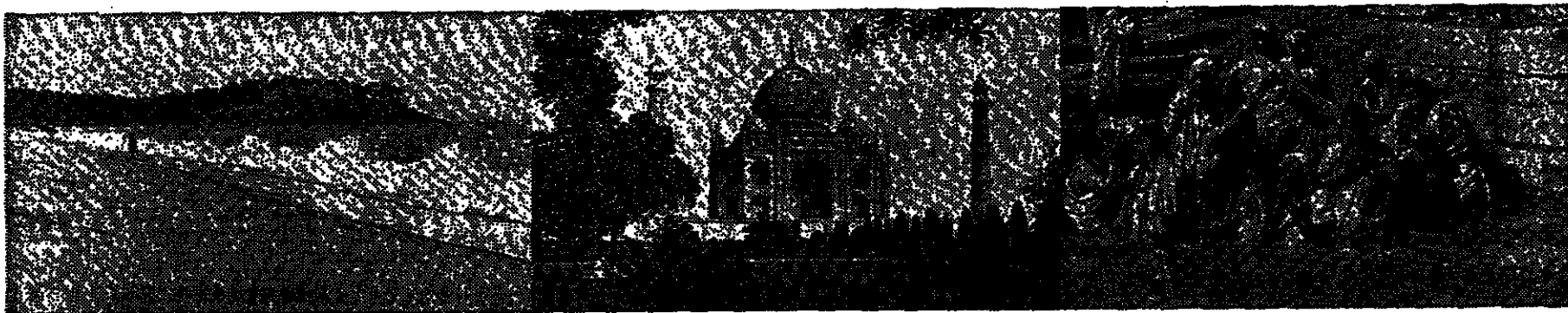
● **UNE CENTRALE A CRUAS ?** — M. Henri Chasse, maire (communiste) de Cruas et conseiller général de l'Ardèche, nous écrit pour contester les propos que nous avions rapportés dans le *Monde* daté 30-31 janvier et par lesquels il se déclarait favorable à la construction d'une centrale nucléaire sur le territoire de sa commune. Il rappelle l'avis défavorable voté par son conseil municipal et que nous avions signalé dans le *Monde* daté 2-3 janvier.

TRANSPORTS

● **CONCORDE ET L'IRAN.** — L'Iran est toujours intéressé par Concorde, mais veut être assuré de ses performances et de sa rentabilité avant de se décider, a rappelé le 12 février le président-directeur général d'Iran Air, le général Khamenei. Au cours d'une conférence de presse, ce dernier a déclaré : « Nous sommes toujours en ligne. Nous sommes bien placés géographiquement pour utiliser un avion supersonique. Mais nous avons posé au départ des conditions quant à la capacité de Concorde et à ses performances. » — (A.F.P.)

● **LES SOVIETIQUES SUR MARSEILLE - DAKAR.** — L'armement soviétique Black Sea Shipping d'Odessa vient d'inaugurer la ligne Marseille-Dakar, désormais assurée cinq mois par an (de février à juin) par le *Karelia*. Ce car-ferrie de 16 000 tonnes a quitté Marseille le 5 février avec deux cents passagers. A partir du 18 avril, *Karelia* sera relayé par un navire identique, le *Azerbaidjan*. — (Corresp.)

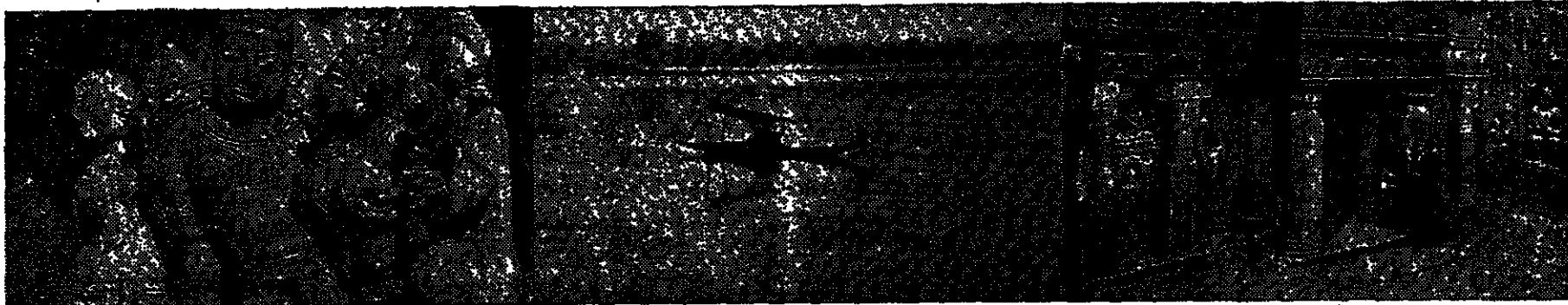
Pendant une quinzaine, voyagez en avion dans toute l'Inde pour \$200.*



1 Kovalam — au cœur de l'Inde, surfin, sable et soleil. Une plage incomparable. Avec yoga, massage ayurvédique, bosquets de cocotiers verdoyants.

2 Vingt-mille hommes ont peiné pendant 22 ans pour bâtir le Taj Mahal, consacré à la mémoire de l'épouse bien-aimée d'un empereur.

3 Varanasi, le berceau de tout Hindou. C'est ici que les pèlerins viennent se baigner dans le Gange, fluvie sacré — et mourir, leurs cendres jetées au fil de l'eau.



4 A Kishoreganj, les sculptures religieuses célèbres pour leur érotisme et connues comme le « Khama Sutra de pierre ».

5 Laissez-vous emporter par les eaux calmes du Lac Dal, à Srinagar. Dans ce cadre extraordinaire, les Moghols construisaient leurs jardins et les vaillants du Raj britannique venaient se détendre.

6 Les caves d'Ajanta, où l'art de l'Inde ancienne connaît son apogée. Un âge perdu revit dans ces peintures et ces sculptures éblouissantes et pleines de vie.

Les sept merveilles de l'Inde pour \$200.* N'est-ce pas merveilleux ?

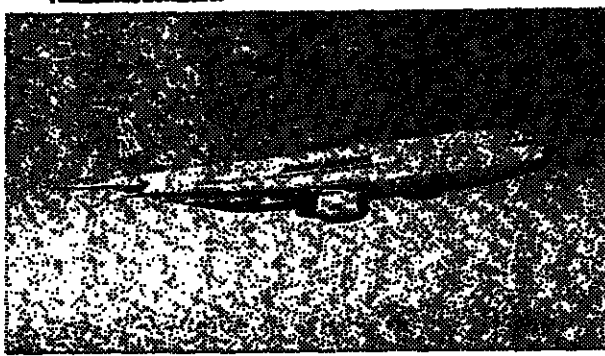
Imaginez un peu... la découverte de tout un sous-continent, avec ses mille merveilles, est à vous... pour seulement \$200.*

Imaginez-vous en train de nager dans les eaux cristallines au large des plages ensoleillées de Goa... ou dans la paix du soir à Delhi, en train d'observer un inoubliable spectacle Son et Lumière au Fort Rouge des Empereurs Moghul.

Imaginez la beauté immortelle des temples marins à Mahabalipuram, près de Madras... imaginez les mille couleurs chatoyantes du marché à Calcutta, où vous marchandez devant de splendides soirées artisanales.

A qui devrez-vous toutes ces merveilles ? Votre incomparable voyage de découverte, vous le ferez avec Indian Airlines.

Nous sommes la compagnie aérienne domestique de l'Inde. L'Inde est notre pays, et c'est notre privilège de vous y souhaiter la bienvenue. Nous pouvons aider votre agent de voyages à préparer votre itinéraire et à s'assurer que vos vacances soient davantage qu'un simple



7 Aujourd'hui, vous pouvez visiter toute l'Inde avec Indian Airlines pendant 14 jours, pour seulement \$200.* D'aucuns se demandent comment il nous est possible de faire pareille offre... d'autres se disent qu'une semblable aventure ne saurait durer indéfiniment.

voyage réussi : qu'elles soient pour vous une expérience inoubliable.

Parmi les appareils sur lesquels nous volons déjà, vous trouverez des Boeing 737 à partir du mois de janvier 77 vous volerez dans tout le confort des « gros porteurs » lorsque nous aurons inauguré notre tout dernier-né, la fierté de notre lignée de turbo-réacteurs. Nous serons l'une des premières compagnies aériennes domestiques au monde à voler sur l'Airbus A300.

Cet appareil révolutionnaire est sans égal. Il offre tout le confort des gros-porteurs, et de plus — un avantage appréciable à l'heure actuelle où tout est hâte et bruit — c'est l'avion de

ligne la plus silencieux au monde.

Une quinzaine y suffira-t-elle ?

Nous serions incapables d'énumérer toutes les merveilles de notre pays. Nous n'avons pas même mentionné encore les neiges du Nord et ses splendides pistes de ski. Ni les réserves naturelles avec leurs oiseaux étonnants, leurs lions, leurs tigres, leurs guépards, leurs crocodiles.

Si vous êtes gourmet, vous ne tarderez pas à découvrir que la gastronomie indienne est loin d'être limitée au curry. Et si vous aimez la musique ou la danse, vous irez de ravissement en ravissement !

Nous soupçonnons que quinze jours ne vous suffiront pas pour voir tout ce que vous voudrez explorer. Voilà pourquoi nous vous offrons 21 jours de vol pour seulement \$275.*

Alors ne manquez pas de demander à votre agent de voyages qu'il vous remette la brochure publiée par Indian Airlines, intitulée « Découvrez l'Inde pour seulement \$200.* » où vous trouverez tous les détails concernant cette offre fantastique.

Comme vous le découvrirez pour vous-même, l'Inde et ses habitants ont plus d'une bonne affaire à vous offrir.

* Tarif aérien basé sur \$200 (approximativement 992F) pour 14 jours et \$275 (approximativement 1 364F) pour 21 jours. Valable en Inde exclusivement.

Indian Airlines
En Inde, faites-nous confiance.

Office National du Tourisme de L'Inde
8 Boulevard de la Madeleine,
Paris 9^{tel} : 073-00-84

Bureau d'Air-India
1 Rue Anber, Place de l'Opéra,
Paris 9^{tel} : 742-15-69 & 266-13-72

JUSTICE

Le meurtre de Jean de Broglie

Mlle DE VARGA
COMMENTE LA THÈSE
DE « L'EXPRESS »

Mlle Pascale de Varga, interrogée lundi 14 février sur la nouvelle hypothèse avancée par l'Express pour expliquer les mobiles du meurtre de Jean de Broglie (le Monde du 15 février), a affirmé qu'elle n'avait jamais entendu parler, au cabinet de son père, de titres, vrais ou faux, des Charbonnages de France. « S'il existe un trafic de faux titres de ce genre, je n'ai jamais vu et n'ai pas entendu parler de cela », a-t-elle ajouté.

Dans une enquête publiée, lundi 14 février, l'Express estimait que les mobiles du meurtre du député de l'Eure pourraient être recherchés dans un faux titre des Charbonnages de France. Jean de Broglie aurait perçu en garantie du prêt accordé à M. de Ribemont pour l'acquisition du restaurant la Reine Pédagogue. Le trafic de faux titres fait bien l'objet, depuis octobre 1976, d'une information ouverte contre X, par le parquet de Paris sur plainte de la Gauche nationale de l'énergie et confiée à M. François Petot, juge d'instruction. Mais il ne semble pas, jusqu'à présent, qu'un lien ait été établi entre cette affaire et l'assassinat de Jean de Broglie.

Sur ce point, l'avocat de M. de Ribemont, M. de la Pradelle, a déclaré, lundi 14 février : « Le Ribemont, M. de la Pradelle, a pour l'acquisition de la Reine Pédagogue a été consenti à M. de Ribemont seul et non pas à M. de Broglie et de Varga. M. de Ribemont n'a jamais donné à M. de Broglie un bon des Charbonnages de France et n'en a jamais eu entre les mains. Enfin, les échéances du prêt ont été régulièrement payées à la banque de Bernay jusqu'à l'arrestation de M. de Ribemont. »

TRENTE-QUATRE ANS APRÈS LES FAITS

Jean Gabrel comparait devant la Cour de sûreté de l'État pour « intelligence avec l'ennemi »

Pour ce qu'il a fait à une époque où les Français s'entendaient dire qu'ils avaient « la mémoire courte », un homme est aujourd'hui traduit devant une justice qui n'oublie pas. Plus de trente-quatre ans après.

Jean Gabrel avait trente-six ans en 1942 quand le lieutenant Jean-Michel Bouché, un résistant de la première heure, a été fusillé par les troupes d'occupation. Accusé d'avoir dénoncé ce dernier, il comparait lundi 14 février pour intelligence avec l'ennemi devant la Cour de sûreté de l'État, à l'âge de soixante-dix ans. Pour d'autres dénonciations commises en 1943 et 1944, Jean Gabrel avait déjà été condamné le 4 novembre 1946 par la cour de justice de Seine-et-Oise à vingt ans de travaux forcés, commués en prison à perpétuité.

Libéré en 1951 au bénéfice de diverses remises de peines, il allait être de nouveau poursuivi en 1952 pour sa dénonciation de Bouché. Des documents d'archives du III^e Reich, transmis par la D.S.T. (1), et notamment le texte d'un jugement d'un tribunal militaire allemand, indiquent qu'il était à l'origine de l'arrestation de ce résistant. Lésé en liberté, il quitte la France en 1957, au moment où un mandat d'arrêt est délivré contre lui. Avec sa femme, d'origine libanaise, il s'installe à Beyrouth d'où il ne pourra être extradé. Jugé par contumace, il sera condamné à mort le 26 janvier 1960 par le tribunal permanent des forces armées.

Fuyant la guerre civile au Liban et ayant, dit-il, l'intention de se

livrer à la justice, Jean Gabrel est revenu en France le 5 février 1976. Il devait être arrêté à sa descente d'avion et incarcéré avant de comparaître le 26 août devant la Cour de sûreté de l'État (le Monde des 23 et 29-30 août 1976). Mais son défenseur, M. Jacques Chanson, ayant demandé un supplément d'information, la cour décidait le renvoi du procès, tout en maintenant l'accusé en détention.

Devant un public dont on remarquait la moyenne d'âge élevée, le président de la cour, M. Pierre David, a fait observer qu'il était « difficile d'examiner, trente-quatre ans après, des faits qui demeurent fort complexes ». Si Jean Gabrel reconnaît avoir fait du faux, renseignements aux Allemands, il s'appuie sur l'existence d'un rapport montrant que les officiers de l'Abwehr le soupçonnaient d'être au service des alliés. Mais le président note qu'il a déclaré devant un juge d'instruction avoir reçu des Allemands 50 000 francs (de l'époque) pour les services de renseignements. Jean Gabrel avait dit qu'il était dans ce cas obligé de « jouer le jeu » et qu'il comptait prévenir le lieutenant Bouché. Aujourd'hui, il précise : « J'ai été arrêté en même temps que mon camarade Bouché et les Allemands m'ont cassé une

épau et fracturé le crâne. Je n'ai jamais eu une imprudence ». Cependant, l'avocat général, M. Jacques Collette, a rappelé que le lieutenant Bouché, avant de mourir, avait donné le signal de choisir un métier, il devint professeur au lycée, parce qu'on ne lui demandait pas les diplômes qu'il n'avait pas obtenus. Malheureusement, cela ne dura pas. Il chercha un nouveau travail, mais tout ce qu'il trouvait ne lui laissait plus le temps nécessaire pour écrire.

Il se maria et eut trois enfants. Sa femme travaillait et il continuait d'écrire. On aperçoit ses vers, mais tous les éditeurs lui répondaient que les recueils de poèmes étaient passés de mode et que, de toute façon, personne ne pouvait vivre de poésie. On lui conseilla de se tourner vers le roman. Il en écrivit un : la Malibète. Il s'adressa vaillamment à plusieurs éditeurs et puis, un jour, il fut dans le journal qu'une maison d'édition parisiennaise recherchait des manuscrits d'auteurs nouveaux. Il écrivit. On lui répondit qu'on était prêt à publier son texte, mais seulement à la condition qu'il s'agisse d'un roman. C'est-à-dire qu'il devait inventer une histoire. Il ne put pas résister à la tentation. Il écrivit un roman. Mais, pour les besoins du service, j'ai soustrait Gabrel à la D.S.T. Dans un souci de dignité, j'ai conclu qu'il ne pouvait fournir à la cour qu'une appréciation subjective. Mais je sais, a-t-il déclaré, que l'on a dit de propos délibéré : « On lui a dit de proposer Gabrel ». C'est-à-dire que Gabrel était manifestement poursuivi de la vindicte de certains policiers. Je pense que cela peut éclairer son dossier. »

Ainsi que le conseil de la cour, le rapporteur a-t-il dit, M. Henri Bouché, frère de la victime, l'avocat général a souligné dans son réquisitoire que le dossier provenant des archives allemandes montrait que Jean Gabrel avait remis à l'Abwehr des documents secrets appartenant au lieutenant Bouché, ce qui devait entraîner l'arrestation de ce dernier. Considérant que ces faits étaient avérés, M. Collette a requis une peine de détention criminelle à perpétuité en déclarant que l'accusation portée contre Jean Gabrel était hors d'attente du temps de l'oubli.

FRANCIS CORNU.

TÉMOIGNAGE

Pour un poète-gangster...

par DENIS LANGLOIS (*)

Renaud Rapagno avait toujours rêvé d'être poète. Du plus loin qu'il puisse remonter dans sa mémoire, il avait toujours été attiré par la beauté des mots et leur sonorité. A l'école, on le disait absent, il n'était que rêveur. Quand arriva le moment de choisir un métier, il devint professeur au lycée, parce qu'on ne lui demandait pas les diplômes qu'il n'avait pas obtenus. Malheureusement, cela ne dura pas. Il chercha un nouveau travail, mais tout ce qu'il trouvait ne lui laissait plus le temps nécessaire pour écrire.

Il se maria et eut trois enfants. Sa femme travaillait et il continuait d'écrire. On aperçoit ses vers, mais tous les éditeurs lui répondaient que les recueils de poèmes étaient passés de mode et que, de toute façon, personne ne pouvait vivre de poésie. On lui conseilla de se tourner vers le roman. Il en écrivit un : la Malibète. Il s'adressa vaillamment à plusieurs éditeurs et puis, un jour, il fut dans le journal qu'une maison d'édition parisiennaise recherchait des manuscrits d'auteurs nouveaux. Il écrivit. On lui répondit qu'on était prêt à publier son texte, mais seulement à la condition qu'il s'agisse d'un roman. C'est-à-dire qu'il devait inventer une histoire. Il ne put pas résister à la tentation. Il écrivit un roman. Mais, pour les besoins du service, j'ai soustrait Gabrel à la D.S.T. Dans un souci de dignité, j'ai conclu qu'il ne pouvait fournir à la cour qu'une appréciation subjective. Mais je sais, a-t-il déclaré, que l'on a dit de propos délibéré : « On lui a dit de proposer Gabrel ». C'est-à-dire que Gabrel était manifestement poursuivi de la vindicte de certains policiers. Je pense que cela peut éclairer son dossier. »

Ainsi que le conseil de la cour, le rapporteur a-t-il dit, M. Henri Bouché, frère de la victime, l'avocat général a souligné dans son réquisitoire que le dossier provenant des archives allemandes montrait que Jean Gabrel avait remis à l'Abwehr des documents secrets appartenant au lieutenant Bouché, ce qui devait entraîner l'arrestation de ce dernier. Considérant que ces faits étaient avérés, M. Collette a requis une peine de détention criminelle à perpétuité en déclarant que l'accusation portée contre Jean Gabrel était hors d'attente du temps de l'oubli.

Il ne paraît de rien à sa femme, mais dès le lendemain il envoyait à l'éditeur l'argent qu'il lui avait promis.

chassa l'empêchement d'avoir la conscience tranquille : la misère dans laquelle vivaient sa femme et ses trois enfants.

Ainsi six mois plus tard, jour pour jour, il s'arma à nouveau de son revolver et, après avoir coupé sa barbe, se présenta devant le même caissier de la même banque. Cette fois le butin fut un peu plus fructueux : 30 000 F.

Il y eut un peu plus de bien-être à la maison et Renaud put continuer à écrire. Cependant, un inspecteur de police avait relevé minutieusement tous les indices, tous les témoignages. Il lui fallut plusieurs mois pour arriver jusqu'à Renaud Rapagno. Mais un matin deux policiers se présentèrent à la petite maison des Maréchaux, un peu à l'écart du village de La Chapelle-Huon, dans la Sarthe. Renaud reconnut tout de suite les faits. Il conduisit même les policiers jusqu'à un arbre derrière la maison. Il déterra une boîte en fer. Il y avait encore plus de 30 000 F.

Il fut jugé le 5 mars 1974 par la cour d'assises de Seine-Maritime. Il tenta bien d'expliquer que la poésie était toute sa vie et que notre société avait beaucoup plus besoin de poètes que d'ingénieurs atomistes. On sourit et on le condamna à sept ans de réclusion criminelle.

Aujourd'hui, il se trouve à la maison centrale de Caen, et il a accompli plus de la moitié de sa peine. Sa conduite a toujours été bonne, et il pourrait bénéficier d'une libération conditionnelle. Il suffirait pour cela d'un petit coup de pouce, par exemple, des auteurs connus, de ceux qui gagnent leur vie en écrivant, attirant un peu l'attention sur son cas, expliquant qu'en France l'Etat ne s'occupe guère des jeunes écrivains, que cela favorise la création d'officines qui publient des livres à compte d'auteur moyennant des sommes considérables.

Pour être sûr de ne pas se laisser condamner sept ans de réclusion criminelle, c'est tout de même beaucoup pour un homme de trente et un ans qui révisait seulement de la prose chère les mots.

* Avocat au barreau de Paris.

SPORTS

FOOTBALL

M. Gaston Defferre intervient pour tenter de régler la crise de l'Olympique de Marseille

De notre correspondant régional

Marseille. — Après la rencontre qu'il a eue, le lundi 14 février, avec M. Fernand Mérie, président de l'Olympique de Marseille (O.M.), Maurice Genot, ancien ministre de l'O.M. en 1973, Pierre Terrin, président du port autonome, M. Gaston Defferre, député des Bouches-du-Rhône et maire de Marseille, a annoncé que le club allait s'attacher les services d'un directeur général chargé de reprendre en main la situation créée par la défection, dimanche 13 février, en Coupe de France, devant La Paillade de Montpellier.

M. Defferre a précisé qu'il était de son devoir « en tant que maire » de se préoccuper de la réorganisation de l'O.M. La ville donnera sa garantie à un emprunt de 2 millions de francs, que le club doit contracter pour renflouer ses caisses. La subvention de 750 000 F octroyée par la municipalité, et trinquée depuis 1965, pourrait être également révisée. M. Fernand Mérie devra d'urgence porter à l'assemblée dans les huit jours un plan de redressement.

« Un homme à plein temps »

L'ampleur des réactions provoquées à Marseille par la défection de l'O.M. et le caractère officiel donné à l'affaire par la convocation de M. Mérie dans le cabinet du maire laissent attendre des remèdes drastiques. M. Defferre et ses interlocuteurs ont, au contraire, estimé que la situation exigeait un « choc psychologique » susceptible d'être créé non par le départ des dirigeants du club, mais par l'arrivée d'un homme-miracle nanti de pouvoirs étendus. Pour le maire de Marseille, le futur directeur général de l'O.M. devra être « un homme à plein temps, qui ait une connaissance approfondie du football et de l'économie ». Un homme qui ait des qualités de caractère, en plus de la compétence nécessaire pour mener l'équipe vers l'autorité du président du club.

NATATION

LE RECORD DU 100 MÈTRES DU SUD-AFRICAIN SKINNER POURRAIT NE PAS ÊTRE HOMOLOGUÉ

Le record du monde du 100 mètres établi par le Sud-Africain Jonty Skinner le 15 août 1976 (49 sec. 44) pourrait ne pas être homologué par la Fédération internationale de natation amateur (FINA). Jonty Skinner avait réalisé sa performance au cours des championnats internationaux des Etats-Unis, à Philadelphia, et son record avait été soumis à l'homologation par son club américain, le Central Jersey Aquatics Club. Le bureau de la FINA est, pour l'instant, partagé sur l'application des règlements, et il est possible que la nationalité sud-africaine de Skinner — l'Amérique du Sud est exclue de la FINA — soit au stade de l'homologation de ce record. Pour les mêmes raisons, Jonty Skinner n'aurait pu participer aux Jeux olympiques de Montréal.

A TOURS

L'ANCIEN ADMINISTRATEUR DE L'HOPITAL PSYCHIATRIQUE VA COMPARAÎTRE POUR « DÉTENTION ILLEGALE »

Au cours d'une conférence de presse organisée à Paris le lundi 14 février par la section de Tours de la Ligue des Droits de l'Homme et par le Collectif d'enquête sur les pratiques psychiatriques en Indre-et-Loire, les dirigeants de ces organisations ont souligné l'importance d'un procès qui s'ouvre le jeudi 17 novembre, à 14 heures, à Tours.

Après l'internement de M. Eric Burmann en 1970 à l'hôpital de Tours, que l'intéressé estime abusif, l'ancien sous-directeur de l'établissement psychiatrique, M. Petitot, a été, en effet, inculpé de « détention illégale » et doit comparaître devant le tribunal correctionnel. Il aura fallu sept ans pour définir les responsabilités dans cette affaire, qui ne se termine pas. Le 22 avril 1972, la seule loi de genre. Un interné actuel de l'hôpital, M. Blierot, essaie vainement depuis plusieurs mois d'obtenir sa « libération » (le Monde du 21 novembre 1976). Cependant, c'est la première fois qu'un administrateur d'hôpital psychiatrique comparait devant un tribunal correctionnel, sur la base de l'article 120 du code pénal, qui définit la détention illégale.

Dans une lettre qu'il avait adressée au Monde (27 décembre 1976), le professeur Sizarat, chef de service, se défendait d'avoir omis les procédures normales à propos de M. Burmann, car il avait voulu, disait-il, « éviter aux malades et à leurs familles des tracasseries administratives ».

Au cours de cette conférence de presse, M. Burmann a insisté sur le fait que ce procès devait être l'occasion de définir les droits des malades dans les hôpitaux psychiatriques et de remettre en cause la loi de 1838, qui renvoie à Louis Philippe, à l'époque du suffrage censitaire, et qui paraît inadéquate aux besoins actuels des malades.

La lenteur des procédures

L'expérience prouve, par la lenteur des procédures, qu'il est souvent difficile de définir des responsabilités dans une institution psychiatrique au sein de laquelle — selon les dires de certains médecins — on ne juge pas les malades « capables de décider d'eux-mêmes de leur propre liberté ».

D'autres cas de détention illégale ont été révélés dans plusieurs villes de France, à Toulouse ou à Paris (voir le Monde du 8 février). La multiplication de ces procédures « illégales » est le signe, selon les organisateurs de la conférence, de la justice se dessaisit du problème des internements psychiatriques au profit de la police et de l'administration, ce qui donne au procès de Tours la valeur d'un exemple.

FAITS ET JUGEMENTS

La mort d'un chanteur au commissariat de Tarare.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon a confirmé le non-lieu prononcé à propos d'une mort survenue, le 23 octobre 1967, au commissariat de Tarare (Rhône) (le Monde du 28 mai 1975). M. Lucien Delatre, trente-quatre ans, chanteur-livreur, avait été placé dans une chambre de sûreté du commissariat de Tarare. Dans la nuit du 22 au 23 octobre, on devait le retrouver pendu.

L'information, confiée à M. Dominique Jobert, juge d'instruction à Villefranche-sur-Saône, avait conduit, le 5 janvier 1968, au suicide. Sept ans plus tard, la veuve de M. Delatre, M. Delatre, avait porté plainte contre X pour meurtre. M. Burdoyon a annoncé son intention de porter le dossier devant la Cour de cassation.

● Premier interrogatoire de M. Gérard Amannich. — M. Robert Pagès, juge d'instruction, a interrogé, lundi 14 février, pendant quatre heures, M. Gérard Amannich, l'ancien ambassadeur de France au Vatican, meurtrier de sa femme et de ses deux enfants. L'enquête a porté uniquement sur le curriculum vitae de l'inculpé, continuera de mardi, jeudi prochain 17 février. M. Amannich devrait expliquer, en présence de son avocat, M. Paul Lombard, comment il en est arrivé à tuer les membres de sa famille. L'ancien ambassadeur passera sa cellule de la prison de Fresnes avec le principal inculpé de l'affaire Dassault, M. Hervé de Vathaire.

● PRECISION. — A la suite d'une dépêche publiée par l'Agence France-Presse, le 4 février 1977, concernant l'inculpation de plusieurs personnalités pour fraude fiscale et la mise au point faite par l'une d'elles, M. Bernard Zehruss, publiée le même jour, à 10 h 45 (reproduite dans nos éditions datées 6-7 février), l'A.F.P. précise que elle diffère entre M. Bernard Zehruss et la direction générale des impôts, porte uniquement sur la fixation du montant, des frais non justifiés que celle-ci autorise à déduire de ses revenus, mais il n'est pas contesté que lesdits revenus ont été intégralement déclarés.

Un malfaiteur demande réparation à sa victime.

Le tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand s'est déclaré incompétent pour juger de la demande en réparation introduite par l'auteur d'un hold-up, M. Bernard Bost, vingt-trois ans, contre un receveur des P.T.T., M. Roger Brenas, cinquante-cinq ans, qui l'avait blessé le 25 octobre 1974. Dans le numéro du 2 février 1976 de ce journal satirique, un article était publié sous le titre : « Hôpital... chât ! », qui accusait le plaignant de « megalomanie » et de tentative de suicide. Dans la direction d'un détournement de plusieurs centaines de millions d'anciens francs.

Dans ses attendus, le tribunal fait valoir que l'inculpé a attaché à la portée « ses acquis » à la condition que la vérité rapportée soit parfaite, complète, absolue et corroborée à l'exception dans toute sa partie littérale et à une signification diffamatoire » et que « cette condition n'est pas remplie en l'espèce ».

● La cour d'assises de Paris a condamné à vingt ans de réclusion criminelle André Llopiec, âgé de trente-huit ans, inculpé d'assassinat pour le meurtre de Marc Juan, âgé de vingt-cinq ans, le 9 août 1974, à Paris (15^e). Le jeune homme avait été tué après une querelle d'automobilistes, à propos d'une place de stationnement. L'accusé a déclaré qu'il avait voulu frapper son adversaire avec le plat du revolver et que le coup était parti tout seul. Mais les experts en balistique ont affirmé que la balle mortelle n'avait pas été tirée à bout touchant.

● Après la publication d'un article sur les pourvoi en cassation dans toute sa partie littérale et à une signification diffamatoire » et que « cette condition n'est pas remplie en l'espèce ».

Mme Tréherne, chargée de recherches au C.N.R.S., et M. Philibert, secrétaire de l'association pour la sauvegarde des sites de Bugey et Malleville, avaient été inculpés, le 12 octobre 1976, de vol, recel et complicité, ainsi que de complicité d'introduction irrégulière dans un local affecté à un service public à caractère administratif.

500 F d'amende pour le « Clampin libéré ».

Le tribunal de grande instance de Lille a condamné, lundi 14 février, M. Jean-Luc Porquet, directeur du Clampin libéré, à 500 F d'amende pour diffamation envers M. François Mitterrand, ancien directeur du C.H.R. de Lille, aujourd'hui du C.H.R. de Rennes. Ce dernier obtient le franc symbolique de dommages et intérêts (le Monde du 4 février). Dans le numéro du 2 février 1976 de ce journal satirique, un article était publié sous le titre : « Hôpital... chât ! », qui accusait le plaignant de « megalomanie » et de tentative de suicide. Dans la direction d'un détournement de plusieurs centaines de millions d'anciens francs.

Dans ses attendus, le tribunal fait valoir que l'inculpé a attaché à la portée « ses acquis » à la condition que la vérité rapportée soit parfaite, complète, absolue et corroborée à l'exception dans toute sa partie littérale et à une signification diffamatoire » et que « cette condition n'est pas remplie en l'espèce ».

● La cour d'assises de Paris a condamné à vingt ans de réclusion criminelle André Llopiec, âgé de trente-huit ans, inculpé d'assassinat pour le meurtre de Marc Juan, âgé de vingt-cinq ans, le 9 août 1974, à Paris (15^e). Le jeune homme avait été tué après une querelle d'automobilistes, à propos d'une place de stationnement. L'accusé a déclaré qu'il avait voulu frapper son adversaire avec le plat du revolver et que le coup était parti tout seul. Mais les experts en balistique ont affirmé que la balle mortelle n'avait pas été tirée à bout touchant.

● Après la publication d'un article sur les pourvoi en cassation dans toute sa partie littérale et à une signification diffamatoire » et que « cette condition n'est pas remplie en l'espèce ».

Mme Tréherne, chargée de recherches au C.N.R.S., et M. Philibert, secrétaire de l'association pour la sauvegarde des sites de Bugey et Malleville, avaient été inculpés, le 12 octobre 1976, de vol, recel et complicité, ainsi que de complicité d'introduction irrégulière dans un local affecté à un service public à caractère administratif.



Gardez vous devant, gardez vous derrière, gardez vous à droite, gardez vous à gauche.

Gardez-vous devant, gardez-vous derrière.
Les pare-chocs Volvo rendent sans importance des heurts qui seraient graves pour d'autres voitures.

Les zones déformables à l'avant et à l'arrière encadrent un habitacle de sécurité indéformable.

Et il ne faut pas oublier les ceintures à enrouleur (avant et arrière) ni les protège-nuques incorporés.

Gardez-vous à droite, gardez-vous à à gauche.

Derrière la garniture des portières, se cachent des barres d'acier qui protègent des chocs latéraux.

Et les trois arceaux de sécurité de l'habitacle renforcent encore la protection.
Gardez-vous aussi de l'ennui.

La Volvo 343 est une voiture volontaire qui utilise au mieux tous ses chevaux.

Une juste répartition des masses, un essieu arrière de Dion, lui assurent une étonnante tenue de route. La 343 est précise à piloter, elle aime les parcours sinueux.

La Volvo 343, c'est plusieurs Volvo dans une Volvo. Prix de la 343 DL : 29.700 F.

Pour recevoir une documentation sur la 343 et sur la conception Volvo de la sécurité, envoyez ce coupon-réponse à Volvo Automobiles, BP 45, 78180 Les Mureaux.

Nom _____
Adresse _____

VOLVO

Consommation à 90 km/h : 7,6 l ; à 120 km/h : 10,4 l. Frais de transport et de mise à la route : 780 F. Crédit CGL, Bail avec option achat CGL. Jantes en aluminium et baguette latérale en option.

SOCIÉTÉ

LE POUVOIR ET LE SEXE

(Suite de la première page.)

Cela signifie d'abord que « ni la caste qui gouverne, ni les groupes qui contrôlent les appareils de l'Etat, ni ceux qui prennent les décisions économiques les plus importantes ne gèrent l'ensemble du réseau de pouvoir qui fonctionne dans une société (et la fait fonctionner) ». Cela implique aussi que ce réseau, partout présent, soit partout à l'œuvre : dans le savoir, l'enseignement, l'éducation, la santé, les gestes du corps, les désirs et les discours s'exercent des enjeux de pouvoir — non pas comme les conséquences ultimes ou périphériques d'une décision « en haut », mais bien comme le surajoutement incessant d'actes minuscules et convergents qui façonnent la physiologie d'une époque. Cela exige surtout d'abandonner l'idée que l'intention, le châtiment, la censure seraient les attributs uniques ou primordiaux du pouvoir. Il crée, au contraire, stimule, organise, incite, bref fait œuvre positive. Et ce, depuis près de trois siècles.

Ces propositions résultent, en effet, des enquêtes historiques précédemment menées par Michel Foucault sur la folie, sur la médecine, sur les sciences humaines, sur les systèmes pénitentiaires depuis l'âge classique, et guident son travail actuel sur la sexualité. Celle-ci a joué, en effet, un rôle essentiel dans la constitution du pouvoir moderne.

Comment ? Foucault montre que le pouvoir « ancien modèle », la souveraineté du monarque, se bornait à « faire mourir » les sujets qui attentaient à son autorité, et « laisser vivre » les autres. A l'opposé, les sociétés contemporaines évitent la mort et « gèrent la vie » — en la canalisant, l'ordonnant, mais aussi en la produisant, au moyen de techniques variées et savantes. Historiquement, cette « bio-politique » a revêtu, selon Foucault, deux formes principales : d'abord la transformation des corps en machines, leur dressage par toute une série de disciplines visant à les rendre dociles et rentables. Surveiller et punir en a retracé la mise en place, des prisons aux écoles, des casernes aux hôpitaux. Ensuite le contrôle des « populations » elles-mêmes, de leur croissance, de leur santé, de leur fécondité, de leur hygiène (physique et mentale), à travers un vaste dispositif qui a pris en charge leurs comportements sexuels. C'est à lui

que s'attaque à présent l'historien. Dispositif « répressif » ? Certes, mais secondairement. Dispositif inventif avant tout, suscitant d'innombrables savoirs. Et bavard, organisant autour du sexe une « explosion de discours » vouée à déboucher sur le secret, l'interdit, l'interdiction. Le pouvoir n'aurait pas fait taire le sexe, il l'a au contraire fait parler. Avec prohibition comme sa note ultime révélatrice (1).

Dans le détail, ce versant du livre n'est pas le plus convaincant. S'il déroute, ce n'est pas simplement qu'il heurte des idées bien reçues. Tout en prolongeant les œuvres antérieures, la Volonté de savoir, par plusieurs traits, ne leur ressemble pas : Foucault y parle d'un ton plus personnel, plus provocant aussi, où se mêlent étrangement la rigueur et la fragilité, les formules-chocs et les répétitions, la finesse d'analyse et l'habileté aux paradoxes.

Celle-ci laisse parfois le lecteur étonné : pourquoi, par exemple, l'incitation à l'aveu ne serait-elle pas répressive ? Et pourquoi, en parlant du sexe, oublier si vite qu'il y en a deux ?

Une « archéologie de la psychanalyse »

Sans doute faut-il attendre les prochains volumes pour que se lèvent certaines ambiguïtés, produites (ou accentuées ?) par le caractère général de cette argumentation, coupée de documents qui viendront la soutenir. En tout cas, dans le colimateur de Michel Foucault, outre les discours de la « libération sexuelle », il y a, cette fois, la psychanalyse. L'histoire de cette invention récente qu'est la « sexualité » pourrait aussi se lire comme une « archéologie de la psychanalyse ». Schématiquement, le principal grief que Foucault lui adresse est d'être restée attachée au modèle classique de la conception du pouvoir, centré uniquement sur l'énocé de la loi et le fonctionnement de l'intérêt. Là encore, il faut attendre la suite.

Mais déjà, à titre documentaire, on peut lire dans cette optique le livre qu'un psychanalyste original, juriste et professeur de droit, Pierre Legendre, vient de consacrer à des problèmes voisins. Intitulé *Jour du pouvoir*, ce volume pose lui aussi la question : « Comment le pouvoir

s'y prend-il pour nous faire ? » On pourrait donc penser qu'il partage la problématique de Foucault. A le lire, on retrouve pourtant aussitôt ce que celui-ci dénonce : la référence à une « structure centralisée », à la loi comme organisatrice du désir, au sexe et au fantasme comme principes derniers d'explication.

Cela dit, cette recherche peu courante ne manque pas d'intérêt : elle esquisse une lecture psychanalytique du fonctionnement des institutions contemporaines. Nos administrations, nos grands appareils bureaucratiques, nos apparences déclassées de rationalité, Pierre Legendre les montre traversées de symboles et de constellations de fantasmes. Le pouvoir moderne serait sans mythe ? Dans l'ombre, il est grotesque, répond l'analyste. Seules des croyances en un idéal irréel le soutiennent.

Aussi faut-il traiter la politique comme une religion et entendre la bureaucratie moderne de la même oreille qu'un « dieu sacré ». De l'autre côté du décor, les institutions sont folles, et « se saisisent des humains par un jeu d'amour aussi trivial et bête que poignant... ». Les longs développements de Pierre Legendre, en ébauchant notamment une théorie sociale du fantasme, élargissent le champ habituel de la psychanalyse, et trouvent celui de la science politique. Il est donc d'autant plus dommage que son style, même sans bonheur calculé de Jacques Lacan, le rende bien peu lisible aux citoyens français.

Ces livres, que tout oppose, affirment tous deux que le pouvoir nous fabrique et nous tient de part en part. Ils ne sont pas les seuls, et bien d'autres font le répertoire. A tel point que, en parodiant ce que Foucault dit du sexe, on pourrait se demander si l'on ne s'étonnerait pas, un jour, que nos contemporains aient cru avec tant d'acharnement que le secret de leur vérité résidait dans le pouvoir.

ROGER-POL DROIT.

* *La Volonté de savoir*, de Michel Foucault, Gallimard, « Bibliothèque des Sciences Humaines », 222 pages, 34 F.
* *Les Révoltes logiques*, n° 4, 110 pages, 15 F. (1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris).
* *Jour du pouvoir*, de Pierre Legendre, Ed. de Minuit, coll. « Critique », 280 pages, 30 F.
(1) Michel Foucault a déjà présenté cet aspect de sa recherche au colloque de la Sorbonne, du 5 novembre 1976.

Drogue et brouillard

Bras-lebas de combat ! Le flot de la drogue est en crue et menace la jeunesse. Comme un fantasme épidémique, l'image du jeune cheveu au regard perdu, ou aux veines abîmées, hante les consciences. Déclarations moralisatrices, statistiques vite rassemblées, avertissements, douces, pétitions de principe, appel à la répression ou à la compréhension, confidences : la cacophonie après un aussi long silence.

La toxicomanie est l'une des marques de notre société et l'une de ses tares. Mais, outre que chaque société, évolue ou non, s'est créée ses propres formes de toxicomanie, il n'est pas légitime d'en isoler une seule, en oubliant toutes les autres. La campagne de culpabilisation qui est engagée une fois de plus ne devrait pas berner son horizon à quelques milliers de drogués.

Les hasards de l'actualité ont voulu que, au moment même où la France s'élève de la mort de plusieurs jeunes, des médecins de l'hôpital de Garches révélaient que 40 % des têtes de la route sont victimes d'accidents provoqués par des drogués. Si l'on calcule bien, cela fait plus de six mille victimes directes d'une forme de toxicomanie qui a pour elle d'être plus ancienne et de faire, en quelque sorte, partie du décor.

Nous sommes tous des toxicomanes : du nourrisson qu'on abrute de sirops pour dormir au vieillard qui ne trouve le sommeil qu'après avoir absorbé sa dose de tranquillisant ; du surmené que le café soutient au déprimé que le tabac console ; de l'ouvrier à son patron, qui n'a son petit vice, sa faiblesse, qu'un sourire absout ?

Pourquoi limiter son indignation ou son émotion aux drogués les plus récents et — il faut le dire — heureusement les moins répandus ? Sans doute très simplement par le fait qu'une civilisation en état de vieillissement

ne peut supporter sereinement la menace contre ceux en qui elle met son espoir : les jeunes. Que des adultes soient les esclaves d'un produit qui les ronge, cela ne met pas en cause l'avenir de la société. Tant pis pour eux ! Les jeunes, d'une certaine manière, appartiennent aux adultes : ils en sont la projection dans l'avenir, l'illusion pour un futur meilleur. Qu'un virus les menace, que la débauche les guette avant l'âge des déchéances, et ce sont nos projets qui s'écroulent. L'angoisse, donc, est bien réelle. Curieusement, elle se pare d'attitudes de fermeté et de rejet : il est bien connu que l'installation dans un village ou une banlieue d'un centre d'accueil pour jeunes toxicomanes qui cherchent à s'en sortir suscite des réactions hostiles : va-t-on installer, à nos portes, un foyer de contamination ? Il y a certes, à ce sujet, à se méfier, fort bien, mais ailleurs ! N'érigeons que pour mémoire les « bûches administratives », la multiplicité bureaucratique qui brisent les initiatives les plus généreuses. Aider ces jeunes, les soigner, très bien, mais dans les règles !

Un paravent

Il n'est pas question de minimiser l'ampleur de la toxicomanie. Ses traits sont constants : réajustement de la population des drogués, utilisation de produits de plus en plus « durs », multiplication des polytoxicomanes aux sources irrégulières, extension à tous les milieux sociaux, dispersion grandissante des marchés, mortalité en flèche. Mais faut-il en rester à la description dramatique des effets, et refuser de s'interroger sur les causes profondes ? La prévention, en ce domaine, commence par la compréhension.

Les quelques spécialistes qui, en France, depuis des années, recueillent les témoignages et observent les effets du délabrement sont dans le brouillard. Une seule chose est claire : les causes psychologiques de la toxicomanie sont déterminantes. Les idées générales sur la Société, avec un grand S, qui écrase les individus, ne tiennent pas devant la réalité. Elles sont le paravent de mystères cachés.

Derrière, selon les thérapeutes, se cachent des personnalités destructrices, solitaires, enfermées. On peut, schématiquement, affirmer qu'un toxicomane l'a longtemps été en pointillé avant de le devenir charnellement. Pour peu que l'absence de communication, le manque — ou l'exos — de tendresse, paraissent définitifs et qu'il rencontre sur sa route la solution élastique de la drogue, il y cherchera le bien-être. Ce bien-être dont on oublie trop qu'il explique qu'on se drogue une deuxième fois après y avoir goûté. Tous les « mal-dans-leur-peau » ne se droguent pas, heureusement. Mais il ne suffirait pas de tarir les sources d'approvisionnement de la drogue pour créer partout le bien-être.

Il faudrait s'interroger aussi sur l'agressivité qui marque de plus en plus les rapports humains, sur la glorification de la compétition, sur la malédiction des vaincus, sur le temps humain en retard, sur le dialogue toujours renvoyé au lendemain, sur la tendresse ridiculisée. Le racisme antijenné — maintes fois dénoncé — ce n'est pas seulement le cafetier qui tue les « loups » trop brouillards. C'est surtout le fait d'oublier qu'à côté de nous vivent des milliers de jeunes que nos regards ne rencontrent jamais. Serions-nous incapables de prévenir la solitude ?

BRUNO FRAPPAT.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Le problème de ceux qui ne se droguent pas

L'affaire de Caen ne fait pas que relancer le problème de la drogue avec les dernières connaissances que l'on possède à son sujet en matière de statistiques de consommation et de tentatives curatives. Elle pose d'autres questions, sur l'attitude des parents devant ce phénomène qui ne se

manifeste pas seulement chez les autres, sur les motivations, sur ce constat terrible qu'il n'y a pas de panacée. Les hebdomadaires, certains du moins, livrent les résultats de leur enquête sur « l'Asian connection » (*L'EXPRESS*), ou « l'Asian connection asiatique » (*PARIS-MATCH*). Ils nous emmènent aux frontières du Laos, de la Birmanie et de la Thaïlande, dans le « triangle d'or », à Hongkong, mais aussi à Amsterdam, à Bâle avant d'en arriver à Caen.

« Tous les témoignages le confirment : c'est à Amsterdam, dans l'importante colonie chinoise et asiatique officiellement, 4000 personnes, mais, en fait, plus de 30 000 — que l'héroïne est convoyée et traitée. A Paris, au quartier Latin, des agences proposent des « week-end » à Amsterdam à 90 francs », indique *L'EXPRESS*.

Si le nombre des drogués augmente à Belfort, c'est, assure *Le POINT*, en raison de la proximité de Bâle, « une des plaques tournantes de la drogue en Europe ». Il y a là-bas, confie un magistrat du Doubs, un café où l'on vend le haschisch et le L.S.D. à découvert. Les jeunes d'ici vont y passer deux ou trois jours, à se « défouler » dans une chambre de location, et reviennent avec quelques grammes d'héroïne. D'autres empruntent l'express Amsterdam-Milan, surnommé le « train de la drogue », pour aller se ravitailler dans le grand port néerlandais où aboutit la filière d'approvisionnement asiatique.

Un jour arrive où les parents découvrent le rôle et le rôle de la drogue dans leur propre famille, comme M. Girault, sénateur et maire de Caen. Pierre Villan, *La Vie*, hebdomadaire chrétien, rend hommage à ce père désarmé :

« Pas une seconde, M. Girault n'a cherché à cacher cette affaire, à se réfugier dans un silence que les uns auraient qualifié de complice et les autres de toutouzeux. Il a fait face aux caméras et aux micros. Pour orner sa table et celle de son épouse. Pour proclamer que leur fils est et restera toujours leur enfant, que leur tendresse ne lui manquera jamais, que leur maison demeure sa maison. Pour rappeler que personne ne peut prétendre être à l'abri de ce drame épouvantable. »

Hommage auquel Paul Katz

s'associe dans *L'EXPRESS* en saluant le courage et la dignité du maire de Caen. LUTTE OUVRIÈRE (trotskiste) estime que les déclarations de M. Girault, « présentées comme l'homme irréprochable, ferme et courageux, toujours prêt à faire appel à la police afin de pourchasser le fléau » ont pour objet de nourrir une campagne axée sur la répression.

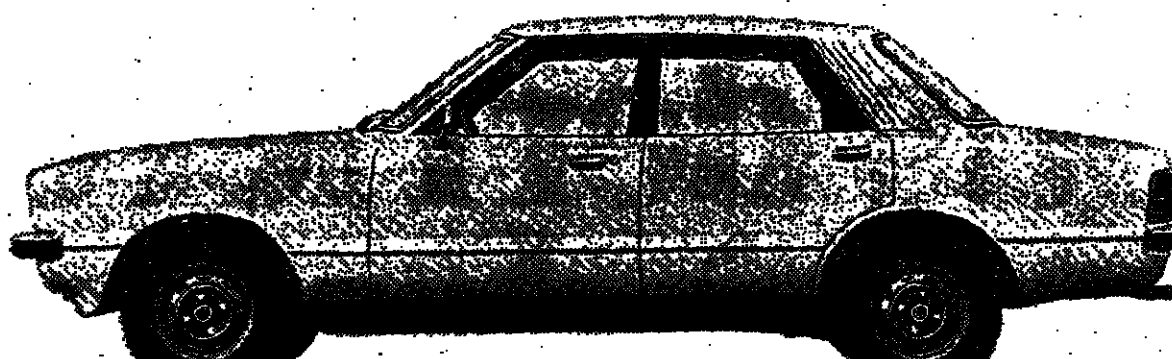
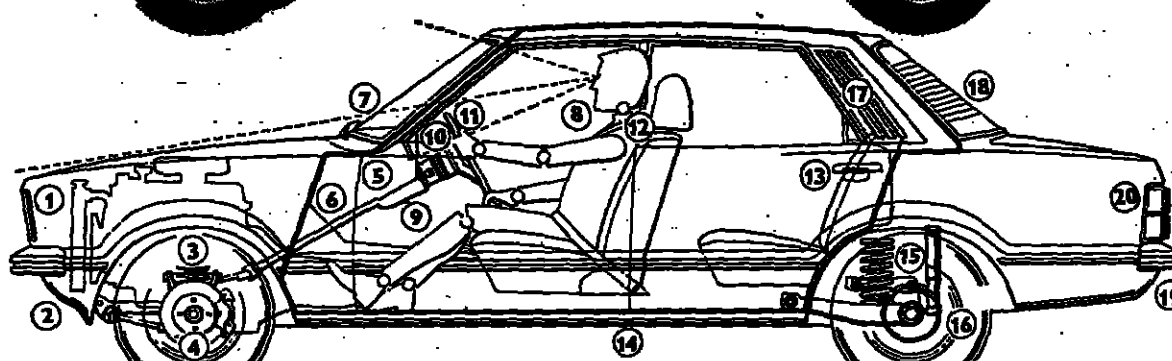
Faut-il s'en tenir là ? La réponse est généralement négative, mais que faut-il faire ? « La méthode vraiment efficace — l'ironie dans *L'EXPRESS* — reste à découvrir. Car, même dans une société sans problèmes, sans injustices, il y aura toujours des marginaux, des désespérés, ou, tout simplement, des imbéciles, des amateurs de « sensations fortes ».

LE POINT fait état de l'explosion scolaire, due en cause à la sélection des enseignants et des surveillants, et conclut : « La vérité, c'est que, devant un enfant qui se drogue, 99 % des enseignants sont passés indifférents. 99 % des parents, ils ne savent que dire, ni que faire. Ils remettent leur impuissance. »

Pierre Villan (*La Vie*) s'adresse aux chrétiens pour leur dire : « Trop occupés souvent à leurs propres affaires, sinon à leurs vaines querelles, ils oublient le rendez-vous que leur offre une génération nouvelle, surprenante mais généreuse, incohérente mais disponible. Ce à quoi ils ont eu droit d'une autre importance que les autres. Il mérite bien des aides au risque de quelques excès. »

PARIS-MATCH emprunte sa conclusion à l'irremplaçable docteur Clavel, qui déclare : « Je n'ai pas de solution politique à suggérer, pas de mesures sociales à avancer. Je dis ce que je peux faire, je dis ce que je dois, car je suis moi-même un haitier d'un jour, dans leur égérie, dans leur travail, dans leur retraite, les gens s'arrêtent, ne savent pas que quelques heures, qu'ils se demandent — et pas seulement les parents — si, entre eux et autour d'eux, ils savent faire régner assez de chaleur, de présence, d'authenticité, qu'ils méditent également sur le monde qu'ils proposent à ceux qui nous suivent. Puisque, après tout, ces voyous, ce sont nos enfants. »

Les vraies questions ne sont pas à poser à ceux qui se droguent, mais à ceux qui ne se droguent pas. — A. L.

1 Feux clignotants et de détresse.

2 Becquet à l'avant : stabilité et économie d'essence.

3 Vitesse AV et AR les plus larges de sa catégorie.

4 Freins à double circuit assistés par servo, à disques à l'avant.

5 Voyant lumineux de contrôle.

6 Essieu-avant à 2 vitesses et freinage électrique.

7 Pare-brise en verre feuilleté.

8 Habitacle-passagers renforcé avec zones déformables à l'avant et à l'arrière.

9 Colonne de direction à absorption d'énergie.

10 Volant de sécurité.

11 Tailleur de bord antichoc et antiréflex.

12 Ceintures de sécurité X entraineuses.

13 Boilage de sécurité des portes pour les enfants.

14 Centre de gravité très bas.

15 Nouvelle suspension AR à ressorts à flexibilité progressive.

16 Barres stabilisatrices à l'avant et à l'arrière.

17 Chauffage-ventilation à 2 vitesses, réglable et orientable pour débarrasser les vitres latérales.

18 Désenrouillage/débrassage de la hayette arrière.

19 Phares de recul.

20 Feux arrière enveloppants.

Pour 24.178 F

mettez-vous en sécurité.

Claés en option. Prix au 12.77.

Pour vous assurer toute la sécurité possible, pour vous et votre famille, la Ford Taurus dispose d'un équipement de sécurité rare dans une voiture de sa catégorie. Et comme toutes les Ford, elle est garantie 1 an (pièce et main-d'œuvre), kilométrage illimité. Une sécurité de plus.


Il existe 5 modèles de Ford Taurus : Taurus, Luxe, GL, S et Ghia. En 3 versions possibles : coupé 2 portes, berline 4 portes, break 5 portes.

Au choix : 3 moteurs à 4 cylindres à arbres à cames en tête : 7 CV, 9 CV et 11 CV ou un 13 CV à 6 cylindres en V.

Demandez vite un essai à l'un des 610 concessionnaires agents et points de vente Ford en France.

Ford Taurus 7cv.

Légendaire robustesse et sécurité.



La Ford Taurus offre cinq places, spacieuses. Ses sièges sont enveloppants, microléux. Le tableau de bord, clair et complet, est d'une finition luxueuse. Dans son coffre (481 dm³), les bagages tiennent à l'aise. La suspension (à flexibilité progressive à l'arrière) assure une conduite souple et précise quelle que soit la charge. Et pour l'atenuer de route, empiètement optimal, voies avant et arrière extra-larges (1,422 m). Tout en silence.

PRIX-TARIF HT

GARANTIE 3 ANS

VILLARS (1.250 mètres) SUISSE

Excellente localité face aux Alpes Savoyardes et au Mont Blanc. Station internationale de haut standing, agréable en toute saison. Télé-cable, 60 km de pistes balisées, patinoire couverte, curling, alpinisme, promenades, Ambiance internationale dans restaurants et night-clubs. A 30 min. de Montreux, 40 min. de Lausanne (TGV-Clusard), et à 70 min. seulement de Genève (aéroport).

Domaine de Rochegrain

A vendre 62.000 F.S., sans chaudière résidentielle, près du centre et des installations de loisirs, rénovée et équipée de 2 s + 3 places + cuisine, bain, w.c., tout confort. Orientation Sud avec vue panoramique et tranquillité absolue. Financement 65 %. Vente aux étrangers autorisée.

Un agent double d'un placement.

Informations et ventes directement au propriétaire : Domaine de Rochegrain, rue du Commerce 12, CH - 1003 LAUSANNE-M. Tél. : (021) 36-51-39 - Téléc. : 383-215 jao ch.

Les signes du renouveau

Le progrès d'une nation se mesure à la fois par son développement économique et par la qualité de sa vie. C'est pourquoi, dans le monde entier, les gouvernements cherchent à améliorer les conditions de vie de leurs citoyens. En France, ce mouvement est particulièrement marqué. Les pouvoirs publics ont mis en œuvre une série de mesures visant à améliorer la santé, l'éducation, le logement, le travail, etc. Ces mesures ont permis de créer un climat de confiance et de coopération entre les citoyens et les pouvoirs publics. Le résultat est un renouveau de la société française, une société plus juste, plus équitable, plus humaine.

De la santé des hommes

Le docteur Bontemps, médecin généraliste, a étudié les causes de la dégradation de la santé humaine. Il a constaté que les principales causes sont : le stress, l'alimentation déséquilibrée, le manque d'exercice, le manque de sommeil, etc. Pour lutter contre ces causes, il propose une série de mesures : une alimentation équilibrée, une activité physique régulière, un sommeil suffisant, etc. Ces mesures sont simples et accessibles à tous. Elles permettent de retrouver la santé et le bien-être.

LES IMMORTELS

Une méthode française a été mise au point pour améliorer la santé humaine. Cette méthode est basée sur les principes de la médecine traditionnelle chinoise. Elle permet de renforcer le système immunitaire, d'améliorer la circulation sanguine, d'éliminer les toxines, etc. Ces effets sont obtenus grâce à une série d'exercices, de massages, de méditations, etc. Cette méthode est accessible à tous et permet de retrouver la santé et le bien-être.

مكتبة من الأصل

L'ACTUALITÉ DU THERMALISME

UNE DÉCLARATION DE M. JACQUES MÉDECIN

« Il faut inciter les citadins à se reposer près des sources »

L'ARRIVÉE de M. Jacques Médecin au secrétariat d'Etat au tourisme, a fait naître chez les responsables du thermalisme français de nouveaux espoirs. Le maire de Nice, premier magistrat d'une métropole méditerranéenne, qui est aussi une station balnéaire très fréquentée, paraît très informé des problèmes et des difficultés que peuvent connaître les villes dont la vocation est d'accueillir, pendant quelques mois chaque année, des Français et des étrangers à la recherche de repos et de détente. Les villes d'eaux, dont on limite abusivement le rôle à être aux cures, peuvent aussi, à une époque où la pollution corrompt l'air des grandes cités, fournir aux citadins désireux de se « refaire une santé » des havres de quiétude, de silence et d'air pur. C'est pourquoi la politique du secrétariat d'Etat au tourisme consiste dès maintenant à encourager de diverses manières l'exploitation du potentiel thermal et climatique.

Au cours d'une interview accordée au Monde, M. Jacques Médecin a tout d'abord reconnu que le développement du thermalisme en tant que thérapeutique naturelle passait par l'enseignement de l'hydrologie, capable de former des médecins, thérapeutes et d'amener la orthopédie à figurer plus spontanément dans l'éventail des traitements envisageables pour de nombreuses affections.

« J'ai choisi, nous a dit M. Médecin, de donner l'exemple en ce domaine en créant, en accord avec le doyen de la faculté de médecine de Nice, M. le professeur Richelme, un enseignement d'hydrologie, thermalisme et climatisme, qui sera ouvert dès la rentrée 1977 aux étudiants en médecine nigols. Car il faut penser que, au moment où les médecins spécialistes des pays du Marché commun sont autorisés à s'installer en France, nous devons le risque de voir arriver dans nos stations thermales des praticiens allemands ou italiens ayant acquis une grande expérience de la orthopédie dans des pays où cette thérapeutique naturelle jouit de plus de considération que chez nous ».

« Car, ajoute M. Médecin, l'intérêt du thermalisme correspond à la fois à un besoin et à une mode. Un besoin parce que les hommes et les femmes des villes ressentent de plus en plus la nécessité de respirer l'air pur, de désintoxiquer leur organisme, de vivre sur un rythme moins traumatisant. Les stations thermales ins-

taillées dans des sites privilégiés offrent des équipements hôteliers et de loisirs propres à satisfaire non seulement les curistes qui viennent là pour se soigner, mais ceux aussi, qui, sur la route des vacances, à l'aller ou au retour, choisissent de se reposer une semaine pour mener une vie hygiénique, boire de l'eau qui régénère leur organisme souffrant de tous les abus que nous commettons, tant au plan de l'alimentation que de la fatigue.

« Le thermalisme est aussi concerné par la mode. Le style rétro de certaines de nos stations fondées à la Belle Epoque ou sous le Second Empire, pour accueillir ces mondaines de l'époque, attirent ceux qui aiment « prendre les eaux », devient un atout. Face au modernisme envahissant du béton dressé, nos vieux palais à l'architecture élégante et délicate redevenant séduisants, surtout quand les hôteliers ont fait les efforts nécessaires pour améliorer les installations intérieures. Les hôteliers qui le souhaitent peuvent recevoir des aides et l'ai décidé que celles prévues pour les établissements touristiques seraient étendues aux trois étoiles des stations thermales, afin que les grands hôtels puissent, eux aussi, bénéficier des rénovations que leurs propriétaires hésitent peut-être à entreprendre. Il en est de même pour les établissements thermaux qui peuvent recevoir des prêts du Fonds de développement économique et social et des subventions ».

M. Jacques Médecin, qui connaît les stations allemandes, comme Baden-Baden, ou italiennes, comme Abano, veut aussi encourager la création d'hôtels-thermaux.

« Aujourd'hui, les curistes répugnent à quitter leur hôtel de bonne heure pour se rendre à l'autre bout de la ville, afin de subir les traitements parfois fatigants que nécessite leur état de santé. L'hôtel thermal comportant des unités de soins, des cabinets médicaux, des salles de massages, voire une piscine d'eau thermale, est autrement apprécié. Le curiste peut, à l'heure de son traitement, sans courir le risque d'avoir à attendre, quitter sa chambre en peignoir pour se confier aux mains des baigneurs ou des massagers, puis prendre, sans avoir à se déplacer, le repos qui suit les soins, avant d'organiser ses loisirs du jour. A Aix-les-Bains, on poursuit dans ce domaine une expérience très encourageante. Celle-ci, convaincre, le

pensé, de nombreux professionnels de l'hôtellerie de participer à ce renouveau du thermalisme, qui va dans le sens de leurs intérêts ».

La secrétariat d'Etat au tourisme a d'ailleurs lancé récemment une campagne nationale de promotion du thermalisme afin de sensibiliser le public aux attraits de ce type de vacances. Par affiches, par panneaux, on va donc vanter aux Français le charme des stations thermales. Mais M. Jacques Médecin voudrait que les marchands d'eau minérale participent à cet effort.

« Chaque année, des centaines de millions de bouteilles d'eau, provenant de nos sources les plus précieuses, sont vendues dans le monde. Ne peut-on pas imaginer que chacune d'elles devienne un support publicitaire ? Car au lieu de coller sur les flancs de ces flacons de verre ou de plastique de simples étiquettes, ceux qui utilisent l'image de marque d'une station à des fins commerciales ne devraient-ils pas avoir le souci de la faire mieux connaître et apprécier, de faire en sorte que les consommateurs d'eau de table ou de source aient un jour l'envie de venir séjourner près des griffons qui la distribuent et généralement ? »

Quant à l'influence du plan d'austérité sur le thermalisme que certains accusent de participer au déficit de la Sécurité sociale, M. Jacques Médecin dit qu'il faut en tenir compte.

« La cure thermique ne constitue pas un congé supplémentaire. Les contrôles devraient décourager les prescriptions abusives en matière de cure comme en matière de congés médicaux. On s'accorde à reconnaître cependant que les cures de complaisance sont rares. Il faut faire comprendre aux Français que pendant huit jours sur les vacances pour réparer ses forces et sa santé dans une ville thermale n'est pas un congé gaspillé. Les malades dont la santé nécessite une cure de vingt et un jours ne constituent qu'une partie des citoyens qui peuvent être accueillis dans les stations. Il y a tous ceux qui, victimes du surmenage, trouveraient grand profit à faire un pèlerinage aux sources sans qu'il en coûte un centime à la Sécurité sociale. Car un être bien portant et conscient se doit aussi d'assumer le maintien de sa santé.

« Et puis, il y a les étrangers dont le nombre décroît dans nos villes d'eaux et qui prêtent les sta-

tions allemandes ou italiennes, plus gaies, plus animées, bien que moins spécialisées que les françaises.

« Un effort d'équipement et d'animation reste à faire pour relancer ici où là la vie thermique, laquelle s'accroît d'ailleurs de perfectionnement d'activités sportives et culturelles.

« Le patrimoine thermal français est sous-exploité. Nous ferons tout au secrétariat d'Etat au tourisme pour stimuler une activité dont le chiffre d'affaires atteint tout de même 1 milliard 500 millions de francs et qui assure du travail à deux cent cinquante mille personnes.

« Grâce à nos mille deux cents sources réparties dans cent stations classées, l'instrument existe il suffit de vouloir l'utiliser ».

LE VII^e GRAND PRIX MÉDICAL DU MONT-DORE AU D^r GEORGES BESSET

C'est M. Valéry Giscard d'Estaing qui doit remettre le 16 février 1977, au p-lais de l'Élysée, le VII^e Grand Prix médical de la ville du Mont-Dore, au docteur Georges Besset, de la faculté de médecine de Clermont-Ferrand.

En 1966, la ville du Mont-Dore, la station thermale et la Société médicale décidèrent de créer un prix d'une valeur de 4 000 francs, aujourd'hui élevée à 10 000 francs, attribué tous les deux ans et destiné à récompenser le meilleur travail paru sur l'asthme.

Le jury, présidé par le professeur Halpern, membre de l'Institut, directeur du service d'immunobiologie à l'hôpital Broussais, a désigné le lauréat 1976 en la personne du docteur Georges Besset.

Elève du professeur Molina, le docteur Besset est l'auteur d'une thèse intitulée « Étude clinique, histologique, immunologique et génétique de cinquante cas d'asthme apparié à l'âge adulte ».

De l'avis des spécialistes, ce travail est riche d'enseignements pour une meilleure connaissance des mécanismes subtils de l'asthme.

Le renouveau du thermalisme français est amorcé. C'est là une constatation agréable dans une époque que morose où l'activité économique nationale pâtit de l'inflation perversive, souffre de la concurrence étrangère sauvage, de la fuite des capitaux, s'inquiète du coût de l'énergie, des perspectives supposées de bouleversements politiques et sa plie, en rechignant parfois, aux nécessaires rigidités du plan Barre.

Depuis des années, on parlait dans les milieux thermaux de stagnation, sur un ton résigné; or 1976 a été marqué par un renversement de la tendance et, pour la première fois, les stations françaises ont accueilli plus de 500 000 curistes.

Certes, on est encore loin des taux de fréquentation des stations italiennes et allemandes, mais, à petits pas, le thermalisme français remonte la pente. Pour peu que les encouragements ne lui soient pas trop chichement mesurés et qu'une politique cohérente soutienne les efforts des responsables de cette branche économique, on pourra, d'ici à quelques saisons, envisager une expansion profitable.

Les signes du renouveau

Le progrès tient essentiellement à la modernisation des stations, à la rénovation des installations de soins et hôteliers, aux efforts d'animation.

Adoptant le système des chaînes, des stations ont choisi de s'unir, de mettre en commun expérience et recherches pour atteindre des objectifs identiques et conduire de vastes opérations de promotion.

Le succès de la chaîne du Soleil, qui regroupe cinq stations : Barbotan, Eugène-les-Bains, Molit, Gréoux et Saint-Christau, a suscité des unions semblables; celle notamment qui s'est effectuée sous le label « Eurothermes » et rassemble quatre stations de réputation internationale : La Bourboule, Capvern, Cauterets et Châtel-Guyon.

De tels groupements permettent aux thermalistes de suivre l'évolution des techniques de cures, de les adapter aux indications thérapeutiques des stations, grâce à des investissements continus programmés dans un plan à long terme, afin d'augmenter la capacité d'accueil, et le confort des prestations, tout en innovant dans l'application des traitements.

L'effort de propagande poursuivi par la Fédération thermique et climatique française et par le secrétariat d'Etat au tourisme commence à porter ses fruits. Affiches, dépliants, guide attractif des stations et le très beau film réalisé sous la direction d'Alain Jérôme apportent au public français et étranger des informations sur les stations de l'Hexagone. Dans le même temps, les thèses sur le thermalisme se multiplient, et de jeunes architectes se penchent sur les plans de rénovation des stations avec le souci de créer une architecture nouvelle mieux adaptée à la vie thermique.

Car il est bien évident que seules les stations qui prennent le risque d'investir afin d'offrir un décor neuf ou restauré, tout en sachant préserver la quiétude indispensable à la réussite d'une cure, progressent et se développent.

Les autres continueraient à stagner, tout en souffrant de plus en plus d'une concurrence qui n'a rien de déloyale, tant que leurs dirigeants n'accepteront pas de participer à l'effort collectif. Ainsi Vichy, qui recut en 1976 10 % de curistes de moins qu'en 1975, entreprend la construction d'un nouvel hôtel thermal depuis longtemps par un concessionnaire qui semble enfin se rendre compte que vendre de l'eau en bouteilles ne suffit pas à maintenir l'image de marque d'une ville d'eau, si prestigieuse que soit son passé.

Au seuil de la saison 1977, les thermalistes sont confiants. Mieux que personne, ils savent qu'il n'existe pas de source miraculeuse, mais que chacune d'entre elles a des vertus spécifiques capables de soigner des affections diverses et que toutes, jaillissant dans des sites privilégiés, sont susceptibles d'attirer et de retenir les citadins fatigués.

Pour peu que l'on sache évidemment donner à ces derniers l'envie d'une escale reposante et hygiénique au sein d'une nature protégée.

MAURICE DENUZIERE

De la clientèle des stations

Le docteur Bentejac, médecin-conseil régional de la Sécurité sociale, a étudié pour la région d'Aquitaine la structure par sexe et par âge de la population qui a recours aux cures thermales. Dans cette région les résultats des contrôles médicaux sont intégrés dans un système informatique à partir de cartes perforées, et les demandes de cures y sont enregistrées dans leur totalité. Les données avancées sont donc relativement précises et peuvent être extrapolées à l'ensemble de la France.

Une réserve au moins doit être formulée : la région d'Aquitaine représente 4,8 % de la population

totale de la France et 5,7 % du total des demandes de cures présentées par les Français. Le rythme d'évolution de ces demandes, comme les indices le prouvent, a toujours été légèrement supérieur à celui relevé à l'échelon national; constatation qui a été faite aussi bien dans les périodes fastes du thermalisme (1961-1966), avec une progressivité de 12,3 % l'an, que dans les périodes de crise (1968, 1969, 1970), années où l'on a enregistré une légère diminution des demandes aussi bien sur le plan régional que sur le plan national.

NICOLAS BEAU.

(Lire la suite page 20.)

LES « IMMORTELS » ET LE THERMALISME

L'Académie française avait à débiter de cette année entre deux définitions des « eaux thermales, eaux minérales ». Les académiciens ont choisi, sur une proposition du professeur Jean Bernard, de les qualifier d'« eaux auxquelles on attribue des propriétés thérapeutiques » plutôt que d'« eaux douées de propriétés thérapeutiques ».

Les congressistes réunis récemment à l'initiative de la Fédération thermique et climatique française auraient certainement opté, eux, pour la seconde définition : en effet, pour le docteur Furia, président du Syndicat national des médecins des stations thermales, « l'eau minérale, dans sa complexité physico-chimique apparaît comme un agent chimique thérapeutique adapté à la nature de l'homme de grand intérêt ».

Cures à Vittel

Vous retrouvez la vitalité

Vous souffrez des reins, des voies urinaires (calculs en particulier), du foie ou des voies biliaires. Vos migraines ou votre goutte vous font souffrir. Votre taux de cholestérol est trop élevé. Une cure à Vittel vous sera salutaire, interrogez votre médecin.

Vittel une réponse vitale

A Vittel vous detoxifiez votre organisme par une abondante diurèse; l'élimination d'urée s'accroît de plus de 20 % et celle d'acide urique de plus de 30 %. Vous retrouvez votre vitalité.

En plus le charme de Vittel

Pour le repos, Vittel c'est le calme et le climat d'une campagne non polluée. Il est prouvé que les insomniaques retrouvent le sommeil dès le deuxième jour.

Pour le plaisir, ce sont des itinéraires de promenades étudiés, des concerts dans le parc, du sport (gymnastique, mécano-thérapie), des loisirs (cinéma, casino).

Pour tous renseignements pratiques : hébergement, possibilités de remboursement par la Sécurité Sociale (bureau payeur à l'Établissement Thermal) appelez ou écrivez au Secrétariat Médical B.P. 43 - 88800 Vittel. Tél. (29) 08.00.00

Les incidences du plan Barre sur les cures des assurés sociaux

Les curistes « sociaux » vont, eux aussi, souffrir des rigueurs du plan Barre. Alors qu'ils étaient déjà fort insuffisamment pris en charge par la Sécurité sociale, le plan d'austérité du 22 septembre 1976 va encore diminuer le taux de certains remboursements auxquels ils avaient droit jusqu'ici.

Qui plus est, ceux qui vont pâtir de ces restrictions sont uniquement de petits salariés ou de petits retraités. En effet, les nouvelles dispositions limitatives visent les remboursements réservés aux assurés dont les revenus ne dépassent pas un certain plafond. Le mécanisme est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1977 sur deux points : le plafond de ressources ouvrant droit aux prestations est abaissé et le taux de remboursement des frais de transport est diminué.

Un plafond abaissé au lieu d'être ajusté en fonction de l'inflation

Déjà en 1960, les pouvoirs publics avaient restreint les remboursements relatifs aux cures thermales. Les honoraires du médecin (forfait thermique), les frais de transport proprement dit et, le cas échéant, ceux d'hospitalisation continuèrent d'être pris en charge à 80 %, comme les autres dépenses de santé du malade affilié à une caisse maladie, ou titre des prestations légales. En revan-

che, un décret du 28 avril 1960 et un arrêté du 8 juin 1960 retirèrent du champ de ces prestations le remboursement des frais d'hébergement et de transport. Ils étaient pris en charge par l'action sanitaire et sociale des caisses. C'est-à-dire que, pour en bénéficier, il ne fallait pas avoir de ressources supérieures à un certain niveau. Il était fixé par référence au plafond qui limite le paiement des cotisations d'assurance maladie et vieillesse. Son montant était réévalué chaque année, compte tenu, « grosso modo », de l'évaluation des salaires. Ainsi, pour cette année, la barrière aurait dû être relevée de 3 160 francs par mois, chiffre appliqué en 1976, à 3 610 francs, ce qui est le plafond des cotisations de Sécurité sociale pour 1977. Or non seulement le niveau des ressources fixés à partir du 1^{er} janvier de cette année ne tient pas compte de l'augmentation des rémunérations dues pour une bonne part à l'inflation, mais encore il est abaissé à 2 500 francs par mois.

Comme par le passé, les ressources du demandeur sont calculées sur l'ensemble des revenus du ménage. Le plafond est relevé de 50 % par personne à charge, c'est-à-dire le conjoint, les ascendants et chacun des enfants. (Par exemple 6 250 francs dans le cas d'un ménage avec deux enfants.)

L'abaissement du niveau de ressources élimine ainsi du bénéfice éventuel de l'action sociale des caisses une tranche de revenus qui comprend environ 350 000 personnes.

Il reste à savoir si les économies rognées sur le dos des « petites gens » ne risquent pas, à moyen ou à long terme, de coûter cher.

Les curistes de cette catégorie ne vont pas « prendre les eaux » par dilettantisme. Ils attendent, ils obtiennent de la crénothérapie une amélioration de leur santé. Ceux qui devront renoncer à un traitement thermal trop coûteux devront faire appel aux prescriptions médicales et pharmaceutiques dont les experts ne cessent de dénoncer les abus.

D'autre part, la fréquentation des stations, qui s'était améliorée ces dernières années, peut s'en trouver freinée. Et l'une des thérapeutiques les plus proches de la nature sera découragée, tandis que les porteurs officiels poursuivent imperturbablement leurs discours sur l'écologie.

JOANINE ROY.

PETIT MEMORANDUM DES DROITS DU CURISTE « SOCIAL »

Dans le domaine des cures thermales, l'ouverture des droits aux différentes prestations de la Sécurité sociale est subordonnée, dans certains cas, au niveau des ressources de l'intéressé.

Fonctionnaires et salariés sont ainsi à distinguer dans les dépenses prises en charge et les taux d'indemnisation :

● POUR TOUS LES ASSURÉS SOCIAUX :

— Les honoraires du médecin thermal : le forfait de 165 F est remboursé à 75 % ;

— Le traitement de l'établissement thermal : le forfait, qui varie selon les cas, est fixé par convention avec la Sécurité sociale. Il est remboursé à 75 %.

● POUR LES ASSURÉS DONT LES RESSOURCES SONT INFÉRIEURES À 3 610 F PAR MOIS, avec majoration de 1 685 F par personne à charge (conjoint, enfant, ascendant) :

— Le versement des indemnités journalières est « calculé » sur les mêmes bases qu'en cas d'arrêt de travail pour maladie.

● POUR LES ASSURÉS DONT LES RESSOURCES SONT SUPÉRIEURES À 3 610 F PAR MOIS avec majoration de 1 250 F par personne à charge :

— Les frais de transport : le coût d'un billet de la S.N.C.F. en seconde classe (celui que, le cas échéant, le billet de la personne devant accompagner le curiste) est remboursé à 75 % ;

— Les frais d'hébergement : ils sont évalués forfaitairement chaque année. De 300 F en 1976, ce forfait devrait passer à environ 400 F en 1977.

Les demandes de prise en charge des cures doivent être adressées aux caisses avant le 1^{er} avril.

Un ticket modérateur sur les frais de transport

Jusqu'à présent, les caisses de Sécurité sociale remboursaient à 100 % des dépenses de transport inhérentes à la cure thermique. C'est-à-dire le trajet du domicile à la ville d'eau, soit le prix du billet de chemin de fer aller et retour. La somme était également versée au cas où l'intéressé utilisait une voiture ou un autre moyen de transport. La caisse payait sur la même base le voyage de la personne qui, le cas échéant, doit accompagner le malade.

Désormais, un ticket modérateur de 30 % est supporté par le curiste. (Il en est de même pour les autres indemnités de transport — telles que les ambulances — qui sont limitées à 70 % du débours.)

Une économie « coûteuse » ?

Cette parcimonie gouvernementale, selon les évaluations officielles, permettrait d'économiser environ 35 millions. L'ensemble des économies décidées en 1977 sur la Sécurité sociale représente environ 1 milliard, alors que le déficit sur l'assurance-maladie est estimé entre 3,5 et 7 milliards. De la sorte, les curistes « sociaux » feront les frais d'un cinquième des compressions budgétaires escomptées.

au centre de la douce France
un ensemble de stations thermales au service de votre santé

ST HONORE LES BAINS
Affections rhumatismales, Bronchite, ORL

NERIS LES BAINS
Système Nerveux, Rhumatisme, Rhumatisme

POUGUES LES EAUX
Diabète, Centre Diététique

EVAX LES BAINS
Maladies Vénériennes, Gynécologie, Rhumatisme

LA ROCHE POSAY
Maladies de la peau

VICHY
La Cure à Vichy, Affections digestives, Foie, Vessie

BOURBON LANCY
Rhumatisme, Gynécologie, Rhumatisme

BOURBON L'ARCHAMBAULT
Rhumatisme, Rhumatisme

FEDERATION THERMALE DU CENTRE DE LA FRANCE

Renseignements : MAISON d'Auvergne 93 av. F. Roosevelt 75008 PARIS Tél. : 225.17.57

OFFICES DU TOURISME SYNDICATS d'INITIATIVE des Stations

Syndicat National des Etablissements Thermaux 10, rue Clément Marot 75008 PARIS Tél. : 225.87.16

naturellement légère maigrir naturellement

La prescription à Brides les Bains :
Pas de médicaments
Cure d'eau de sources thermales — Bains
Massages, et douches thermales
Apprendre à se nourrir avec un régime équilibré
Séjour dans un climat de montagne
Relaxation et détente complète
Saison : 12 avril au 14 octobre

venir à brides et maigrir

Entrée : OFFICE DU TOURISME B.P. 762 73570 — brides les bains savoie

Luchon On a des curistes... et des idées

LUCHON, la « reine des Pyrénées », ainsi que les délégués touristiques nomment la station, a reçu en 1976 vingt-sept mille deux cent trente-cinq curistes, soit 5,49 % de plus qu'en 1975. La saison thermale a été marquée par un important symposium placé sous le signe de la trousse d'Eustache et qui a rassemblé dans la station cent cinquante spécialistes d'oto-rhino-laryngologie.

Le centre d'été de l'université du troisième âge de Toulouse (place Anatole-France, 31070 Toulouse) a vu son succès confirmé, puisque plus de six cents personnes ont assisté aux conférences, débats, visites archéologiques, et participé aux activités physiques adaptées au troisième âge : yoga, relaxation, gymnastique, promenade d'oxygénation, natation.

L'intérêt suscité par cette formule a incité les responsables de l'université du troisième âge, dont le professeur Vellas, à

organiser une « université des neiges » du troisième âge. La première session est en cours et sera close le 2 avril. Les participants sont logés dans les hôtels de Luchon de différentes catégories et participent aux activités sportives, culturelles et d'information sanitaire prévues par un programme qui n'a rien d'excessif. Ceux et celles qui peuvent encore chausser des skis — un certificat de non-contre-indication médicale est demandé au moment de l'inscription — sont transportés chaque matin à 10 heures sur les pentes neigeuses de Super-Sagnères, où les attendent les moniteurs de l'école de ski. Il ne s'agit pas, bien sûr, de ski de compétition, mais de ski de promenade sur des pistes réservées. Les personnes qui ne pratiquent pas ce sport ont la possibilité de faire des marches dans la neige sur des sentiers sûrs.

Luchon, qui a la chance de posséder une fort belle avenue,

les allées d'Etigny, où l'on évoque les élégances du Second Empire, est un lieu de séjour agréable. Une municipalité active et dynamique, animée par M. Jean Peyrallès, se préoccupe de rendre la ville coquette et vivante. Jardins, massifs de fleurs, éclairages très étudiés, restauration des belles façades, ont créé une ambiance douillette pour les curistes. Les affections du nez, de la gorge et des oreilles, principales indications de Luchon, n'interdisent pas la gastronomie, on y trouve d'excellents restaurants, et les jeunes se voient proposer par le centre d'animation un éventail d'activités sportives, culturelles et amicales.

Un bon modèle, en somme, pour un thermalisme de notre temps.

* Renseignements : 1) syndicat d'initiative, 31110 Luchon, tél. 79-00-83 ; 2) établissement thermal, cours des Guillemines, 31110 Luchon, tél. 79-46-64.

De la clientèle des stations

(Suite de la page 19.)

On est ainsi appelé à observer en premier lieu que le rite des trois cures reste ancré chez beaucoup de Français et de nombreux médecins, puisque, dans le total des sollicitations, les cures de rang 1, 2 et 3 constituent plus des deux tiers des demandes. Chaque année les premières cures, c'est-à-dire le recours de nouveaux malades à la crénothérapie, représentent un tiers des demandes. Les cures de rang 4, soit les quatrièmes cures, représentent 11 % de l'ensemble, et les cures de rang 5 et au-dessus constituent 18 % des demandes.

Toujours dans la région Aquitaine, les hommes représentent 41 % des curistes alors que sur le plan démographique ils constituent, d'après les statistiques de l'INSEE, 48 % de la population. Les femmes représentent elles 59 % de la clientèle curiste, mais seulement 52 % de la population totale.

On peut préciser également que jusqu'à l'âge de vingt ans les candidats à la cure thermique sont plutôt de sexe masculin : de vingt à cinquante-quatre ans les demandes sont sensiblement les mêmes pour les deux sexes ; après cinquante-quatre ans ce sont les femmes qui dominent, notamment entre soixante et soixante-cinq ans.

Toutes ces constatations ne sont pas sans importance sur le plan économique, car, si l'on peut extrapoler, comme il est très probable les données de l'Aquitaine sur le plan français, on s'aperçoit que le troisième âge de plus de soixante-cinq ans — hommes et femmes réunis — représente plus de 25 % des accords de cures obtenus, alors que le troisième âge ne représente que 16 % de la population. Les femmes du troisième âge à elles seules représentent 15 % du total des curistes. Cela est une donnée d'une extrême importance pour les stations thermales, qui devront dans les années à venir s'adapter à ce type de clientèle.

Enfin la composition de la clientèle des stations thermales peut au-

citer deux autres remarques : si la part des personnes du troisième âge augmente, la part des demandes de cures présentées pour des enfants n'a cessé en revanche de diminuer : elle était pour la France de près de 15 % en 1968, mais seulement de 12,56 % en 1973 et de 11,63 % en 1975. (Soit environ quarante-trois mille demandes de cures pour enfants dans l'ensemble de la France.) Il faut souligner qu'un peu plus de

2 % des malades ayant obtenu un accord de leur caisse primaire n'effectuent pas la cure pour des raisons qui, dans la quasi-totalité des cas, sont d'ordre financier. Les récentes mesures qui diminuent les taux de remboursement des frais de transport des curistes ne pourront sembler-t-il qu'aggraver ce phénomène.

NICOLAS BEAU.

aix les bains OUVERTE TOUTE L'ANNEE AU SUD DU LAC DU BOURGET
Première station thermale française Centre mondial de traitement du rhumatisme.

thermes nationaux
suites d'accidents et de fractures / rééducation
Equipements modernes et confortables. Renseignements : 337 00 15

UN ENSEMBLE UNIQUE DE TECHNIQUES THERMALES FORFATS SECURITE SOCIALE

établissement thermal O.R.L. MARLIOZ
NEZ - GORGE - OREILLES
ouverture : du 12 avril au 15 octobre
Tél. : (79) 61.00.91 Administration : (79) 61.41.33

Les Hôtels **HOTEL DES ILES BRITANNIQUES** *** Tél. (79) 61.03.77
HOTEL DE L'ETABLISSEMENT THERMAL ***
Tél. (79) 35.20.00 Dans leur parc à côté des bains

HOTEL INTERNATIONAL REVOLIER *** N.N.
ouvert toute l'année Tél. (79) 35.21.00
Service automobile gratuit pour l'établissement Thermal

Aix à 1 h 20 de Paris : AIR ALPES
3 VOIS QUOTIDIENS PARIS-AIX
Renseignements - Réservations : Toutes Agences de voyages et AIR ALPES - Tél. (1) 268.57.40 Paris - Tél. (79) 61.46.00 Aix-les-Bains

THERMES NATIONAUX 337 00 15
Renseignements : 337 00 15
Tél. : 337 00 15 et la cure

RESEAU THERMAL OFFICE THERMAL ET TOURISTIQUE S.P. 140 / 73 001 AIX-LES-BAINS
Tél. : 337 00 15 et la cure

DAX STATION THERMALE OUVERTE TOUTE L'ANNEE

Les boues naturelles soulagent les rhumatisants

Séjour agréable au cœur des LANDES.

RESEIGNEMENTS OFFICE DU THERMALISME
Mairie de Dax (40100) - Tél. : (50) 74-83-77.

LE THERMALISME

LES STATIONS THERMALES



Thalassothérapie

Chez Bobet

La thalassothérapie est une cure par l'eau de mer. Elle agit sur le système circulatoire, le système nerveux, le système musculaire, le système respiratoire, le système digestif, le système urinaire, le système génital, le système cutané.

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite
- Myopathie
- Fibrose kystique
- Maladie de Crohn
- Colite ulcéreuse

Une cure thalassologique est indiquée pour les affections suivantes :
- Rhumatisme
- Arthrose
- Goutte
- Ostéoporose
- Sclérose en plaques
- Polyarthrite



LES STATIONS MARQUÉES D'UNE ASTÉRISQUE SONT AGRÉÉES PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE

Bagnoles-de-l'Orne

Des chevaux curistes

BAGNOLES-DE-L'ORNE, à 220 kilomètres de Paris, est une station thermale qui prospère. On y soigne, grâce à des eaux oligominérales et radioactives, les phlébites, les séquelles de traumatismes ou de fractures, l'insuffisance veineuse, la cellulite et quelques autres affections. En 1970, Bagnoles-de-l'Orne avait reçu 16 470 curistes ; l'an dernier, on a compté 18 193 et le chiffre d'affaires thermal (traitements et hôtellerie) a atteint 7 542 000 francs.

Entre les pentes rocheuses d'un val où coule la Vée, affluent de la Mayenne, Bagnoles-de-l'Orne offre, au milieu de 7 000 hectares de forêts, un havre de paix et de silence fort apprécié par les curistes. La légende affirme — mais chaque station thermale n'en a-t-elle pas une illustrant ses origines — qu'un seigneur, Hughes de Tesse, attiré par le vieillissement de son cheval favori, nommé « Rapide », abandonna celui-ci dans la forêt. Le malheureux courroucé, à voir dire bien fatigué, s'abreuvait à une source, y puisait des forces neuves, retrouvait son maître et, le jugeant sans doute au bord du gâtisme, l'amena au bord de la fontaine de jeunesse.

Ce qui réussit à la race chevaline est aussi salutaire aux humains. Le bon seigneur but, retrouvait sa vigueur et, affirmant, rétablissait le droit de cuissage tombé en désuétude depuis qu'il ne pouvait plus l'exercer !

En 1691, fort de cette expérience légendaire, le sieur Hely de Carny, en homme pratique, exploite la source médicinale et fit construire un établissement thermal. En 1750, la science s'intéressa à l'eau de Bagnoles, et le professeur Geoffroy publia une note en forme de dépliant de propagande, qui fit se multiplier le nombre de curistes.

En 1919, les frères Alexis et Albert Moulin-Roussel achetèrent la station, la modernisèrent et en firent ce qu'elle est aujourd'hui. Philippe Moulin-Roussel préside maintenant aux destinées de la petite ville d'eau.

Chaque année, entre le 28 avril et le 30 septembre, on distribue dans un établissement thermal rénové, et adossé à la forêt, plus de trois mille bains prescrits par les seize médecins de la station. Un hôtel quatre étoiles, équipé en eau thermale, permet aux malades les plus avertis de faire leur cure à domicile. Les curistes trouvent place dans quarante-huit hôtels de tourisme, dont cinq trois étoiles très confortables. Pour les visiteurs qui préfèrent loger en meublé, on compte trois mille cinq cents chambres. Ceux qui choisiraient de s'installer chez eux, à Bagnoles, ont maintenant la possibilité d'acquiescer une des quarante-quatre maisons construites ou à construire dans les Hameaux du parc.

Côté distraction : golf, tennis, piscine, club hippique, proposent des activités propres à meubler le temps libre, et, le soir, le casino ouvre des portes à ceux qui veulent agacer la Fortune ou contribuer à assurer des ressources à la commune, à la société propriétaire et à l'État !

Enfin, Bagnoles-de-l'Orne, situé dans une des régions où l'on élève les chevaux de course, a décidé de prouver sa reconnaissance au cheval qui, nous voulons bien le croire, fut à l'origine de la découverte des sources.

Un bassin d'eau thermale est en cours de construction. Les pur-sang viendront s'y baigner afin de parfaire leur forme à la veille des grandes épreuves. Les touristes seront les premiers à croire à la légende si d'aventure ils « touchent le gagnant » !

Pyrénées-Atlantiques BÉARN = REPOS-SANTÉ

Surmenés, nerveux, cardiaques : L'air pur et léger de... vous offre les certitudes ensoleillées d'un séjour et d'une convalescence paisibles.

Clarté de la voix, santé des voies respiratoires : Eaux sulfatées (adultes et enfants, dilution des bronches) EAUX-BONNES

Affections rhumatismales et respiratoires : Eaux sulfatées (séjours organisés pour le troisième âge) EAUX-CHAUDÈS

Femmes, enfants, sportifs, accidentés : Eaux chlorurées sodiques de... SALIES-DE-BÉARN

Santé et beauté de la peau, santé de la bouche : Eaux ferrugineuses... SAINT-CHRISTAU (Établissement thermal nauf)

Renseignements : Syndicat d'Initiative ou Fédération Thermale Climatologique et Touristique du Béarn - MAIRIE - 64000 OLOREN-SAINTE-MARIE

22 AVRIL - 28 SEPTEMBRE

BAINS-LES-BAINS

Un traitement sans douleur
Un environnement étudié et contrôlé

ARTÉRITE DES MEMBRES INFÉRIEURS
Insuffisance coronarienne
Hypertension artérielle

SYNDICAT D'INITIATIVE
88240 BAINS-LES-BAINS

Santé en Auvergne

CHAUDES-AIGUES

les eaux les plus chaudes d'Europe (82°)

RHUMATISMES

Renseignements : Établissement thermal. Tél. (71) 23-51-06 ou S.I. 15110 CHAUDES-AIGUES. Tél. (71) 23-52-75.

THALASSOTHÉRAPIE - DEAUVILLE

HOTEL NORMANDY L'OUVERT TOUTE L'ANNÉE (aménagement pour curistes)

PISCINE OLYMPIQUE EAU DE MER CHAUFFÉE

Cure de détente - Relaxation - Convalescence - Surmenage des dirigeants - Obésité - Affections de l'appareil locomoteur - Rééducation en eau de mer - Affections rhumatismales - Douleurs chroniques - Insuffisances respiratoires - Troubles de croissance

SOINS SPÉCIAUX AUX SPORTIFS - MINI-CURES - WEEK-END GOLF - TENNIS - PISCINE - CASINO (ouvert toute l'année)

Renseignements : Thermes marins (31) 88-08-47

SALIES-DE-BÉARN

la reine des eaux salées

Station thermale touristique et climatique

Établissements THERMAL : 38-10-11 et CENTRE DE RÉADAPTATION FONCTIONNELLE EN MILIEU THERMAL

Gynécologie Polio - Traumatisme
Pédiatrie tél. : 38-16-21

Ouverts toute l'année et agréés par la Sécurité sociale

SÉJOUR DE VACANCES ET DE SANTÉ AU PAYS VERT

Pour tous renseignements : SYNDICAT D'INITIATIVE - Tél. : 38-00-33

Thalassothérapie

Chez Bobet ou chez Borel ?

La thalassothérapie se vend bien surtout sous le label « Louison Bobet », le célèbre champion cycliste qui, la cinquante-troisième année, conserve son dynamisme, son charme et surtout sa simplicité souriante.

Jusqu'en 1976, Louison Bobet était le « patron » du plus sélect des instituts de thalassothérapie, établissement qu'il avait fondé en 1965 à Quiberon. Puis, vint M. Jacques Borel, ancien de la Banque de Paris et des Pays-Bas, de la chaîne Sofitel et de la société Thalassa-International. En quarante-huit heures Louison fit ses bagages et quitta la place, sa personnalité, son style, sa psychologie et l'idée qu'il se faisait de ses fonctions à la tête de l'institut n'étant pas compatibles avec les méthodes de gestion et l'autoritarisme de M. Borel.

« Nous ne sommes pas faits du même métal », dit Louison Bobet, en quittant Quiberon, au milieu de la consternation générale. Le champion sait bien que l'on ne gagne pas toutes les étapes dans la course à la réussite, mais c'est avec un enthousiasme indéniable qu'il a choisi d'exercer ailleurs ses talents de thalassothérapeute. Au Touquet no-

tamment, où il a accroché sa plaque, bien décidé à faire bénéficier un autre institut de sa réputation et de ses méthodes. Désormais, la clientèle un tantinet sceptique en se rendant à Quiberon : « Nous allons chez Bobet » — et qui ne dira jamais : « Nous allons chez Borel » — saura retrouver l'ambiance délicate et la qualité de l'accueil auxquelles l'ancien champion l'avait habitué.

A Quiberon, on a constaté une diminution des inscriptions pour le printemps, mais M. Maurice Capozzo, qui préside maintenant aux destinées de Thalassa-International, compte bien faire le plein comme d'habitude pour la saison d'été. L'hôtel Sofitel conserve, contrairement aux bruits qui couraient la lande bretonne, ses quatre étoiles et a même fait l'objet d'une rénovation technique propre à améliorer son fonctionnement.

Le fait qu'un autre institut de thalassothérapie soit ouvert à Carnac, à 15 kilomètres de Quiberon, sous l'autorité de Jean Bobet, frère de Louison, n'a pas l'air d'inquiéter les équipiers de M. Borel.

Par contre une concurrence plus redoutable sera celle de l'institut que Louison Bobet dirigera d'ici deux ans à Biarritz sur l'emplacement de l'hôtel Miramar. Ce sera un établissement de luxe comportant deux cent quarante chambres dont les installations de soins devraient être les plus modernes d'Europe.

En attendant, Louison Bobet demeure le conseiller technique de l'institut de Knokke-le-Zoute, en Belgique, et s'apprête à fonder avec la chaîne Hilton un autre établissement à Cortina, l'ancienne Cortina, une des plus jolies de l'Europe. On murmure aussi qu'il aurait été sollicité par la Société fermière de Vichy pour diriger un institut loin des côtes. On ignore si l'eau de mer sera transportée par pipe-line, ou si le champion se contentera de prodiguer des conseils dans un centre de rééducation fonctionnelle et de musculation.

Malgré toutes ses activités, Louison trouve encore le temps de parcourir au moins une fois par semaine cent vingt kilomètres à bicyclette. Il se retrouve à sur un terrain où M. Borel ne tiendra pas de le suivre ! — M. D.

A LIRE

Le livre bien documenté de M. H. Baire Fortunié, directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre à Rouen. Intitulé : le Thermalisme, éditions Maloine, 27, rue de l'École-de-Médecine, Paris.

A VOIR

Le court métrage (vingt-deux minutes) réalisé par Jean-Jacques Bloch, sous la direction d'Alain Jérôme, ayant pour titre

les Eaux thermales, qui est projeté dans les salles de cinéma « accroché » au grand film d'Ingmar Bergmann Face à face. Ce documentaire est une évocation poétique des eaux thermales et de leurs bienfaits.

A CONSIDÉRER

Le mécomentement d'une curiste stéphanoise, qui s'est rendue en mai 1976 à Gréoux-les-Bains, et qui nous a écrit : « Tous les matins nous devons patienter vingt minutes pour attendre,

pressés, énervés, mécontents, la poste de potage dont le système, particulièrement idiot, fait perdre un temps fou et immobilité en personnel plus utile ailleurs. Puis, de nous en troupeau compact, franchissement de la grille d'entrée, file d'attente à la lingerie où une seule personne distribue les peignoirs. A la piscine, dès de rééducation, un seul moniteur doit, en vingt minutes, surveiller les soixante-quatorze bras et les soixante-quatorze jambes de trente-sept curistes ! »

Aujourd'hui au Touquet, dans le seul Institut de thalassothérapie Louison Bobet en France,

des cures spécifiques, sous contrôle médical, redonnent du tonus aux surmenés, soignent les rhumatisants et les traumatisés, aident à éliminer les kilos superflus, et à se désintoxiquer du tabac.

THALASSOTHÉRAPIE LOUISON BOBET LE TOUQUET

Veillez m'envoyer gratuitement le « Petit Livre Bleu de la Thalassothérapie » qui fait le point sur la Thalassothérapie, ses indications médicales complètes et donne les détails sur les différentes cures de l'institut du Touquet et toutes les possibilités d'hébergement (en particulier au Thalamer Novotel).

Nom : _____ Profession : _____

Adresse : Rue _____

Ville et code : _____

Bon à renvoyer à : Institut de Thalassothérapie Louison Bobet Front de Mer - 62520 LE TOUQUET

LE BOULOU

LA STATION DU FOIE VÉSICULE BILIAIRE

AGRÉE PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE

15 MINUTES DE LA MER

Troubles hépatobiliaires
Migraines - Allergies digestives
Séquelles d'apport vésical

HOTEL DES SOURCES "NN"

1^{er} avril - 30 novembre

Rens. : Sté EAUX DU BOULOU (06160)

station thermique et climatique
agréée Sécurité Sociale

st gervais les bains

au pied
du Mont
Blanc
allergies de la peau
voies respiratoires
supérieures - séquelles
cicatricielles des brûlures
eczéma - acné - prurits
nez - gorge - oreilles
Saison : MAI - SEPTEMBRE
Inscription obligatoire, carte
thermes 14190 le forfait - pp 20
adhésion au Syndicat national des
Établissements thermaux de France

(Publi-Info)

CURE THERMALE 1977

Elle sera plus efficace et plus agréable si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil.

De l'Océan à la Méditerranée, choisissez les stations de détente de la Chaîne Thermale du Soleil. CREUX-LES-BAINS (A.P.), en Haute-Provence. Thermes troglodytes gallo-romains (équipés à neuf), RHUMATISMES, arthroses, arthrites, traumatologie, rééducation. VOIES RESPIRATOIRES. Ouverture permanente. MOUTON-LES-BAINS (P.O.), en Roussillon. PEAU, VOIES RESPIRATOIRES, rhumatismes, obésité. Thermes neufs. Ouverture 1^{er} Avril. BARBOTAN-LES-THERMES (Gers), en Armagnac. Station de la JAMBE MALADE, CIRCULATION VEINEUSE, phlébites, varices, hémorroïdes, RHUMATISMES, traumatologie, rééducation. Thermes rénovés. Ouverture 1^{er} Avril.

EUGENIE-LES-BAINS (Landes), COLIBACILLOSE, reins, voies digestives et urinaires, OBESITÉ, RHUMATISMES, rééducation. Thermes neufs. Ouverture 1^{er} Avril.

SAINT-CHRISTAU (P.A.), Haute-Béarn. Baux ferroviaires uniques en Europe. BOUCHE, MUQUEUSES, dermatologie. Thermes neufs. Ouverture 1^{er} Avril.

CAMBO-LES-BAINS (P.A.), Pays Basque. RHUMATISMES, VOIES RESPIRATOIRES. Thermes rénovés. Ouverture 1^{er} Avril.

ASSURES SOCIAUX, présentez votre demande de prise en charge dans les délais réglementaires. Documentation gratuite (hébergement et cures) : SOCIÉTÉ THERMALE de chaque station précitée et à Paris (2^e) MAISON DU THERMALISME 32, av. de l'Opéra, Tél. 075.97.91 +.

CAMBO-LES-BAINS

Bacille de Koch, pas mort...

A U cœur du Pays basque, à une quinzaine de kilomètres de Bayonne, le site de Cambo-les-Bains est l'une des cinq stations climatiques françaises où l'on soigne encore la tuberculose (1). Mais Cambo offre une particularité unique : quoiqu'elle soit en montagne, elle est la seule station climatique « de plaine » (altitude moyenne : 65 mètres). Protégée par les premiers contreforts pyrénéens, elle profite de la douceur du climat atlantique sans subir l'assaut des vents océaniques, et elle jouit de l'air pur sans les inconvénients inhérents à l'altitude (oxygène raréfié, rendant la respiration plus difficile).

Grâce à cette situation privilégiée, grâce aussi à la perspicacité d'un médecin du siècle dernier, le docteur Jacques-Joseph Granacher, qui fut notamment convalescent Edmond Rostand des mérites de la station basque pour les phthisiques, Cambo-les-Bains est devenue entre les deux guerres un lieu de cure recherché. Sanatoriums, cliniques et hôtels de cure se sont multipliés pendant les années 1930, et la guerre ne fit qu'accroître encore le processus, par son cortège de misères répandit davantage encore le mal de la tuberculose.

Aujourd'hui, cependant, l'âge d'or de la tuberculose est révolu. La phthisie n'est plus mortelle, et nombre de malades, atteints d'affections pulmonaires, peuvent se soigner chez eux avec des antibiotiques. Les stations spécialisées dans la lutte antituberculeuse ont donc dû se reconstruire, et Cambo, pour sa part, a trouvé sa voie : les insuffisances respiratoires et la cardiologie, très souvent liées aux affections pulmonaires. Certains établissements ont dû fermer, mais la plupart se sont progressivement transformés depuis 1967, si bien que le nombre de lits offerts aujourd'hui dans la station est à peine inférieur à celui d'avant la reconversion.

« Il est formellement interdit à toute personne de cracher par terre sur les voies publiques. Les malades atteints d'affections pulmonaires doivent se munir de crachoirs. » Ce rappel de la loi ne figure pas sur quelque affiche jaunie datant du siècle dernier, mais sur un avis du docteur Labeguerie, maire de Cambo, daté du 20 mars 1970, et apposé dans toutes les cliniques de la station. Il existe donc

répartis suivant les établissements. Que sont devenus les autres ? Beaucoup (près de 30 % du total) ont été transformés en lits de pneumologie, c'est-à-dire réservés aux malades ayant des difficultés respiratoires, quelle que soit l'origine de leurs troubles (tuberculose, asthme, bronchite chronique, maladie cardiaque, etc.). D'autres se sont entièrement reconvertis, tel le

pré d'une famille. Dans un cas, c'est le grand-père généraliste qui a transformé sa maison d'habitation en sanatorium. Dans un autre, c'est un patron d'hôtel qui s'est reconverti dans la physiologie. Dans un autre encore, c'est un spécialiste parisien venu s'implanter en Pays basque pour traiter ses malades en « fin de parcours ». Naturellement, tous les lits de médecins ne sont pas médicaux eux-mêmes. Certaines familles de Cambo comme les Colbert, les Bridoux ou les Chastard réussissent à assurer une continuité médicale quasi dynastique — à charge pour la

tère national de notre vocation. Le docteur Trotot n'admet pas que l'on puisse arguer de l'éloignement de Cambo pour lui retirer des lits : « La distance kilométrique n'est rien si l'on se réfère au prix de la journée. Nos lits existent. Ils sont amovibles. Il serait stupide de ne pas les utiliser. » L'avenir de Cambo ? Les insuffisances respiratoires.

DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS

Hormis l'hôpital psychiatrique de Larressore, centre départemental, tous les établissements de Cambo sont privés. Néanmoins, ils obéissent à des règlements déclinés en accord avec les pouvoirs publics. C'est ainsi que les tarifs des prix de journée sont alignés sur ceux des hôpitaux publics, selon la catégorie. Quant au personnel, tant médical que paramédical ou administratif, il est rémunéré suivant une « grille » de salaires établie par convention collective entre le SNEC (Syndicat national des établissements climatiques), organisme patronal,

et les syndicats de cadres et employés. À Cambo, seules F.O., la G.F.T.C. et la C.G.C. négocient avec le SNEC ; la C.G.T. et la C.F.D.T. s'abstiennent. L'éventail des salaires dans les établissements de Cambo varie entre 1700 F par mois (salaire de base) pour le personnel de service non qualifié et 9248 F pour un directeur d'établissement comprenant de cent à deux cents lits. Une infirmière diplômée touche un salaire mensuel de 2383 F et un kinésithérapeute diplômé 3210 F (tarifs en vigueur au 1^{er} décembre 1973).

sanatorium départemental de Larressore, devenu hôpital psychiatrique. Le climat « sédatif » de la région semble en effet particulièrement propice aux malades mentaux. Outre l'hôpital de Larressore, la station comprend aujourd'hui une maison d'accueil pour délinquants et une maison d'accueil pour handicapés, installée dans un ancien hôtel de cure, et une maison de convalescence pour femmes ayant subi un traitement psychiatrique. Enfin, un sanatorium d'une centaine de lits est devenu « centre de réadaptation fonctionnelle », c'est-à-dire un établissement consacré à la rééducation des paraplégiques, tétraplégiques, aphasiques et autres malades atteints de paralysie. La plupart des établissements de Cambo demeurent la pro-

priété d'une famille. Dans un cas, c'est le grand-père généraliste qui a transformé sa maison d'habitation en sanatorium. Dans un autre, c'est un patron d'hôtel qui s'est reconverti dans la physiologie. Dans un autre encore, c'est un spécialiste parisien venu s'implanter en Pays basque pour traiter ses malades en « fin de parcours ». Naturellement, tous les lits de médecins ne sont pas médicaux eux-mêmes. Certaines familles de Cambo comme les Colbert, les Bridoux ou les Chastard réussissent à assurer une continuité médicale quasi dynastique — à charge pour la

POPULATION : 5 126 habitants. SALAIRES : environ 1 milliard, dont 700 employés par les établissements de soins (30 médecins). LITS AGRÉÉS : 1 466 (dont 1 319 « privés »). Sur les 1 319 lits privés, 403 sont réservés à la physiologie (tuberculose), 382 à la pneumologie (insuffisances respiratoires), 177 à la « retraite » (gériatrie), 104 à la réadaptation fonctionnelle (paralysés). En 1960, on comptait 1 362 lits à Cambo, tous réservés aux tuberculeux. En 1967, date des premières reconversions, on dénombrait 1 307 lits « phthisie » et 158 lits « retraite ». En 1968, la France disposait encore de 43 230 lits destinés à la lutte contre la tuberculose.

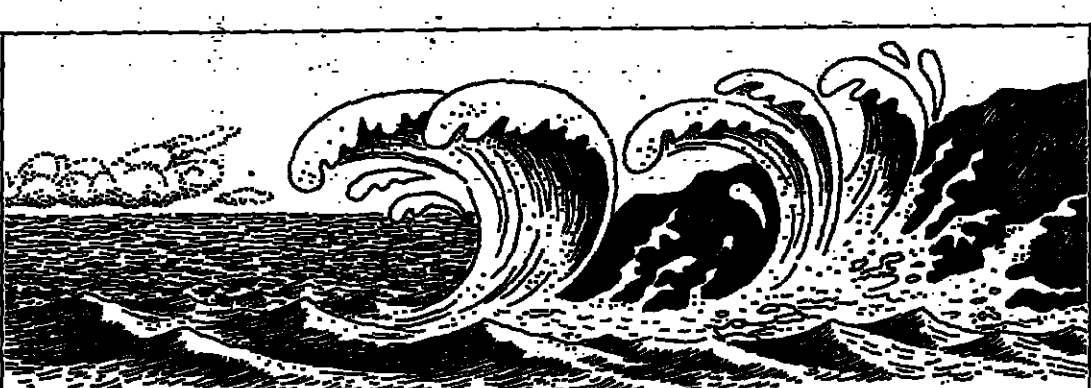
RÉOUVERTURE AU PRINTEMPS 1978

Cambo-les-Bains n'a plus de baignades depuis 1914. Malgré des travaux de rénovation entrepris entre les deux guerres, la station thermique (privée) n'a pratiquement jamais rouvert ses portes à ce jour. Normalement prévue pour l'été 1976, la réouverture a dû être retardée, malgré un lancement publicitaire, qui avait attiré les premiers clients, munis de leur prise en charge de la Sécurité sociale, en bonne et due forme ! Il faudra attendre le printemps prochain pour que Cambo redonne à la station thermique qu'elle était depuis l'Antiquité.

bien sûr, mais aussi la cardiologie et les maladies gastro-hépatiques, sans oublier la gériatrie et les maladies de convalescence. Avec une « vocation » aussi étendue, l'avenir de Cambo semble assuré.

ROGER CANS.

(1) Outre Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques), les centres de lutte antituberculeuse se répartissent entre Baintville (Ain), le plateau d'Alay (Haute-Savoie), Briançon (Hautes-Alpes) et Ouziers (Pyrénées-Orientales). (2) Le décret ministériel du 9 mars 1973 autorise certains établissements de soins à fonctionner au plan national ou « plus-régional ». Parmi eux, les établissements qui traitent la tuberculose et les affections broncho-pulmonaires aiguës et chroniques, les stations thermales et les centres de réadaptation fonctionnelle.



A la recherche du bien-être perdu.

D'un côté la vie grise, la fatigue et les soucis qui s'accumulent. De l'autre, la presqu'île de Quiberon. Face à l'océan, dans un microclimat doux et ensoleillé, un centre médical de thalassothérapie et de diététique, et deux hôtels Sofitel 4 étoiles pour votre confort et votre santé.

Depuis 13 ans, notre équipe médicale expérimentée se trouve sur place. Six médecins spécialisés en rhumatologie, en médecine physique, nutrition veillent sur votre remise en forme. Vous pouvez opter pour la thalassothérapie ou la diététique. Mieux encore, vous pouvez conjuguer les bienfaits de ces deux thérapeutiques, en toute confiance.

Et pour mesurer votre bien-être retrouvé, vous pourrez vous initier à de nouveaux sports ou pratiquer votre hobby favori. Fervents de golf, d'équitation, de voile ou de tennis, vos scores vous surprendront.

Institut de thalassothérapie de Quiberon

Information et réservation - 56170 Quiberon
Tél. : (97) 52 67 02 ou à Paris : 657 11 43

Nos autres instituts de thalassothérapie : Knokke - Belgique, Oléron, Porticcio-Corse

Clinique - hôtel

L'établissement « phare » de Cambo, en matière de reconversion, est incontestablement la clinique du docteur Jacques Mugica, « Toli Eder ». Grâce aux ressources procurées par le médecin lui-même (qui exerce dans une clinique de la banlieue parisienne et gère un patrimoine familial comprenant plusieurs fermes en Pays basque), grâce aussi à la gestion de Mme Hélène Nomerange, ancienne directrice de l'hôpital Lariboisière à Paris, « Toli Eder » est devenu un véritable hôtel climatique, doté de chambres individuelles avec salle de bains, télévision et tous les branchements requis pour les soins.

L'aménagement des étages « hôteliers » est toujours en cours, mais, déjà, les équipements collectifs sont en place : une salle de soins intensifs de sept lits avec respirateurs, console de « monitoring » électronique et défibrillateur cardiaque ; une salle de diagnostic équipée d'une sonde intracardiaque du dernier modèle ; un gymnase de 200 mètres carrés, doté d'un important matériel, dont un spiromètre « cadeau personnel du docteur Mugica » ; une piscine, une salle de conférences à « éco mobilier » design, etc. Bref, une splendeur, aussi bien pour la centaine de salariés employés par l'établissement que pour les cent soixante-huit pensionnaires admis à y recevoir des soins.

La reconversion des sanatoriums de Cambo est-elle donc

un fait irréversible ? « Rien n'est jamais acquis en la matière », souligne le docteur Trotot, le nouveau président du SNEC (Syndicat national des établissements climatiques). Pendant un temps, nous avons eu très peur de voir appliquer la « séro-réaction » aux maisons de cure : étant donné que notre clientèle vient pour un tiers de la région parisienne et pour un tiers du reste de la France, imiter notre vocation à la seule région aquitaine aurait signifié l'arrêt de mort de nombreux établissements. Heureusement, le décret de 1973 (2) a reconnu le carac-

La Preste-les-Bains EN ROUSSILLON

(altitude 1.150 mètres) Saison du 7 avril au 22 octobre
Station européenne de la colibacillose
sous toutes ses formes. Voies urinaires - Intestinaux - Anémie
GRAND HOTEL ET ÉTABLISSEMENT THERMAL
entièrement rénovés Site et environnement pittoresques
Ecrire : La Preste (Ryr. Orientales) ou Tél. (68) 39.71.01

URIAGE-LES-BAINS

L'Hôpital Thermal d'Uriage mettra en service ses 90 lits le 1^{er} juillet 1977.

Il permettra de soigner toute l'année :

- les rhumatismes ayant besoin d'une cure thermique avec hospitalisation du fait de leurs difficultés de se déplacer :
- arthroses des hanches et des genoux,
- sciatiques chroniques et opérées,
- spondylarthrites ankylosantes,
- polyarthrites rhumatismales et psoriasiques.
- les psoriasiques nécessitant une hospitalisation.

Pour tous renseignements, s'adresser à Monsieur le Directeur de l'Hôpital Thermal - 38410 URIAGE

RHUMATISMES

La station traite également l'eczéma, l'asthme et les allergies dans le cadre pittoresque de la vallée de l'AUGRONNE, à 450 m d'altitude. 25 lits et de nombreux matériels. Saison du 2 mai au 30 septembre. Cures, cures, gels minéraux, équilibre, soleil, piscine, folklore. Documentation gratuite demandée au Syndicat d'Initiative 85370 Puy-de-France.

PLOMBIERES LES BAINS

Station agréée par la Sécurité Sociale.

LUCHON
RHEUMATISMES
Rhumatismes
Voies respiratoires

ROCHEFORT-SUR-MER
RHEUMATISMES
Rhumatismes
Voies respiratoires

LE MONT-DORE AUVERGNE
RHEUMATISMES
Rhumatismes
Voies respiratoires

SAINT-HONORÉ-LES-BAINS - 58
RHEUMATISMES
Rhumatismes
Voies respiratoires

Vittel
RHEUMATISMES
Rhumatismes
Voies respiratoires

URIAGE-LES-BAINS
RHEUMATISMES
Rhumatismes
Voies respiratoires

LA PRESTE-LES-BAINS
RHEUMATISMES
Rhumatismes
Voies respiratoires

SAINT-CHRISTAU
RHEUMATISMES
Rhumatismes
Voies respiratoires

BARBOTAN-LES-THERMES
RHEUMATISMES
Rhumatismes
Voies respiratoires

EUGENIE-LES-BAINS
RHEUMATISMES
Rhumatismes
Voies respiratoires

CAMBO-LES-BAINS
RHEUMATISMES
Rhumatismes
Voies respiratoires

CREUX-LES-BAINS
RHEUMATISMES
Rhumatismes
Voies respiratoires

MOUTON-LES-BAINS
RHEUMATISMES
Rhumatismes
Voies respiratoires

مكتبة من الأصل

Le Monde

DE LA MÉDECINE

De la table au cancer

L'AUGMENTATION considérable de la durée moyenne de vie dans les pays développés a motivé une augmentation tout aussi considérable des maladies dites « de dégénérescence » telles que le cancer ou les affections cardio-vasculaires, qui deviennent manifestes durant le dernier tiers de l'existence et dont on commence à percevoir que l'apparition doit être favorisée par divers facteurs d'environnement, au premier rang desquels le mode d'alimentation.

Or il se trouve que, depuis deux siècles, ce mode d'alimentation a changé radicalement dans tout l'Occident, dans le temps même où se déployait la grande aventure du développement industriel et urbain et celle, non moins lourde de conséquences, de la victoire sur les grands foyers de jadis qu'étaient les maladies infectieuses.

Les progrès foudroyants de la technologie réparatrice ont, pour leur part, et depuis cinquante ans, absorbé l'essentiel de l'effort médical, au détriment des notions dites simplistes sur l'hygiène de vie, au détriment parfois du plus élémentaire bon sens.

Il ne paraît pas douteux qu'un retour à ces notions devrait maintenant prévaloir et que la mise en place d'organisations éducatives et préventives dominera les systèmes de santé occidentaux dans les vingt années à venir.

Encore faut-il que soient tout d'abord précisées les normes sur lesquelles s'appuierait une telle prévention, dans laquelle l'hygiène alimentaire devrait jouer un rôle primordial. Or, et bien que les régimes les plus divers aient été préconisés tantôt par les mystiques et tantôt par les médecins tout au long de l'histoire, force est de constater qu'en ce dernier quart de siècle, et après d'innombrables changements de doctrines, les faits permettant de relier de façon indiscutable certains états pathologiques à des habitudes alimentaires sont particulièrement rares.

Il n'est guère que deux notions globales si solidement établies que nul ne peut contester, si ce n'est peut-être les tenants de certaines industries alimentaires qui ont tout intérêt à voir s'épanouir la gouterie et l'alcoolisation nationales.

L'alcoolisme n'exerce que des ravages. Et la suralimentation globale fait à elle seule le lit de très nombreuses maladies dégénératives, coûteuses et invalidantes.

Or le Français d'aujourd'hui oblige son organisme à brûler ou à stocker journellement plus de 3 000 calories, soit deux fois plus que son ancêtre de 1789.

On peut donc, sans risque de se tromper,

recommander à tout un chacun de réduire d'un bon tiers sa ration alimentaire.

Mais quels sont, dans cette ration globale, les éléments qu'il importe de restreindre ? Et n'en est-il pas d'autres qu'il faut réintroduire, telles la cellulose ou les céréales pour lesquelles les milites le célèbre cancérologue anglais Burkitt ?

La thèse que vient de consacrer un jeune médecin lyonnais (1) aux liens existant dans les diverses régions de France entre la fréquence de plusieurs cancers et la composition des régimes alimentaires, tels qu'ils ont évolué depuis deux siècles, apporte à ce titre des informations du plus haut intérêt. Il semble bien, selon cette étude, que les viandes qui mettent en cause les végétariens, la quasi-totalité des sectes mystiques et un certain nombre d'enquêtes internationales sans doute trop superficielles peuvent être innocentes. Le rôle nocif des graisses animales (beurre), en revanche, semble pouvoir être incriminé, tandis qu'il apparaît, comme l'affirmait Burkitt, que les fibres et la cellulose contenues dans les fruits, les légumes et les céréales jouent un rôle protecteur vis-à-vis d'un certain nombre de cancers.

(1) Dr F. Meyer. Le Guillou F. 63240 Francheville : thèse de doctorat en médecine.

GRAISSES ALIMENTAIRES ET FIBRES VÉGÉTALES

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

ON désigne par le vocable de fibres l'ensemble des substances de fust, ou de ballast, de source végétale qui sont contenues dans l'alimentation. Les unes sont d'origine hydrocarbonée (cellulose, hémicellulose, pectine, etc.), les autres, représentées par la lignine, se caractérisent par leur dureté, et elles traversent, intactes, tout le gros intestin.

Toutes ces fibres ont des propriétés laxatives ; d'abord parce qu'elles fournissent leur masse aux substances fécales, car elles ne sont pratiquement pas dégradées par les sucs digestifs ; ensuite, car elles absorbent beaucoup d'eau.

Les fruits, les légumes, les céréales sont riches en fibres, dont la valeur nutritive faible, voire inexistante, a fait qu'elles aient, jusqu'à ces dernières années, été décrites des réfections sur la diététique, et qu'il serait difficile d'en trouver mention dans les manuels ou les ouvrages accessibles au public français.

Les études du célèbre cancérologue anglais Burkitt établissant un lien entre la pauvreté des régimes occidentaux en fibres alimentaires et le développement d'un certain nombre de « maladies de civilisation », au premier rang desquelles les affections intestinales, cancéreuses ou non, ont soulevé un intérêt considérable (le Monde du 17 septembre 1975), et il ne se passe pas de semaine sans que les revues scientifiques internationales ne publient sur le thème des fibres des faits nouveaux, parfois ambigus (1).

Les études du célèbre cancérologue anglais Burkitt établissant un lien entre la pauvreté des régimes occidentaux en fibres alimentaires et le développement d'un certain nombre de « maladies de civilisation », au premier rang desquelles les affections intestinales, cancéreuses ou non, ont soulevé un intérêt considérable (le Monde du 17 septembre 1975), et il ne se passe pas de semaine sans que les revues scientifiques internationales ne publient sur le thème des fibres des faits nouveaux, parfois ambigus (1).

Triste record pour le Nord

Le docteur Meyer, qui a étudié l'évolution de la mortalité par cancer en France, de 1950 à 1967, constate pour sa part :

- Une diminution très importante (30 %) des cancers de l'estomac ;
- Une augmentation tout aussi importante (33 %) des cancers de la prostate et du pancréas chez l'homme et du sein (27 %) chez la femme ;
- Une augmentation légère, chez l'homme, des cancers du colon.

Ces données varient d'une région à l'autre :

- Le Nord est le champion de France des cancers ; la mortalité y est de 15 % supérieure à la moyenne nationale pour toutes les localisations, sauf l'estomac ;
- La Méditerranée a les taux de mortalité cancéreuse les plus bas du pays, sauf pour le pancréas ;
- Le Sud-Ouest la suit de près ;
- C'est dans l'Ouest (région d'Alsace) que l'on meurt le plus de cancers de l'estomac ;
- Enfin, la région parisienne se situe, comme l'Est, à un niveau intermédiaire entre celui de la « France entière ».

L'originalité du travail du docteur Meyer réside dans la comparaison qu'il a pu faire entre ces données et les études différentielles de consommation alimentaire selon les époques et selon les régions, basées sur les chiffres de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et du Centre de recherche et de documentation sur la consommation (CREDOC).

De 1950 à 1968, les consommations de pain et de pommes de terre ont diminué en France de façon importante (de 129 à 85 kilos par per-

sonne et par an pour le pain, de 125 à 98 kilos par an pour les pommes de terre). La consommation de légumes est restée stable (70 kilos) comme celle des œufs, mais celle des fruits a presque doublé (46 kilos), de même que celle de l'huile. Les consommations de viande de bœuf (de 11 à 15 kilos), de fromage (de 8,5 à 12 kilos), de beurre (de 7 à 9,5 kilos), de sucre (14 à 20 kilos), ont beaucoup augmenté alors que celle du poisson passait de 7,5 à 10 kilos. Si les Français ont pu moins de vin (125 litres par personne et par an en 1950, 108 litres en 1968), leur ration annuelle de bière a doublé (de 20 à 40 litres).

Les habitants du Nord (ou la mortalité par cancer est la plus élevée de France), consomment deux fois plus de pommes de terre, quatre fois plus de bière, près de deux fois plus de beurre et nettement moins de fruits que le reste de la population.

Les Méditerranéens, chez lesquels la mortalité par cancer est la plus faible, se singularisent par une forte consommation de fruits (deux fois plus que dans le Nord), de légumes, de viande de bœuf, de poisson, d'huile, et par une très faible consommation de beurre et de bière.

Toutes les données ainsi recueillies durant cette période de dix-huit ans et concernant les uns, l'épidémiologie des différents cancers et les autres les constituants de la ration alimentaire ont alors fait l'objet de comparaisons et de calculs complexes (2), région par région, afin de voir si des liaisons, des corrélations, positives ou négatives, pouvaient être établies entre elles.

De 1950 à 1968, le comportement alimentaire des Français s'est donc profondément modifié par une augmentation considérable de la part réservée aux graisses (beurre et huile) et aux protéines animales (viande, poisson, fromage), compensée par une diminution tout aussi importante des aliments peu caloriques d'origine végétale (pommes de terre et pain). La consommation de bière double, mais celle de vin diminue.

Au cours de cette même période, si la mortalité par cancer de l'estomac a diminué, celle due aux cancers du sein, de la prostate et du

pancréas a augmenté à un rythme inquiétant qui fait songer à un même facteur causal de l'environnement pour ces trois localisations, facteur qui pourrait bien être l'absorption excessive de graisses animales (beurre).

Pour le cancer de l'intestin (côlon) une forte liaison positive a été trouvée avec la consommation de beurre alors que les graisses d'origine végétale (huile) semblent n'avoir pas d'effet ou, au contraire, un effet protecteur. Cette observation confirme les indications données par des enquêtes internationales et clarifie du même coup certaines ambiguïtés qui résultaient de la confusion en une seule rubrique de toutes les sources de graisses dans ces enquêtes étrangères. La dissociation qu'offrent les relevés français apporte donc une donnée du plus haut intérêt.

Rappelons à ce propos que les mêmes graisses animales (acides gras saturés) sont mises en cause dans la genèse des maladies cardio-vasculaires avec, là aussi, un effet protecteur des lipides végétaux (acides gras non saturés) (3).

Pour une prévention diététique

Si M. Meyer n'a trouvé aucun lien entre la consommation de viande de bœuf et les tumeurs du côlon (ou de toute autre localisation), ces cancers sont d'autant plus rares que la consommation de fruits est élevée. Ceci confirmerait l'hypothèse de Burkitt sur le rôle protecteur des fibres contenues dans les fruits, rôle qui joue aussi pour le cancer du rectum, favorisé par ailleurs par une consommation importante de bière.

La très forte mortalité cancéreuse du Nord, par rapport à la région méditerranéenne, correspond à une grande différence de régime : beaucoup de graisses animales et de bière, peu de fruits et peu d'huile dans le Nord. Beaucoup de fruits, de crudités, d'huile, peu de bière et peu de beurre dans le Sud.

La consommation de viande et de sucre est identique dans les deux régions, mais la consommation de poisson est deux fois plus forte dans le Sud que dans le Nord.

L'absorption de protéines animales n'a donc apparemment, et à l'opposé de ce que peuvent penser les végétariens, aucun effet, bien au contraire, sur la cancérisation intestinale.

L'intérêt des conclusions évoquées par M. Meyer incite à souhaiter que de telles études se multiplient et que des directives générales

permettent leur développement. Les indications de décès doivent apporter à cette fin la spécification précise des causes de mort. Bien que cette disposition soit légale en France, le pourcentage des certificats de décès inutilisables pour les études épidémiologiques, car ils ne comportent aucune mention de cause, est scandaleusement élevé dans certains départements, au premier rang desquels les Alpes-Maritimes (44,3 %) et la Corse (38,6 %). Il serait utile que le ministère de la Santé se préoccupe de cette lacune.

La précision des statistiques de l'INSEE et du CREDOC offre, pour sa part, un outil de travail précieux. Mais le fait que 15 % de la population française (37 % à Paris) prennent leur repas de midi dans une cantine collective, incite à souhaiter que des enquêtes soient conduites sur la composition de ces repas. Les cantines offrent un lieu idéal d'éducation alimentaire et d'application

d'hygiène alimentaire, et il est navrant de constater qu'elles ne sont pour la plupart et dans l'état actuel des choses que des temples de l'anti-diététique et d'un conditionnement alimentaire dangereux.

Il est grand temps que le rôle majeur que joue l'alimentation dans le déterminisme de la cancérisation intestinale, et sans doute de nombreuses autres affections, soit enfin reconnu. Il est grand temps également qu'une éducation sanitaire bien comprise soit largement diffusée à ce sujet, que les diététiciens obtiennent enfin un statut, que les normes modernes de l'alimentation soient enseignées dès l'enfance et diffusées par les médias, et que le statut des cantines collectives soit révisé afin qu'elles puissent participer à un effort de santé publique aussi peu coûteux que fructueux, si l'on songe à l'économie de souffrances et de mort auquel il conduirait.

Végétariens et végétaliens

Des interdits religieux ou mystiques de jadis à l'éthique ou à l'hygiène invoquée par les végétariens modernes, des arguments très variés ont été utilisés pour justifier l'abstention, dans l'alimentation, de chair ou de produits animaux. On peut, grossièrement, classer ces régimes en deux groupes :

- Les végétariens s'abstiennent simplement de viande et de poisson, mais prennent du lait, des œufs et des fromages. Leur régime est très riche en fibres, et relativement pauvre en protéines qu'apportent néanmoins les laitages et les œufs (1/2 litre de lait peut remplacer 100 grammes de viande). Un régime bien équilibré peut être ainsi atteint.
- Les végétaliens sont beaucoup plus rigoureux, car ils s'abstiennent tous les produits ani-

maux et ne consomment que des végétaux. Il en est ainsi, par exemple, de la macrobiotique, dite régime Zen, basée sur la consommation exclusive de céréales complètes additionnées de sauces de soja et de sel, de quelques légumes et de thé.

Les sérieux déséquilibres, les troubles nutritifs graves, voire mortels, signalés à plusieurs reprises aux États-Unis ces dernières années chez les adeptes du Zen et surtout chez les malheureux enfants qu'ils soumettent à de telles carences ont conduit l'Association médicale, l'Académie des sciences et le Conseil supérieur d'hygiène alimentaire à dénoncer vigoureusement ces extravagances alimentaires, et à spécifier « que le régime macrobiotique Zen est un des régimes les plus dangereux pour la santé qu'il puisse exister ».

A lire pour bien manger

● La revue suisse *Médecine et Hygiène* vient de consacrer, sous la direction du professeur Demole un numéro spécial (n° 34) aux fibres alimentaires, à leur influence sur le transit et la zone intestinale, à leur rôle dans le déterminisme des cancers digestifs et à leur utilisation dans certaines affections telles que la maladie diverticulaire. Il constitue une excellente mise au point des connaissances internationales et des données épidémiologiques mondiales sur ce sujet.

● Sous le titre *Mangez le bon pour bien manger*, un ouvrage rédigé par un fervent adepte du docteur Burkitt (le docteur Andrew Stenway) vient d'être traduit et publié par les éditions Tachet (275 pages, 49 F). Préfacé par Burkitt, écrit à l'intention du grand public, le livre de Stenway apporte un historique complet des travaux sur ces fameuses fibres, et fournit non seulement des conseils diététiques, mais un bréviaire de recettes de cuisine « riches en fibres ».

Un enthousiasme sans doute excessif conduit l'auteur à confondre dans certains cas désir et réalité, faits et postulat. Ces réserves mises à part, son livre intéresse tous ceux et il est non négligeable, qui mangent n'importe comment, et qui souhaitent s'informer sur la diététique moderne.

● Enfin, M. René Suzineau, secrétaire de l'Union nationale des végétariens, consacre chez Seghers (212 pages, 24 F) un ouvrage, *Clefs pour le végétarisme*, à la diversité des comportements que recouvre ce vocable.

Excellamment présenté et documenté sur le plan historique, rigoureusement basé, à ce petit livre passe en revue les divers aspects de ce qui est à la fois « un régime, un système et une doctrine ».

Sachant que la consommation moyenne de fibres atteint 16 à 25 grammes par jour chez les végétariens, alors qu'elle n'est que de 4 à 8 grammes par jour chez les autres Français, un aperçu de ces habitudes alimen-

naires aussi anciennes que l'histoire des religions ne manque pas d'intérêt.

Il montre que des théories radicalement contraires n'ont cessé de s'affronter au sein même des tenants du végétarisme, qui affirment tous avoir retrouvé la santé alors que, pour les uns, le sel est un poison, pour les autres une nécessité, capotant que la pomme de terre ou le citron sont tantôt comparés à l'arsenic et tantôt considérés comme régime « exclusif ».

Réfléchir d'un végétarien fervent, ces « clefs pour le végétarisme » n'ont aucune prétention d'objectivité. Les réserves que se doivent par exemple d'exprimer les diététiciens sur ce type de régime (l'absence de viande appliquée aux enfants n'a aucun point, pas plus que ne sont évoquées ses conséquences sur la croissance ou la condition.

Mais tel n'est pas le but de son auteur qui apporte un document fort intéressant sur un sujet de grande actualité.

L'hypertension artérielle figure parmi les premières causes de mortalité. On peut la soigner. Pour comprendre et prévenir cette maladie,

lisez

Ce cœur qui bat

du Professeur André Jouve

médecine ouverte
Stock

CORRESPONDANCE

Supprimer ou maintenir l'ordre

Invoquant son droit de réponse, le professeur J.-L. Lortat-Jacob, président de l'Ordre national des médecins, nous adresse, à la suite de la « Libre opinion » des professeurs Chevet et Guy (le Monde du 26 janvier 1977), le texte suivant :

Les arguments, même les plus scabreusement faux, utilisés par MM. Chevet et Guy ne paraissent pas jusqu'à présent méprisables et, en conséquence, ne méritent aucune réponse.

Mais il est vrai, comme l'a écrit M. Reynaud, qu'un « mythe sans cesse entretenu prévaut toujours sur une vérité qu'on néglige de rappeler ». C'est pourquoi aujourd'hui il paraît nécessaire de répondre au mythe entretenu par les adversaires de l'Ordre.

Tout d'abord, comment oser prétendre que l'Ordre est dénué de caractère démocratique ? Les candidats à l'élection ordinaire peuvent, contrairement à ce qui a été avancé, faire état de leur programme de leurs options.

Quant à l'élection du président, elle pourrait être tout autre si la loi l'avait voulu. Dans l'état actuel des textes, les conseils départementaux élus sur l'ensemble de la France par 38 % des médecins (ce qui dépasse de beaucoup toute autre élection professionnelle, voire politique) désignent des conseillers nationaux. Ceux-ci choisissent en leur sein un président.

Il n'en est pas autrement pour M. Fohrer, président du Sénat. Sa représentativité est-elle contestée pour autant ?

La cotisation à l'Ordre

L'article L. 410 du code de la santé publique stipule : « Les cotisations sont obligatoires, sous peine de sanction disciplinaire prononcée par le conseil régional ».

Les moyens soulevés par les contestataires de la cotisation ont été reçus diversement selon les tribunaux saisis. Mais, contrairement à ce qui a été dit, la légitimité de la cotisation n'a jamais été infirmée. Par contre, est parvenue à la Cour de cassation la demande de la juridiction habilitée à la faire révoquer. Le Conseil d'Etat est, en outre, appelé à statuer prochainement sur la question.

Accuser l'Ordre d'être hostile à la médecine de groupe est une contre-vérité. L'Ordre, avant de donner son appui à cette forme de médecine, a voulu s'assurer par l'élaboration d'un contrat-type qu'il est de ses prérogatives de promouvoir, que ce mode d'exercice ne pourrait pas donner lieu à un complot, à un travail d'alignement en harmonie avec les syndicats nationaux de la médecine de groupe. Le président de l'un de ces syndicats est membre auditeur au conseil national.

Quant à l'opposition de l'Ordre à la convention nationale de 1971, elle n'a nullement été une opposition de principe à une convention entre médecins et Sécurité sociale. Le conseil national de l'Ordre n'a cessé d'affirmer qu'il estimait nécessaire une telle forme de contrat ; mais l'Ordre s'est élevé contre les dispositions de la convention proposée, portant gravement atteinte à l'indépendance des médecins et au libre choix des malades, sans qu'il soit

admis à donner la garantie de son contrôle dans l'application de dispositions contraires à l'intérêt du public.

On sait les difficultés actuelles survenues entre les syndicats médicaux et les organismes de Sécurité sociale. L'Ordre constate, sans en éprouver aucune satisfaction, bien au contraire, que ses réserves étaient particulièrement fondées.

Le contrôle de l'absentéisme rejoint nécessairement la lutte contre certains certificats de complaisance : l'Ordre ne peut que condamner ceux-ci. Par contre, si l'on ne peut pas approuver ou non ce qui a été concilié, lors des accords sur la mensualisation des salaires entre patronat et syndicats ouvriers. Ces derniers ont accepté le principe de contre-visites dont résulte un avis sur le bien-fondé de la participation patronale au salaire mensuel des salariés en arrêt de travail.

Aucun médecin ne pouvait, légalement, prêter son concours, sans — conformément à l'article L. 463 du code de la santé publique — communiquer un contrat à l'Ordre, qu'il a fait l'Ordre ? Il a préparé un contrat afin d'assurer aux praticiens une totale indépendance de décision, nécessaire à l'intérêt essentiel des salariés.

Ideologie et pressions

Quant à l'« idéologie » de l'Ordre, elle ne fait que refléter le principe fondamental du respect de la vie et de la personne humaine. En aucun cas elle ne veut imposer une « morale » au public, mais préserver chez les médecins une notion primordiale sans laquelle sombreraient deux mille cinq cents ans de tradition hippocratique. Elle repose sur le consensus de la très grande majorité des médecins, comme l'ont montré des sondages et l'opinion favorable exprimée par mille six cents médecins délégués de tous les conseils départementaux élus représentatifs du corps médical, lors des assemblées de l'Ordre, en décembre 1975.

Nous ne voyons pas en quoi notre action, strictement conforme à la mission que nous donnait la loi, en vigueur avant le vote de la loi sur les interruptions volontaires de la grossesse, peut être qualifiée d'« inconvénients pressions », quand on se rappelle l'attitude de certains journaux, de manifestes, de pétitions relayant des situations alors illégales.

L'Ordre n'était pas hostile à l'ensemble de situations particulières. Nous ne voyons pas en quoi notre action, strictement conforme à la mission que nous donnait la loi, en vigueur avant le vote de la loi sur les interruptions volontaires de la grossesse, peut être qualifiée d'« inconvénients pressions », quand on se rappelle l'attitude de certains journaux, de manifestes, de pétitions relayant des situations alors illégales.

L'Ordre n'était pas hostile à l'ensemble de situations particulières. Nous ne voyons pas en quoi notre action, strictement conforme à la mission que nous donnait la loi, en vigueur avant le vote de la loi sur les interruptions volontaires de la grossesse, peut être qualifiée d'« inconvénients pressions », quand on se rappelle l'attitude de certains journaux, de manifestes, de pétitions relayant des situations alors illégales.

L'Ordre n'était pas hostile à l'ensemble de situations particulières. Nous ne voyons pas en quoi notre action, strictement conforme à la mission que nous donnait la loi, en vigueur avant le vote de la loi sur les interruptions volontaires de la grossesse, peut être qualifiée d'« inconvénients pressions », quand on se rappelle l'attitude de certains journaux, de manifestes, de pétitions relayant des situations alors illégales.

du point de vue administratif la tutelle directe de l'administration. Quel écran interviendrait alors entre le pouvoir et le malade, si le corps médical était ainsi « asservi » ? Il n'est pas besoin de réfléchir longtemps pour entrevoir les graves conséquences qui pourraient en résulter.

De même, des litiges médicaux ne relèveraient plus de la juridiction disciplinaire professionnelle, mieux à même de connaître des circonstances de l'exercice de la profession, juridiction qui, par définition, en aucun cas ne peut être qualifiée de justice parallèle car disciplinaire et non exclusive du recours aux tribunaux de droit commun.

Quant au public il suffit sans doute de lui rappeler les buts donnés au conseil de l'Ordre par le législateur pour lui faire redouter une telle disparition. « L'Ordre des médecins veille au maintien des principes de moralité, de probité et de dévouement indispensables à l'exercice de la médecine et à l'observation par tous ses membres des devoirs professionnels ainsi que des règles édictées par le code de déontologie ».

Il assure la défense de l'honneur et de l'indépendance de la profession médicale ».

On le voit, il n'est pas question de défense des médecins, ce qui expliquerait certains maux de la profession dans son ensemble dans la mesure où les principes ne seraient pas respectés, notamment le libre choix du médecin, la liberté de prescription, l'indépendance du médecin, le respect du secret professionnel, ce qui garantit un droit du malade, à savoir que nul ne peut intervenir dans la collaboration avec son médecin, condition même de la confiance.

Confiance encore protégée par l'Ordre lorsqu'il intervient dans la qualification des spécialistes ainsi que dans le contrôle des qualités morales et professionnelles des médecins, qu'ils soient français ou étrangers, y compris ceux de C.E.S. maintenant habilités à circuler librement dans l'Europe des Neuf.

La conférence internationale des ordres que je préside a pour objet de faciliter le maintien des qualités morales et professionnelles des médecins, qu'ils soient français ou étrangers, y compris ceux de C.E.S. maintenant habilités à circuler librement dans l'Europe des Neuf.

Pour terminer sur une note personnelle, je dirai : Je n'ai aucune « aversion réelle pour la pratique de la médecine » mais je suis, au contraire, très attaché à la médecine, tant qu'on me fera confiance, pour préserver les possibilités de la médecine face à « tous les pouvoirs », garante des plus élémentaires libertés des malades.

Jamais je n'accepterai que les médecins deviennent un jour de simples distributeurs automatiques de soins et que les malades soient réduits à l'état de matricules, même inscrites à une Sécurité sociale renouée dans un nouveau système de santé tel que le voient MM. Chevet et Guy.

Par ailleurs, faire choix d'une société qui rayonnerait les ordres de ses structures est le droit de chacun, comme toute option politique ; mais accuser tendancieusement de la rage une victime désignée, qu'on voudrait être l'ordre des médecins, ne peut forcer l'adhésion.

Les intertitres sont de la rédaction.

(Publicité)

STAGES PRATIQUES I.C.H.
● GRAPHOLOGIE OPERATIONNELLE (sélection, orientation), 5 jours (9 h. - 18 h.).
● PSYCHOSOCIOLOGIE / MARKETING et PUBLICITÉ, 12-19-26 mars (9 h. - 12 h.).
● SYMBOLISME et RECHERCHE DE MOTIVATIONS, 19-20 mars (9 h. - 18 h.).
30, rue des Mathurins, 75008 PARIS
Informations : Tél. 266-36-75

**J.C. POLACK
D. SABOURIN**

**LA BORDE
OU LE DROIT
A LA FOLIE**
PREFACES DE
F. GUATTARI ET J. OURY

**CLINIQUE PSYCHIATRIQUE
HORS DU COMMUN**

CALMANN-LEVY

LES FUTURS MÉDECINS SONT MAL FORMÉS

Nombreuses sont les propositions qui ont pu être avancées durant ces dernières années pour améliorer la formation des futurs praticiens. Les principales devraient être reprises dans le rapport définitif de la commission Fougère qui doit être rendu public avant la fin du mois de mars. L'organisation d'un troisième cycle pour les médecins généralistes comportant des stages à l'hôpital et auprès des praticiens, et la création d'un internat qualifiant qui, en supprimant les certificats d'études spéciales, obligerait tous les spécialistes à passer le concours de l'internat sont ainsi envisagés. Ces améliorations apportées aux dernières

années de la formation médicale retiendront tout particulièrement l'attention du secrétariat d'Etat aux universités, affirme-t-on dans l'entourage de Mme Alice Saunier-Seïte. Peut-être conviendrait-il d'intervenir avant la fin de la sixième année d'étude, en accordant une place moins importante aux sciences fondamentales au cours du premier cycle par exemple ? Cela est un moyen parmi d'autres d'instaurer ce « nouvel humanisme » qu'appellent de leurs vœux les professeurs Ribet, de Lille, et Fournier, de Marseille, qui nous ont adressé leurs réflexions sur ce qu'ils tiennent pour une « indispensable réforme ».

L'outil médical

par le professeur
MICHEL RIBET (*)

DEPUIS trente ans, l'évolution de la médecine est encore plus rapide que celle des autres techniques humaines. L'outil médical devait, plus qu'un autre, rester à la mesure humaine. Il serait stupide de méconnaître ou de déprécier les bénéfices de cette extraordinaire évolution. Mais, petit à petit, la conception et parfois l'utilisation de l'outil médical échappent à la maîtrise de beaucoup d'entre nous, praticiens. L'homme malade est le point de convergence de diverses disciplines scientifiques : physique, chimie, biologie moléculaire, génétique, immunologie, cybernétique, etc. La médecine s'appuie sur la science pour assurer mieux un pouvoir incertain : la technique a plus d'assurance (et elle est plus honnête) que la réflexion, les chiffres ont plus de précision que l'intuition, et le mystère se fait moins inquiétant quand il est scientifique.

De plus, la responsabilité médicale est lourde et la demande encore : si le médecin utilise une technologie complexe, son action est pesante et coûteuse. S'il ne la fait pas, sa décision peut être tardive ou mauvaise. Dans ce dernier cas, l'erreur devient de nos jours une faute. La seule attitude logique reste d'épuiser d'abord les ressources de la clinique, car c'est elle seule qui permet d'évaluer les abus et les insuffisances. Mais l'attrait des raffinements technologiques fait perdre de vue qu'au début et à la base se cache la source d'erreurs coûteuses et dangereuses : dans un défaut de conversation ou de contact. Les machines remplacent le corps à corps.

Une perte de temps ou de vies

Quant au chirurgien, longtemps paré par le médecin, il a ses gestes maintenant entourés d'un tel luxe de précautions, qui sont autant d'applications de la biologie moderne, que son domaine s'est étendu aux lésions les plus graves d'organes jugés inviolables il n'y a pas si longtemps. Et à tous les âges de la vie, du prématuré au corps en survie : ici aussi la réflexion sur l'utilisation de l'outil ne va pas de

pair avec son emploi, quelle que soit l'adresse du praticien. A partir du moment où nous avons tendance, pour sa perfection, à vouloir l'appliquer à tout et à tous.

Il existe enfin une puissance industrielle qui favorise l'application immédiate des découvertes de laboratoire ou d'usine, sans toujours laisser passer le temps nécessaire pour en mesurer les imperfections ou les dangers. Ce manque de réflexion et cette absence de contrôles suffisants, commandés par des intérêts de prestige ou de finance, aboutissent parfois à une perte de temps ou de vies, ou à l'apparition de nouveaux maux.

A ceux qui se sont « destinés » à la médecine, on tente d'expliquer le fonctionnement de l'outil médical, on n'en montre pas assez le maniement, c'est-à-dire l'impact sur l'homme et la société. Le futur étudiant, après un baccalauréat où la philosophie est menacée, la littérature et l'art ignorés, est d'abord sélectionné, puis confirmé, sur la mémorisation de données parcellaires de sciences fondamentales, dont la forme a le seul avantage de permettre l'automatisation des examens. Puis, bon an mal an, il poursuit ses études au gré des cours (où la polycopie remplace le contact oral et dont les qualités pédagogiques ne font l'objet d'aucun contrôle depuis la suppression des concours d'agrégation), des stages hospitaliers (de valeur inégale, suivant les établissements, les services et les praticiens), ayant peut-être la chance, en sept ans, de rencontrer quelqu'un, à l'amphithéâtre ou à l'hôpital, qui aura le temps et le talent de discuter devant lui de la philosophie du métier, de lui donner matière à réfléchir sur le maniement de l'outil dont il entrave l'ébauche.

Les matières à engranger sont trop abondantes. Les enseignements des fondamentaux et des cliniciens

s'ignorent. Tout ce qui ne servira pas de support à l'apprentissage clinique et ne sera pas entretenu par la pratique sera oublié. Il ne faut pas étouffer l'étudiant (six mois par an) sous des programmes enflés et l'éloigner à jamais, mais faire naître en lui, et pour toujours, la curiosité de savoir et le désir d'apprendre. L'insatiable curiosité de l'université à retour permanent aux sources, les difficultés de l'hôpital à la faire, creusent un fossé profond entre ceux qui enseignent le fonctionnement de l'outil médical et ceux qui le manient.

Malgré l'aspirer de nos dirigeants, il s'avère illusoire de juger sans appel les futurs médecins, après six ans d'études, sur leur seul pouvoir de mémorisation scientifique. Par réaction, certains souhaitent maintenant une « médicalisation » des études qui ressemble trop à un apprentissage hospitalier empruntant au pressé de tout enseignement fondamental. C'est ce qu'on faisait il y a plus d'un siècle. La puissance actuelle de l'outil médical rendrait un tel emprunt dangereux.

Corriger nos erreurs

Il faut redéfinir les programmes en même temps que les liens entre les universités et les hôpitaux. Le médecin doit retrouver la réflexion et il faut l'y préparer. Certes, la médecine a besoin de savants. Ceux-ci réaliseront toujours leur vocation. Les malades ont besoin d'humanistes doués de savoir. Ils ne trouvent parfois que de faux scientifiques manquant de mesure humaine.

Une réforme de l'esprit de l'enseignement ne réout pas tout, mais elle est indispensable à une amélioration de la médecine. Elle est possible, elle est urgente. Une réforme contre l'outil médical, instrument merveilleux dont le maniement parfois maladroite, abusif, ou aveugle, est critiquée. Il faut corriger nos erreurs et modifier l'éducation de ceux qui vont nous succéder au maniement de cet outil.

(*) Professeur de clinique chirurgicale, université Lille-II.

Réflexions sur l'internat

par le professeur
ANDRÉ FOURNIER (*)

L'« concours d'internat » qui s'est déroulé à Marseille au début de l'année a connu quelques péripéties, et cela nous a valu une réflexion sur les tâches des résidents (fin juillet). Il y avait au départ plus de neuf cents candidats, mais près de deux cent cinquante d'entre eux ne participèrent pratiquement pas aux épreuves (départ anticipé, démission, etc.). Parmi les deux cent cinquante admis, les règlements, le jury, composé de vingt et un membres, dut abaisser le moyenne de façon sensible. Enfin, nous fûmes tous frappés par la façon dont fut rédigée la plus grosse moitié des copies. Si nous laissons de côté les péchés contre la grammaire, nous nous fûmes tous frappés par l'impossibilité de comprendre exactement ce que le scripteur avait voulu dire. Tourner de phrase absurdes, ponctuation inexistante, termes vulgaires ou périlleux et j'en passe.

Le jury, unanime dans sa déception, dut constater l'échec des réformes pratiquées il y a huit ans dans l'ambiance que l'on sait et se fit un devoir d'en rechercher les causes. Celles-ci sont faciles à discerner.

Trop de sciences « fondamentales » qui, dans une plus grande part, seront sans utilité pour les futurs médecins dont un petit nombre seulement travailleront en laboratoire. La quasi-totalité d'entre eux formeront des praticiens. Réviser les sciences « fondamentales » à ceux qui opteront à la fin de leurs études pour des C.E.S. bien définies, ouvrant la voie à la pratique de spécialités fort diverses.

La culture générale est défavorisée. La médecine ne se met pas en équation. Elle tourne le dos à l'esprit mathématique. Sans une forte dose d'humanisme, elle risque de perdre sa plus belle raison d'être. Il importe que soit facilitée l'entrée des bacheliers à lettres dans nos facultés, ce qui leur devient de plus en plus difficile.

Enfin et surtout, pour ne parler que de l'internat, une sélection s'impose, et la seule valable est le concours d'externat, brutallement et arbitrairement supprimé, dont nous demandons tous le rétablissement. Cet externat, purement hospitalier, à caractère facultatif, devra pouvoir être brigué à tous les stades des études médicales et autant de fois que l'étudiant le désirera. Il constituera le premier pas dans la carrière hospitalo-universitaire. L'étudiant qui, au départ, ne sera pas tenté par cette carrière pourra changer d'avis dans le cours de ses études et en modifier ainsi l'orientation en fonction de ses préférences.

Cet externat n'empêchera nullement de donner des responsabilités aux étudiants que les concours rebute et qui préféreront demeurer stagiaires pendant une partie de leur scolarité ou même durant la totalité de celle-ci. Etre stagiaire n'impliquera nullement le retour à la situation d'antan, où ils étaient parqués en nombre excessif dans quelques services dits « de la faculté » ou, trop souvent livrés à eux-mêmes, ils constituaient la « libidine des colonies » de triste mémoire. De nos jours, ils seraient répartis et bien accueillis dans tous les services !

De surcroît, nous ne saurions oublier que nous sommes tous, avant tout, au service du malade. Celui qui a choisi de se faire soigner à l'hôpital a droit à des garanties. Lorsqu'il est remis entre les mains d'un apprenti médecin, il doit avoir l'assurance que celui-ci a fait ses preuves.

(*) Président du jury du concours d'internat de la région marseillaise.

Quand l'optique atteint la perfection.

couche antireflet
verre filtrant
couche anti-éblouissement

Le nouveau verre STUDIO T

Pour mieux corriger votre vue et protéger vos yeux il fallait un verre de conception nouvelle, fabriqué à l'aide de matières premières sélectionnées.

LEROY l'a créé.

Son verre STUDIO T est réalisé à partir de terres rares et d'oxydes métalliques et chaque face subit un traitement par métallisation sous vide. Le résultat ? Un verre filtrant, anti-éblouissant et antireflet vous apportant le maximum de confort, quelle que soit la correction dont votre vue a besoin, en simple ou double foyer.

LEROY
Opticien 104 Champ-Elysées
27, bd St-Michel - 11, bd du Palais
18, bd Hausmann - 147, r. de Rennes
127, fg St-Antoine - 158, r. de Lyon
6, pl. des Ternes - 30, bd Barbès

Rayons spécialisés :
appareils auditifs,
verres de contact.

**J.C. POLACK
D. SABOURIN**

**LA BORDE
OU LE DROIT
A LA FOLIE**
PREFACES DE
F. GUATTARI ET J. OURY

**CLINIQUE PSYCHIATRIQUE
HORS DU COMMUN**

CALMANN-LEVY

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

SIMMONS
présente toutes
ses literies chez
CAPELOU
DISTRIBUTEUR

LIVRAISON TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
Seule adresse de vente :
37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
PARIS 7^e Métro Parmentier
Tél. 357.46.35

**CLINIQUE
LA MÉTAIRIE**
CH-1280 NYON près Genève
Lac Léman - Tél. 194/22/61 18 21
Dr G.W. Semadeni, méd.-direct.
Etablissement médical privé de
1^{er} ordre pour les affections
du système nerveux
Chimiothérapie - Psychothérapie
Cures de sommeil - Diététique
Physiothérapie - Massages
Culture physique - Sports

il faut être
Digital
grandes pro-
posons. Cela
évitera tout
Nous
agir ainsi : not-
nos matériels
mieux à vos pro-
Digital Equi-
Nos cli-
connaître leur
problèmes les
ils s'adres-

مكتبة من الأصول

L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

L'E.D.F. et le service de sécurité s'opposent sur la conception de certaines centrales nucléaires

Lancé dans l'euphorie, le programme nucléaire français accuse aujourd'hui un léger ralentissement. Alors qu'il était prévu jusqu'ici de passer rapidement à des centrales de grande puissance (1 300 MW), la construction de nouvelles centrales de 900 MW, en plus des seize centrales de cette puissance initialement prévues, a été décalée. Il devrait y en avoir quatre ou six. Un tel débat est ouvert sur la conception de ces dernières centrales de 900 MW entre l'E.D.F. et le Service central de sûreté des installations nucléaires (S.C.S.I.N.) au ministère de l'Industrie et de la Recherche.

Les techniques utilisées dans l'industrie nucléaire évoluent très vite. Une bonne part du retard important qu'accuse la centrale nucléaire de Fessenheim, sur le Rhin (six mois sur vingt et un mois), dont le premier réacteur doit entrer prochainement en service, est ainsi dû à une modification de la forme de la charge combustible, que Westinghouse a décidé d'appliquer à la centrale américaine de Beaver Valley, qui est la centrale de référence de la centrale française, à la suite d'études sur le comportement en fonctionnement de ce combustible.

Ainsi en va-t-il en particulier des dispositions concernant la sûreté : l'E.D.F. conduit actuellement les études techniques relatives à la réalisation des dernières centrales de 900 MW. Soucieux d'intervenir avant qu'il ne soit trop tard, le S.C.S.I.N. a fait savoir à l'entreprise nationale qu'il souhaitait que ces centrales diffèrent sensiblement des seize centrales de même puissance actuellement en chantier, notamment sur deux points : le remplacement de l'enceinte de confinement (1), actuellement réalisée en béton de 80 centimètres à 1 mètre d'épaisseur, dans laquelle est incluse une paroi en acier (la « peau »), par une double enceinte, au milieu de laquelle devrait être installé un dispositif de reprise de fuites ; le renoncement au « jumelage », c'est-à-dire au dispositif consistant à grouper les réacteurs deux par deux, ce qui permet notamment de mettre en commun certains dispositifs auxiliaires.

L'E.D.F. répond que ces mesures destinées à renforcer la sûreté seront appliquées pour les futures centrales de 1 300 MW, mais refuse de les appliquer pour les 900 MW. « Ces centrales ont été jugées suffisamment sûres par le S.C.S.I.N. pour qu'il les accepte. Pourquoi n'en accepterait-il pas quelques autres ? » disent en

substance les responsables d'E.D.F. La question est venue, fin janvier, pour arbitrage, devant le ministre de l'Industrie et de la Recherche. M. d'Ornano a demandé aux représentants de deux organismes de tenter de se mettre d'accord avant la fin de ce mois.

Un compromis

Il semble aujourd'hui qu'on se dirige vers un compromis. E.D.F. s'engagerait à ce que ses dernières centrales soient vraiment les dernières : une des craintes du service de sûreté était qu'après des quatre, ou six centrales, l'E.D.F. avec les mêmes arguments en présente d'autres. Le S.C.S.I.N. accepterait de son côté le maintien des encloses actuelles, à condition qu'elles soient quelque peu modifiées afin d'avoir la même étanchéité qu'une enceinte double, ce que E.D.F. estime réalisable, et qui pourrait être étendu à toutes les centrales de 900 MW. Il reste que ce débat, quelque peu technique et qui n'a rien d'exceptionnel, illustre l'ambiguïté qui peut régner entre deux organismes placés sous la même tutelle, mais dont l'un devrait avoir un droit de veto sur certaines initiatives de l'autre. M. d'Ornano, dit-on, a toujours scrupuleusement suivi les recommandations du S.C.S.I.N. qui est, en quelque sorte, son « expert » sur les questions de sûreté nucléaire. Ses successeurs auront-ils toujours le souci, au sein du même ministère, de faire prévaloir les considérations de sûreté sur d'autres, économiques notamment ? — X. W.

(1) L'enceinte de confinement double, en plus de la chaudière nucléaire proprement dite, l'ensemble du circuit primaire (renseignements de la centrale et les générateurs de vapeur. Elle est conçue pour résister à une surpression interne, notamment pour éviter le rejet de vapeurs radioactives dans le cas de fuites.

Ministre italien de la recherche scientifique et technique

M. Pedini est élu président du conseil de l'Agence spatiale européenne

Le conseil de l'Agence spatiale européenne s'est réuni à Paris, au niveau des ministres, dans l'après-midi du lundi 14 février (le Monde du 15 février). Il a élu à sa présidence M. Mario Pedini, ministre italien de la recherche scientifique et technique. Puis les représentants des États membres ont chacun exposé leur point de vue sur l'avenir de la coopération spatiale. Le conseil a ensuite fait le point des programmes en cours d'exécution.

Les points délicats seront abordés ce mardi. Ce sont la définition des programmes futurs et surtout leur financement. La France a pris une position ferme estimant que tous les problèmes sont liés et qu'on ne saurait parvenir à un accord global, même s'il faut pour cela organiser une seconde réunion des ministres dans quelques mois. M. Claude Coullais, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie et de la Recherche, a notamment déclaré qu'il fallait « éviter que la progression du budget de l'Agence n'exécute la variation de l'indice

des prix des produits intérieurs des États membres ». Actuellement, les prix aéronautiques progressent de 11 % à 17 % par an, et il en est de même du budget de l'Agence, alors que les P.I.B. croissent beaucoup moins vite.

La France demande aussi une utilisation cohérente de tous les moyens existants, nationaux et multinationaux. Puisqu'elle a sacrifié son programme national à la coopération européenne, elle tient à ce que l'Agence fournisse du travail aux équipes du Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.). La délégation française tient essentiellement à l'adoption du projet SPOT, projet d'étude des ressources terrestres qu'a proposé le C.N.E.S., et désire en avoir la maîtrise d'œuvre.

On s'attend à un sérieux débat avec d'autres pays européens qui n'ont pas d'organisme national de recherche spatiale et comprennent mal pourquoi leurs contributions au budget de l'Agence devraient assurer un plan de charge au C.N.E.S. ou à son homologue allemand. — M. A.

CORRESPONDANCE

Les dangers de l'amiante

Dans le Monde du 5 janvier nous avons fait paraître des extraits d'un communiqué de la Chambre syndicale de l'amiante et du Syndicat de l'amiante-ciment mettant en cause le rapport du Centre international de recherche sur le cancer (C.I.R.C.) de Lyon (le Monde du 20-21 décembre). Ce communiqué affirmait notamment : « Ce n'est pas la première fois que les chiffres et les données sont ainsi « sollicités » par certains scientifiques dans le but de donner à leurs déclarations un grand retentissement », et reprochait au professeur Irving Selikoff, de l'université de New-York, de donner plusieurs estimations discordantes du nombre de personnes exposées à l'amiante aux États-Unis.

Le professeur Irving Selikoff nous a fait parvenir les précisions suivantes : Je crois que les organisations professionnelles de l'amiante ont malheureusement donné une mauvaise interprétation à certaines de mes données. Selon

elles, l'indique (Wall Street Journal, 8 juin 1973) qu'il y avait deux cent cinquante mille travailleurs de l'amiante et un million dans le Washington Post du 9 septembre 1974 et elles font valoir une incohérence.

Les deux chiffres sont corrects, mais ne se réfèrent pas à la même chose. Selon l'industrie de l'amiante, il y avait deux cent cinquante mille personnes employées dans les différentes activités de cette industrie en 1972. Je pense que le chiffre actuel est sensiblement le même.

D'un autre côté, le chiffre d'un million est une estimation des services américains de santé publique concernant les travailleurs actuellement ou précédemment employés (deux cent cinquante mille employés aujourd'hui et sept cent cinquante mille qui l'ont été à un moment ou à un autre dans le passé, mais qui ont changé de travail, sont tombés malades, sont à la retraite, etc.) —

MM. Bargeton, Dausset et Juvet sont élus à l'Académie dans la section biologie humaine et sciences médicales

Lors de sa séance du 14 février, l'Académie des sciences a élu trois membres pour la section de biologie humaine et sciences médicales : MM. Daniel Bargeton, Jean Dausset et Michel Juvet. Des trois candidats présentés initialement en première ligne (MM. Marcel Bassia, Jean Dausset et Jacques Ruffié), seul M. Dausset a été élu. MM. Bargeton et Juvet étaient présentés en seconde ligne, et ont été élus par deux scrutins complémentaires. Le premier pour le deuxième siège, et le second pour le troisième. Il semble que les candidats présentés en première ligne aient eu des spécialités trop proches l'une de l'autre, et que l'Académie ait préféré finalement diversifier son choix.

M. BARGETON

MM. Daniel Bargeton est né le 16 août 1906. Docteur en médecine à Paris en 1930, agrégé de physiologie à la faculté de médecine de Paris en 1934, il est nommé en 1935 professeur titulaire sans chaire, puis professeur titulaire (1938) à la faculté de médecine de Paris. Chargé de recherches au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) en 1943 et maître de recherches en 1945, directeur du département de physiologie humaine de l'U.R.S.B. biomédicale des Saintes-Pères de l'université René-Descartes, il dirige depuis 1967 le groupe de recherches de technologie des explorations fonctionnelles respiratoires de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). M. Daniel Bargeton a la plus contribué, en France, au développement de la physiologie respiratoire. Il s'est intéressé à la régulation chimique de la respiration et a réalisé divers dispositifs expérimentaux qui ont fait l'objet de brevets d'invention pris par l'Association nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) au nom de l'INSERM. M. Bargeton est lauréat de l'Académie des sciences (1965).

M. DAUSSET

Né le 19 octobre 1916 à Toulouse, M. Jean Dausset fait ses études médicales à Paris et devient, en 1945, docteur en médecine, puis agrégé d'histologie, en 1953. Il est chef de clinique radiologie à la faculté de médecine de Paris (1946), maître de conférences (1953) et professeur d'immunohématologie (1963). Depuis 1963, M. Dausset est chef du service d'immunologie-immunologie de l'hôpital Saint-Louis, et, de 1962 à 1968, directeur adjoint de l'Institut de recherches sur les leucémies et les

M. JOUVET

M. Michel Juvet est né le 16 novembre 1925. Il obtient son doctorat en médecine à Lyon en 1948. Il effectue toute sa carrière hospitalière, universitaire et de recherche à Lyon, où il est nommé en 1953 chef du service d'exploration fonctionnelle du système nerveux à l'hôpital neurologique. Professeur à l'université Claude-Bernard, il devient en 1958 chef du département de médecine expérimentale. Il est depuis 1963 directeur du groupe de recherches de neurophysiologie expérimentale et clinique de l'INSERM et depuis 1970 directeur du laboratoire de pathologie générale associé au C.N.R.S. à Lyon. Les travaux de Michel Juvet ont permis de définir la mort cérébrale en déterminant des critères électro-cliniques établissant sans erreur la mort du cerveau. À partir de ces recherches, il s'est intéressé au sommeil, et surtout au rêve, dont il a étudié la physiologie et les manifestations. M. Juvet est lauréat de l'Académie des sciences (1966), membre de plusieurs sociétés savantes et depuis 1975 membre du conseil scientifique de l'INSERM.

A L'HOTEL DROUOT

Mercrdis

VENTES

- S. 12. - Aménagement 18°.
- S. 9. - Coll. Sacha Guttry, Spuvans histor. autogr.
- S. 1. - Objets d'art d'Extr.-Orient. Céram. Pierres dures. Bronzes. Art nègre. Shamp. japonaises.
- S. 10. - Art déco.
- S. 2. - Bibl. d'un amat. Livr. anc. III du 18°.

NON, NOUS NE POUVONS PAS.

Pour l'admettre, il faut être différent des autres constructeurs d'ordinateurs.

Digital Equipment ne vous fera pas de grandes promesses. Si nous ne pouvons vous proposer de solution, nous vous le dirons. Cela vous fera gagner du temps et évitera tout malentendu.

Nous avons deux bonnes raisons pour agir ainsi : nous connaissons exactement nos matériels ; nous voulons répondre au mieux à vos problèmes.

Digital Equipment : une approche différente.

Nos clients sont les mieux placés pour connaître leurs besoins avec précision : leurs problèmes leur sont propres. Nous écoutons. Ils s'adressent à nous car nous pouvons

leur proposer non pas des solutions toutes faites, mais des systèmes, véritables outils modulaires et compatibles. Des systèmes susceptibles d'évoluer dans la juste mesure de leurs besoins futurs.

Nous parlons le même langage : il est logique d'associer nos moyens.

Digital Equipment : une gamme complète.

8.000 à 4 millions de caractères de mémoire, 500.000 à 1,5 milliard de caractères en ligne... ces quelques chiffres situent notre gamme de petits, moyens et grands ordinateurs. Elle offre un vaste choix de possibilités à nos clients. Ainsi n'ont-ils pas à modifier leurs projets pour les adapter aux outils existants. Nous leur procurons l'outil adéquat.

Digital Equipment propose une façon vraiment différente de s'informatiser. C'est pourquoi nous occupons l'une des toutes premières places dans le domaine de l'informatique avec nos 70.000 ordinateurs installés dans le monde entier.

Mais peut-être devriez-vous le vérifier...

Demandez notre brochure « Produits et Services Informatiques » en adressant votre carte de visite à : Jean-Daniel Bain, Dpt. C, Digital Equipment France, 18, rue Saarinen, Sific 225, 94528 Rungis Cedex, Tél. 687 2333.

Genève Tél. (022) 20 40 20; Bruxelles Tél. (02) 733 96 50.

digital

SIMMONS
CAPELOU

CLINIQUE
LA METAIRE

L'internat

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Numéro zéro

Grande première lundi sur Antenne 2 : Jean-Pierre Elkabbach présentait le journal de 20 heures, son journal, enfin. Sans être forcément mauvais, un « numéro zéro » correspondrait à ce qu'on entendait. Par « on », l'entendait ceux qui l'ont conçu, réalisé. Ceux qui le regardent, eux, n'ont pas les mêmes critères. Ils ne le comparent pas à ce qu'il aurait dû être, comment pourraient-ils le savoir ?

Il le juge, en gros, à ses intentions et à ce qu'il contenait : la kyrielle de journaux, tous beaux, tous nouveaux, qui se sont succédés à l'antenne, de réformes en nominations, depuis que nous avons la télévision.

Ce que veut faire Jean-Pierre Elkabbach, on le sait, il l'a dit dans la presse, à la radio, il l'a encore répété à l'écran en guise d'introduction. Ce qu'il ne veut pas faire également, il ne veut pas réduire l'information à un monologue, situation à peine vécue au sein du quotidien du révérend père Gicquel, sur la chaîne à côté. Il veut que ses studios, disposés en alvéoles et tapissés de gris, soient ouverts à des gens

connus ou inconnus, de tous les bords et de toutes les opinions. Il refuse les modes, il prône la diversité, la pluralité, il souhaite réfléchir sur l'éphémère, l'actualité, et s'intéresser aux problèmes de société.

Voilà pour la théorie. La pratique, il est trop tôt pour en juger. Il faut attendre que les choses, les gens, les idées, les rubriques, soient trouvés, rôtis de l'université, leur rythme, leur place, leur respiration. Au sommaire, lundi, les nationalisations. Pour en parler très bien, très clairement, deux invités, MM. Charles Fierman, secrétaire du P.C.F., et Jacques Ferry, vice-président du C.N.P.F., qui viendront à tour de rôle s'asseoir à la table du rédacteur en chef.

Le point de vue des P.M.E., on est allé le demander à un droguiste de Compiègne. Après quoi, on a rejoint M. Raymond Barre à Tarbes. Retour dans la capitale, non sans avoir poliment pris congé de la province... désolé, mais la mairie de Paris, c'est quand même important. Alain Duhamel fait le point. Tour de France des municipalités en suite, première étape, Roche-

fort. Visite éclair au Mali sur les talons de M. Giscard d'Estaing. Et, pour finir, bravo, d'habitude c'est par cela qu'on commence, les sports, en l'occurrence le football.

Que l'on souhaite multiplier les dialogues, les dossiers, les débats, nous ne nous en plaignons pas, au contraire. Il faudrait peut-être aussi songer, de temps en temps, et pas seulement à l'occasion d'un voyage présidentiel, à sortir des frontières, à jeter un coup d'œil sur ce qui se passe ailleurs. Les Français ont horreur de cela, je le sais bien, sort de l'Hexagone, rien ne les intéresse.

Ne pourrait-on les amener, en douceur, à s'ouvrir un peu au monde extérieur ? Du côté de T.F.1, rien qui pas grand-chose n'a été tenté, dans ce sens. Il y a là une place à prendre, un rôle à jouer, une réputation à sauver. De tous les journaux télévisés du Marché commun, les nôtres passent, à juste titre, héliés pour les plus chevronnés, les plus indifférents au reste de la planète. Pourquoi ?

CLAUDE SARRAUTE.

LES ÉVINCES DE L'INFORMATION SUR ANTENNE 2

L'intersyndicale des journalistes d'Antenne 2 (C.F.O., S.N.J., C.F.D.T.) a réuni lundi 14 février une conférence de presse pour s'inquiéter de l'avenir des membres de la rédaction qui ont été « évincés » à l'arrivée de M. Jean-Pierre Elkabbach, nouveau directeur de l'information.

Selon M. Arnstam (C.F.D.T.), plus d'une dizaine de journalistes ont été évincés (aux noms cités par Anne Rey dans le Monde du 15 février, il convient d'ajouter celui de M. Benoît Gelot).

Dix d'entre eux ont été mis à la disposition de la direction générale, et l'on a proposé des missions en province ou des postes à l'étranger à d'autres. Mais actuellement aucune décision effective n'a été prise, pour ce qui les concerne.

L'intersyndicale demande que les cas en litige soient réglés rapidement et que, conformément à la convention collective d'Antenne 2 tout journaliste qui « n'accepterait pas l'affectation proposée conserve son statut de journaliste ».

NOMINATION A RADIO-TELE-LUXEMBOURG

M. Jacques Marchandise, président-directeur général de la Librairie Hachette, vient d'entrer au comité de direction de la Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion (R.T.L. et T.V.L. Luxembourg), que préside M. Jean-Paul de Lamotte.

Cette nomination est consécutive au récent rachat par la Librairie Hachette des actions du groupe Prouvost, soit 14 % environ.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 15 FÉVRIER
— MM. Marcel Martin (non-inscr.), Claude Coullé (R.I.) et Gérard Cureau (P.S.) sont les protagonistes du débat municipal à Nancy sur Europe 1, à 19 h. 15.

— MM. Georges Hourdin et Gilbert Badia dialoguent à propos de Rosa Luxembourg sur France-Culture, à 20 heures.

MERCREDI 16 FÉVRIER
— MM. Roger Ribodemi-Dumas (R.P.R.) et R. Pécce (P.S.) débattent à propos des élections municipales (Valence) sur Radio-Montecarlo, à 8 h. 30.

— MM. A. Durand (P.C.) et A. Rufenacht (R.P.R.) débattent sur Europe 1, à 19 h. 15 (Le Havre).

— Le Centre des démocrates sociaux dispose de la tribune libre sur FR 3 à 19 h. 40.

MARDI 15 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF 1

Bienvenue en Suisse, le pays du Sbrinz SWITZERLAND

PROGRAMME MINIMUM :

13 h. Journal ; 19 h. 20. Actualités régionales ; 19 h. 45. En bien raconté ; 20 h. Journal ; 20h. 30. À la poursuite des études ; 21 h. 30. Le Livre du mois.

CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 5 à 20 h. Programme ininterrompu (à 15 h. 55 Aujourd'hui magazine)

Boldoflorine
bonne infusion pour le foie et la constipation

20 h. 30. Les dossiers de l'écran. Film : « Justice est faite », d'A. Cayatte (1950), avec Cl. Nollier, M. Aucclair, R. Bussières, J. Castriot, J. Debucourt, J.-P. Grenier, V. Tessier (U.N.). Une femme et ses hommes, nommée Juste pour un procès à Versailles, représenté en cas de l'accusée qu'on a à l'opéra selon les événements de leurs vies privées respectives. Un scénario mélodramatique bien monté en sa-

vice d'une thèse sur les faiblesses du système judiciaire français. Mise en scène et interprétations plénières et démonstratives.

Vers 22 h. Débat, Les jurés.

Avec MM. Hubert Manin (président de chambre à la cour d'appel de Dijon), Marcel Dourlignies-Carter (avocat général à la cour d'appel de Paris), Jean-Marie Aussel (professeur de droit criminel à l'université de Montpellier), M. Radier (avocat) et des témoins.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Westerns, films policiers, aventures : « Voyage au-delà des vivants », de G. Reinhardt (1954), avec C. Cable, L. Turner, V. Masure, L. Calhern, O. E. Hassa.

Formée à l'espionnage par un officier de l'Intelligence Service, une jeune femme est envoyée comme agent secret en Hollande occupée par les nazis. Mais on la soupçonne de trahison. Guerre, occupation, résistance et amour. L'histoire, compliquée, est présentée entre Londres et la Hollande. Film dramatique et spectaculaire.

22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Dialogues : Sur Rosa Luxembourg, avec G. Hourdin et G. Badia ; 21 h. 15. Musique de notre temps ; 22 h. 30. Entretiens avec P. Walberg ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. En direct de l'Auditorium 104. Cycle de quatuors. Quatuor Lesalle : « Quatuor en ut majeur opus 20, n° 2 » (Haydn) ; « Quatuor 1964 » (Lutoslawski) ; « Quatuor opus 10, n° 3 en ré mineur » (Bach) ; 21 h. Soixante ans de D. Caux ; 22 h. 5. Semaines musicales d'Ascona 1976. Chœur Monteverdi et Ensemble Brass Ensemble, direction J. E. Gardiner (Gabriel, Deshayes, Schütz, Purcell, Monteverdi, Locks, Bruckner).

MERCREDI 16 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. programme ininterrompu (à 13 h. 35, les Visiteurs du mercredi) ; 20 h. 30. Téléfilm : « La vérité de Madame Langlois », de Cl. Santalli, avec S. Flon et P. Mondy ; 22 h. 10. Journal.

CHAÎNE II : A 2

En raison du mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures lancé par les syndicats C.F.D.T., C.G.T. et S.N.J., dans le cadre de leur semaine d'action, les programmes d'A 2 du 16 février risquent d'être modifiés.

20 h. 30. Série : Switch ; 21 h. 25. Débat sur les municipales (sous réserve) ; 22 h. 55. Jazz : Spécial Benny Carter, par J.-Ch. Averty ; 23 h. 25. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Un film, un auteur : « Duel », de S. Spielberg (1972), avec D. Weaver, J. Scott, E. Firestone, L. Frizzell.

Un représentant de commerce circulant en

voiture sur les routes de Californie est poursuivi et tué par un énorme camion.

Sur un scénario de Richard Matheson, un film dont le fantastique envahissant nait de détails les plus réalistes.

21 h. 55. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. La musique et les hommes : Berlioz et le requiem ; par A. Lissier ; 22 h. 30. Entretiens avec... P. Walberg ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. En direct du Théâtre des Champs-Élysées : Orchestre national de France, direction G. Pierre, avec V. Coria, mezzo-soprano « Le Huit de Chopin » (Bartók) ; « Trois Images » (Debussy) ; 21 h. Cantates de Webern (11). Chœurs et orchestre symphonique de la B.A.C. direction P. Boulez. « Cantate n° 3 pour soprano, chœur mixte et orchestre, opus 29 » ; 22 h. 30. La guimbarde, par C. Velez ; 23 h. 5. Semaines musicales d'Ascona 1976. Membres de l'orchestre de la Philharmonie de Berlin (Mozart, Beethoven) ; 23 h. 15. Trêve.

La chaîne PLM s'implante en Italie

PLM Rome : 250 chambres ★★★★★
Hôtel PLM Visconti Palace - Via Federico Cesi 37. 00198 Rome. Tél. : (06) 3684.

PLM San Remo : 160 chambres ★★★★★
PLM Grand Hôtel Londra-Corso Matuzia 2. 18038 San Remo. Tél. : (0184) 79961.

9 ouvertures en 1976:

FRANCE	BORDEAUX	Hôtel Aquitania	MAROC	FES
	BAIE ST TROPEZ	Hôtel Le Kilal		MARRAKECH
GRECE	PORTO HELI			BENI MELLAL
ANTILLES	GUADELOUPE	Hôtel Les Alizés		OUARZAZATE
	DOMINIQUE	Hôtel Anchoage		ER RACHIDIA
IRAN	ILE DE KISH			

Ouvertures prochaines:

PARIS : Royal Madeleine, BIARRITZ, LE CAIRE, AGADIR.
Réservation centrale : 588.73.46.

PLM International : 5000 chambres, 30 hôtels en France, Antilles, Grèce, Maroc, Iran, Italie. Une chaîne française, des hôtels internationaux.

PLM Saint-Jacques. Votre hôtel à Paris.
800 chambres 4 étoiles-17, bd Saint-Jacques. 75014 Paris-Tél 589 89 80

Culture

(La nouvelle fondation)

Hôtel Rothschild

11, rue Berryer

« On ne peut pas vivre sans l'opéra », dit le président de la Fondation pour l'opéra de France, M. Jean-Pierre Elkabbach. Il est donc normal que la Fondation pour l'opéra de France, créée en 1964, ait pour objectif principal de soutenir l'opéra en France. Elle a pour cela mis en place une série de mesures, dont la plus importante est la création d'un conseil d'administration, qui sera présidé par M. Elkabbach. Ce conseil aura pour mission de veiller à la bonne marche de la Fondation, et de lui proposer des mesures de soutien à l'opéra. La Fondation pour l'opéra de France a également mis en place une série de mesures de soutien à l'opéra, dont la plus importante est la création d'un conseil d'administration, qui sera présidé par M. Elkabbach. Ce conseil aura pour mission de veiller à la bonne marche de la Fondation, et de lui proposer des mesures de soutien à l'opéra.

La Fondation pour l'opéra de France a également mis en place une série de mesures de soutien à l'opéra, dont la plus importante est la création d'un conseil d'administration, qui sera présidé par M. Elkabbach. Ce conseil aura pour mission de veiller à la bonne marche de la Fondation, et de lui proposer des mesures de soutien à l'opéra.

La Fondation pour l'opéra de France a également mis en place une série de mesures de soutien à l'opéra, dont la plus importante est la création d'un conseil d'administration, qui sera présidé par M. Elkabbach. Ce conseil aura pour mission de veiller à la bonne marche de la Fondation, et de lui proposer des mesures de soutien à l'opéra.

La Fondation pour l'opéra de France a également mis en place une série de mesures de soutien à l'opéra, dont la plus importante est la création d'un conseil d'administration, qui sera présidé par M. Elkabbach. Ce conseil aura pour mission de veiller à la bonne marche de la Fondation, et de lui proposer des mesures de soutien à l'opéra.

La Fondation pour l'opéra de France a également mis en place une série de mesures de soutien à l'opéra, dont la plus importante est la création d'un conseil d'administration, qui sera présidé par M. Elkabbach. Ce conseil aura pour mission de veiller à la bonne marche de la Fondation, et de lui proposer des mesures de soutien à l'opéra.

La Fondation pour l'opéra de France a également mis en place une série de mesures de soutien à l'opéra, dont la plus importante est la création d'un conseil d'administration, qui sera présidé par M. Elkabbach. Ce conseil aura pour mission de veiller à la bonne marche de la Fondation, et de lui proposer des mesures de soutien à l'opéra.

ARTS ET SPECTACLES

Culture

Une nouvelle fondation

Hôtel Rothschild 11, rue Berryer

Il y a eu du remue-ménage ces derniers temps dans l'hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Berryer. D'abord le Centre national d'art contemporain (CNAC) — qui n'existe plus en tant que tel, ses activités ont été rattachées au Centre Georges-Pompidou — quitte les lieux. En échange, s'y installe le Service de la création artistique du secrétariat d'Etat à la culture (chargé des achats, commandes, 1%, aides à la première exposition, bourses) qui vient de la rue Saint-Dominique.

Enfin, l'hôtel devient le siège d'une nouvelle fondation : la Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, créée en décembre 1976. Cette nouvelle fondation en regroupe deux (qui n'avaient pas été officiellement reconnues) et dont les biens étaient gérés comme des domaines publics : la Fondation Rothschild et la Fondation Smith-Chapman (la Maison des artistes de Nogent-sur-Marne) qui accueillait une quarantaine d'artistes retraités et qui comportait dans son parc plusieurs ateliers d'artistes en activité.

La Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, conformément aux vœux des donateurs, a pour objet de « favoriser et soutenir par tous les moyens, notamment financiers et moraux, toutes actions d'aide et d'assistance en faveur des arts plastiques, ainsi que toutes actions d'aide et d'assistance à la recherche et à la création dans le domaine des arts graphiques et plastiques » (« J. O. » du 6 décembre).

La première réunion du conseil d'administration de la Fondation qui s'est tenue fin janvier (1) a déjà défini les grandes lignes de ses activités futures qui seront en liaison avec celles des différents locataires de la rue Berryer : organisation de manifestations et d'expositions, aménagement et entretien de bâtiments destinés aux activités des artistes, tels que ateliers et locaux d'exposition (la Fondation dispose déjà d'un bon équipement : les salles de l'ex-C.N.A.C., où sera présentée l'été prochain une rétrospective de la Biennale de Paris) ; recherche de formules d'expositions permettant de présenter des œuvres dans des conditions qui ne soient ni celles des galeries, ni celles des musées, afin de permettre les artistes qui ne sont pas insérés dans le marché de l'art ; organisation de colloques et rencontres entre artistes, critiques, marchands ; création d'un conseil juridique qui permettrait aux artistes de mieux connaître et de défendre leurs droits sociaux, moraux, fiscaux ; invention pour eux d'activités secondaires leur procurant des revenus réels en dehors de l'enseignement ou d'emplois sans rapport avec leur création ; intervention aussi pour le règlement des achats et commandes de l'Etat, que les lenteurs administratives repoussent aux calendes grecques.

La Fondation doit fonctionner comme relais entre l'administration et les artistes, et se propose de travailler à développer, à amplifier, à renouveler des mesures en faveur des artistes et de la création mises en place par l'Etat.

GENEVIEVE BREERETTE.

(1) Le président de la Fondation est M. Jean Cohen Salador, conseiller d'Etat, président du conseil d'administration de la Biennale de Paris ; les vice-présidents, M. le baron Elie de Rothschild et M. Guy Lo, artiste-peintre, fondateur de la Maison des artistes de Nogent ; le directeur, M. Jean Barbot, qui avait participé, aux côtés de M. Bernard Anthonioz, à la mise en œuvre du service de la création artistique.

Cinéma

« WELFARE », de Frederick Wiseman

Il faut à Jacques Robert, responsable du cinéma au Festival d'Avignon et animateur d'une petite salle parisienne d'art et d'essai, une dose extraordinaire de « culot » pour oser nous montrer d'affilié, depuis trois semaines, sous-titré en français, l'ensemble de l'œuvre du documentaire américain Frederick Wiseman. Curieusement, le public vient, découvre une Amérique à cent lieues du rêve hollywoodien.

Welfare (1976), le plus récent des huit films au programme, nous invite à observer trois heures durant le fonctionnement d'un service de sécurité sociale, ce qu'on appelle aux Etats-Unis et au Canada le « bien-être social ». L'argent vient essentiellement du gouvernement fédéral à Washington. Pour un bénéficiaire, il faut n'avoir pas réussi pendant vingt-quatre semaines à trouver du travail, ou bien souffrir d'une incapacité physique, ou bien être âgé et sans retraite. Chacun défend à son tour son droit, tout se discute comme un véritable procès, avec un goût de l'argumentation, une passion dont nous n'avons pas idée en France. Les préposés à l'accueil contre-attaquent au mieux de leurs possibilités dialectiques, essaient de parler au plus juste.

Le portrait est cruel, implacable. Theodore Dreiser et Upton Sinclair ne l'auraient pas désavoué. Cette fois, Frederick Wiseman a été très loin, sans hausser le ton, sans gauchir arbitrairement les règles du jeu, en laissant parler, protester, hurler les

quérailleurs, tous âges, toutes origines, toutes professions. Tel petit Blanc, investit un fonctionnaire de couleur dans les termes du racisme le plus éhonté ; telle jeune femme noire, venue appuyer une demande d'indemnisation pour sa mère, aort le grand jeu comme dans un film de Shirley Clarke ou de Daniel Schmidt. Chacun abat ses cartes en désespoir de cause.

Le spectacle, la mise en scène dirait-on volontiers, acquièrent une qualité kafkaïenne quand une jeune femme mince, alerte, chef de service, débordée par l'orage des questions, plique devant la caméra une crise de nerfs rentrée. Le délire s'installe, qu'il n'ait rien de la séquence finale avec cet intellectuel réduit à la mendicité, qui cite Godot et se vaine attente, jette sa rage au visage de l'ordre américain. Nous ne voyons à l'évidence qu'un aspect trop exemplaire d'un *Struggle for Life* (lutte pour la vie) qui ne pardonne pas aux faibles, aux ratés, aux malchanceux. On aurait voulu remonter aux causes, dépasser le constat épidémique.

« Je n'entreprends aucun travail préalable de recherche, explique Frederick Wiseman, la recherche c'est le tournage lui-même. Rien n'est mis en scène, j'appelle mes films des *réalités-fictions* : le travail de montage est exactement le même que pour un roman ou une pièce. »

LOUIS MARCOTTE.

★ Le Marais (P.O.).

Rock

Le bayou de Zachary Richard

La musique cajun exprime, par le cœur, par le ventre, la communauté des Acadiens de la Louisiane, qui, plus de deux siècles après avoir été chassés du Canada par les Anglais, ont su garder une cohérence ethnique, conserver intacte la qualité de vie liée à la nature, un parler hérité directement du vieux français des paysans normands et picards du dix-septième siècle, une énorme générosité, une conception de l'existence qui se définit assez bien par l'expression de Max Craig, un célèbre Cajun de Saint-Martinville : « Laissez le bon temps rouler. »

Dans les années 30, Joseph Falcon fut le premier à enregistrer des disques cajuns. Aujourd'hui, il y a encore beaucoup de vieux musiciens, comme Nathan Aspinou ou Merlin Fontenot, qui jouent les samedis matin à la radio de Mamou et les samedis soir au bal de la Poussière. D'autres (Jimmy Newman, Doug Kershaw) se sont exilés à Nashville. Mais Zachary Richard, né il y a vingt-cinq ans au nord de la Fayette, est l'un des rares jeunes Cajuns qui revendiquent fièrement sa communauté dans sa musique.

Un premier album de Zachary Richard, *Le Bayou des mystères*, vient de sortir. Il est orienté d'authenticité, plein de pureté dans sa musique neuve, qui cache une profonde blessure. Zachary Richard lui-même chante et joue de l'accordéon dans ce style cajun qui a reçu une influence noire — celle du blues.

Zachary Richard était à Paris lundi dernier, à la Vieille Grille. Il est reparti prendre des forces en Louisiane, mais viendra en mars au Stadium.

C.F.

★ « Le Bayou des mystères », 23 e Dist. G.B.S. E.S.C. 242.

En bref

Cinéma

« BLUE JEANS », de Hughes Burin des Rovers. — Capri, Billequet, Publicis Champs-Élysées, Paramount Opéra, Galaxie, Paramount Montparnasse, Convention Saint-Charles, Moulin-Rouge.

Comme dans *A nous les petites Anglaises*, des lycéens traversent la Manche pour perfectionner leur anglais. Parmi eux, le chahuteur traditionnel, le vantard, le délégué, et puis le romantique qui va revenir doucement meurtri de l'aventure britannique. Blessure du cœur due à l'initiation, à la cruauté d'un copain plus âgé en qui il avait cru rencontrer le « grand ami » dont on rêve à treize ans. Soufflure du

corps, traumatisme provoqué par les caresses que lui impose un de ses professeurs.

Il est dommage que Hughes Burin des Rovers, qui a de la sensibilité (et qui semble partir de souvenir du *Payot* des *Amis* et du *Montmartre de la Ville*), soit resté en deçà du vrai sujet du film. Pour dire la fragilité, la solitude d'un enfant en train de devenir un homme, il trouve des mots justes, des images éloquentes. Malheureusement, ces mots et ces images se perdent dans une chronique émaillée de gags usés et où les adultes sont uniformément ridicules et odieux. Julien, le héros de *Blue Jeans*, mériterait mieux que cet environnement conventionnel. Sa fraîcheur, sa naïveté et ses malheurs nous l'avaient fait aimer.

JEAN DE BARONCELLI.

U.G.C. ERMITAGE (motivées v.f., soirées v.o.) - REX (v.f.)
U.G.C. GODELINS (v.f.) - BIENVENUE-MONTMARTRE (v.f.)
CLUNY ECOLES (v.f.)

En v.f. : VERSAILLES Cyrano - PANTIN (Corrèze) - MONTREUIL
Méliès NOGENT Arlet - VILLENEUVE-SAINT-GEORGES Arlet
ARGENTEUIL Gammie - SARCELLES Les Fénêdes

WALT DISNEY
Productions présent

la folle
escapade

TECHNICOLOR © WALT DISNEY PRODUCTIONS

Théâtre

« FALSTAFF » A L'ODEON

Marcel Maréchal et Valère Novarina présentent la première partie de *Henry IV*, de Shakespeare, en y intégrant les scènes de la deuxième partie où figure Falstaff. Orson Welles, pour son beau film *Falstaff*, avait adopté ce même découpage.

L'adaptation de Valère Novarina est fidèle au récit, à ses incidences caennaises. La traduction rajoute le texte : celui-ci perd la ruse, les équivoques, les ruses mystérieuses de Shakespeare, mais il devient plus accessible à un nombreux public de 1977 : les paroles sont plus simples, et après tout cette adaptation n'a été faite que pour mettre en vedette le personnage de Falstaff, formidable clown, et pour servir à Maréchal un rôle en or.

Ce *Falstaff*, puisque telle est la nouvelle orthographe voulue par Novarina, s'annonce comme un succès enjoué, gai, dynamique : les Parisiens vont l'applaudir, après les Marseillais.

Marcel Maréchal remplit à pleine bord le gros rôle. Toutes les tonalités de mime et de phrases défilent, bien coulées, des plus méchantes aux plus calmes. Chat, souris, lion, tonnerre, c'est Falstaff se déchaînant d'un tant mieux sur les démons comme d'habitude vilains de Dominique Borg, que l'ondoyant Maréchal impose au reste de l'interprétation (vingt-cinq acteurs et actrices, s'il vous plaît) un jeu d'un seul bloc, classique.

Néanmoins, Jean Gascaldi (le prince) a des brusqueries, elle s'efforce de s'échapper vers les dérisions du rôle : le couple Falstaff-le prince, si chaleureux chez Shakespeare, en devient moins passionnel ; mais c'est imputable à Maréchal d'abord, dont le Falstaff, en aparté, fait feu de tout bois (ajoutant du petit et gros bois, il en manque), pour son propre plaisir et pour celui du public.

MICHEL COURNOT.

★ Odeon, 20 h. 30.

Festivals

Un carnaval aux Arcs

Un drôle de pot-pourri, ce « premier carnaval international des peiges », qui a commencé le 12 février aux Arcs pour s'achever samedi prochain. Comme s'il n'aurait pas à choisir ni entre les genres ni les publics.

Dimanche, sous un soleil torpé, s'étaient avancés les premiers masques de Mulhouse. Masques esquissés de gris, baissant le tam-tam et portant au cou une tête noire pendue à une énorme chaîne. Derrière, marchait la condamné à mort, vêtue de blanc, suivie des pingouins géants titubant dans la neige. On pouvait lire dans leur dos des inscriptions inattendues : « Votes R.I. votes P.S. votes P.C. » Puis il y eut le char de Metz, monté sur un traineau et transportant des souverains coloniaux, deux palmiers-dattiers, une Africaine et des mitrailleuses. Ensuite, les sorcières de Lille, géantes aux yeux crevés, aux visages pleins de pustules, qui effrayaient les enfants : Jeanne d'Arc et revenant du bûcher, talonnées par un percheron au galop tirant un char portant des femmes en blanc. Enfin, le boulangier de Malméd, des farfures, des gâteaux et des nœuds folâtres.

C'était joli, toutes ces couleurs qui glissaient dans la blancheur, et les gens applaudissaient les douze villes de France, de Belgique, d'Allemagne, d'Italie et de Suisse, qui étaient venues apporter là, entre les immeubles modernes de dix étages et les remonte-pentes, une image réduite de leur propre folie.

C'était joli, mais comment parler d'une animation culturelle quand elle s'apparente si ouvertement à une formidable opération de promotion ? Et les promoteurs n'avaient pas su choisir : en plus des défilés de chars, des masques et des ballets de feu dans la nuit et la neige, ils avaient organisé parallèlement des manifestations beaucoup plus mondanies. On avait fait venir directement de Paris, par un train spécial, une centaine de jour-

nalistes et de vedettes du théâtre, de la chanson et du cinéma pour suivre deux ou trois projections de films inédits, des spectacles de café-théâtre, tout le monde était venu gratuitement, les premiers étant censés découvrir les seconds au bénéfice de tout le monde, et de la station. Ce n'était plus une petite fête locale, mais le lancement savamment pensé d'une station modale pour cadres, avec des bala musqués le soir dans le plus grand hôtel des Arcs. Une fête ostentatoire, où le meilleur spectacle prenait une allure équivoque, comme si les traditions populaires, le travail solitaire des uns, l'humour des autres, ne servaient plus qu'à vendre des appartements.

On ne parlerait pas de cette opération publicitaire réussie, s'il ne s'était opéré cette sorte de glissement inquiétant de la culture. Mais, au milieu de la musique folle du groupe Via Brasil, des petits spectacles de café-théâtre « Pourquoi pas moi ? » (avec Catherine Allégret et Sylviane Grandjean) ou « Pardons, m'excusez » (avec Bruno Garcia), au milieu de la présentation des collections de Paco Rabanne, deux seuls spectacles échappaient à ce climat : les marionnettes du Guignol de Lyon et « Gros Cédric », avec Pierre Leenhardt (d'après l'œuvre d'Emile Ajar) : un humour de solitude absolue, exceptionnel. — C.F.

Une délégation de la section Provence-Côte d'Azur de l'Association pour le jeune théâtre (A.J.T.) a occupé le bureau de la direction régionale des affaires culturelles d'Aix-en-Provence lundi 14 février jusqu'à ce que les forces de l'ordre interviennent. Les manifestants ont été dispersés et ferait l'objet de poursuites. Ils demandaient un renforcement des interventions et, dans l'immédiat, une rencontre avec M. Wojak, directeur du théâtre au secrétariat d'Etat à la culture.

MERCREDI

PARIS - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MARIVAUX - CAPRI GRAND BOULEVARD - MOULIN-ROUGE - BOULMICH' - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT GALAXIE
Périphérie : ELYSÉES 2 - PARAMOUNT La Varenne - PARAMOUNT Orly - PUBLICIS
Défense : BOXY Val-d'Hyères - CYRANO Versailles - C2L Saint-Germain - MÉLIÉS
Montreuil - ALPHA Argenteuil - CARREFOUR Pantin - ARTEL Villeneuve-St-Georges

PARIS - PASSY - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MARIVAUX
CAPRI GRAND BOULEVARD - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT ODEON
PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT GALAXIE
et Périphérie

LE CHEF D'ŒUVRE DU CINÉMA COMIQUE

JOUR de FÊTE

UN FILM DE JACQUES TATI

SCÉNARIO ORIGINAL : JACQUES TATI - HENRI MARQUET
AVEC LA COLLABORATION DE RENE WHEELER
et GUY DECOMBLE - PAUL FRANKEL
UNE PRODUCTION FRED ORAN DISTRIBUÉE PAR PARAFRANCE

Italie

(06) 3684.

(0184) 79961.

Antilles, Grèce
internationaux.

Is-Tél 589 8980

OFFRES D'EMPLOI
"Placards encadrés" 2 col. et +
(la ligne colonne)
DEMANDES D'EMPLOI
CAPITAUX OU
PROPOSITIONS COMMERC.

La ligne 40,00
La ligne 16 45,76
42,00 48,04
9,00 10,29
70,00 80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER
"Placards encadrés"
Double insertion
"Placards encadrés"
L'AGENDA DU MONDE

La ligne 28,00
La ligne 16 32,03
34,00 38,89
38,00 43,47
40,00 45,76
28,00 32,03

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux



emploi régional

Le Gouvernement d'un Etat Africain Francophone en développement très rapide procède, avec le concours d'un Bureau d'Etudes spécialisé, à la Réorganisation et à la Modernisation de la Gestion Financière Publique.

pour assurer la TRANSITION entre l'ancien et le nouveau système, pour CONSEILLER et FORMER les Directeurs et Cadres Nationaux.

IL EST RECHERCHE POUR UNE DUREE VARIANT, SELON LES POSTES, DE DEUX A QUATRE ANNEES :

- Un Conseiller chargé de participer à la mise en place d'un système moderne de préparation du budget de l'Etat, en liaison avec le service des finances et de l'information, et à l'application des procédures standardisées et à l'information.
- Deux Conseillers pour la Direction du contrôle financier : le premier sera chargé de superviser le Directeur dans l'exécution de son rôle de contrôleur des dépenses et de l'information, et de l'application des procédures standardisées et à l'information, et de l'application des procédures standardisées et à l'information.
- Un second sera plus particulièrement chargé de former et d'entraîner les cadres du contrôle financier.
- Un Conseiller connaissant parfaitement les mécanismes de financement et les relations financières (négociations d'emprunts internationaux ou internationaux, suivi et consolidation de la dette publique, etc.).

Les personnes intéressées sont priées d'adresser une lettre manuscrite et un curriculum vitae détaillé avec indication de leur rémunération actuelle et de leurs prétentions, en précisant la référence choisie, à : P. ROUSSEAU 584-CEGOS 33 quai Gallieni 92152 SURESNES qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

CEGOS

BECSA Belgian Engineers and Constructors s.a.
14/12/1976-10/02/1977

UN INGÉNIEUR CIVIL

techniquement polyvalent ;
10 ans d'expérience environ, orientée vers les fondations et la réalisation d'ouvrages complexes ;
connaissance de plusieurs langues appréciables ;
anglais indispensable (lu, parlé, écrit) ;
travail en étroite collaboration avec des responsables de haute technicité ;
déplacements fréquents possibles, de courte durée, dans un pays en voie de développement.

Les candidatures seront traitées confidentiellement. Adresser curriculum vitae et prétentions à : BECSA, Service du Personnel, square Pré-Océan 7, 1950 Bruxelles (Belgique).

NORDON et Cie
recherche pour le compte de sa filiale de **SÃO PAULO (Brésil)**
(2.500 personnes) spécialisée en **CHAUDRONNERIE ROYENNE ET LOURDE**
MONTAGE ET ENGINEERING

UN INGÉNIEUR
ayant formé et expérimenté en GESTION qui sera en position d'**ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
chargé entre autres de la **DIRECTION FINANCIÈRE** et de la **GESTION DE LA SOCIÉTÉ**
Séjour préalable maison-mère en France

NORDON & Cie
9, avenue du XX^e Corps
54 000 NANCY

La faculté des Lettres de l'Université de Bayreuth (R.F.A.) ouvre une inscription en vue de pourvoir les postes de :
— Professeur de langues et littérature anglaises ;
— Professeur de langues et littérature romanes.
Entrée en fonction le 1^{er} octobre 1977. La possession d'un doctorat d'Etat, de publication, ainsi que l'expérience de l'enseignement universitaire sont requises. De plus, les candidats doivent être prêts à participer au projet de recherche regroupant toutes les disciplines et ayant trait aux pays africains de langue française ou anglaise en vue de former les étudiants qui envisagent d'exercer une profession dans les pays africains.

Veuillez adresser votre candidature et les documents requis (C.V., liste des publications, des cours, etc.) avant le 30-3-1977, à :
Prof. Dr. Walter Universität, Bayreuth Postfach 3008 D-8580 Bayreuth (R.F.A.).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour **OUTRE-MER**
UN AGENT TECHNIQUE
B.T.S. OPTIQUE

Dégage obligations militaires.
Nationalité française exigée.
Ecr. avec C.V. dét. et prêt. à n° 522, Contes Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

ENGINEERING INDUSTRIEL - OUTRE MER
L'une des toutes premières sociétés d'Engineering, siège à BRUXELLES, recherche pour la réalisation d'un important complexe industriel en

IRAK
INGÉNIEURS DE TRAVAUX
Formation Grande Ecole, possédant une expérience dans les spécialités suivantes :
— GÉNIE CIVIL, — ÉLECTRICITÉ, — MONTAGE D'ÉQUIPEMENTS (structures, chaudronnerie, tuyauterie, machines tournantes, électricité, instrumentation, etc.)

INGÉNIEURS SECURITE
Responsables hygiène et sécurité du travail sur le chantier, ayant une solide expérience dans le domaine de la prévention et de la législation du travail.

DIRECTEURS DE CHANTIERS
Bâtiment et Équipements Industriels. Ingénieurs de formation et possédant une expérience confirmée de la conduite de chantiers importants.

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS
— CHEF COMPTABLE, — CHEF DU SECRÉTARIAT, — RESPONSABLE SITUATIONS DE TRAVAUX.

DESSINATEURS - PROJETS
Expérimentés dans l'une de ces spécialités :
— GÉNIE CIVIL, — TUYAUTERIE, — ÉLECTRICITÉ, — MONTAGE D'ÉQUIPEMENTS (structures, chaudronnerie, tuyauterie, machines tournantes, électricité, instrumentation, etc.)

Pour l'ensemble de ces postes les candidats devront justifier d'une solide formation de base et d'une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire. L'expérience de grande chantier à l'étranger serait très appréciée. La maîtrise de l'Anglais est indispensable. Séjour de 3 ans en IRAK avec contrat, salaire et avantages liés à l'expatriation.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant le poste choisi, avec C.V. détaillé sous référence 300 à notre Conseil

algos
Association Lyonnaise d'Ingénieurs Conseils
Rue de Champagne, 69130 ECULLY.

CONSEILLERS D'ENTREPRISE

Pétrochimie
Phytosanitaire
Plastiques

Pneumatiques
Marketing
Finance

Notre commission recherche, dans le cadre d'une très importante étude de développement industriel et commercial à l'étranger, plusieurs conseillers d'entreprises de très haut niveau. Les candidats retenus, de formation supérieure, devront pouvoir justifier d'une expérience réussie d'au moins une dizaine d'années, dans l'une des spécialités suivantes : finance et contrôle de gestion, marketing et distribution en ce qui concerne la pétrochimie, les matières plastiques, les produits phytosanitaires, pneumatiques, etc... Les candidats se verront offrir une rémunération élevée correspondant aux exigences importantes requises par ces postes, et d'autres avantages. Veuillez envoyer votre curriculum vitae et vos prétentions sous la référence M 721 à Monsieur Michel SOYER, 8 bis, avenue Vion Whitcom 75016 Paris. La plus grande discrétion dans l'examen des candidatures vous est garantie.

FOUGEROLLE

GROUPE T.P. BATIMENT INTERNATIONAL
recherche pour **L'AFRIQUE FRANCOPHONE**
UN DIRECTEUR ADJOINT ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Les candidats seront :
— de formation supérieure ;
— spécialistes des problèmes comptables ;
— particulièrement expérimentés dans les domaines de l'organisation administrative et comptable.

Expérience Outre-Mer appréciée.
Avantages expatriation - Logement meublé.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf. 52 - Services Recrutement 3, Avenue Morane Saulnier 78140 Vélizy-Villacoublay

We are the European Medical Division OF CORNING GLASS WORKS

A large U.S. multinational Corporation We develop manufacture and market in-vitro diagnostic materials and instruments for the clinical laboratory.

CLINICAL MANAGER

of either sex, who will report directly to the business manager, clinical instruments and be responsible for all technical aspects of sales and marketing.

The manager will be based in our head office in HALSTEAD (Essex) some 80 km from London.

responsibilities will encompass definition of technical needs of markets ;
liaison with professional organizations ;
evaluation of market opportunities and training policy for distributors and customers.

Candidates should be graduates with quality experience in clinical chemistry specifically in electrolyte and blood gas measurement. Business experience would be particularly relevant.

A good command of English and French is necessary.

The job will entail some international travel.

An excellent salary and terms will be negotiated for this senior appointment. Financial assistance will be given with relocation costs where appropriate.

Send C.V. + photograph + references + salary requirements to C.A.P.I.C., 15, rue Voltaire, 75002 PARIS sous n° 77034

CONSORTIUM INTERNATIONAL TRAVAUX PUBLICS RECHERCHE POUR TRÈS IMPORTANT CHANTIER

AFRIQUE FRANCOPHONE

CHEF LABORATOIRE SOLS ET BÉTON

expérimenté exerçant tous effets plastiques et spéciaux. Poste intéressant pour candidats dynamiques, sachant faire preuve d'initiative.

Régime et avantages habituels contract expatriation.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 4200 à FOURDANIEL, 20, rue Richer, 75441 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE CHAMBERY
recherche pour créer son service de **Promotion Industrielle**

un assistant en gestion industrielle

qui aura pour mission :
— l'étude et le diagnostic d'entreprises ;
— l'animation de la sous-traitance et de façon plus générale l'action collective inter-entreprises ;
— la mise au point et éventuellement l'animation d'actions de formation pour des responsables de P.M.I.

Ce poste peut convenir à :
— candidat 30 ans minimum ;
— Ingénieur de formation (AM, ENSI...) ou formation technique équivalente ;
— ayant une formation complémentaire à la gestion ou expérience dans ce domaine ;
— ayant quelques années d'expérience industrielle ;
— disposant d'un esprit d'initiative, de solides qualités d'animateur et d'un excellent contact humain ;
— capable de s'intégrer rapidement dans une équipe de travail et d'y travailler efficacement.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 618 à

CEFAGI
88 avenue Kléber
75184 Paris Cedex 16

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

DIVISION SEMI-CONDUCTEURS
recherche

INGÉNIEUR

Chargé de la promotion des produits M.O.S. dans le domaine de la logique.

RESPONSABILITÉS :
— apporter le support technique au service commercial ;
— assurer le cahier des charges clients ;
— définir les produits nouveaux et la stratégie commerciale du produit (marchés, prix, etc.) ;

FORMATION :
C'est un électronicien connaissant bien le domaine de la logique et les circuits M.O.S.

Une formation complémentaire en gestion commerciale serait appréciée.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Lieu de travail : VILLENEUVE-LOUBET (près de Nîmes).

ti

Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V., photo et liste de références à :
Mme LE GUET
s/réf. SCM 2774-1
B.P. 100
T.I.F. Boite Postale 5
06270 VILLENEUVE-LOUBET.

Société Agro-Alimentaire en pleine expansion
recherche

COLLABORATEUR
30 ans minimum, chargé du **RECRUTEMENT**

PERSONNEL COMMERCIAL :
Représentants et Cadres Post-Ventes.
Devont s'intégrer dans un service à "Promotion", à l'échelle nationale à certaines régions ;

— COMPÉTENCE :
— DISCIPLINE.

Le poste est à pourvoir dans une ville côtière de Bretagne. Salaires avantageux références.

Merci d'adresser votre C.V. dét. et photo à n° 522.

COFAD
40, rue de Chabrol 75010 Paris 10

RIVOIRE & CARRET
recherche pour ses usines

JEUNES CADRES

NOUS DEMANDONS :
— NIVEAU D.E.C.S. - Sup. Co comptabilité ;
— Expérience minimum 2 à 3 années en Usine ;
— Capacité à prendre des initiatives ;
— Efficacité dans le service rendu ;
— Personnalité affirmée.

Si vous êtes intéressé, envoyez C.V. complet, photo et prétentions à RIVOIRE & CARRET, Relations du Travail - Boite Postale 518 - 13219 MARSEILLE CEDEX 01. Discretion absolue assurée.

Ingénieur et Architecte

Recherche pour un poste de Ingénieur et Architecte dans une entreprise de construction et de rénovation.

Ingénieur

Recherche pour un poste de Ingénieur dans une entreprise de construction et de rénovation.

Ingénieur

Recherche pour un poste de Ingénieur dans une entreprise de construction et de rénovation.

Ingénieur

Recherche pour un poste de Ingénieur dans une entreprise de construction et de rénovation.

Adjoint au Chef

Recherche pour un poste d'Adjoint au Chef dans une entreprise de construction et de rénovation.

ETABLISSEMENT BASSE NORMANDE

des assist en gest industr

Recherche pour un poste de assist en gest industr dans une entreprise de construction et de rénovation.

CEFAGI

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE région LANGUEDOC

CHEF COMPTABLE

Recherche pour un poste de Chef Comptable dans une entreprise de construction et de rénovation.

UN INGÉNIEUR

Recherche pour un poste de Ingénieur dans une entreprise de construction et de rénovation.



emplois régionaux

vallourec

1^{er} Transformateur d'Acier en France

Ingénieur Développement et Améliorations

Responsable des études, travaux, méthodes, outillages, chargé du développement et de la diversification de l'activité de forgeage auprès de clients potentiels français et étrangers.

Quelques années d'expérience : bureau d'études, ou fabrication, ou entretien - Connaissances en métallurgie, mécanique, électricité.

Anglais indispensable - allemand souhaité - Poste basé en usine à Valenciennes (Nord).

(réf. 18-76/A)

Ingénieur Promotion

Promouvoir, avant prise de commande, des produits de haute technicité destinés au FORAGE du PETROLE - Conseiller techniquement les décideurs : Sociétés Pétrolières - Sociétés d'Équipement de puits de pétrole.

Contacts à haut niveau - voyages fréquents. Expérience indispensable de 3 à 6 ans comme Ingénieur Pétrolier, à l'étranger.

Excellent anglais - même technique. Nationalité indifférente.

1ère affectation à Paris - Possibilité transfert pays étrangers ultérieurement.

(réf. 50-76/A)

Ingénieur de Chantier

Assistance technique, après-vente sur chantiers, des utilisateurs de produits très techniques destinés au forage du pétrole - Sens du service comme praticien et non comme théoricien.

Séjours fréquents sur plate-formes pétrolières.

Au moins 10 ans d'expérience comme foreur, maître-sonneur, mécanicien de la marine.

Excellent anglais - même technique - Nationalité indifférente.

Poste basé en usine à Aulnoye (Nord).

(réf. 52-76/A)

Ingénieur Technico-Commercial

Analyse des besoins des clients et propositions de solutions techniques, recherches de marchés nouveaux. Ventes de pièces spéciales sur devis en France et à l'étranger - Gestion des affaires en cours -

Quelques années d'expérience de la vente de produits industriels. Connaissances en Marketing -

Anglais parfait et si possible allemand.

Poste situé un an en usine près de Maubeuge pour formation, puis basé à Paris. Fréquents voyages.

(réf. 40-76/A)

Adjoint au Chef du Personnel

Pour succéder, en matière sociale, le chef du personnel d'une usine de 3.200 personnes : améliorations des conditions de travail, recrutement, participation à l'élaboration de la politique de Formation.

Expériences de quelques années de la fonction au sein d'une unité de l'Industrie Lourde.

Bonnes connaissances de la législation sociale.

Poste basé à l'usine d'Aulnoye (Nord).

(réf. 45-76/A)

Adp. lettre man. + CV + photo + rém. sous réf. correspondante à Mme Varène

vallourec 7 Place du Chancelier Adenauer - 75116 PARIS.

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

Très importante société production et pose matériel étanchéité et couverture T.P. et bâtiment à STRASBOURG rech.

parlant l'allemand couramment. Deux ans d'expérience labo.

Formation : E.N.S.C., E.N.S.I.C. maîtrise chimie ou similaire.

FONCTION : Etude et développement nouveaux produits, supervision d'un groupe de travail de laboratoire moderne.

Possibilité d'évolution. Poste stable à larges initiatives.

Adressez C.V. détaillé à

SEITEC

Conseil en Recrutement, 67009 STRASBOURG CEDEX, sous référence 669.

Une aménabilité grande série plus de cinq cents personnes en expansion région Est recherche

JEUNE TECHNICIEN MÉTHODES

B.T.A.-D.I.T. 7 ans min. ou sim. cinq ans expérience méthodes cartillage, Automatisation.

MISSION : Conseiller direct du chef de services méthodes pour la mise au point et la validation de nouvelles unités industrielles. Déplacement, moyenne durée à l'étranger.

Une bonne connaissance de l'allemand est indispensable.

Adressez C.V. détaillé à

SEITEC

Conseil en Recrutement, 67009 STRASBOURG CEDEX, sous référence 669.

Cherchez :

DIRECTEUR RÉGIONAL ALSACIEN

— Sérieuse formation comm. — Expér. du bâtiment souhaité.

Env. C.V. avec photo n° 76.530

Contesse Publiée, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, à 7.

Pour 1^{er} moyen importance fabrication et montage matériel Hydro-Électrique introduite pays en développement

recherche. Pour service support (Assistance technique, suivi d'installations, prospection technique-commerciale)

INGÉNIEUR

Expérience pays concernés (20 % déplacements). Bon angl., excellent savoir-faire, contacts nombreux. Adres. C.V. manuscrit + photo + photo + salaire actuel. Réf. 7702 à PAULE DELORME, 24, r. de la Scellerie 37000 TOURS. Tél. (47) 05-41-54.

Pour 1^{er} fabricant matériel frigorifique et équipement rech.

COLLABORATEUR

Capable de contrôler et améliorer la production. Connaissances approfondies en matière de conditionnement agricole exporté. Références : 7702 à PAULE DELORME, 24, r. de la Scellerie 37000 TOURS. Tél. (47) 05-41-54.

Adres. C.V. manuscrit + photo (retournée), présentations à : C.V. 15000 ST FLORENT SUR CHER

Important Société

St Florent sur Cher, 15Km de Bourges, recherche

CHEF DE SERVICE

crédit clients et recouvrements

Il sera responsable :

— du contrôle crédit clientèle

— du recouvrement des créances

— de la comptabilité clients (15.000 comptes sur ordinateur)

— Plusieurs années d'expérience connaissance clientèle grande distribution souhaitée.

Position cadre, situation stable et d'avenir. Environnement agréable.

Adressez CV manuscrit, photo (retournée), présentations à : C.V. 15000 ST FLORENT SUR CHER

BP 32 - 15400 ST FLORENT SUR CHER

IMPORTANTE ENTREPRISE FABRICATION ALIMENTS DU BÉTAIL RÉGION OUEST

Recherche

CHEF DU SERVICE ACHAT

MATIÈRES PREMIÈRES

Expérience dans ce domaine exigée. Connaissances de la langue anglaise souhaitée.

Env. C.V. et présentations au n° 8.397 à la

Monde Publi. 5, rue des Italiens - 75277 Paris-9^e, qui transmettra.

La Société d'Engineering d'un important groupe industriel du secteur public cherche un

ingénieur d'affaires

170.000 F +

capable de prendre en charge sa

Direction Commerciale France et Export

Ce poste convient à un ingénieur diplômé (AM, Mines, Centrale, X...).

L'importance des affaires traitées (usines clés en main) nous conduit à chercher un homme tenace et de sang-froid.

C'est un homme accoutumé aux contacts commerciaux à haut niveau, ayant derrière lui un vécu industriel suffisamment diversifié pour être un négociateur crédible.

Il parle l'anglais et si possible l'espagnol ou l'allemand.

Le poste est basé dans une ville moyenne du Nord de la France.

Les candidatures seront traitées de façon confidentielle par Ch. BLEU sous réf. 123 LM.

AT. EXANDRE TIC S.A.

2, rue G. DE CHATELAIN - 69000 LYON

PARIS-LYON-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

500000000 de C.A. recherche

UN INGÉNIEUR

DEBUTANT

pour son bureau d'étude calcaire

De formation A.M. ou INSA ou équivalente, Langue étrangère appréciée.

Goût du travail en équipe.

Poste situé à LYON.

Env. C.V. sous n° 96.915, CONFESSE Publiée, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra

offres d'emploi

offres d'emploi

Importante Société industrielle SUD-EST

SPECIALISÉE FABRICATION DE MATÉRIEL DE LAVAGE GRANDE RÉPUTATION EN PARTICULIERS GRUES AUTOMOTRICES ROUTIÈRES

1 VENDEUR CONFIRMÉ

IL LUI SERA ASSURÉ : — un fixe important ; — la possibilité de réaliser un quota sur sa zone ; — le remboursement de ses frais (hôtel + voiture).

IL LUI EST EXIGÉ : — du dynamisme ; — une parfaite connaissance du matériel ; — résidence dans grande ville de la zone ; — voiture particulière.

Envoyez dossier de candidature comportant C.V. détaillé + photo au n° 8418 « LE MONDE » Publiée à 5, rue des Italiens, 75277 PARIS (9^e), qui transmettra. Il sera répondu à toutes candidatures.

Centre National Translution Sanguine, 4, rue Alexandre-Cabanel, Paris 15^e, recherche pour les Orsay (91)

TECHNICIEN

DE GESTION, possédant D.U.T. Connaissance anglais écrit. Etudes des coûts, préparation des programmes de fabrication, etc. Salaire brut annuel 40.000 F.

TECHNICIENNES

DE LABORATOIRE, possédant D.T. et B.T.S. Salaire brut annuel 33.500 et 36.500 F. Adr. C.V.

St importante appareil médicaux recherche

RESPONSABLE

CONTENTIEUX ET RECOURS

DE CRÉANCES

Ecr. avec C.V. et présentations à : M. P. LICHOU S.A., 10, rue de Valenciennes, 75001 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

SFICA

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS CONSEILS SPÉCIALISÉE DANS LES PROBLÈMES DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION D'IMMEUBLES DE BUREAUX ET DE LOCAUX INDUSTRIELS

recherche dans le cadre de son plus de développement

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

directement rattaché au Directeur Général

• ayant au minimum 5 ans d'expérience professionnelle

• capable de mener des négociations à haut niveau

• ayant le goût du travail en équipe

• soucieux d'être jugé sur ses résultats.

Une expérience dans le domaine de l'ingénierie ou du conseil serait utile ; formation supérieure souhaitable.

Envoyer CV et présentations à SFICA

44, rue des Petites Écuries 75010 PARIS

Société PERI-INFORMATIQUE

appartenant à un grand groupe industriel recherche

INGÉNIEUR d'études

90.000 F +

• Formation A.M. ou Grande École équivalente ou formation électronique

• Inventif, esprit ouvert et de synthèse

• Connaissances approfondies de l'informatique (hard et soft)

• Anglais exigé

• Lieu de travail : banlieue sud de Paris

• Il sera responsable d'un nouveau produit complexe IBM.

Les candidats sont invités à adresser leur CV, photo et 2 salaires actuels sous réf. 02 au Cabinet Claude VITET, 2, rue Harcourt 75001 Paris.

Direction assurée.

assistants chefs de produits

BSN-Gervais Danone, premier Groupe alimentaire français, dans le souci de préparer l'avenir propose de former au marketing des produits de grande consommation des HEC, ESSEC, ESCP, MBA, débutants.

Au sein de la Direction Marketing d'une Société Alimentaire, associés aux activités d'un chef de produits, ils aborderont les différents domaines de la vie des produits : marché, plan-budgétaire, production, packaging, publicité, promotion, vente-distribution, recherche-développement. Les responsabilités concrètes qui leur seront confiées leur permettront de développer et d'apporter la preuve des compétences et qualités nécessaires à leurs futures fonctions de chef de produits.

Des stages dans la vente où le marketing grande consommation seront des compléments appréciés à une formation initiale de haut niveau.

BSN-Gervais-Danone souhaite retenir des candidats présentant un fort potentiel de développement personnel et professionnel.

Adressez votre candidature avec curriculum vitae détaillé, en précisant clairement vos impératifs géographiques, sous réf. A.C.P. à BSN-Gervais-Danone - Direction de l'Enseignement - 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn.gervais danone

INSTRUMENTS S.A.

recherche pour son

DEPARTEMENT PHYSIQUE

2 CHEFS

DE PRODUITS

1^{er} MONOCHROMATEURS

2nd MICROSCOPIE

• Ils seront nécessairement INGÉNIEURS DIPLOMÉS D'UNE GRANDE ÉCOLE ou titulaires d'une MAÎTRISE SCIENTIFIQUE.

• Connaissance de l'ANGLAIS impérative exigée.

• Alternance appréciée.

• Ils devront justifier d'une expérience réussie de 3 ans minimum dans l'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE.

• Les postes requièrent des hommes dynamiques, efficaces, capables d'assurer la promotion et le développement d'une gamme de produits de classe internationale.

Adr. C.V. et photo récente à M. DER AGOBIAN

Jobin-Yvon

16-18, rue du Canal, 91180 LONGJumeau

Le commercial vous attire

Vous êtes jeune diplômé de l'enseignement supérieur où vous avez une expérience de la vente

INFRAPLAN Carrières

vous propose d'intéressantes possibilités d'avenir professionnel à Paris et en Province

Adressez-nous votre C.V. détaillé avec l'affectation désirée sous réf. X.143 à Infraplan Carrières, Tour de Lyon, 185, rue de Bercy, 75012 Paris qui vous répondra.

INFRAPLAN CARRIÈRES

LA SOCIÉTÉ PUBLICNESS

recherche pour son magazine 2000

un très bon vendeur d'espace publicitaire

LE CHEF DE PUBLICITÉ

(département photo ché)

recherche doit posséder, outre les qualités indispensables à la vente, une solide expérience dans la publicité, ainsi qu'une formation supérieure. Ce poste étant à pourvoir immédiatement.

Pour renseignements, appeler Jacques Ascher, Téléphone 323-97-91.

ATTACHE COMMERCIAL

Libre rapidement dans l'intérêt, si sérieux, possibilité prendre direction équipe.

Ecr. av. réf. n° 12.84 Centrale d'Annonces, 121, r. Réaumur-9^e.

offres d'emploi

IMPORTANTE COMPAGNIE D'ASSURANCES
RECHERCHE POUR PARIS

**ASSISTANT (E)
DU DIRECTEUR
DU PERSONNEL**

Ce collaborateur aura à prendre en main la responsabilité :
• des études relatives à la gestion du personnel (statistiques, tableaux de bord, rémunérations, bilan social, contrôle de la planification) ;
• de la réglementation et des procédures administratives du service.
Il préparera également les réunions avec les représentants du personnel.
Ce poste nécessite une formation supérieure (Sciences Économiques, Droit ou Sciences Politiques) et une expérience de 2 ans dans la fonction personnelle.
Les candidats devront être fortement motivés.

Envoyer C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle et date de disponibilité sous référence 943 à PUBLIPANEL, 20, r. Richer, 75441 PARIS CEDEX 09. Discretion absolue - Réponse assurée.

Société PERI-INFORMATIQUE
appartenant à un grand groupe industriel
recherche pour région sud-est de PARIS

**INGENIEUR
de production**

100.000 F +
• Formation CHIMISTE PEINTURE
• Connaissance des techniques de broyage et d'enduction
• 30 ans minimum
• Avant une bonne expérience réussie de la conduite d'atelier de fabrication
• S'agit d'un poste de chef de produit, responsable du développement technique des clients (recherche de nouveaux produits ou amélioration de ceux existants). Il reportera directement au Directeur de l'usine.

Les candidats intéressés sont invités à adresser leur C.V. photo et salaire actuel à : M. le Chef, Claude VITET, 2, rue Marceau 75001 Paris. Discretion assurée.

MATRA

recherche pour son Département Informatique du
Secteur Civil

INGENIEUR INFORMATICIEN

— pour développement de systèmes temps réel
— ayant 1 ou 2 ans d'expérience des microcalculateurs et de l'informatique temps réel (expérience MATRA 15 appréciée).
Réf. JRD 192

ANALYSTE PROGRAMMEUR

— pour programmation systèmes temps réel sur mini (expérience MATRA 15 souhaitée ou micro-ordinateur (expérience MATRA 15))
— ayant 3 à 4 ans d'expérience de la fonction.
Réf. JRD 193

Connaissances de l'anglais indispensables pour ces 2 postes.

Adresser CV et rémunération souhaitée en indiquant la référence

MATRA Monsieur KORFAN BP N° 1 - 78140 VELIZY

**CHEF DE SERVICES
COMPTABLES F90000**

La filiale française d'un groupe américain leader sur son marché, (distribution produits électroniques), développe ses activités et recherche un Chef des Services Comptables pour renforcer son équipe.
Basé à Paris et rattaché au Contrôleur, il sera responsable du bon déroulement des opérations comptables selon les normes américaines. Il mettra en place les procédures et effectuera le reporting mensuel. Il participera activement à l'information des opérations comptables.
Le candidat âgé de 28 ans minimum aura une bonne formation comptable, complétée par une solide expérience dans une société anglo-saxonne. La connaissance de l'anglais est impérative. Le poste offre des perspectives de carrière intéressantes pour un candidat de valeur.

Adresser CV détaillé à G.C. FULCONIS s/réf. M 5801 Tour Montparnasse 33, avenue du Maine 75755 PARIS CEDEX 15

ETABLISSEMENT FINANCIER
DE PREMIER ORDRE
ayant son siège social à PARIS

1 ANALYSTE FINANCIER

— 35 ans minimum ;
— ayant une expérience de contrôle de gestion en milieu industriel de l'ordre de 3 à 5 ans.

Le candidat devra posséder des connaissances comptables approfondies minimum niveau préliminaire d'Expertise comptable et de bonnes connaissances en matière de législation commerciale et fiscale.

Adresser lettre man. C.V. photo et prétentions, sous le numéro 2711 PUBLICITEZ REUNIONS, 112, bd Voltaire - 75011 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

etap

ENTREPRISE INDUSTRIELLE (BIENS D'EQUIPEMENT - 250 PERSONNES) LEADER NATIONAL DANS SA BRANCHE - VILLE SUD-OUEST - RECHERCHE

**DIRECTEUR
DE PRODUCTION**

Qui aura sous sa responsabilité les services fabrication, méthodes, achats, ordonnancement, entretien et sera également chargé du suivi de la sous-traitance.
Ce poste conviendrait à un ingénieur A.M. ou équivalent, ayant des connaissances solides en électromécanique et environ 10 ans d'expérience industrielle.

IL FAIT APPEL A DES QUALITÉS D'ANIMATEUR ET D'ORGANISATEUR.

Recrire sous référence YR 383 AM.

CEE

COMPAGNIE CONTINENTALE D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES
RECHERCHE DANS LE CADRE DE SA DIRECTION TECHNIQUE - MEAUX

**INGENIEUR
ÉLECTRONICIEN**

ÉTUDES, RECHERCHES, CONCEPTION
POUR EXTENSION DE SA GAMME DE RELAIS DE PROTECTION ÉLECTRONIQUES

Poste intéressant et élargissant qui peut convenir à diplômé B.S.E., I.S.E.P. ou école équivalente, 22 ans minimum, ayant 4 à 5 ans d'expérience mesure électronique.

Recrire sous référence OE 379 CM.

**CAP
SOGETI
SYSTEMES**

pour assurer son développement

1 INGENIEUR SYSTEME IBM

très compétent en systèmes VS, VM, ayant de bonnes connaissances sur les produits télécommunications IBM (connaissances de SNA et 200 appréciées).
Réf. 451

2 INGENIEURS

débutants, connaissant la programmation de micro-ordinateurs ou de terminaux intelligents (procédures de transmission).
Réf. 452

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

spécialistes des applications sur terminaux intelligents, type T.B.M. 3800, 2740, 3741 et 3760. Réf. 453.

3 ANALYSTES PROGRAMMEURS

expérimentés sur les machines suivantes :
— Mitré 185
— HB série 80
— I.B.M. (Assembleur, connaissances de D.L.I. appréciées).
Réf. 454

Les candidats intéressés enverront leur C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi à CAP/SOGETI-Systemes, 5, des Maréchaux, 75728 PARIS CEDEX 15.

SAF LA SOUDURE
AUTOGENE
FRANÇAISE
GROUPE AIR LIQUIDE

Recherche pour son service informatique à SAINT-OUEN L'AUMONE (95)

**ingénieur
système**

Il est nécessaire de posséder :
• Formation générale, niveau d'études supérieures
• Connaissance parfaite de la série H.B. 6.000/85 (GECOS, TDS, IDS).
• Réelle expérience de la fonction.
• Maîtrise des problèmes d'encadrement et d'organisation.

Ce poste présente des possibilités d'évolution intéressantes.

Faire acte de candidature en adressant C.V. et prétentions à

ORGAMATIC Conseil en recrutement
125, Bd Auguste Blanqui - 75013 Paris
Téléphone 336.41.22

IMPORTANTE ENTREPRISE
INDUSTRIELLE
recherche pour son Siège à Paris

CADRE INFORMATICIEN

HEC - Sup. de Co. Paris - ESSEC ou Ingénieur Grandes Ecoles avec une formation de gestion. Ayant au moins 2 ans d'expérience en informatique de gestion dans l'industrie et ayant participé à des projets de bout en bout. Il sera un des chefs de projets du service informatique de la Société.

Adresser CV sous référence 973 à :

GEDEV SÉLECTION
65 avenue de WAGRAM 75017 PARIS

offres d'emploi

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES ET
FISCAUX - GRANDE VILLE RÉGION RHONE-ALPES - RECHERCHE

JURISTE EXPÉRIMENTÉ

spécialisé en droit des sociétés

LE TITULAIRE DEVRA :

- avoir au moins 30 ans et 5 années d'expérience acquises de préférence en cabinet spécialisé ;
- être diplômé de l'enseignement supérieur (licence en droit au minimum).

IL AURA :

- à s'intégrer à une équipe de spécialistes du droit et de la fiscalité des sociétés ;
- à assurer progressivement un rôle de conseil auprès d'une importante clientèle nationale et régionale.

Poste offrant de réelles perspectives d'avenir.

Recrire sous référence ND 378 AM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALLEMANDE

TRANSPORTS ROUTIERS INTERNATIONAUX

RECHERCHE POUR DÉVELOPPER UNE

RÉCENTE IMPLANTATION EN FRANCE

(NORMANDIE)

CHEF D'AGENCE

Il aura à développer de manière importante cette agence dont le C.A. actuel est de quelques millions de francs, en contact avec une clientèle industrielle. Il sera également responsable de la gestion de son unité. Ce poste implique :
• une réelle expérience dans les transports routiers et la possession du certificat à la profession de transporteur ;
• un très solide dynamisme commercial et des qualités d'autonomie et d'initiative ;
• des connaissances en allemand.

SITUATION D'AVENIR, INTÉRESSEMENT POSSIBLE

Recrire sous référence MC 371 AM.

**jeunes
programmeurs**

1 à 2 ans d'expérience des Minisystèmes

Notre croissance passe par la création et le développement d'unités autonomes, MINISYS, département du Groupe INFORMATIQUE ET ENTREPRISE, est spécialisée dans le conseil et l'assistance aux P.M.E. et aux Grandes Sociétés décentralisées, pour le choix et la mise en œuvre des petits et moyens ordinateurs.

Nous cherchons pour cette équipe de Jeunes Programmeurs de formation Informatique (I.U.T., licence ...) déjà familiarisés avec les Minisystèmes (H.B. 61, I.B.M. 32 ...) par une expérience d'environ 2 ans.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence M.S. 1 à :

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE

Conseil en Recrutement

9, rue Alfred de Vigny 75008 PARIS

**INGENIEUR EN ORGANISATION
PARIS**

- Vous êtes Ingénieur Grande Ecole.
- Vous avez pu vérifier que l'organisation était bien votre voie car vous menez des Contrats depuis deux à trois ans.
- Vous désirez accroître le champ de vos connaissances et de vos responsabilités dans une équipe à taille humaine où la hiérarchie n'est pas pesante puisque fondée sur le savoir-faire.
- Vous mettez au premier rang l'honnêteté intellectuelle et la stricte défense des intérêts de votre client.

ORGACONSEIL

ORGANISATION ET CONSEIL D'ENTREPRISE

peut vous proposer une carrière intéressante, car son expansion l'amène à renforcer sa structure.

Si vous voulez en savoir davantage AVANT

MEME D'ÊTRE CANDIDAT, demandez une

documentation sous la référence 4.007 à :

F. DODOT - DODOT CONSEIL

27, rue Dombasle - 75013 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

- 7000 personnes - 17 usines - recherche

INGENIEUR DÉBUTANT

Grandes Ecoles (X - MINES - E.C.P.)

Désireux exercer à terme responsabilités

d'exploitation et prêt à accepter mobilité géographique et professionnelle.

Adaptation progressive à l'industrie et logement assurés.

Aptitudes à contacts humains nécessaires.

Recrire avec C.V. à n° 2076

EMPLOIS ET ENTREPRISES

18, rue Volney 75002 PARIS

LA BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTE

recherche pour Vincennes

ANALYSTE - PROGRAMMEUR

— diplômé études supérieures (type MIAG) ;

— bonne connaissance du FORTRAN ;

— petite expérience industrielle.

PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

— solide expérience de l'assembleur IBM 370 ;

— connaissance du LOGO/31 appréciée.

Goût du travail en équipe - Personnalité jeune. Sens des responsabilités.

Envoyer C.V. par tél. sup. Mlle Langrou, 385-38-44, BRED, 5, avenue du Châtelet, 93400 Vincennes.

offres d'emploi

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ

RECHERCHE

JEUNES INGÉNIEURS

Débutants ou quelques années de pratique

pour SERVICES D'ÉTUDES

PARIS et PROVINCE - R&D. Etudes

Formation scientifique générale : intéressés par l'étude et la recherche appliquée.

DIPLOMES DE BASE exigés impérativement :

E.C.P. - A.M. - Mines de Paris - Sup. Aéro - Moteurs - ENSTA

pour SERVICES INFORMATIQUES

PROVINCE : R&D. Informatique

Formation scientifique générale, désireux de débiter leur carrière dans d'importantes services informatiques, comme analystes.

DIPLOMES DE BASE exigés impérativement :

E.C.P. - R.S.E. - Mines de Paris - Sup. Aéro - A.M. - ENSCMAG - ENSTA

Large possibilité de formation et de carrière dans un groupe de tout premier plan.

Envoyer dossier de candidature à REGIE-PRESS, sous la référence n° 582.804

85 bis, rue Beaumour - 75002 Paris, qui transmettra.

INGENIEUR POSITION II

Formation E.N.S.A.M. ou équivalent, possédant 2 ou 3 années d'expérience en FABRICATION.

Il sera chargé, dans le cadre du Service Méthodes, de l'organisation d'unités de production.

Connaissances en gestion souhaitées.

INGENIEUR DÉBUTANT

double formation : technique (grande école) et gestion.

Il participera à la planification des commandes d'un département comportant une dizaine d'usines.

Adresser C.V. (avec photo) et prétentions à

No 98433 CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

SOFINCO BANQUE PRIVEE

LA HENIN TROADERO

recherche pour son département

Informatique IBM 370/158

bi-processeur réseau national

Télétraitement

**INGENIEUR
SYSTEME**

expérimenté (3 ans)

• connaissant M.V.S., le T.P. et éventuellement I.M.S.

• rémunération attrayante et possibilité certaine d'avenir.

Adresser curriculum vitae détaillé et commenté, photo et prétentions à

Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris, sous référence 33585

Le Département ETUDES TECHNIQUE-ECONOMIQUES d'une entreprise de développement industriel (banque DUTREY) souhaite rejoindre un

INGENIEUR ÉCONOMISTE

ayant un intérêt marqué pour la technique.

L'activité du département porte essentiellement sur l'évaluation de projets d'investissement nouveaux et de plans de développement correspondants, dans le secteur privé et public sur les analyses sectorielles, sur des scénarios dérivés et leurs conséquences prévisionnelles dans le secteur public.

Les ingénieurs intéressés enverront leur C.V., rémunération souhaitée, à n° 98.887 - CONTEXTE PUBLI-CTTE 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Il doit s'exprimer en anglais.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous référence 412/M

**DIRECTEUR
DES VENTES**

La filiale d'un Groupe Multinational recherche un professionnel confirmé, ayant l'expérience de la vente de MATÉRIEL MÉDICAL auprès des hôpitaux et cliniques de territoire national.

Réussite : il anime une équipe de promoteurs spécialisés, contrôle leur activité et leurs résultats, assure la bonne organisation du réseau, les actions de promotion, de lancement, d'information.

L'homme : C'est un professionnel de la vente ayant déjà mené une/ des équipes. Il connaît intimement les besoins hospitaliers français, leurs circuits et procédures.

Il doit agir avec dynamisme, autonomie et initiative, en commercialisant et en homme de développement.

Il doit s'exprimer en anglais.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous référence 412/M

9, rue Vigon 75008 Paris

peprim

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'ÉCONOMIE SAUVAGE

(Suite de la première page.)

Aux États-Unis, le froid intense provoque un véritable cataclysme économique. On n'avait jamais vu cela : la neige à Miami et — 25° à Chicago, la moitié de la récolte des légumes espérée en Floride détruite et le blé de la récolte californienne de citrons perdue. Près de deux millions de salariés sont mis en chômage technique (1), évalués les pertes à 8 milliards de dollars (la moitié de ce que M. Jimmy Carter voulait consacrer à la relance cette année). Les stocks de maïs et de gas naturel sont au plus bas, et le nouveau président a demandé aux Américains d'abaisser la température des locaux d'habitation à 18° dans la journée et à 15° la nuit.

Cette agression de la nature va-t-elle enfin convaincre le gouvernement américain qu'une politique de l'énergie un peu moins chaotique, un peu plus indépendante est aujourd'hui absolument nécessaire ? Ou l'on verrait

l'« économie sauvage », celle des temps où il fallait répondre à l'adversité au coup par coup, redonner ses chances à l'économie hautement élaborée.

La renaissance du troc...

Dans le domaine du commerce, l'affrontement du système monétaire international, la crise qui affecte certains pays d'Europe plus que d'autres (Italie, Grande-Bretagne), les remous autour du prix du pétrole, conduisent à retrouver également les traces d'une « économie sauvage ». Depuis quelque temps, on regarde avec beaucoup plus d'intérêt les contrats de troc. Certes le troc a jamais disparu complètement, au vingtième siècle, de la scène commerciale. L'U.R.S.S., à maintes reprises, a soutenu une politique commerciale fondée sur des « accords de compensation ». Ainsi, les gros contrats de construction d'usines, en Union soviétique, par l'industrie fran-

çaise, sont fondés sur ces principes.

L'Italie, après le voyage à Moscou de M. Arnoldo Forlani, ministre des affaires étrangères, pourrait bien obtenir, elle aussi, des fournitures d'hydrocarbures soviétiques contre des exportations de produits divers, ce qui permettrait une économie de devises en un temps où chacune d'elles compte.

Les pays en voie de développement, de leur côté, se sont eux aussi largement servis du troc. La Presse économique rappelait récemment (2) certains des accords bilatéraux signés en 1976 : 500 000 tonnes de pétrole par an livrées par l'Inde à l'Égypte contre achat de fer et d'acier indien par ce dernier pays ; achat de 400 000 tonnes de céréales à l'Argentine, le Venezuela lui livrait 150 000 tonnes de minerai de fer, ne payant comptant qu'une partie de ses exportations de céréales ; de même, la Chine a négocié avec le Japon un contrat d'échange « pétrole contre acier ».

C'est l'Iran, aujourd'hui, qui relance avec fracas l'idée de ce type d'accord, afin de tourner la difficulté née des démolitions de l'OPEP, où sa thèse du renchéris-

sement substantiel de pétrole a été battue en brèche. Le chah a proposé, on le sait, à la Grande-Bretagne de payer en pétrole la construction par des firmes anglaises de diverses installations industrielles. Dans la journée du lundi 14 février, un accord d'échange du pétrole iranien contre des biens d'équipement Krupp a été signé.

... et du boycottage

Une autre forme de l'économie sauvage est le boycottage. On l'a retrouvé récemment aussi sous des aspects divers. En France, nombre de consommateurs, au début du mois de janvier, devant la flambée des prix des légumes, ont refusé spontanément d'acheter, avant d'être encouragés par le gouvernement. Cette action a été payante bien que menée de manière assez timide.

Aux États-Unis, les associations de consommateurs, beaucoup plus « musclées », n'hésitent pas à prescrire de longues grèves des achats. Il en a été ainsi pour la viande et, beaucoup plus récemment, pour le café. Les commerçants ont, au reste, suivi le train. C'est ainsi qu'une chaîne de supermarchés, comprenant quatre-vingt-cinq points de vente dans

la région de New-York, a offert un bon de réduction de 20 cents sur l'achat d'un paquet de thé, de cacao ou de biscuits chocolatés, afin de détourner les acheteurs du café. Cette campagne de boycottage gagne maintenant le Canada, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale.

On a vu plus singulier : au-delà de cette lutte directe des consommateurs, des grèves d'usagers de services publics, pouvant déboucher sur la « désobéissance civile », certains citoyens réduisant collectivement les factures lorsque l'État augmente les impôts, les loyers ou les tarifs des services. C'est en Italie que le phénomène a pris une particulière ampleur. Un petit livre intitulé les Auto-réductions (3) vient de lui être consacré. Il rappelle notamment la lutte des ouvriers de Turin contre l'augmentation du prix des tickets d'autobus en août 1974, qui a contraint les autorités à revenir aux anciens tarifs.

Déjà, en mars 1973, des comités de travailleurs révoltés par les augmentations successives des tarifs d'électricité pour les particuliers, alors qu'ils restent beaucoup plus bas pour l'industrie, lançaient leur campagne d'« auto-réduction » sur le thème suivant : « Pour l'électricité, les prolétaires

payent 45 litres le kilowatt ; Agnelli paye... 10 litres. Payons tous comme Agnelli. » Au milieu de 1973, l'« autoréduction » est pratiquée dans une dizaine de quartiers de Rome, ainsi qu'à Ostie. Une action conjuguée des ouvriers des quartiers et de ceux de l'ENEL (équivalent italien de l'E.D.F.) est entreprise pour lutter contre les coupures de courant. Quelques exemples de ce style ont été également enregistrés en France.

Surtouts marginaux peut-être, comme le sont en ce moment en Italie et en Grande-Bretagne les occupations illicites de logements par des squatters, mais qui apparaissent comme autant de « chignots » d'une société aux jointures fragiles.

L'économie sauvage n'a pas dit son dernier mot. Il y aura toujours des défilés à la castrasse des plans, des modèles et des organisations. Ce qui n'a pas que des côtés déplorables. L'homme apprend ainsi qu'il n'est pas un démiurge, et qu'il doit mettre dans ses projets quelques pincées d'humilité.

PIERRE DROUIN.

(1) Voir le Monde du 1^{er} février 1977.
(2) Numéro du 21 janvier 1977.
(3) Christian Rougelo, éditeur, 190 p., 18 F.

CORRESPONDANCE

APPLIQUEZ LA « LOI DE GRESHAM »

Un lecteur danois, M. Niels Wisner, nous écrit :

En 1958, Sir Thomas Gresham, conseiller financier de la reine Elizabeth I^{re} et fondateur de la Bourse de Londres, formula la loi économique qui porte son nom et d'après laquelle, « lorsque dans un pays circulent deux monnaies dont l'une est considérée par le public comme bonne et l'autre comme mauvaise, la mauvaise monnaie chasse la bonne » (Grand Larousse). Cette constatation avait une importance évidente quand les monnaies étaient frappées en métaux précieux : on payait avec les monnaies de faible teneur en or et on gardait les belles pièces pour soi-même. Mais, depuis que les billets de banque ont remplacé l'or et l'argent, la « loi de Gresham » a cessé d'intéresser les économistes.

Or il est vraiment surprenant que jusqu'à nos jours aucun gouvernement ni aucune banque d'émission n'ait jamais utilisé la « loi de Gresham » comme un instrument financier en mettant en circulation des monnaies plus attractives que les monnaies ordinaires avec l'intention calculée de réduire le défilé de la circulation monétaire pour ainsi neutraliser une partie du pouvoir d'achat afin d'affaiblir les tendances inflationnistes.

LA REFONTE DU QUOTIENT FAMILIAL

M. Jean Truelle (Paris) nous écrit :

Le comité des usagers au ministère de la santé vient de proposer une refonte du quotient familial, destinée en principe à réduire les inégalités fiscales existant entre les familles plus ou moins nombreuses ou de diverses catégories sociales.

De quoi s'agit-il en fait ?

Pour dégager de nouvelles ressources permettant d'accroître les aides familiales accordées aux familles les moins favorisées, le comité suggère suivant des modalités d'ailleurs assez complexes — de supprimer les allègements d'impôt octroyés, par le jeu du quotient familial, à tous les contribuables chargés de famille.

Faut-il rappeler que le système du quotient familial a précisément été institué pour réduire — d'ailleurs de façon très incomplète — les écarts, autrefois considérables, entre le niveau de vie des célibataires, ou des ménages sans enfants, et celui des familles nombreuses ?

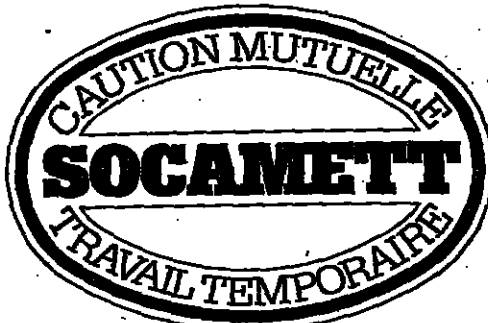
C'est un noble souci d'équité qui a en effet conduit le législateur à préserver, d'une façon générale, la dignité des hommes et des femmes qui donnent au pays leur enfant et assurent sa survie, et à leur épargner en particulier la comminution et même les sarcasmes de ceux qui, n'assurant pas ces mêmes charges, les écrasent de leur luxe insolent.

Ainsi, sous le prétexte fallacieux d'améliorer l'égalité des Français, on propose de rétablir la plus monstrueuse des inégalités, celle qui touche la famille !

Le moment n'est-il pas particulièrement mal choisi pour prendre de telles mesures rétrogrades ?

Travail Temporaire: les professionnels prennent leurs responsabilités.

Sous l'impulsion de l'**UNETT** (Union Nationale des Entreprises de Travail Temporaire), un grand pas vient d'être franchi. En effet, la loi du 3 janvier 1972 prévoit qu'en cas de défaillance d'une entreprise de travail temporaire, son client doit se substituer à elle et payer à sa place les sommes dues aux URSSAF et aux autres organismes sociaux, alors même qu'il aurait déjà réglé les services facturés par l'entreprise de travail temporaire. Pour éviter ce risque aux entreprises utilisatrices, un groupe important de professionnels du travail temporaire a décidé de leur offrir une garantie financière en constituant une société de Caution Mutuelle : la **SOCAMETT**. Désormais, avant de choisir votre entreprise de travail temporaire, assurez-vous qu'elle bénéficie de la caution de la **SOCAMETT** grâce à qui le recours au travail temporaire devient encore plus sûr.



* Société coopérative de Caution Mutuelle à capital variable régie par la loi du 13 mars 1917, agréée par la Chambre Syndicale des Banques Populaires sous le numéro F 475.

Veuillez nous envoyer votre documentation **SOCAMETT**.

Nom du demandeur : _____ Société : _____

Adresse : _____

Bon à renvoyer à **SOCAMETT-87, rue St-Lazare-75009 PARIS**

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75421 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.
36 F 135 F 252 F 330 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
136 F 353 F 525 F 690 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)
L. - BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 230 F 335 F 448 F

IL - TUNISIE
163 F 385 F 448 F 590 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Pour tous vos problèmes de Formation Continue il est utile de lire :

Entreprise FORMATION
organe d'information sur la formation permanente
édité par

le refuge formation
Renseignements : 246.92.51

ENTREPRISE et FORMATION
30, rue de Chabrol 75010 PARIS
Spécimen gratuit sur demande

nom : _____
adresse : _____

ou 233-44-21
postale 233-44-21

RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE
MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

AVIS D'APPEL D'OFFRES
77-0085/OPT/DGT/DPE/M

L'Office des Postes et Télécommunications de CÔTE-D'IVOIRE porte à la connaissance de Messieurs les soumissionnaires aux appels d'offres internationaux :

- N° 76-2349/OPT/DGT/DPE/M relatif à la fourniture et à l'installation d'équipements de transmission téléphonique et télégraphique.
- N° 76-2346/OPT/DGT/DPE/M relatif à la fourniture et à l'installation d'équipements de communication téléphonique et de télé-imprimés.
- N° 76-951/OPT/DGT/DPE/M relatif à la fourniture de matériel de réseaux téléphoniques.

Que les dates limites de dépôt des offres sont toutes reportées au 26 AVRIL 1977.

En ce qui concerne l'appel d'offres de réseau, il est précisé que les opérations de génie civil font également partie des éléments de soumission.

A cet effet, un nouveau cahier des clauses générales administratives et financières précises les conditions de soumission.

Tous les documents concernant l'appel d'offres du réseau sont disponibles à la Direction Générale des Télécommunications, Service des Marchés, ABIDJAN, à partir du 1^{er} FEVRIER 1977.

RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE
MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

AVIS D'APPEL D'OFFRES
76-2349/OPT/DGT/OPE/M

L'Office des Postes et Télécommunications de la Côte-d'Ivoire lance un appel d'offres à la concurrence internationale pour la fourniture et l'installation de matériel de transmission téléphonique et télégraphique.

Ce projet est financé par le Budget de l'Office des Postes et Télécommunications de la Côte-d'Ivoire et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.). Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés tous les jours ouvrables à la Direction Générale des Télécommunications, 2^e étage, Direction des Programmes et de l'Équipement, porte 17, tél. : 32-46-67, poste 14.

Les offres seront adressées ou remises sous double enveloppe à M. le Directeur Général des Télécommunications, Direction des Programmes et de l'Équipement, Bureau des Marchés, 2^e étage, Hôtel des Postes et Télécommunications, porte 17.

La lettre de soumission devra être timbrée sous peine de nullité des offres, qui devront parvenir au plus tard le 26 avril 1977, avant 12 heures.

RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE
MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

AVIS D'APPEL D'OFFRES
76-2346/OPT/DGT/DPE/M

L'Office des Postes et Télécommunications de la Côte-d'Ivoire lance un appel d'offres à la concurrence internationale pour « la fourniture et l'installation d'équipements de Communication téléphonique et la fourniture de Téléimprimés ».

Ce projet est financé par le Budget de l'Office des Postes et Télécommunications et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.).

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés tous les jours ouvrables à la Direction Générale des Télécommunications, 2^e étage - Direction des Programmes et de l'Équipement - porte 17 - téléphone 32-46-67, poste 14.

Les Offres seront adressées ou remises sous double enveloppe à Monsieur le Directeur Général des Télécommunications, Direction des Programmes et de l'Équipement - Bureau des Marchés - 2^e étage - Hôtel des Postes et Télécommunications - Porte 17.

La lettre de soumission devra être timbrée sous peine de nullité des offres qui devront parvenir au plus tard le 26 avril 1977 avant 12 heures.

RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE
MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

OFFICE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
Direction Générale des Télécommunications

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
du 26 avril 1977
N° 76-951/OPT/DGT/DPE/M

ARTICLE 1. — Dans le cadre de son programme d'expansion et de modernisation du réseau des Télécommunications, l'Office des Postes et Télécommunications lance un appel d'offres à la concurrence internationale pour la fourniture de matériels de réseaux téléphoniques.

Le programme est financé par le budget de l'Office et un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement. L'appel d'offres est ouvert aux fournisseurs de matériels de réseaux téléphoniques des pays membres de la BIRD et la Suisse.

ARTICLE 2. — Le dossier d'appel d'offres comprend :

- le cahier des clauses générales administratives et financières ;
- le cahier des clauses techniques générales pour les réseaux locaux ;
- le cahier des clauses techniques générales pour le réseau d'ABIDJAN ;
- le cahier des clauses techniques générales pour le réseau de l'intérieur ;
- le cahier des spécifications techniques particulières des câbles sous-marins d'ABIDJAN.

ARTICLE 3. — Le dossier peut être retiré tous les jours ouvrables à la Direction Générale des Télécommunications, Direction des Programmes et de l'Équipement des Télécommunications, place de la République de CÔTE-D'IVOIRE.

ARTICLE 4. — Les soumissions et offres devront parvenir à l'adresse précitée à l'article 3, au plus tard le samedi 26 avril 1977, avant 12 heures.

ARTICLE 5. — Les soumissionnaires sont tenus de se conformer à l'esprit et à la lettre du cahier des clauses générales, administratives et financières. Notamment aux stipulations des articles 12 et 15 dudit cahier des charges.

ARTICLE 6. — Tout en accordant une préférence à l'option A, l'Office regrettera toute soumission tendant à fausser ou modifier le contenu du cahier des charges.

LA VIE ÉCONOMIQUE

Le Monde THE TIMES LA STAMPA DIE WELT Europa

Éclaircie sur les monnaies

Le dernier mois a été fort mouvementé pour les monnaies et les taux d'intérêt. Un premier fait saillant est la remontée du dollar qui, comme le montre notre indice, s'est sensiblement appréciée par rapport aux cinq autres devises. En sens inverse, le deutschemark a reculé. C'est là un rééquilibrage de ces deux monnaies-clefs qui forment le pivot du système monétaire international. Nous en parlons déjà le mois dernier, mais nous ne l'attendions pas aussi vite. Il était indéniable après la glissade continue du dollar. En effet, par rapport au deutschemark, le dollar américain était passé de 2,00 DM le dollar en juin 1976 à 2,36 au début janvier 1977. Ce recul, contre lequel les banques centrales se sont efforcées de lutter, a été provoqué en grande partie par la baisse des taux d'intérêt américains, alors que les taux allemands, eux, sous l'influence de la politique restrictive de la Bundesbank, restaient plus élevés.

Voilà donc cette glissade stoppée, et même inversée. Le sentiment du marché a changé vis-à-vis du dollar, ce dernier étant favorisé, par ailleurs, par un arrêt de la baisse, sinon même une hausse de l'argent au jour le jour et du « prime rate ». Ainsi les trois banques américaines, la Morgan Guaranty Trust, la First National of Chicago et la Chase, qui avaient abaissé leurs taux jusqu'à 6 1/4 % en décembre, ont remonté à 6 1/4 % en janvier, s'alignant à nouveau sur les autres banques. S'agit-il d'un changement de tendance ou d'un simple réajustement technique à court terme entraîné par des tensions monétaires passagères ?

La réponse à cette question est importante, à cause des répercus-

sions sur les marchés financiers. On peut remarquer, sur notre tableau, que Wall Street, toujours très sensible, trop même, aux péripéties monétaires (1), est retombé en dessous du niveau fatidique des 1 000 du Dow Jones, et revenu à une tendance mensuelle négative.

Cette baisse apparaît certainement excessive, car, à l'exception de la vague de froid et de ses effets, les bonnes nouvelles économiques s'accumulent en ce moment et se traduisent notamment par une remontée du taux de croissance industrielle.

Pour en revenir à la monnaie, une pause des taux paraît souhaitable, même dans les cas heureux où l'Allemagne atténuerait quelque peu sa politique restrictive. En effet, comme le montre notre tableau économique, si les taux d'inflation demeurent limités à 4 % ou 4,5 % dans les deux pays forts, leurs déficits budgétaires restent importants, et celui des États-Unis risque même de s'accroître avec le nouveau plan de relance de M. Carter.

Par ailleurs, les exigences salariales se manifestent à nouveau avec vigueur en Allemagne. Prudence monétaire donc, mais il serait dommage que celle-ci, par le jeu des anticipations, se communique trop aux marchés financiers, en bloquant les investissements et en freinant à nouveau la reprise actuelle.

Ruée sur la livre

La deuxième fait saillant, qui d'ailleurs était largement amorcé, est l'effacement de la livre de deux des monnaies faibles, livre

et franc, et la réduction de leurs écarts avec les monnaies fortes. Cette amélioration se retrouve simultanément sur nos deux tableaux. Rapprochement des taux d'inflation (le français passant à 3 %, l'anglais à 16 %, alors que l'allemand remonte à 4 1/2 %) ainsi que des taux de salaires (l'anglais, surtout, qui descend à 11 1/2 %, et une réduction des déficits commerciaux. C'est pour la Grande-Bretagne et la France la fin du dérapage incontrôlé, mais ce n'est encore que l'amorce du « cercle vertueux ». En effet, le chemin de l'assainissement est beaucoup plus long sur la voie de l'économie que sur celle de la monnaie. Les gouvernements devraient y prendre garde, et éviter de se laisser griser par les miraculeux réajustements monétaires qui frappent toujours autant les esprits. Celui de la livre est vraiment l'un des plus étonnants que l'on ait vus.

On a constaté une véritable ruée de capitaux voulant profiter des taux d'intérêt qui restent encore à des niveaux de crise, alors que la monnaie anglaise est maintenant stabilisée pour un bon moment grâce au prêt du F.M.I. et à l'accord de Bâle, sans compter les espoirs suscités par le pétrole de la mer du Nord. Cette avalanche a fait monter la livre, les réserves de change, ainsi que la Bourse. Le gouvernement a essayé de la canaliser par des emprunts, tout en abaissant rapidement les taux d'intérêt. Ainsi, le Minimum Lending Rate (M.L.R.), qui était de 15 1/2 % à son point haut, est ramené rapidement à 14 1/2 %, puis à 14 1/4, 13 1/4, 12 1/4 et 12 1/4. Mais

la manœuvre n'a pas été facile, puisque l'afflux des prêteurs a provoqué un moment un tel resserrement des liquidités que la Banque d'Angleterre a été obligée d'en réinjecter en abaissant le taux des dépôts des banques de 3 1/2 à 2 1/2 %.

Une autre difficulté réside dans les taux encore très élevés des emprunts gouvernementaux, qui vont paradoxalement entraîner pour le Trésor une charge d'autant plus lourde que l'inflation recule plus vite.

En France, où on ne revient pas, certes, des mêmes excès, l'évolution est beaucoup plus lente et progressive : le taux au jour le jour reste maintenant en permanence au-dessus de 10 %, mais la baisse du taux de base n'est pas encore pour demain, la Banque de France se contentant, pour le moment, de résister aux banques pour ne pas l'augmenter.

L'Italie, elle, en dépit d'un léger recul de l'inflation et de rentrée de capitaux qui ont permis à sa balance des paiements d'être excédentaire en novembre et en décembre, reste à la limite. Sa situation monétaire et financière ne s'améliore toujours pas. Il lui manque encore une aide analogue à celle accordée à la Grande-Bretagne. Soutenir la livre, c'est aussi soutenir les conditions nécessaires pour pouvoir en bénéficier.

MAURICE BOMMENSATH.

(1) Il est par exemple étonnant de noter les réactions hostiles de Wall Street à des variations hebdomadaires de la masse monétaire sans grande signification.

LES CHIFFRES MONÉTAIRES ET FINANCIERS

	MASSE monétaire (1) Taux (1) de croissance annuelle	TAUX D'INTERET		POSITIONS DE CHANGE par rapport		BOURSE : tendances mensuelles (écart douze mois)
		Jour le jour	Prime rate (2)	au dollar (3)	à un panier de monnaies (4)	
Dollar	6 (6)	4 11/16	6 1/4	—	102,7 (102,5)	+ 4 % (+ 4 %)
Deutschemark	8 (8)	4 5/8	6 1/2	2,41 (- 1 %)	111,8 (112,6)	+ 1 % (+ 3 %)
Franc français	6 (12,5)	3 3/4	9,60	4,97 (9,5)	92,7 (92,5)	+ 3 % (+ 2 %)
Livre	6 (14)	12	13	1,71 (+ 1 %)	86,4 (86,4)	+ 8 % (+ 4 %)
Lire	(22)	15	20	883 (- 1 %)	79,8 (80,5)	+ 4 % (+ 15 %)

- (1) Il s'agit de la masse monétaire au sens strict, dite M1, corrigée des variations saisonnières sur trois mois (moyenne en rythme annuel et, entre parenthèses, sur 12 mois).
- (2) Le « prime rate » est le taux à court terme consenti aux meilleurs clients. Source : Morgan Guaranty Trust. Pour la France et la Grande-Bretagne, les chiffres ont été rectifiés.
- (3) Position récente et tendance mensuelle en pourcentage.
- (4) Le panier comprend les cinq monnaies plus le yen. L'indice 100 correspond à fin décembre 1975. Entre parenthèses : valeurs du mois précédent.

LES DONNÉES ÉCONOMIQUES

	CROISSANCE (1)		RESPECT DES ÉQUILIBRES ÉCONOMIQUES			TAUX d'inflation
	Taux industriels	Investissements	Taux (1) salaires	Déficit budget (2)	Solde balance commerciale (2)	
États-Unis	+ 2 %	+ 3 %	8 %	- 3,3 % (- 37 Md)	- 0,95 % (- 1,35 Md)	4,5 %
Allemagne fédérale	+ 5 %	+ 5 %	7 %	- 4,3 % (- 58 Md)	+ 3 % (+ 2,8 Md)	4 %
France	0 %	+ 3 %	14 %	- 2 % (- 38 Md)	- 4,3 % (- 5,4 Md)	8 %
Grande-Bretagne	+ 2 %	- 6 %	11 %	- 9 % (- 9,5 Md)	- 5,3 % (- 6,5 Md)	16 %
Italie	+ 5 %	- 10 %	22 %	- 10 % (- 1,940 Md)	- 3,8 % (- 4,15 Md)	15 %

- (1) Exprimées en rythmes annuels : croissance industrielle et investissements en volume, salaires horaires nominaux.
- (2) Exprimées en valeurs nationales (milliards de dollars, de deutschemark, ...) et en pourcentage du produit national brut. Pour le solde balance commerciale, nous avons indiqué entre parenthèses le chiffre mensuel moyen des trois derniers mois calculé FOB-CAR.

Pour vous et votre équipe de vente



HEINZ GOLDMANN
sera le 3 Mars 1977 à Paris pour une journée

COMMENT VENDRE VOTRE PRIX EN 1977

Renseignements et inscriptions
HEINZ GOLDMANN
Centre International de ventes
147, avenue Paul-Doumer
92500 RUELLY-MAISON
Téléphone : 977.92.54

Cédons l'une des plus importantes firmes françaises de cadeaux d'affaires et objets promotionnels, exceptionnellement introduite sur le marché, bénéficiant d'une vocation internationale pratiquement inexistante. Discretion assurée. Première lettre à C.T.P. n° 77-P, 11, r. Royale, 75008 Paris.

Pour votre DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL

NOTRE Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Venez nous téléphoner vos messages. Nous les télétransmettons. Vous recevrez vos messages par télex. Nous vous télétransmettons.
SERVICE TÉLEX
345.21.62 + 348.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Camera7 SONY CLUB OPERA audio
SOLDES ENORMES
PHOTO-CINE-SON-RADIO-TELE
Du 10 au 26 Février 1977 - 7 et 16 rue La Fayette 75009 Paris

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

LA FIXATION DES PRIX EUROPÉENS

La Grande-Bretagne, la Belgique et les Pays-Bas marquent leur opposition aux propositions de la Commission

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de l'agriculture des Neuf, réunis lundi 14 février à Bruxelles, ont en leur premier échange de vues sur les propositions de prix pour la prochaine campagne que vient de leur soumettre la Commission européenne (« le Monde » du 12 février). Ils ont arrêté leur calendrier de travail pour les semaines à venir : ils se retrouveront les 14 et 15 mars, puis pour la traditionnelle session marathon du 25 au 27 mars, afin que les prix puissent être fixés, comme il se doit, avant le 1^{er} avril.

De notre correspondant

appliqués par chacun des Etats membres dans les échanges, est considéré comme tout à fait indispensable pour les Pays-Bas. M. Bonnet a souligné lundi que, selon lui, les propositions de désarmement partiel des montants compensatoires qu'a faites la Commission constituent un minimum. Le ministre français estime en effet que le système actuel aboutit à gravement fausser les conditions de concurrence entre les agriculteurs de la C.E.E. « Nous serons intransigeables sur ce point », a conclu M. Bonnet.

M. Ertl, le ministre allemand, a constaté, de son côté, que la correction monétaire préconisée par M. Gundlach, pour prendre en compte la réévaluation de fait du mark, aboutirait, dans son pays, à un quasi-gel des prix en 1977-1978. Pour le ministre allemand, ce serait un effort excessif à exiger de ses agriculteurs, lesquels, malgré tout, subissent eux aussi les effets de l'inflation.

Les préoccupations des Anglais vont en sens inverse. Les effets conjugués de l'ajustement des prix communs, du rattrapage des prix anglais (1977 est la dernière année de la période de transition) et de la modification du « taux vert » de la livre sterling, ont entraîné une dépréciation subitane d'une hausse des prix agricoles supérieure à 16 %. Le ministre anglais a expliqué que cela se traduirait par une augmentation des prix à la consommation de plus de 4 % et compromettrait les efforts

entrepris pour lutter contre l'inflation. Les Anglais voudraient éviter le correctif monétaire (6,1 %) que veut leur imposer la Commission, mais qui est considéré comme d'autant plus nécessaire par les autres Etats membres que l'application du mécanisme des montants compensatoires au Royaume-Uni entraîne des dépenses considérables pour le Fonds européen agricole.

Les Néerlandais et davantage encore les Belges ne sont guère satisfaits du sort que leur a réservé la Commission (après correction monétaire, hausse moyenne des prix de l'ordre de 2,5 %). « Cela est à peine acceptable comme point de départ de la discussion », a déclaré M. Lavenex, le ministre belge. Il a réaffirmé que son gouvernement s'opposait à l'adoption du « prélevement de correspondance » destiné à résorber les excédents budgétaires en même temps le conseil ne déclinait pas d'appliquer une taxe équivalente sur les huiles végétales.

Pour faciliter l'approvisionnement du marché de la Communauté, le conseil a décidé de proroger jusqu'au 31 mars la suspension du droit de douane sur les importations de pommes de terre de primeur en provenance des pays tiers et jusqu'au 15 avril celle des droits normaux perçus sur les pommes de terre courantes.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

SALAIRES

SELON LA C. G. T.

Plus de 80 % des métallurgistes gagnent moins de 2 500 F par mois

En octobre dernier, 569 500 métallurgistes (21,6 %) gagnaient moins de 2 000 F par mois, et 1 543 000 (58,5 %) moins de 2 500 F. Parmi les dirigeants de la fédération des travailleurs de la métallurgie C.G.T., lundi 14 février, en complément de l'enquête publiée par leur confédération (« le Monde » du 12-14 février).

En un an, d'octobre à octobre, les salaires nets, après déduction des cotisations et des effets de la réduction de la durée du travail, se sont accrus, selon la C.G.T., de 12,1 %, alors que le ministère du travail a estimé cette progression à 14,4 %. Les cégétistes, qui vont envoyer prochainement au patronat de la métallurgie (U.I.M.M.) leurs revendications, réclament notamment la détermination de la grille de classifications à l'indice 160 au lieu de 140, soit un salaire minimum de 2 500 F par mois. Cette mesure, ont-ils précisé, intéresserait 1 025 100 salariés, dont 948 800 O.S., et donnerait un véritable contenu à « la campagne démocratique » du secrétaire d'Etat, M. Stoleru, en faveur des rémunérations des travailleurs manuels.

Après avoir affirmé que 150 000 métallurgistes ont participé la semaine

dernière à des manifestations ou débrayages et que des journées d'action étaient prévues, en liaison avec la C.F.D.T. (le 15 février en Gironde, le 16 dans la Loire, le 19 en Picardie, le 23 dans la sidérurgie, le 24 dans la machine-outil), les dirigeants cégétistes ont insisté sur l'importance des actions revendicatives en cours : il s'agit, ont-ils expliqué, d'un « large mouvement très diversifié, qui est adapté aux formes de lutte nouvelle des métallurgistes ». Les métallurgistes C.G.T. ont fait état de plusieurs succès, avec un accroissement du pouvoir d'achat ou une indication des salaires sur plusieurs indices nationaux (Narmer au Mans, Chantiers et Ventilateurs à Brest, S.N.T.C. à Saint-Denis).

LES FÉDÉRATIONS DE MINEURS ESTIMENT TRÈS INSUFFISANTES LES NOUVELLES PROPOSITIONS

Après un premier contact, en janvier, les syndicats et les directeurs des entreprises nationales se réunissent, cette semaine, à la discussion sur les salaires de 1977.

La direction des Charbonnages de France, a fait, le 14 février, de nouvelles propositions. La formule algébrique initiale aboutissait à une dévaluation du pouvoir d'achat d'environ 1 %, si les objectifs du plan Barre étaient atteints : progression de la P.I.B. de 4,5 % et hausse de l'indice officiel des prix de 6,5 %. A ces deux éléments s'ajoutait un troisième terme, exprimant les résultats spécifiques de l'entreprise.

Selon les nouvelles offres, le facteur des prix est corrigé par un certain coefficient. Avec une hausse de 6,5 %, le pouvoir d'achat progresserait d'environ 1,9 %. Mais, par exemple, avec une hausse de 8 %, cette progression ne serait plus que de 0,75 %. Un document exposant ces propositions va être envoyé aux fédérations de mineurs, qui feront connaître ultérieurement leur réponse par écrit.

La direction ne semble donc pas envisager d'autres réunions. Dès l'issue de la séance, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont déclaré que, s'il n'y avait pas d'autres améliorations, elles ne pourraient accepter une proposition qui aboutirait à une baisse du pouvoir d'achat.

La C.F.T.C. et F.O. estiment très aléatoires le projet de la direction. Chaque organisation va consulter ses instances.

LE REVENU DES EXPLOITANTS ALLEMANDS A BAISSÉ DE 6 %

(De notre correspondant.)

Bonn. — Les organisations professionnelles des agriculteurs allemands, qui estiment insuffisante l'augmentation des prix agricoles proposée par la Commission européenne, ont fait connaître dans le rapport annuel du ministère fédéral de l'Agriculture, publié le lundi 14 février.

Selon les services officiels, les revenus des paysans allemands devaient diminuer de 6 % au cours de l'exercice 1976-1977, à la suite de la sécheresse et de la hausse des prix du fourrage. L'exercice 1976-1977 avait au contraire été favorable aux agriculteurs allemands. Le ministère indique que le revenu par unité familiale a atteint 23 688 deutschemarks (9 060 \$ environ) vers une augmentation de 2 % par rapport à l'exercice précédent, tandis que le nombre des exploitations de plus d'un hectare diminuait de 1,7 % et le nombre des agriculteurs de 2 %.

Affaires

● GENERAL ELECTRIC SE RETIRE DE HES. — General Electric se retire de la participation de 11 % qu'elle détenait encore dans Honeywell Information Systems (HIS). En 1970, General Electric avait acquis 11 % de la société américaine. Un protocole prévoyait que General Electric se retirerait progressivement de HIS d'ici à 1978. En 1976, son pourcentage avait été ramené à 11 %.

● UNE USINE DE PÂTE À PAPIER AU GABON. — La société gabonaise de cellulose (Sogacel) vient de confier à un groupement constitué de deux sociétés françaises (Technip et Sedimeg) et d'une société finlandaise (Jasko Pöyry) l'ingénierie d'une vaste usine de cellulose au Gabon. La coordination de l'ensemble des opérations doit être assurée par Technip. L'usine, qui doit faire du Gabon le premier

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschemarks	Fr. suisses	Fr. français
6 heures	4 1/8	5 1/8	3 3/4	4 3/4
1 mois	4 1/2	5 1/2	4 1/4	4 3/4
3 mois	4 3/4	5 3/4	4 5/8	4 7/8
6 mois	5 1/8	5 7/8	4 1/2	5
			1 1/4	2 1/4
			1 1/4	1 3/4
			1 1/4	1 3/4
			1 1/2	2
			1 1/2	1 1/2
			1 1/2	1 1/2

IMMIGRÉS

L'AMICALE DES ALGÉRIENS EN EUROPE DEMANDE UNE NORMALISATION DES RELATIONS AVEC LA FRANCE ET L'ARRÊT DES EXPULSIONS ABUSIVES.

(De notre correspondant.)

Nancy. — Le huitième congrès de l'Amicale des Algériens en Europe a réuni mille cinq cents cadres venus de France, de Belgique, d'Allemagne fédérale, de Hollande et du Danemark les 12 et 13 février à Nancy. L'organisation du retour au pays (vingt mille Algériens environ chaque année) et la réinsertion ont constitué le centre des débats. L'amicale a proposé à l'Etat algérien de mettre en place une instance nationale chargée de ces problèmes. Dans la déclaration finale, les cadres algériens en Europe se prononcent en faveur d'une normalisation des relations algéro-françaises « sur la base de l'égalité, des avantages mutuels et de la non-ingérence ». D'autre part, ils réclament « la fin d'une certaine forme de représailles politiques et judiciaires, ainsi que l'arrêt des expulsions abusives ou injustifiées, comme d'ailleurs le respect des accords régissant le séjour des Algériens en France ».

● RECTIFICATIF. — Des erreurs typographiques se sont glissées dans l'article sur « Le conseil social des travailleurs étrangers » (« le Monde » de l'économie du 15 février). Dans les statistiques de l'immigration il fallait lire notamment « au 1^{er} janvier 1976 » et non pas « au 1^{er} janvier 1975 », et « 94 % » d'immigrés dans la communauté urbaine de Lille, au lieu de « 94 % ».

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Le XXIII^e congrès de la CNAM

Les artisans entendent mieux utiliser le poids de leurs huit cent mille bulletins de vote

« La politisation certaine des élections (municipales) fera qu'un-déjà des soucis et des besoins de gestion communale, c'est le problème de l'organisation du gouvernement qui sera mise en cause. L'occasion ne doit pas être minime de porter de l'opinion et les partis le lourd bilan de nos déceptions, face aux promesses rarement tenues. (...) Première confrontation avec ceux qui nous gouvernent, ce lever de rideau devant préparer et orienter leurs actions. (...) Pour tout ce qui concerne l'artisanat », a déclaré M. Léon, président de la Confédération nationale de l'artisanat et des métiers, au cours du congrès de cette organisation, qui s'est tenue à Paris les 12 et 13 février.

Comme ils l'avaient affirmé au cours de la précédente conférence en avril 1976, les artisans sont décidés à mieux utiliser le poids électoral de leurs huit cent mille bulletins de vote, en « demandant aux partis de faire la preuve de

leur volonté d'agir avant de solliciter nos votes », a précisé M. Léon. La CNAM estime que les mesures déjà prises par le gouvernement (primes d'installation, réforme de l'apprentissage notamment) « ne sont pas négatives, mais restent incomplètes, car elles ne tiennent pas les principaux freins » à la revalorisation de leurs métiers, notamment auprès des jeunes. Ces « freins », assume la CNAM, tiennent pour l'essentiel à la discrimination dont souffrent les artisans vis-à-vis des salariés notamment en matière fiscale (abattement de 20 %) et de protection sociale (absence d'assurance vieillesse, maladie et de prestations familiales), ainsi qu'au blocage des prix des services, et à l'importance des coûts de la main-d'œuvre. Enfin, les artisans réclament une amélioration de la formation, des jeunes, regrettant notamment la trop courte durée de l'apprentissage.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

M. Jean Panhard est élu président de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie

L'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.) s'est réunie le mardi 15 février pour la première fois depuis les élections d'octobre 1976, en présence de M. Pierre Brousse, ministre du commerce et de l'artisanat, pour élire son président et son bureau. C'est M. Jean Panhard, président de la chambre régionale de commerce et d'industrie de Paris, qui a été élu pour l'année consulaire 1977-1978 en remplacement de M. Léon Pellon, président de la chambre régionale Rhône-Loire, en fonctions depuis 1974. M. Robert Deloroy, président de la chambre régionale Île-de-France, lui succède de 1978 à 1980.

Ce découpage surprenant en deux présidences successives est le fruit de dix-huit mois de négociations difficiles au sein de l'assemblée sortante entre Paris et la province. M. Léon Pellon, en effet, avait été de 1974 à 1977, le premier président « provincial » de l'A.P.C.C.I. après soixante-quinze ans de présidences parisiennes. Les cent soixante-deux chambres locales appartenant à Paris en effet depuis une décennie la suprématie parisienne, bien que la chambre de commerce et d'industrie de Paris (C.C.I.P.) finance près du quart du budget de l'A.P.C.C.I. Un principe assemble désormais acquis, celui de l'incompatibilité entre la présidence de la chambre consulaire parisienne et celle de l'assemblée permanente.

L'A.P.C.C.I. est désormais composée de 187 membres, et non plus de 184 comme dans la précédente assemblée, aux 182 présidents de chambres locales, et aux 22 présidents de chambres régionales, se joignent en effet trois membres des délégations interdépartementales de la couronne parisienne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne).

L'élection du bureau se fait pour la première fois en application du nouveau décret du 9 février 1977 qui en a changé la composition, en améliorant la représentation du commerce, dont les mandats s'étendent jusqu'ici sous-représentés. Le bureau de l'A.P.C.C.I. comprend désormais : trois présidents de chambres régionales, celui de la chambre de Paris, un de la catégorie « commerce », un de la catégorie « industrie », un de la catégorie « services », un représentant des sept chambres comptant plus de trente mille assujettis à la taxe professionnelle, un représentant des quarante-sept chambres comptant plus de dix mille à trente mille assujettis, un représentant des quatre-vingt-dix-huit chambres comptant moins de dix mille assujettis. Ce nouveau système ne donne, on s'en doute, qu'une partie satisfaction aux partisans d'une modification de la représentation du commerce.

Dans la nouvelle assemblée on compte quarante-trois nouveaux élus des chambres locales, dont le plus jeune, M. Michel Jacquemin (Besançon) a trente-huit ans, et le plus âgé, M. Louis Julien (Gap), a soixante et onze ans. Sur les vingt-deux chambres régionales, huit ont élu de nouveaux présidents. Il s'agit de MM. Roland Wagner (Alsace), Claude Moreau (Aquitaine), Jean Mauriange (Anvergne), Henri Plaque (Bourgogne), Jean Rouyer (Bretagne), Christian Daillencourt (Champagne-Ardenne), Jean Augereau (Corse), et Philippe Duclercq (Picardie).

L'homme du Salon

M. Jean Panhard est surtout connu du grand public comme le président du comité d'organisation du Salon de l'automobile, qu'il a assuré depuis bientôt dix ans. Le nom qu'il porte (celui de René Panhard, créateur avec Emile Levassor en 1889 de la première automobile à pétrole), même s'il n'a plus aucune connotation d'automobile, reste un symbole évocateur. Polytechnicien, âgé de soixante-quatre ans, M. Jean Panhard a fait toute sa carrière, depuis 1937, à la société des anciens établissements Panhard et Levassor, qui était directeur général adjoint en 1949. Il est aujourd'hui, et depuis 1965, président-directeur général de la société de constructions mécaniques Panhard et Levassor, qui exerce son activité dans l'automobile (auto-motocyclistes et engins blindés légers), après absorption par Citroën de la branche automobile de la S.T.M. Il est également P.D.G. depuis 1951, de la Société des transports urbains et ruraux (STUR) et administrateur de plusieurs autres sociétés.

Parallèlement, M. Panhard a mené une carrière consulaire puisqu'il était membre de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, dont il est vice-président depuis 1974, et vice-président de la chambre régionale de Paris. Il était également vice-président de l'A.P.C.C.I.

FAITS ET CHIFFRES

exportateur de pâte à papier d'Afrique, sera implantée à Kango, au sud de Libreville. L'investissement sera de l'ordre de 10 milliards de francs français. Le Sogacel a pour principaux actionnaires l'Etat gabonais (59,3 %), l'ELF-Gabon (29,8 %), l'ELF-Aquitaine (12,8 %), la société Sora Kopperberg-Bergslags (12,5 %). — (A.F.P.)

● L'USINE B.S.N. DE VEAUCHE (Loire), qui emploie environ huit cents salariés, les chaînes de fabrication ont de nouveau été arrêtées le 14 février au soir, les ouvriers de l'atelier de conditionnement, qui réclamaient des augmentations de salaires, continuant à refuser d'équiper les bouteilles. Dans une lettre adressée à chacun de ses ouvriers, la direction écrit que leur refus « d'effectuer correctement leur contrat de travail » constitue « en lui-même et par ses conséquences une faute professionnelle grave » sanctionnée « par une mise à pied de deux postes avec effet immédiat ». La direction les menace s'ils persistent dans leur refus, de prendre à leur égard « des sanctions plus graves ». — (Corresp.)

● L'INDICE MENSUEL DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN FRANCE (sans le bâtiment et les travaux publics) s'est inscrit à 124 en décembre (base 100 en 1970), contre 127 en novembre, soit une baisse de 2,7 % en un mois. Par rapport à décembre 1976, la progression est de 0,9 %. Pour l'ensemble de l'année 1976, l'indice mensuel s'inscrit à 123, ce qui représente une progression de 10,7 % par rapport à 1975.

● LES PRIX INTERNATIONAUX DE MATIÈRES PREMIÈRES IMPORTÉES PAR LA FRANCE ont augmenté de 3,4 % en janvier. L'indice, publié par l'INSEE, s'est situé à 338,9 contre 327,9 en décembre. Par rapport à janvier 1976, la hausse s'établit à 230 %.

● LES AVOIRS OFFICIELS DE FRANCE DE LA LIBRAIRIE s'élevaient à la fin de janvier à 92 304 millions de francs, soit une augmentation de 671 millions de francs par rapport au mois précédent. Les

LA NOUVELLE FORMULE DE « L'HUMANITÉ »

« Nous voulons faire un journal mieux ordonné, plus agréable à lire. Nous continuerons d'agir pour débarrasser le journal de ses imperfections et nous souhaitons que nos lecteurs continuent de nous aider en donnant leur avis. Ainsi exprimé M. Roland Leroy dans l'« Humanité » du 24 janvier en présentant, sous le titre « Notre ambition », le sens de la réforme entreprise par l'organe central du P.C.F.

Les caractères typographiques trop noirs, les encadrés trop nombreux, les titres de rubriques en gras ou « noir au blanc » ont été entièrement abandonnés au profit de titres plus aérés et d'une « justification » de six colonnes par page au lieu de huit, avec un recours aux intertitres pour renforcer la lisibilité. Des rubriques mieux équilibrées, une meilleure unité dans les caractères employés, une mise en page plus moderne — c'est-à-dire « horizontale » — une plus large place faite aux échos, au courrier des lecteurs, à la culture, à la télévision, ont modifié sensiblement l'image du journal.

L'orientation des articles, est-il besoin de le préciser, n'a pas fondamentalement changé, mais les caractères plus « ouverts » de l'information tend à lui donner un aspect moins militant. — C. D.

La société Gazocéan, qui exerce l'essentiel de son activité dans le transport du gaz par méthanol, connaît des difficultés financières. La société, qui a connu un exercice 1975 difficile (perte de 20 millions de francs), en raison de la baisse du prix du gaz naturel, n'a pas enregistré en 1976 le redressement escompté.

Pour faire face à la situation et passer un cap difficile — le marché semble se redresser — les dirigeants de la société souhaitent procéder à une augmentation de capital d'un montant de 50 millions de francs environ. Le groupe Alstom-Atlantique serait prêt, selon nos informations, à participer à cette augmentation pour un tiers environ de son montant. Il s'agit d'un montant d'environ 16 millions de francs. L'intervention d'Alstom-Atlantique reste cependant subordonnée à la réussite du montage financier global de l'opération.

● LES AVOIRS OFFICIELS DE FRANCE DE LA LIBRAIRIE s'élevaient à la fin de janvier à 92 304 millions de francs, soit une augmentation de 671 millions de francs par rapport au mois précédent. Les

ÉCONOMIE

A L'ÉTRANGER

LE GOUVERNEMENT IRANIEEN PAIERA-T-IL EN PÉTROLE SA PARTICIPATION DANS KRUPP ?

De notre correspondant

Bonn. — Le chah d'Iran, qui aurait des difficultés financières, va-t-il payer « en nature » la part de 25,01 % qu'il a acquise dans le groupe Krupp, le 19 octobre dernier ? C'est ce qu'annonçait, lundi 14 janvier, l'hebdomadaire der Spiegel, en faisant état d'un contrat signé au début de 1977 entre Krupp et la société iranienne de pétrole (Nico) pour la livraison de 4,5 millions de tonnes de pétrole brut qui devait être revendu à la société belge Petrofina.

Un porte-parole de Krupp a confirmé, lundi 14 janvier, qu'un tel accord avait bien été signé, mais il a démenti qu'il ait un rapport quelconque avec la prise de participation de l'Iran. En contrepartie de ce pétrole, Krupp devrait livrer à l'Iran des produits de ses usines, notamment — selon un membre du directoire qui a négocié l'entrée de l'Iran dans le groupe de Essen — des installations destinées à une usine géante de transformation du cuivre.

De son côté, un porte-parole de la société Fina Allemagne a indiqué que Petrofina avait passé l'intermédiaire de Krupp un contrat avec la Nico pour la livraison de 4,5 millions de tonnes de pétrole en deux ans.

Le démenti officiel de Krupp n'a pas écarté toutes les rumeurs sur l'objectif réel de ce marché. Se référant à l'opinion d'experts internationaux, le Spiegel remarquait que le prix payé par Petrofina pour la livraison de pétrole (900 millions de deutschemarks) correspondait presque exactement au montant que le chah devait payer pour acquérir sa part du capital de Krupp (875 millions). — D. V.

LE DÉFICIT COMMERCIAL BRITANNIQUE A ATTEINT UN NOUVEAU RECORD EN JANVIER

La balance commerciale britannique s'est sensiblement détériorée en janvier, entraînant une baisse, le 13 février, de la livre sterling sur le marché des changes. Le déficit — le plus important enregistré en un mois — a atteint 545 millions de livres (4,6 milliards de francs) contre 315 millions (chiffre révisé) en décembre et 197 millions en janvier 1976. Les exportations se sont élevées à 2 396 millions de livres, en hausse de 1,3 %, et les importations à 2 941 millions, en hausse de 14,2 % (sauf de services et d'avions).

Le solde positif des échanges « invisibles » étant passé à 299 millions de livres, le déficit de la balance des paiements courants a été en janvier de 345 millions de livres contre 15 millions en décembre et 60 millions en janvier 1976. Pour 1976, cette balance a été déficitaire de 1,54 milliard de livres contre 1,56 milliard en 1975. Le résultat de janvier est dû à une large mesure, selon le ministère du commerce, à l'incidence des coûts de fin d'année, particulièrement longs en 1976.

● LA BALANCE COMMERCIALE ITALIENNE a été déficitaire de 667 milliards de lire (4 milliards de francs environ) au mois de décembre 1976. Pour l'ensemble de l'année le déficit s'est élevé à 5 423 milliards de lire (35 milliards de francs environ). Ce chiffre est dû essentiellement aux importations de pétrole et de produits alimentaires.

● ACCORD ETATS-UNIS - JAPON. Le Japon et les Etats-Unis ont signé, le 10 février, à Washington un accord sur les activités des chasseurs japonais dans la zone de pêche américaine lorsque celle-ci sera étendue à 200 miles à partir du 1^{er} mars. De source japonaise, on estime que les prises des bateaux de ce pays seront réduites d'un tiers. — (A.F.P.)

● LE GRAND BAZAR DE LISIEGE a été déclaré en faillite par le tribunal de commerce de la ville, le 14 février. Ce grand magasin, l'une des plus vieilles sociétés européennes du genre, appartenait au groupe suisse Delmoli. Le groupe français Agache-Wilot avait récemment formulé une offre d'achat qui avait été formellement repoussée. La faillite du Grand Bazar met sept cent trente personnes au chômage. — (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La CAECL lance un emprunt de 800 millions de francs

M. Edouard Schloesing, président du conseil d'administration de la CAECL (Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales), et Maurice Pélissier, directeur général de la Caisse des dépôts, ont reçu les personnalités financières et bancaires de la place de Paris à l'occasion du lancement du premier emprunt 1977 de la CAECL.

L'émission de cet emprunt de 800 millions a eu lieu le 14 février. Son taux est de 11 %, procurant aux souscripteurs un rendement annuel de 10,72 % à l'émission.

M. Maurice Pélissier a souligné l'ampleur des besoins des collectivités locales pour leurs équipements, domaine dans lequel, à côté de la Caisse des dépôts et des caisses d'épargne, la CAECL, par ses emprunts émis sur le marché, apporte une contribution de plus en plus substantielle. Le directeur général de la Caisse des dépôts a également souligné le rôle de la CAECL dans la coopération de son établissement avec les différentes banques de la place sur le marché primaire.

Il appartenait à M. Edouard Schloesing de traduire l'évolution de la CAECL au cours de sa première décennie. Si, déjà, lors de ses trois premiers exercices, de 1964 à 1968, la progression du volume de ses prêts avait été de 33 %, et c'était un bon départ, la CAECL a pu accorder

en 1974 3 158 millions de prêts et 5 300 millions en 1976 : une progression de 507 % en dix ans. Dix années au cours desquelles elle a été en mesure de réaliser quelque trente mille opérations de prêts représentant plus de 23 milliards et intégrant plus de vingt-trois mille communes.

M. Schloesing devait rappeler l'un des caractères particuliers de la CAECL, dont la majorité du conseil d'administration est composée d'élus. M. Pierre Moussa, administrateur-directeur général de la Banque de Paris et des Pays-Bas, chef de file de cette émission, se félicitait lui aussi de la coopération renforcée qui s'est établie entre les établissements bancaires et les grands établissements publics qu'est la Caisse des dépôts et qui s'est développée au cours de la CAECL. Il soulignait, au nom des différents organismes : banques, établissements financiers, compagnies publiques, caisses d'épargne, leur satisfaction d'apporter leur concours au placement de ce nouvel et important emprunt pour lequel l'accueil est favorable et de concourir au développement et à l'équipement de nos communes, nos départements, nos régions.

Chaque des prêteurs rendit un hommage à la mémoire de Jacques Chabois, qui, l'an passé, représentait dans une occasion identique le groupe des banques.



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ DU GROUPE DE LA C.G.E.

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé de la Compagnie Générale d'Électricité s'élève, en 1976, à 17 862 millions de francs. Ce chiffre marque une augmentation de 18,3 % par rapport à celui de l'exercice précédent, recalculé dans la structure actuelle du groupe. A la suite de la fusion d'Alsthom et des Chantiers de l'Atlantique, le chiffre d'affaires consolidé du groupe, qui comprenait précédemment l'intégralité du chiffre d'affaires d'Alsthom et de ses filiales, inclut désormais la part de C.G.E. dans le chiffre d'affaires consolidé d'Alsthom-Adaptive.

	1975 structure 1976		1976		Variation 1976/1975 %
	MF	% du tot.	MF	% du tot.	
Electromécanique et construction navale...	2 582,0	14,5	3 272,9	18,3	+ 26,8
Entreprises électrique...	2 179,3	12,2	2 217,7	12,4	+ 1,6
Entreprises et Ingénierie...	2 440,9	13,7	2 349,5	13,2	- 3,7
Télécommunications et électronique	3 502,9	19,6	4 168,1	23,3	+ 19,0
Câbles	1 405,7	7,8	1 417,3	7,9	+ 0,8
Automatisme et piles	1 401,7	7,8	1 607,6	9,0	+ 14,3
Matériaux	748,6	4,2	871,9	4,8	+ 16,8
Grand public	425,5	2,4	522,0	2,9	+ 23,2
Commerce et divers	675,4	3,7	803,9	4,5	+ 19,0
TOTAL	15 390,8	100	17 862,0	100	+ 16,3

ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS A.G.P. S.A.

Comptes de l'exercice 1975-1976

L'exercice, d'une durée exceptionnelle de seize mois, devrait se solder par un bénéfice net de 52 millions de francs environ, auquel s'ajoute un solde net d'impôts de plus-values réalisées sur cession d'éléments d'actifs de l'ordre de 105 millions de francs.

Le conseil, lors de sa réunion du 9 février 1977, a décidé, sans attendre l'arrêté définitif des comptes, la mise en paiement, dès le 14 mars 1977, d'une somme de 12 F par action correspondant à un acompte à valoir sur le dividende de l'exercice clos le 31 décembre 1976, à laquelle s'ajoutera le montant de l'impôt payé par avance au Trésor (avoir fiscal) de 6 F.

Cet acompte, distribué conformément à l'article 2 de l'article 247 de la loi du 24 juillet 1966, bénéficiera à l'ensemble des actions, y compris à celles attribuées gratuitement en octobre 1976 aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour dix actions anciennes : il devrait correspondre au dividende global de l'exercice 1975-1976.

Il est rappelé que le dividende de l'exercice 1974-1975 avait représenté 11 F + 5,50 F (avoir fiscal), soit un total de 16,50 F par action.

DART INDUSTRIES

DART annonce une nouvelle augmentation sensible du dividende trimestriel

Le conseil d'administration de Dart Industries a approuvé une augmentation du dividende en espèces par action ordinaire de 5 cents, portant ainsi le dividende trimestriel à 20 cents. Ce dividende sera versé à compter du 26 mars 1977 pour les actions enregistrées à la date du 26 février 1977.

Il a également annoncé qu'un dividende de 3 %, sous forme d'attribution d'actions gratuites, serait payable à compter du 26 mai prochain pour les actions enregistrées à la date du 3 avril 1977.

C'est la seconde fois en trois mois que Dart augmente son dividende trimestriel en espèces, puisque le dividende du troisième trimestre s'élevait à 20 cents et celui du deuxième trimestre à 15 cents, soit une augmentation de 56 % en l'espace d'un semestre.

Commentant cette progression, le président Justin Dart a fait remarquer que sur les cinq derniers exercices le dividende en espèces distribué aux porteurs d'actions ordinaires représentait une moyenne d'environ 15 % du bénéfice net par action.

Il est rappelé que les résultats provisoires de la Société pour 1976 laissent prévoir un bénéfice record par action de 4,24, soit une augmentation de 30 % sur le bénéfice record de 1975, qui atteignait 3,26 par action.

MOTEURS LEROY-SOMER

L'expansion se poursuit

La société des moteurs Leroy-Somer vient de prendre une participation minoritaire dans la société des Constructions Méca-Métalliques Chalonaises (C.M.M.C.).

Au cours du conseil d'administration de C.M.M.C. du 9 février 1977, M. Philippe Sabouraud, directeur de la division internationale de Leroy-Somer, a été coopté administrateur et nommé président-directeur général de C.M.M.C. De ce fait, il cumule ses fonctions chez Leroy-Somer pour se consacrer à ses nouvelles responsabilités.

La société C.M.M.C., implantée à Chalon-sur-Saône, près d'Angers, est spécialisée dans le matériel agricole et construit notamment les presses Vasilin. Elle réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 60 millions de francs.

Cette prise de participation s'inscrit logiquement dans la stratégie de développement externe et de diversification adoptée par la société des moteurs Leroy-Somer.

AUTOMOBILES M. BERLIET

Chiffres d'affaires comparés (hors taxes)

	1975	1976
1 ^{er} tr.	755 550 220,96	1 051 504 894,13
2 ^e tr.	1 001 880 250,99	1 103 394 955,94
3 ^e tr.	672 080 553,00	770 356 645,35
4 ^e tr.	1 167 738 710,40	1 090 956 194,56
TOTAL	3 597 249 735,35	4 016 252 690,08

GEVELOT

GEVELOT a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes en 1976 de 258 millions de francs contre 210,4 millions de francs en 1975, soit une progression de 22,6 %. La part des exportations s'est accrue de 53,97 %, atteignant 78,5 millions de francs contre 49,8 millions de francs pour l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du groupe s'est établi à 551,1 millions de francs contre 477,8 millions de francs en 1975, en augmentation de 15,35 %.

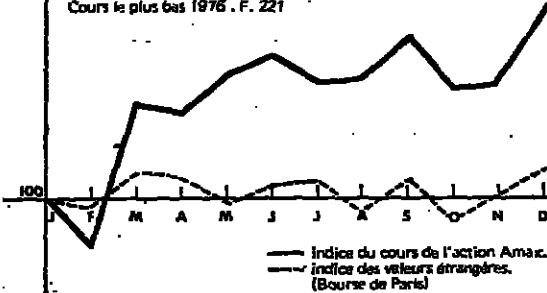
DUNLOP S.A.

Le chiffre d'affaires réalisé en 1976 est de 1 177 349 000 F contre 1 054 780 000 F en 1975, soit une progression d'environ 11,6 %.

AMAX

Un an d'existence à la Bourse de Paris.
Un bilan très positif.

Cours d'introduction : F. 262
Cours le plus haut 1976 : F. 291,30
Cours le plus bas 1976 : F. 221



1976 : le meilleur de notre histoire.
Chiffre d'affaires : \$ 1 170 470 000
Bénéfice net : \$ 150 080 000
Bénéfice net par action ordinaire : 4,34 \$

1977 : perspectives encore plus favorables.

Accroissement de la diversité de nos productions minières.
Entrée dans la production forestière.
Découverte en Mer du Nord (participation au forage en Mer du Nord).

AMAX MODÈRE NOBLE CUIRE ZINC
ROUGE MÉTALLURGIQUE MINÉRAUX FOSSES CHARGES
RETOUR GAZ NATUREL FORÊTS

BIS

N° 1 DU TRAVAIL TEMPORAIRE EN FRANCE

Chiffre d'affaires
Le chiffre d'affaires hors taxes provisoire de l'exercice 1976 s'élève à 738 482 725 F contre 484 108 884 F pour l'exercice 1975, soit une augmentation de 51,5 %.

Résultats
Bien que les comptes définitifs ne soient pas arrêtés, la société BIS prévoit que la progression du résultat net devrait être du même ordre de grandeur que le pourcentage d'augmentation du chiffre d'affaires.

Dividende
Le conseil d'administration de la société pourrait proposer à l'assemblée générale d'octobre 1977 un dividende de 18 F par action. Cependant, pour tenir compte des recommandations du ministère de l'économie et des finances, la majoration du dividende de l'exercice 1976 serait limitée à 12,80 F (soit un dividende net de 6,40 F, soit un total de 19,20 F). La distribution de 18 F par action serait affectée au poste « report à nouveau », permettant la distribution d'un acompte de dividende en sus de celui dont le versement serait décidé au titre des résultats de l'exercice 1977.

Le nouveau Conseil d'Administration de la Banque Commerciale de Grèce

a été élu par l'Assemblée générale des actionnaires en date du 19 janvier 1977 : en outre les fonctions du Commissaire provisoire ont été prises.

Le nouveau Conseil d'Administration, en sa première séance, a procédé à l'élection de son bureau comme suit :

M. Evangelos Ap. Eliades, Conseiller jusqu'à présent auprès du Gouverneur de la Banque de Grèce, en tant que Président-Directeur Général, M. Tryfon J. Koutalidis, docteur en droit, avocat à la Cour, en tant que Vice-Président et M. Emmanuel K. Kipouridis, Directeur jusqu'à présent de la Banque de Grèce, en tant que Délégué Général.

Les autres membres du Conseil d'Administration sont les suivants : M. Constantinos Venardis, Directeur Général honoraire du Ministère des Finances, M. Grigoris Kaloudis, Secrétaire Général de la Fédération des Professionnels et Artisans du Pirée, et représentant auprès de la Confédération Générale des Petits et Moyens Entrepreneurs de Grèce, M. Spyridon Metallinos, Maître-Assistant à la Faculté de Droit de l'Université d'Athènes, M. Achilleas Bourdoulis, Gouverneur de l'Office de l'Emploi de la Main-d'œuvre, M. Ioannis Stratokis, armateur, et M. Georges Hadjigeorgidis, Président de l'Association des Exportateurs de Tabac de Salonique.

Il est à noter que le résultat immédiat de l'augmentation récente du capital propre de la Banque Commerciale de Grèce est que son capital ainsi que ses réserves s'élevaient actuellement de 1,903 millions de drachmes, soit 261,1 millions de francs, à 7,440 millions de drachmes, soit 1,020,8 millions de francs.

These banks have been listed outside the United States of America. This announcement appears as a matter of record only.

NEW ISSUE

FEBRUARY 10, 1977

CRÉDIT LYONNAIS

US \$ 80,000,000

Floating Rate Notes Due 1983

<p>COMMERZBANK Aktienbank</p> <p>BANCO DI ROMA</p> <p>BANK OF AMERICA INTERNATIONAL</p> <p>BANKERS TRUST INTERNATIONAL Limited</p> <p>CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS</p> <p>CITICORP INTERNATIONAL GROUP</p> <p>FIRST CHICAGO Limited</p> <p>KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE</p> <p>MANUFACTURERS HANOVER Limited</p> <p>PKBANKEN INTERNATIONAL (Luxembourg) S.A.</p> <p>SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUE S.A. Limited</p> <p>SWISS BANK CORPORATION (OVERSEAS) Limited</p>	<p>CRÉDIT LYONNAIS</p> <p>BANCO HISPANO AMERICANO</p> <p>THE BANK OF TOKYO (HOLLAND) N.V.</p> <p>BANQUE BRUXELLES LAMBERT S.A.</p> <p>CHASE MANHATTAN Limited</p> <p>EUROPARTNERS SECURITIES CORPORATION</p> <p>GIROZENTRALE UND BANK DER ÖSTERREICHISCHEN SPARKASSEN Aktienbank</p> <p>LLOYDS BANK INTERNATIONAL Limited</p> <p>NIPPON EUROPEAN BANK S.A.</p> <p>SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN</p> <p>SVENSKA HANDELSBANKEN</p> <p>UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - U.B.A.F.</p>
--	--

LES

PARIS
15 FÉVRIER

BOURSE DE

Tableau des cours et valeurs boursières.

ASIE

La saison du pavot dans le Triangle d'or

La lutte contre l'usage des stupéfiants sera l'une des priorités du gouvernement américain : c'est ce qu'a indiqué M. Carter dans une déclaration communiquée à la commission de l'ONU sur les stupéfiants, qui s'est réunie le 7 février à Genève, par le docteur Peter Bourne, conseiller spécial du président des Etats-Unis pour les questions de drogue.

La commission doit examiner pendant trois semaines les rapports internationaux établis sur le problème des stupéfiants et discuter de l'application de la convention de 1971, sur les substances psychotropes, qui est entrée en vigueur en août dernier. Il ressort des rapports que « l'héroïnomanie augmente, l'abus du cannabis se répand, la cocaïnomanie s'accroît, surtout en Europe et en Amérique, l'abus des psychotropes progresse et la polytoxicomanie prend de l'ampleur (...). Le trafic marquant du trafic illicite en Europe a été la forte augmentation des saisies d'héroïne d'origine asiatique. La drogue était destinée aux Pays-Bas, d'où elle devait être acheminée vers le reste de l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord ».

D'autre part, une opération menée par la Thaïlande et la Birmanie, et à laquelle participeraient plus de cinq mille hommes, a été lancée dans le Triangle d'or pour saisir et détruire la récolte d'opium évaluée à 800 tonnes. Notre envoyé spécial Patrice de Beer s'est rendu dans ce haut lieu de la production mondiale de drogue.

I. — La filière de la « mort lente »

Chiang-Mai. — En janvier et février, chaque année, arrive la saison du pavot, cette belle et mystérieuse fleur qui produit l'opium, dont on tire la morphine et l'héroïne. Dans le Triangle d'or, qui s'étend sur le nord de la Thaïlande, le nord-est de la Birmanie et le nord-ouest du Laos, et qui commence, disant sans ambages les experts d'ici, à une heure à peine de voiture de Chiang-Mai — comme tout au long de la filière de la « mort lente », qui va des champs de pavot aux revendeurs des grandes villes occidentales et asiatiques, — c'est le bras armé de combat. Tous ceux qui vivent du trafic de la drogue se préparent pour la campagne qui commence : tribus des montagnes, Méos mais aussi Yaos, Lisus et Lahus, convoyeurs de caravanes vers la frontière thaïlandaise, seigneurs de la guerre armés locaux, résidents des anciennes armées des nationalistes chinois du Kuo-min-tang, chinois, trafiquants chinois, thaïlandais et internationaux, passeurs, acheteurs et revendeurs, qui fournissent des millions d'intoxicés. Le Triangle d'or, principal fournisseur du marché illégal, avec le Mexique, rapporte chaque année des dizaines de milliards de francs lourds.

Dans le village méo de Chang-Kien, à proximité d'une station expérimentale de substitution de culture destinée à encourager les tribus montagnardes à planter plutôt des fruits ou des légumes, station financée par les Nations unies, sous le patronage du roi de Thaïlande, dont une des résidences est toute proche, — les hommes et les femmes en âge de travailler sont sous abri : ils sont allés cultiver le pavot dans la montagne, à quelques heures de marche. De la station, on peut apercevoir, à flanc de montagne, plusieurs champs de pavot en fleurs. Une vieille femme, assise sur le pas de sa porte, fume paisiblement sa pipe d'opium en surveillant des enfants débouillonnés. Nous, sommes à trois, quarts d'heure, en Land-Rover, de Chiang-Mai, la capitale du nord de la Thaïlande.

Une vie mouvementée

A quelques dizaines de kilomètres de là à l'ouest, près de Mae-Chan, à la frontière birmano-thaï, une bataille vient d'opposer une unité militaire birmane à l'armée privée d'un commanditaire de la drogue, le Sino-Shan (1) Chan Shi-fu. Depuis l'occupation, en 1972, de Lo Hsing-han, condamné à mort à Rangoun en novembre, Chan est le principal seigneur de la guerre de la région. Il partage la trafic avec une dizaine d'armées rebelles birmanes, et surtout avec les trois armées des généraux du Kuo-min-tang, qui se sont reconvertis de l'anticommunisme dans le commerce, plus lucratif, de la drogue et du jade.

Chan Shi-fu a eu une vie mouvementée. Agé d'environ quarante-cinq ans, il connaît l'apogée de sa carrière en 1967 quand, allié avec un des chefs de l'armée royale laotienne, le général Ouane Rattikoune (2), il tenta de briser le monopole exercé par le Kuo-min-tang, et en particulier par le général Li Wen-huan. Vivant toujours ouvertement à Chiang-Mai, le général Li, qui dissimule son trafic sous le commerce du jade importé illégalement et en contrebande de Birmanie, est considéré ici comme « le plus gros trafiquant de la région ». « Depuis une vingtaine d'années, il transporte, raffine et vend de l'opium, de la morphine et de l'héroïne », nous dit un expert des affaires de drogue de Chiang-Mai. Ayant échoué au cours de cette « guerre de l'opium », après une sanglante bataille et l'intervention de l'aviation laotienne, Chan

retomba dans l'oubli dans lequel survivent de nombreux chefs de bande du Triangle d'or. Il fut capturé par les Birmanes, qu'il avait alternativement servis et trahis. Pour obtenir sa libération, ses partisans kidnappèrent en 1973 un médecin soviétique. Relâché en 1975, il a repris ses activités, plus fortes que jamais, et cette fois, semble-t-il, en tant qu'allié ou partenaire du Kuo-min-tang. Les quelques milliers de soldats de Chan Shi-fu, allés Khun Sa, sont armés de fusils automatiques américains M-16, de lance-grenades, d'armes sans recul, de mortiers. Il n'est pas étonnant qu'il réapparaisse ainsi, alors que les fleurs de pavot fleurissent et qu'arrive le moment où elles sécheront le précieux opium.

Cultivée depuis des dizaines d'années dans la région, la fleur de pavot ne pousse bien qu'en altitude, ce qui explique que les montagnards se soient spécialisés. Le pavot est semé à l'automne. Quand les pétales tombent, fin janvier ou début février, le buche est incisé — verticalement, dans le Triangle d'or, à l'aide d'un couteau à triple lame. Un liquide blanchâtre s'écoule de la blessure. Grâce au couteau, il prend une couleur brun foncé et une odeur écorçante qui ressemble à celle du terreau. La pâte ainsi obtenue est traitée pour tirer l'opium raffiné. Bouilli et réduit en poudre, il peut être consommé tel quel, soit fumé, soit mangé, soit utilisé pour ses importantes propriétés médicinales par les montagnards : analgésique, remède contre la dysenterie. Une importante partie des 700 à 800 tonnes produites dans la région est donc consommée localement. On estime que la production du Triangle peut être répartie ainsi : 400 à 450 tonnes pour la Birmanie, 200 à 250 pour la Thaïlande (bien que d'autres sources citent le chiffre de 50 à 100 tonnes), le reste pour le Laos.

De l'opium, on extrait assez facilement la morphine, base dans des laboratoires clandestins. Autour de lui se sont regroupés les trafiquants de la région. On estime que la production du Triangle peut être répartie ainsi : 400 à 450 tonnes pour la Birmanie, 200 à 250 pour la Thaïlande (bien que d'autres sources citent le chiffre de 50 à 100 tonnes), le reste pour le Laos.

De l'opium, on extrait assez facilement la morphine, base dans des laboratoires clandestins. Autour de lui se sont regroupés les trafiquants de la région. On estime que la production du Triangle peut être répartie ainsi : 400 à 450 tonnes pour la Birmanie, 200 à 250 pour la Thaïlande (bien que d'autres sources citent le chiffre de 50 à 100 tonnes), le reste pour le Laos.

II. — Une répression difficile

Chiang-Mai. — « Nous espérons que la France envisage d'effectuer un expert des affaires de drogue », nous dit le général Pao Sarasin, qui dirige la lutte antidrogué dans le royaume. En dehors de la DEA américaine, qui entretient vingt-deux agents à Bangkok, quatre à Chiang-Mai et deux à Songkhro au sud du pays, l'ambassade britannique dispose d'un représentant de Hongkong, qui est en fait un expert de la lutte contre les stupéfiants. Un officier de la police royale canadienne vient de rejoindre son ambassade, et un Néerlandais doit le suivre vers Maastricht, à la suite de la visite en Thaïlande du vice-premier ministre et ministre de la justice, et du chef de la police des Pays-Bas, venus se rendre compte par eux-mêmes sur place de la situation. La question est à

l'étude à Paris depuis des mois et on peut espérer qu'une réponse positive y sera apportée. Certes, Amsterdam demeure le carrefour du trafic en Europe, mais le rôle de Hambourg s'accroît et les filières passent de plus en plus par d'autres pays. L'expérience de la police transatlantique, qui a démantelé la « French Connection », serait utile pour la répression et permettrait de coordonner et de renforcer l'information, indispensable pour dépiécer les trafiquants.

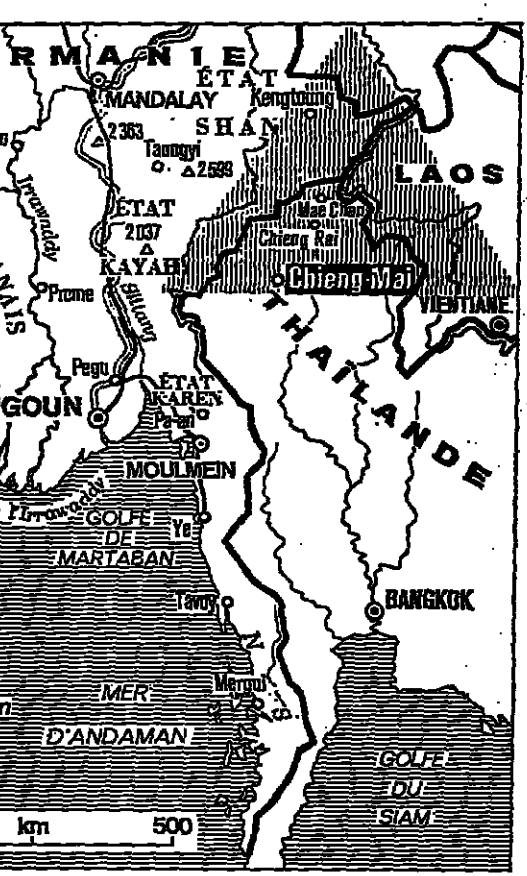
« Nous n'attrapons jamais les gros bonnets »

De plus, les policiers thaïlandais qui luttent contre la drogue ont besoin d'aide. Ils sont peu nombreux, manquent de moyens (les Américains doivent en grande partie les équipements), et ne peuvent souvent dans un environnement hostile. En privé, certains hommes politiques n'hésitent pas à mettre en cause d'importantes personnalités locales et avoir pour eux-mêmes des intérêts dans le trafic. Les policiers thaïlandais, assistés par des experts étrangers par Interpol, ont réalisé des prises spectaculaires au cours des deux dernières années : en 1975, 12 tonnes d'opium, 43 kilos de morphine, et 116 kilos d'héroïne ont été saisis. En 1976, plus de 600 kilos d'héroïne et plus de 300 kilos de morphine. C'est donc une victoire. Mais, aux dires d'un spécialiste de la répression, cela représente à peine 5 % de la drogue en circulation. « Faut-il en déduire que plus de 13 tonnes d'héroïne et 12 tonnes de morphine, et plus de 30 tonnes d'opium ont quitté le royaume l'an dernier. Grâce à son excellent réseau de communications, la Thaïlande est, « le Triangle d'or », par lequel empruntent les rares, lentes et dangereuses routes birmanes ou laotiennes.

Après avoir emprunté tous les moyens de transport possibles, réguliers ou non, y compris, nous a affirmé un informateur, des véhicules appartenant à des services officiels, la drogue quitte le royaume par la route, par la mer, par l'air, mais aussi par terre en direction de la Malaisie, ou par chalutiers vers Hongkong et la Malaisie.

Pour déjouer les policiers, les informateurs rappellent, les chiens policiers, tous les moyens sont bons, car le profit est énorme. « Avec une cinquantaine de grammes d'héroïne achetée à Bangkok et revendue à New-York, vous pouvez vous payer l'aller-retour en avion, le séjour, et faire un bénéfice substantiel », dit un policier. Cachés dans des sacs de farine de poisson, collés sur quelques millimètres d'épaisseur entre les montants et la doublure d'une valise, dans des trous percés dans les vêtements ou dans les contenants des caisses en bois, la drogue est transportée, dissimulée dans les vêtements ou dans les parties les plus secrètes du corps humain, ou même tout simplement dans des bagages, la drogue parvient le plus souvent à tromper la surveillance.

La répression étant insuffisante pour endiguer un flot de drogue qui s'écoule de moins en moins dans la montagne recouverte de jungle et quasiment indétectable. Il s'agit, en général, de deux types de trafiquants : les « gros bonnets », qui sont des hommes d'affaires, armés par hélicoptères, nous a-t-on affirmé. Et, malgré tout, les policiers font régulièrement chou blanc : le stock de drogue a



été démantelé, les chimistes se sont évanouis dans la nature. D'autre part, la loi thaïlandaise rend les arrestations difficiles. Il n'est pas, comme aux Etats-Unis, par exemple, de « conspiracy law » (entente délictueuse). Seuls peuvent être poursuivis ceux qui sont en contact direct avec la drogue. Or, « les gros bonnets ne touchent jamais de près ou de loin l'héroïne, ils se contentent d'en contrôler le trafic de leur somptueuse villa », nous dit un policier.

Malgré tout, les policiers thaïlandais, assistés par des experts étrangers par Interpol, ont réalisé des prises spectaculaires au cours des deux dernières années : en 1975, 12 tonnes d'opium, 43 kilos de morphine, et 116 kilos d'héroïne ont été saisis. En 1976, plus de 600 kilos d'héroïne et plus de 300 kilos de morphine. C'est donc une victoire. Mais, aux dires d'un spécialiste de la répression, cela représente à peine 5 % de la drogue en circulation. « Faut-il en déduire que plus de 13 tonnes d'héroïne et 12 tonnes de morphine, et plus de 30 tonnes d'opium ont quitté le royaume l'an dernier. Grâce à son excellent réseau de communications, la Thaïlande est, « le Triangle d'or », par lequel empruntent les rares, lentes et dangereuses routes birmanes ou laotiennes.

Après avoir emprunté tous les moyens de transport possibles, réguliers ou non, y compris, nous a affirmé un informateur, des véhicules appartenant à des services officiels, la drogue quitte le royaume par la route, par la mer, par l'air, mais aussi par terre en direction de la Malaisie, ou par chalutiers vers Hongkong et la Malaisie.

Pour déjouer les policiers, les informateurs rappellent, les chiens policiers, tous les moyens sont bons, car le profit est énorme. « Avec une cinquantaine de grammes d'héroïne achetée à Bangkok et revendue à New-York, vous pouvez vous payer l'aller-retour en avion, le séjour, et faire un bénéfice substantiel », dit un policier. Cachés dans des sacs de farine de poisson, collés sur quelques millimètres d'épaisseur entre les montants et la doublure d'une valise, dans des trous percés dans les vêtements ou dans les contenants des caisses en bois, la drogue est transportée, dissimulée dans les vêtements ou dans les parties les plus secrètes du corps humain, ou même tout simplement dans des bagages, la drogue parvient le plus souvent à tromper la surveillance.

La répression étant insuffisante pour endiguer un flot de drogue qui s'écoule de moins en moins dans la montagne recouverte de jungle et quasiment indétectable. Il s'agit, en général, de deux types de trafiquants : les « gros bonnets », qui sont des hommes d'affaires, armés par hélicoptères, nous a-t-on affirmé. Et, malgré tout, les policiers font régulièrement chou blanc : le stock de drogue a

Le congrès du... influence grand...

Le congrès du... influence grand... (Texte continué sur la page suivante)

UN CADEAU DURABLE
Offrez un abonnement d'un an au **Monde des philatélistes**
Prix : 22 F
Etranger : 28 F
1. rue de l'Industrie, Paris (20)
C.C.P. 15 523-12 Paris
Spécimen sur demande

كندا من الأصل

هكذا من الأصل

EUROPE

Japon

Le congrès du parti socialiste a consacré l'influence grandissante de l'aile gauche

Tokyo. — Entre deux consultations électorales à moins d'un an d'intervalle — la première le 5 décembre 1976, marquée par un recul du parti conservateur, la seconde pour le renouvellement de la Chambre haute en juillet 1977, — le quarantième congrès du parti socialiste, qui s'est tenu à Tokyo du 8 au 10 février, a revêtu une importance particulière. Il a consacré l'influence grandissante de l'aile gauche du P.S. Cette nouvelle orientation devrait entraîner prochainement un durcissement des

positions du parti.

Le congrès a maintenu dans leurs fonctions MM. Narita, président, et Ishibashi, secrétaire général, tous deux soutenus par la gauche, mais a évincé du poste de vice-président M. Edo, chef de l'aile droite, violemment critiqué pour son action en faveur d'une union des partis d'opposition excluant le P.C. Il a été remplacé par M. Takasawa, l'un des jeunes théoriciens de la gauche, désormais fortement représentés au comité exécutif.

De notre correspondant

Le fait le plus marquant dans la nouvelle orientation du P.S. est l'apparition d'un nouveau groupe de parlementaires : l'Association de mai (Sangatsukai) dont les dix membres tiennent de l'Association pour le socialisme. L'une des personnalités les plus influentes de ce groupe est M. Torao Takasawa, député de la cinquième circonscription de Tokyo.

Le P.C. se rapproche de Moscou

« La Sangatsukai a d'abord une occupation unitaire, nous dit-il, elle doit être l'antithèse des grandes alliances qui ont permis au P.S. d'obtenir la majorité. Nous cherchons à donner des réponses concrètes, par un travail à la base, aux problèmes du P.S. mais surtout à maintenir une certaine orthodoxie au sein du parti ». La tentation est évidente chez les socialistes nippons de créer un groupe qui s'apparente à ce qu'est le CERES au sein du P.S. français.

La rupture de l'équilibre en faveur de la gauche du P.S. signifie le rejet du programme de l'aile droite de M. Edo. La Sangatsukai, qui ne cache pas vouloir devenir à terme le courant dominant du P.S., envisage de poursuivre, parallèlement, des négociations en vue d'une alliance avec le P.C. d'une part et le Komeito de l'autre, mais ne paraît guère souhaiter inclure dans une coalition éventuelle les socialistes démocrates, très marqués du côté des conservateurs.

La nouvelle orientation du P.S. s'est clairement manifestée le lendemain même de l'ouverture du congrès. L'hebdomadaire Shukan Asahi a publié, en effet, mercredi 9 février, un long entretien entre M. Iwai, socialiste, ancien président de Sohyo et proche de Sangatsukai, et M. Miyamoto, président du parti. M. Miyamoto a déclaré que, lors du congrès, le P.S. qui jusqu'à présent, avait été très prudent dans ses

relations avec le P.C., et plus sollicité que solliciteur, proposait, par l'entremise de M. Iwai, d'entamer au plus tôt des négociations entre le P.C. et la gauche du P.S. en vue d'un accord.

L'ouverture des socialistes en direction des communistes est, dit-on chez les premiers, d'autant plus aisée aujourd'hui que le P.C. a essuyé une défaite le 5 décembre pendant la moitié de ses sièges. Cela a certainement diminué chez les socialistes la crainte, dont ils n'ont jamais pu se débarrasser depuis l'immediat après-guerre, que le P.C. était son apogée, voire ennemi par les communistes dans un front commun.

Un second facteur joue également dans le même sens : la tendance au rapprochement des relations entre Moscou et le P.C. japonais, rompues depuis 1964. Ce rapprochement pourrait se traduire dans un avenir proche par un voyage de M. Miyamoto à Moscou et la réintégration dans le P.C.J. de certains dissidents qui avaient formé autour de M. Shiga et de sa femme le groupe « La voix du Japon », grâce à l'aide soviétique.

On ne cache pas, d'autre part, que la gauche socialiste pro-soviétique est majoritaire à l'exception du groupe de M. Sasaki, qui n'est pas rattaché au P.C. japonais, mais qui se rapproche de l'U.R.S.S. et le P.C. japonais, dans les relations entre communistes et P.S. au Japon. De là à penser qu'une alliance des partis se réclame du marxisme au Japon se ferait sous l'égide de Moscou, il y a sans doute un pas. L'hypothèse n'est pas cependant à exclure : l'Union soviétique a fait savoir qu'elle était prête à accueillir prochainement à Moscou M. Narita, président du P.S. Si l'on se souvient que ce dernier signa en mai 1975 à Pékin la « clause anti-négociation », qui provoqua une réaction très vive de Moscou, le geste du Kremlin illustre la volonté de jouer un rôle dans la naissance d'une union de la gauche au Japon.

PHILIPPE PONS.

(Samedi 12 février.)

LA POLÉMIQUE ENTRE MOSCOU ET PÉKIN

La « Pravda » reprend ses attaques contre la politique chinoise interrompues depuis la mort de Mao

La Pravda vient de relancer ses attaques contre la politique chinoise, qui avaient été suspendues depuis la mort de Mao. Cette reprise de la polémique par Moscou intervient alors que, le 28 janvier, à Pékin, M. Ilyitchev, vice-ministre soviétique des affaires étrangères et principal négociateur sur le problème des frontières entre l'U.R.S.S. et la Chine, avait eu un « entretien de courtoisie » avec M. Huang Hua, ministre des affaires étrangères. Il aurait présenté de nouvelles propositions.

Contrairement aux Soviétiques, les Chinois ont toujours verticalement interrompu la polémique. Ils souhaitent ouvertement que les Etats-Unis maintiennent une présence militaire dans le Pacifique.

Moscou. — La presse soviétique a repris le jeudi 10 février la polémique avec Pékin, interrompue le lendemain de la mort de Mao Tse-tung. La Pravda a mis fin à cette trêve unilatérale en publiant, sous le titre « Des faux antivolontaristes », un commentaire accusant les dirigeants chinois « de faire le jeu des adversaires du socialisme et des détracteurs de la détente internationale ». Le commentaire est signé l'Observateur, ce qui indique qu'il a été approuvé, sinon rédigé, à un haut niveau dans la hiérarchie du parti.

Le prétexte choisi par la Pravda (prétexte, car depuis des mois les Soviétiques n'avaient que l'embaras du choix s'ils voulaient relever les déclarations ou écrits chinois hostiles à l'U.R.S.S.), est un communiqué publié le 1er janvier à Pékin, à l'issue d'une conférence consacrée « à la propagation de l'expérience du pétrolier Denging ». Selon la Pravda, « les auteurs de ce document, apparemment consacré à des problèmes strictement intérieurs, se sont livrés à des attaques antisoviétiques, dans l'esprit de la guerre froide et de l'aggravation de la tension internationale. Ayant recouru au mythe pékinois et dénoncé depuis longtemps la « menace soviétique », ils prétendent que l'U.R.S.S. ne renonce pas à son droit à l'indépendance de la Chine. La fausseté de cette thèse est évidente ».

Chine nouvelle a reproduit, jeudi 10 février, sur un ton approbateur, une récente déclaration du commandant en chef des forces navales américaines dans le Pacifique, affirmant que cette présence est nécessaire afin de « contrebalancer la puissance militaire soviétique dans la région ».

D'autre part, un journal provincial chinois laisse entendre que les savants du pays mettent au point un nouveau missile balistique intercontinental. Jusqu'à présent, le programme en ce domaine avait subi des retards, aucun engin opérationnel chinois ne dépassant une portée intermédiaire (6 000 à 7 000 kilomètres).

De notre correspondant

A l'appui de ses dires, l'Observateur rappelle « les multiples initiatives soviétiques visant à normaliser les rapports avec la Chine » : les propositions de 1969, au moment de l'ouverture des négociations frontalières qui se poursuivent toujours à Pékin, celles de 1971 — « la conclusion d'un traité de non-recours à la force » ; celles de 1973 — « la conclusion d'un traité de non-agression » ; l'offre, enfin, d'organiser des rencontres sino-soviétiques à n'importe quel niveau, y compris au sommet, faite en 1969 et réitérée en 1970 et en 1973. La Pravda conclut cette énumération en affirmant que, « au cours de ces derniers mois, l'U.R.S.S. a pris d'autres initiatives pour améliorer les rapports entre les deux pays. Ces démarches de l'U.R.S.S. ont été beaucoup appréciées par l'opinion progressiste mondiale ».

La référence à l'« opinion progressiste mondiale » indique que l'Observateur ne fait pas allusion à de nouvelles propositions qui auraient été tenues secrètes, mais à des faits connus, comme la suspension unilatérale de la polémique, l'envoi de télégrammes de condoléances au lendemain de la mort de Mao (télégrammes qui ont été refusés par les destinataires), la publication de commentaires reprenant les anciennes propositions soviétiques et suggérant sans faire la moindre concession quant au fond du conflit, une reprise ou un développement des liens culturels, sportifs et commerciaux entre les deux pays. Mentionnons enfin le retour à Pékin, le 27 novembre dernier, de M. Ilyitchev, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, et chef de la délégation de l'U.R.S.S. aux négociations frontalières, suspendues pendant dix-huit mois.

Réplique à l'appui chinois aux « dissidents » ?

Le commentaire de la Pravda corrobore les rumeurs qui courent à Moscou depuis deux semaines et selon lesquelles les négociations n'auraient fait aucun progrès, bien qu'elles se poursuivent sans aucune périodicité. De source diplomatique chinoise, on rejette la responsabilité de l'immense sur les Soviétiques ; du côté soviétique, on accuse les Chinois de n'être animés d'aucune bonne volonté et d'exiger toujours de Moscou la reconnaissance officielle de l'illégalité « des traités conclus au dix-neuvième siècle et par lesquels la région était divisée ».

Italie

Une dizaine d'universités sont occupées par les étudiants

Une dizaine d'universités italiennes sont occupées par leurs étudiants qui protestent en particulier contre les projets de réforme de l'enseignement supérieur. Le mouvement a commencé à Palerme il y a deux semaines et s'est étendu à Naples, Bari, Cagliari, Rome, Pise, Florence, Bologne et Milan. Dans la capitale, les membres des comités d'occupation qui se réclament du Mouvement étudiant ont organisé une grande manifestation le mercredi 9 février qui a été le lendemain suivie par une initiative des « partis démocratiques » et des syndicats élargie aux élèves du secondaire.

Le recteur de l'université de Rome a été reçu par le président du conseil qui s'est engagé à hâter la construction d'une deuxième université dans une zone périphérique de la ville. Les pouvoirs publics suivent de près l'évolution des événements qui rappellent par certains aspects les débuts de la révolte de 1967-1968.

De notre correspondant

Rome. — Cessez de me parler de 1968. Nous sommes en 1977, et l'Italie a changé. « Cet animateur du « Mouvement étudiant », qu'approuvent de la tête une vingtaine de ses camarades, a sans doute raison. Il n'empêche que plusieurs des griffes qui courent les murs, les portes et les fenêtres de la faculté des lettres et de philosophie se réfèrent au fameux Sessantotto. Soit explicitement en vantant le nouveau 68, soit de manière indirecte par une similitude de style, voire l'adoption des mêmes slogans. « Soyons réalistes, demandons l'impossible », a écrit à la peinture rouge quelqu'un qui se souvenait de la Sorbonne, tandis qu'un autre a griffonné dans un coin cette explication significative : « Nous ne voulons pas nous asseoir dans des fauteuils, mais seulement les renverser ».

A l'entrée de la cité universitaire de Rome — un ensemble imposant construit avant guerre dans le pire style mussolinien — quelques militants vous fouillent de la tête aux pieds. Ceux-là même sans doute qui ont attiré un appel à la participation pour que « n'existe pas de division du travail au sein du Mouvement » et que « l'individualisme bourgeois soit surmonté ». Le poète de fouille franchi, chacun est libre d'aller où il veut, d'écrire partout ce qui lui plaît. Personne, en principe, ne commande à personne. « Ce sont les assemblées qui décident, nous sommes contre les délégations de pouvoir », disent les meneurs, qui se défendent de l'être.

Ils se réclament du « Mouvement étudiant », comme en 1967-1968 lors des événements qui avaient précédé, sinon inspiré, ceux de Paris. Le terme est trompeur puisqu'il désigne des adversaires de toute association organisée. Le « Mouvement » n'est pas l'un de nos interlocuteurs. Comment le serait-il, alors que les étudiants appartiennent à des classes sociales différentes ? Mais il donne à sa lutte un contenu politique, tout en voulant rester autonome des partis. Du P.C., tout d'abord, mais aussi des groupes d'extrême gauche, accusés de vouloir s'approprier « le Mouvement ».

Celui-ci est-il marxiste ? La question suscite des rires. « Il faudrait

tre mouvement, souligne-t-on ici. Ainsi, on voulait transformer en vague lutte antisocialiste, à laquelle les partis de droite seraient associés, ce qui est en fait une lutte politique ».

Car les membres du « Mouvement » ne se battent pas seulement contre « la restauration de l'université » : à part cette lutte contre les réformes, au-delà des revendications économiques comme le pré-salaire, ils déclarent mener un combat anticapitaliste. « Nous voulons faire converger ce mouvement dans un autre, plus vaste, contre la bourgeoisie, contre le capitalisme historique. C'est pourquoi, comme en 1968, ils ont cherché le contact avec les ouvriers et — signe des temps — avec les chômeurs ».

La classe ouvrière n'est-elle pourtant pas derrière les syndicats ? « Elle est souvent devant eux », réplique un étudiant. Il se déclare persuadé que le mouvement s'étendra, malgré l'opposition des confédérations syndicales et du parti communiste. Mais il n'exclut pas un reflux progressif. « Tout dépendra des erreurs que nous ferons ».

ROBERT SOLÉ.

(Lundi 14 février.)

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, M. Mario Soares, a pris, lundi 14 février, son bateau de pélerin pour aller plaider à Londres à Dublin, à Copenhague et à Rome une cause qui lui tient au cœur : l'entrée immédiate de son pays dans le Marché commun. Le deuxième point de cette tournée aura lieu au début du mois de mars, et débouchera sans doute, à Bruxelles, sur une présentation formelle de la demande d'adhésion.

Ce « retour en Europe » d'un pays qui fut longtemps tourné vers l'Afrique et à qui les révolutionnaires du 25 avril voulaient assigner une spécificité « tiers-mondiste » ne rencontre plus guère d'opposition au Portugal même. Seuls les communistes s'y

opposent, estimant qu'une intégration européenne entraînerait « ipso facto » la remise en cause des « conquêtes de la révolution ».

Pour M. Soares, l'adhésion au sein de la C.E.E. constitue un objectif doublement prioritaire. Sur le plan politique, il juge qu'un ayant triomphé des « menaces » communistes en 1975-1976 il a « délivré l'Europe d'un des problèmes les plus redoutables » depuis la dernière guerre. Une telle victoire sur le totalitarisme au sud de l'Europe mérite selon lui d'être suivie « récompensée », du moins consacrée officiellement.

Sur le plan économique, le gouvernement portugais n'a jamais dissimulé l'ampleur et l'urgence de l'aide qu'il attendait de l'Europe et du Fonds monétaire international. Avec près de 1 milliard de dollars de dette extérieure, une inflation de 30 % et la nécessité d'importer, en 1977, pour plus de 200 millions de dollars de produits alimentaires, le Portugal demeure coincé entre une austerité nécessaire et les risques de nouvelles explosions de mécontentement.

Assuré de l'appui de ses principaux partenaires (P.F.D. et C.D.S.), M. Soares ne sera pas accueilli sans réticences dans toutes les capitales européennes. Si les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. ont accepté, le 5 février, le principe d'une adhésion portugaise, ils ont aussi leur réponse de fortes réserves. Plusieurs pays, la France et ceux du Benelux en particulier, souhaitent que le Portugal mette d'abord de l'ordre dans ses finances et rattrape son retard économique et social. Un « stage » de postulant devrait donc lui être imposé. D'autres, en revanche, comme la Grande-Bretagne et la R.F.A., appellent sans réserve la candidature de Lisbonne pour des raisons essentiellement politiques. Cette divergence illustre, selon les dirigeants portugais, l'existence de deux conceptions de l'Europe : association « épistém » de pays riches, ou communauté démocratique solidaire. Or la C.E.E., selon M. Soares, ne saurait être un simple « club de riches », et le Portugal a besoin de temps — et d'argent — pour « remettre de l'ordre dans sa maison ».

En fait, les réticences que le chef du gouvernement portugais devra vaincre participent aussi d'autres motivations. Avec un secteur nationaliste dominant, une interyndicalité contrôlée par le parti communiste, une réforme agraire brutalement réalisée, les structures du Portugal demeurent notablement différentes de celles des pays de la Communauté. M. Soares devra donc user de toute son éloquence pour convaincre ses interlocuteurs. A Lisbonne, on met déjà en avant les conséquences désagréables qu'entraînerait un échec de cette tournée européenne. Si le Portugal n'est pas longtemps à une porte close — ou entrebâillée — le Portugal n'aurait d'autre recours que de se tourner vers les Etats-Unis.

(Lundi 14 février.)

d'or

La opération menée par la marine, et à laquelle participaient cinq mille hommes, a été évaluée à 600 tonnes. Le produit de la vente des lingots d'or est destiné à financer la production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

La production de

FRANCE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

GUADELOUPE : les communistes maintiendront-ils leur supériorité ?

Pointe-à-Pitre. — La Guadeloupe est une vieille terre de révoltes et de conflits avec le pouvoir. Un peu plus souvent peut-être que dans les autres départements d'outre-mer, les luttes pour l'émancipation et les régressions ont pris un tour tragique, du moins dans la période contemporaine. Il fut un temps, pas si lointain, où le maintien de l'ordre y était la principale préoccupation des représentants du pouvoir central, où chaque campagne électorale faisait se lever un vaste point d'interrogation sur l'avenir immédiat et la paix de l'île, où le moindre incident pouvait évoluer en drame quand il ne donnait pas prétexte à quelque remise en ordre musclée ou à un procès exemplaire.

De cette tradition et de ces souvenirs récents découlent une « fragilité » sociale particulière — une réalité politique tout à fait concrète : la Guadeloupe est un des départements français où électoralement la gauche est la plus forte. Sur les trente-quatre communes que compte l'île, huit sont communistes, cinq socialistes, trois « progressistes », et sept appartenant à ce qu'il est convenu de nommer des « divers gauches ». Soit vingt-trois municipalités d'opposition, les gaullistes et les modérés n'en détiennent que sept. Cette situation n'est pas nouvelle, elle a été confirmée par les élections cantonales de mars 1976, les dernières élections municipales de l'île, où la gauche a obtenu 53 et 53 %.

La force principale de cette gauche est le parti communiste. Il n'existe pas en Guadeloupe, de « phénomène Césaire », et le P.C.G. n'a pas à pâtir, comme en métropole, d'un parti progressiste proche de lui et emmené par une personnalité de grand renom.

Formation autonome, indépendante du P.C.P. (comme tous les partis communistes des DOM), le P.C.G. fut d'abord départementaliste. À l'instar de toute la gauche, il fut, à la libération, l'ardent

défenseur de la loi qui transformait quatre colonies en départements français. Parallèlement à ses homologues d'outre-mer — mais peut-être au prix de convulsions plus graves — il évolua peu à peu vers l'autonomie. À l'heure actuelle, il milite officiellement pour une autonomie « démocratique et populaire », n'impliquant nullement la rupture avec la République française. La notion d'indépendance lui pose, comme aux autres partis autonomistes, quelques problèmes. Le « document » adopté en novembre 1976 par son VI^e congrès stipule que « l'indépendance n'est pas une revendication formulée par la masse du peuple guadeloupéen et qu'un tel mot d'ordre est de nature à faire reculer le mouvement anticolonialiste ». Toutefois, le même texte précise que les communistes de Guadeloupe peuvent « envisager des actions communes contre le colonialisme français avec les partisans de l'indépendance » à condition néanmoins que ces « positions » de ceux-ci ne soient « dictées » ni par les services psychologiques de l'impérialisme, ni par le marxisme. La complexité de ces lignes traduit en fait la lutte de tendances qui oppose, au sein du P.C.G., d'une part, les élus et les anciens, modérés, étrangers,

à toute idée radicale, acquis peu ou prou au système actuel, et, d'autre part, leurs « enfants », parfois au sens propre du terme, plus durs, plus entreprenants et surtout plus soucieux de ne pas se couper des idées de l'extrême gauche. La réalité du P.C.G. est, en tout cas sur place, une très forte implantation et quelques fiats apparentement à toute épreuve. Des maires communistes président dans dix-huit communes, dont la ville du département : M. Jérôme Cléry à Basse-Terre, le chef-lieu ; M. Henri Bangou à Pointe-à-Pitre, la véritable « capitale ».

Il y avait aussi, au nombre des fleurons communistes, et jusqu'à une date récente, une ville de quelque vingt mille habitants : Capeste. Le maire était M. Paul Lacavé, ancien député de la deuxième circonscription. Le décès de M. Lacavé le 3 décembre dernier, a non seulement marqué un tournant dans le déroulement de la présente campagne électorale, mais il coïncide peut-être aussi avec le début d'une évolution dans l'équilibre des forces.

Le 20 janvier, à Capeste, M. Alexis Delacroix, premier adjoint du maire défunct, son ami, son héritier désigné, annonçait qu'il quittait le parti communiste. La troisième des plus importantes communes gérées par le P.C.G. risque donc de ne plus être communiste après les élections de mars prochain. M. Delacroix a, en effet, quelques chances d'être réélu. Le P.C.G. ne manquera pas de désigner un candidat contre lui, mais l'ex-premier adjoint est populaire, en place depuis longtemps, indubitablement investi de la confiance du maire disparu. Le P.C.G. a donc à se défendre sur ses listes vers les non-communistes et le centre gauche. Il a déjà obtenu un succès le 6 février en étant élu, dès le premier tour, avec plus de 61 % des suffrages exprimés, au siège de conseiller général, rendu vacant par le décès de Paul Lacavé. Le candidat communiste, M. Christian Célésté, recueillait seulement

330 voix, 0,6 % des suffrages exprimés (le 6 février).

Cette affaire va au-delà de la simple anecdote pour deux séries de raisons. La première tient à l'histoire même du parti communiste guadeloupéen. Une faille datant des années 50 et de ce que l'on nomme ici « l'affaire Rosen Girard », du nom d'un des fondateurs du P.C.G., député de l'île de 1948 à 1958, ancien conseiller général et maire de Moule, qui fut le leader incontesté de l'opposition guadeloupéenne avant de rompre avec son parti, dans le cadre d'une lutte pour la reconnaissance de l'indépendance, a été dramatique, en raison notamment d'un désaccord stratégique (2).

Autre implication du changement survenu à Capeste : la modification possible de l'équilibre politique de la deuxième circonscription. En 1972, M. Jaton avait enlevé son siège de député à M. Lacavé, ce qui traduisait déjà une évolution de l'électoral vers la droite. En effet, le nouveau élu s'était présenté comme indépendant et avait été un temps, assimilé à ceux que le ministère de l'Intérieur nomme les « divers majoritaires ». Le passage de Capeste dans le camp modéré accentuerait encore ce mouvement. Au point d'ailleurs que, à la limite, M. Jaton pourrait bien y découvrir une menace pour son siège, puisqu'il est désormais considéré comme socialiste et qu'il figure dans les rangs de la gauche n° 1 à l'Assemblée nationale. Le député de la deuxième circonscription ne peut guère, sans grand risque, d'une part laisser évoluer son électoral dans une direction qui pourrait lui être défavorable, d'autre part conserver avec le P.C.G. son allié théorique, des relations aussi lointaines que celles qui existent actuellement entre le P.C.G. et le P.C.F. de la Seine-Saint-Denis.

Enfin, Capeste n'est qu'un problème parmi d'autres pour le parti communiste guadeloupéen. M. Bangou n'est guère moins élu à Pointe-à-Pitre. Dans cette ville, comme à Basse-Terre, la majorité ira à la bataille pour le principe. Au début du mois de février, elle a élu, pour la première fois, un maire communiste, M. Jacques Chirac, élu député. En revanche, d'autres municipalités

ont des conséquences à plus long terme. En premier lieu, parce qu'il est difficile, outre-mer, de rompre avec le courant autonomiste et, d'une certaine manière, sans se retrouver « adopté » par la majorité, et surtout par ceux dont l'objectif essentiel est d'augmenter le capital électoral de la gauche. Aussi l'administration suit-elle d'un regard fort intéressé l'évolution de l'affaire. Et il est peu probable qu'une liste de la majorité un tant soit peu cohésive soit opposée à M. Delacroix. On fera sans doute en sorte de lui laisser la voie libre.

Evolution à droite

communistes pourraient être menacés à Sainte-Anne, M. René serait considéré comme socialiste. M. Labeche, conseiller général, lui-même élu député, est lui-même élu député, il est vraisemblable qu'il se présentera contre lui-même. M. Labeche, gaulliste, qui lors des élections cantonales de mars 1976, avait battu de justesse, il est vrai, un représentant du P.C. dans la deuxième circonscription de Sainte-Anne.

Surmont, le difficile problème que pose aux communistes guadeloupéens la question de la succession de M. Delacroix, les conséquences de la crise volcanique alimentée sans nul doute l'essentiel des commentaires de ces élections municipales.

NOEL-JEAN BERGEROUX.
(Vendredi 11 février.)

Au cours du colloque sur l'avenir de l'industrie française

Le parti socialiste a précisé ses choix économiques

Le premier colloque national du parti socialiste sur la politique industrielle, qui s'est déroulé à Paris pendant le week-end, s'articulait autour de sept rapports sur les thèmes suivants : secteur public et nouvelle logique ; environnement international de notre industrie ; financement des entreprises et stratégie industrielle ; l'emploi industriel ; les fondements d'une autre politique ; la création d'entreprises ; un projet socialiste : les travailleurs et l'entreprise.

Ces rapports étaient présentés à autant de « tables rondes » auxquelles participaient, en leur nom personnel, des hommes politiques, des syndicalistes, des chefs d'entreprise,

des banquiers, des économistes, de très hauts fonctionnaires internationaux, etc. La majorité des intervenants étaient membres du parti socialiste ou sympathisants, mais plusieurs d'entre eux, notamment des représentants des P.M.I., ont exprimé leurs craintes et de soulever objections ou critiques. Les rapports, les exposés, les réponses aux questions posées par les assistants et les débats se succédaient pendant plus de dix-sept heures, de sorte qu'il n'est matériellement pas possible de rendre compte de toutes les interventions. Comme il est naturel en de pareilles manifestations, le niveau en fut parfois élevé, mais atteint par moments une rare densité.

Un débat courageux qui appelle des éclaircissements

Ce n'est que le commencement d'un débat, a-t-il été déclaré M. Mitterrand dimanche soir à l'issue du colloque consacré par le P.S. à la politique industrielle. Après une quinzaine d'heures de débats, il n'est pas nécessairement évident que le sentiment qui se dégage des rapports présentés et des « tables rondes ».

Apparemment, la réflexion du P.S. sur la politique industrielle n'en est encore qu'à ses débuts. À l'approche des échéances électorales, au moment où la majorité concentre ses attaques sur les aspects économiques du programme commun, les socialistes présentent un risque en débattant publiquement de la politique industrielle, terrain sur lequel ils ne s'étaient jamais sentis très à l'aise dans le passé. Domaine également absent des préoccupations principales de leurs anciens dirigeants. Matière enfin où les réalités ne peuvent être masquées par le discours, même s'il est plus aisé de critiquer l'action du gouvernement en place — ce que n'ont pas manqué de faire avec talent les participants — que de définir avec précision une contre-politique.

Le P.S. avait, de plus, pris le parti courageux d'inviter à ses « tables rondes » — bel exemple d'exercice démocratique — des opposants au programme commun, jeunes dirigeants d'entreprises, représentants des P.M.I., toutes personnes qui ont une expérience « sur le tas » et sont donc peu portées à s'en laisser conter. La tentative socialiste a-t-elle réussi ?

S'il s'agissait pour ses promoteurs d'organiser une vaste séance de « brassage d'idées », de dialoguer, de « jeter un pont » avec

des représentants patronaux, de clarifier certaines positions, de tester quelques propositions, le colloque a dû les satisfaire. Mais l'observateur extérieur reste quant à lui sur sa faim l'avenir de l'industrie française nécessaire des réponses précises, et l'on a pu constater à l'occasion des questions posées par les « invités », que bien des points d'interrogation subsistent.

Certes on a obtenu des confirmations ou politiques importantes, des précisions intéressantes, entendu quelques propositions nouvelles. M. Mitterrand a réaffirmé par exemple, que l'extension des nationalisations, durant les cinq ans de la législature, se limiterait à celle qui est inscrite dans le programme commun ; il a rappelé que les nationalisations « ne sont pas la confiscation des entreprises par les travailleurs ».

Sur l'indemnisation des actionnaires, le premier secrétaire du P.S. s'est tenu à une formule déjà avancée lors du forum de l'Expansion : les actions seront remplacées par des « titres nouveaux » participatifs à « vocation indexée sur les résultats de l'entreprise, sans fixation d'un cours arbitraire par l'Etat ». Ce faisant, il a admis que le débat avec le parti communiste, de principe, l'indemnisation par l'Etat de bons du Trésor, « restait ouvert ».

Malintendons-nous les structures des groupes nationaux en l'état ? Il ne semble pas si l'on se réfère à une allusion de M. Mitterrand à Rhône-Poulenc, dont la branche textile pourrait être, a-t-il dit, « au centre de la constitution d'un grand groupe textile français » internationalement compétitif. De même, M. Attali a

indiqué que les participations industrielles défendues par les banques d'affaires pourraient être le cas échéant, revendues au secteur privé. Quand ? Selon quels critères ? Cela est encore flou.

Autre idée avancée qui semble recevoir un large consensus : les entreprises, qui ont permis la création de nombreuses entreprises. Ce thème fut l'un des points forts du colloque. Les socialistes insistent, longuement sur leur volonté de protéger et d'encourager l'initiative individuelle. Les crédits pourront être orientés vers de jeunes entreprises qui serviront de modèle social et de stimulant à la concurrence : coopératives, mutuelles, sociétés autogérées fondées sur l'association, entreprises « démocratiques » dans des secteurs comme la pharmacie et la boucherie (pour « offrir aux consommateurs un juste prix »).

M. Chevènement a proposé de son côté la réorganisation du secteur public, non par branche, mais en fonction de programmes définis par le plan. On rassemblerait alors des entreprises, des unités de production, sur un projet précis et pour une période déterminée.

Certaines de ces idées, de ces propositions, n'engagent cependant, semble-t-il, que leurs auteurs, la sanction du parti socialiste ne leur étant pas encore acquise.

Clarifier les priorités

Pouvait-on espérer de ce colloque des réponses à toutes les questions que pose la future politique industrielle du P.S. ? Cela aurait supposé l'existence d'une stratégie industrielle définie de façon précise. Or, à l'évidence, le

Un nouveau problème à Paris

(Suite de la première page.)

L'expectative provoquée par le décès de M. Lafay ne va pas sans spéculations, chaque camp observant l'autre. Du côté du R.P.R., plusieurs solutions sont envisagées. L'une consisterait à confier la direction de la liste dans la dix-septième à l'une des personnalités qui y figurent déjà, comme Mme Miasotte ou M. de Préau. Mais deux députés R.P.R. ont, de ce côté, des réserves. Le climat social n'est pas trop défavorable à celles-ci. Il est même toute chance qu'elles soient retenues. L'Union des travailleurs des syndicats très politisés et très attachés à l'indépendance des guadeloupéens et l'Union des travailleurs agricoles dans lesquels se retrouvent des partisans de l'indépendance.

En fait, ce climat, troupeur ou non, tient pour une bonne part à une cause non pas politique mais géographique. La Guadeloupe se

déclat de trois mois, c'est-à-dire avant le 13 mai prochain.

Toutefois, le code précise également qu'aucune élection législative partielle n'a lieu dans les quinze jours qui précèdent l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale. L'Assemblée actuelle devant demeurer en fonction jusqu'au 2 avril 1978, il sera impossible d'organiser une élection législative partielle après le 2 avril 1977. Le scrutin pour le remplacement de M. Lafay à son siège de député devrait donc avoir lieu avant cette date. Le code précisant d'autre part en son article L.173 que « les élections ont lieu le cinquième dimanche qui suit la publication du décret convoquant les électeurs », la solution ne pourrait se dérouler que le 20 mars, pour le premier tour, c'est-à-dire le même jour que le second tour des élections municipales.

En revanche, M. Lafay ne sera pas remplacé, la présidence du Conseil de Paris, ce poste n'étant pourvu que pour chaque session. L'enjeu que représente le porte-voix des élus est important pour l'un ou l'autre camp. Si les républicains, indépendants, l'emportent, tout en conservant les secteurs qu'ils possèdent déjà, ils pourraient contraindre le P.S. à se pourvoir au remplacement du député décedé.

En revanche, M. Lafay ne sera pas remplacé, la présidence du Conseil de Paris, ce poste n'étant pourvu que pour chaque session. L'enjeu que représente le porte-voix des élus est important pour l'un ou l'autre camp. Si les républicains, indépendants, l'emportent, tout en conservant les secteurs qu'ils possèdent déjà, ils pourraient contraindre le P.S. à se pourvoir au remplacement du député décedé.

Pour le R.P.R., l'enjeu est encore plus important. Si les gaullistes conservent les vingt-deux sièges qu'ils possèdent dans les 8^e, 9^e, 10^e et 11^e arrondissements, ainsi que les onze du 15^e qu'ils détient, et s'ils emportent les huit sièges du 17^e, ils auront que les 12^e et 13^e arrondissements sont menacés par la gauche — la majorité relative leur sera acquise au troisième tour du scrutin. M. Jacques Chirac, élu député, est le maître de la capitale.

ANDRÉ PASSERON.
(Mardi 15 février.)

فكرنا من الأصل

SCIENCES

AU LARGE DU GABON

LA STATION SOUS-MARINE DE GRONDIN OUVRE LA VOIE A L'EXPLOITATION DU PÉTROLE DES MERS PROFONDES

Dans le champ de Grondin (au large du Gabon), à 50 mètres de profondeur, l'eau est encore suffisamment claire pour que, même sans projecteur, l'on puisse voir par les petits hublots de la cloche de plongée : des centaines de sardines changent brusquement de direction avec un ensemble parfait, de gros méroux et de majestueux capitaines passent calmement et, quand le mouvement giratoire de la cloche est favorable, on aperçoit en contrebas une partie d'un grand châssis métallique peint en gris clair, posé sur le fond sablonneux, et un

bout d'une superstructure jaune orangé approximativement cylindrique mais faite de multiples longerons et conduites, et coiffée d'un lourd chapeau d'acier. Une cloche de plongée n'est pas l'observatoire idéal : à trois, on y est très cassé ; les hublots sont petits et peu nombreux ; et surtout la cloche n'est pas libre d'aller au meilleur point de vue, pas plus qu'elle ne peut se maintenir à un angle de visée fixe. Pourtant, l'objet à voir est quasiment unique dans la technique pétrolière : il s'agit de l'une des rarissimes têtes de puits sous-marines qui existent au monde.

Conçue par le groupe Elf-Erap (maintenant Elf-Aquitaine), installée à partir de la fin d'avril 1976 par Elf-Gabon sur le champ offshore de Grondin, cette tête de puits a été mise en production le 17 décembre 1976. D'ici peu sera entrepris le forage d'un deuxième, ensuite d'un troisième puits qui seront dotés, eux aussi, d'une tête sous-marine. Vers le début de 1978, la station sous-marine expérimentale de Grondin devrait être complètement équipée, ouvrant ainsi la voie à l'exploitation du pétrole des mers profondes.

La verticale et l'horizontale

Les interventions sous-marines télécommandées ne posent pas trop de problèmes tant qu'elles sont faites selon un axe vertical. On dispose, en effet, de techniques de rendez-vous qui sont déjà couramment utilisées. L'élément à placer ou l'outil-robot sont descendus au fond suspendus au train de tiges du bateau de surface et guidés par des lignes-guides tendues entre la surface et l'élément à placer. Les interventions télécommandées sont beaucoup plus difficiles à réaliser si elles se font selon

des axes autres que la verticale. Le premier axe la conduite de collecte, y découpe un chanfrein, y enlève la rouille par brossage — le tout en moins de quarante-cinq minutes. Le second axe porte le connecteur, le met en place, entre la conduite de collecte et le tuyau solide de la plaque de base, en déplaçant la partie télescopique et y visse trois écrous.

Plusieurs autres robots sont en cours d'étude. L'un viendra se poser sur la tête de puits et un bras articulé lui permettra d'intervenir au niveau nécessaire sous le chapeau de celle-ci. Un autre, qui sera construit par les Ateliers et Chantiers de Bretagne, viendra se poser sur les rails couronnant les grands côtés de la plaque de base, et son bras télémanipulatoire pourra intervenir sur chaque tête de puits.

Plus tard, l'on fera peut-être une chambre de travail en pression atmosphérique normale qui viendrait se coller comme une ventouse sur une des têtes de puits ou sur le chapeau de la centrale hydraulique.

A Grondin, le dégazage et l'acheminement à terre du pétrole produit par le système sous-marin ne posent pas de problèmes. Le champ est exploité depuis 1971 par vingt puits classiques situés sur deux plateformes fixes et sur pétrole (9 millions de tonnes en 1976) est acheminé à Port-Gardien par un pipeline sous-marin. Mais dans l'avenir, si l'on veut arriver à exploiter un champ offshore uniquement avec des puits sous-marins, il faudra tout de même quelques installations de surface : une station de dégazage, une torche et un poste de chargement.

Jusqu'à la profondeur de 1 000 mètres d'eau, il devrait être possible d'installer sur le fond des engins flottants. Au-delà de 1 000 mètres, l'emploi des lignes d'ancrage classiques en acier sera impossible : avec une telle longueur, celles-ci ne pourraient pas supporter autre chose que leur propre poids. Il faudra très probablement alors utiliser des lignes en matériau synthétique qui ne sont pas encore inventées, mais sur lesquelles on travaille déjà, ou des engins à positionnement dynamique dont on ne voit pas encore comment ils pourront fonctionner sans aucune déperdition pendant une vingtaine d'années.

A Grondin, on n'en est pas encore là : la profondeur de l'eau n'est que de 60 mètres. Tel quel est, l'ensemble du projet coûte 225 millions de francs, dont 90 à la charge d'Elf-Gabon (le prix qu'aurait coûté à installer trois puits de production offshore classiques).

YVONNE REBEYROL
(Mercredi 9 février.)

Les espérances de l'offshore

SUPERFICIE	BASSINS SEDIMENTAIRES ÉPAIS DE PLUS DE 1 000 M.		
	Sur les continents	Dans les mers profondes de moins de 200 m	Dans les mers profondes de plus de 200 m
Totale	65 000 000 km ²	15 000 000 km ²	30 000 000 km ²
Favorable	25 000 000 km ²	5 000 000 km ²	45 000 000 km ²
Très favorable ..	5 000 000 km ²	1 000 000 km ²	4 000 000 km ²

	RESERVES PROUVÉES OU POSSIBLES		
	Sur les continents	Dans les mers profondes de moins de 200 m	Dans les mers profondes de plus de 200 m
Provenues	28 milliards t (ou 243 milliards de barils estimés)	21 milliards t (1 million de barils estimés consommés)	0
Possibles	—	58 milliards t	60 à 150 milliards t (selon les estimations)

deux prochaines têtes de puits tout devrait être mis en place automatiquement. Sur le bloc de sécurité a été mis un deuxième élément entièrement automatisé, comprenant des vannes, des télécommandes, des indicateurs extérieurs de projection par hydrocarbures, au collier d'un bouclier supérieur étanche. Les télécommandes reçoivent les ordres qui lui sont données depuis la surface par l'intermédiaire d'un axe horizontal. Or toutes les connexions des conduites (celles qui courent le long de la plaque de base, ces dernières et celle qui collecte le pétrole vers la plate-forme de surface, celle, flexible, qui apporte la pression hydraulique de la surface à la centrale sous-marine) se font selon un axe horizontal.

Déjà la Comex a mis au point deux robots pour ces connexions horizon-

Sélection immobilière France

Campagne - Mer - Montagne

13 - Bouches-du-Rhône

PROVENÇAL/ALPES
BASTIDE XVIII^e. Classe monument historique. bon état. platanes séculaires. Jardin 5 000 m². possibilité 10 hectares. Agence E. GARCIN & Co Mirabeau, 1210 SAINT-REMY-DE-PROVENCE. Tél. : (90) 92-01-28.

24 - Dordogne

PÉRIGORD
PETIT CHATEAU, 3 tours. Belle vue. Parc ombragé 4 ha. COLOMBIER et dépendances. 450 000 F. PROPRIETÉ, 33, 32, 34003 Bergerac. Tél. : (33) 51-33-74. Docs et photo sur demande.

29 - Sud-Pyrénées

Région Quimper : REAT MANOIR 17^e. Puits. Prairie, Buisson, 4 hectares. Boudard, BP 63, LAVAL. (43) 53-25-21.

27 - Eure

FORÊT DE LYONS
35 km de PARIS, AU CŒUR DE LA FORÊT NORMANDE. MAISON NORMANDE TOITURE NEUVE, grande surface habitable, jardin planté 1 800 m². calme. Prix : 225 000 F avec 42 000 F. AGENCE NORMANDE 27100 ST-PIERRE-DE-VALENTIN. Tél. 335 par 18 (32) 02-81-11.

37 - Indre-et-Loire

TOURNAI
MAISON RUSTIQUE, entièrement rénovée, 15 km nord de TOURS, compr. salle à manger, vestibule avec cheminée, cuisine rustique, 3 chambres. Tout confort. Le tout en parfait état. Prix : 450 000 F. S'adresser : Agence DESTREUIL, 82, rue Nationale, TOURS. Tél. : (47) 05-35-59 - 05-35-10.

60 - Oise

EXCEPTIONNEL
65 km N.-D. dans parc 1 500 m², très dégagé, JOLIE PROPRIÉTÉ, belle réception, bureau, cuisine, 4 chambres, bain, 2 toilettes, chauffage central, garage. Eau-ville, électricité, dépendances.

PRIX : 400 000 F

Possibilité de voir le F. comptant.

G. LEMOR

Expert F.N.A.I.M. 6930 NOAILLES. Tél. : 15 4 46 30 53-51 57.

84 - Vaucluse

PROVENÇAL SUD LUBERON
MAS ANCIEN, RESTAURÉ. Tout confort, 200 m² habitables + dépendances : 1 ha 100 m² ombragés. Bien exposé, vue. Agence CATHIE, 64 - LAUREN, Tél. 48.

Le Monde

WEEKLY ENGLISH SECTION

Nous remercions à nos lecteurs que la sélection hebdomadaire du Monde en langue anglaise est insérée dans le Guardian Weekly et vendue par abonnement dans les pays.

EXTRAIT DU TARIF

(abonnement d'un an)

Voie normale 120 F

Voie aérienne : ● Europe, Malte, Gi- broyer, Chypre ... 138 F

● Moyen-Orient, Afrique du Nord ... 154 F

● Amérique, Canada, Afrique, Indes, Pa- kistan, Ceylan, Hongkong, Malaisie, Antilles 156 F

● Extrême-Orient 170 F

SERVICES DES ABONNEMENTS : 75217 Paris - Cedex 09 C.C.P. 6207-32 Paris « Weekly English Section » « Le Monde »

ENTRE LE DOUTE ET L'ESPOIR

La Bourse de Paris, dont les forces déclinaient régulièrement depuis la mi-janvier, s'est légèrement ressaisie cette semaine. L'amélioration constatée à tous les étages, plus sensible au niveau des esprits qu'à celui des indices, qui ont finalement peu varié d'un vendredi à l'autre. La séance de lundi avait pourtant laissé un goût amer avec une nouvelle baisse de 1 %. Celle-ci fut-elle trop sévère ? Le lendemain, un correctif s'opéra, et une partie des pertes précédentes étaient effacées. D'aucuns attribuent immédiatement ce redressement à une petite phrase relevée dans la dernière analyse de conjoncture du C.N.P.F. (« Le bilan d'une économie économique plus saine, sont jetés pour l'avenir. ») Mais d'autres, plus nombreux, indiquent, à juste titre, que, sans l'intervention des « gardarmes » (Caisse des dépôts et autres) les cours se seraient encore dépréciés.

L'origine du raffermissement enregistré lors de la séance suivante apparaît plus clairement : la veille, M. Giscard d'Estaing, prononçant un discours à Plœrmel, usait, pour la première fois de son septennat, du ton ferme que les milieux financiers, entre autres, attendent généralement d'un chef d'Etat. Le président de la République revint d'ailleurs deux jours plus tard à la « une » des commentaires de la corbeille lors de la publication du sondage « France-Soir »-IPOP indiquant une nette remontée de sa popularité dans l'opinion. La veille, un autre organisme spécialisé confirmait l'audience grandissante du premier ministre auprès des Français.

A eux seuls, ces deux sondages auraient dû provoquer, sinon une forte reprise, du moins un regain d'intérêt pour les valeurs françaises. Il n'en fut rien. La majeure partie des volumes échangés en témoigne. La proposition de M. Aillaud, conseiller économique de M. Mitterrand, d'indexer les dividendes et d'échanger contre des titres, sans pouvoir de vote, les actions des sociétés nationalisables par le programme commun, était-elle de nature à déplaire aux porteurs de valeurs mobilières ? A priori, non. Pourtant, les réactions d'une grande partie de la communauté financière, le syndicat M. Flornoy en tête, furent plutôt négatives, beaucoup jugeant une telle formule inapplicable.

De fait, « les Echos », publiant peu après une « interview » de M. Flornoy, secrétaire du comité central du parti communiste, en désaccord avec la thèse soutenue par le secrétaire général du parti socialiste. Satisfait, déçu ou, plus sûrement, déconçonné, la Bourse n'a laissé, en tout cas, rien paraître. La dernière séance de la semaine se déroula dans le plus grand calme, les valeurs reproduisant à peu de chose près leurs cours précédents avec, toutefois, quelques pointes d'intérêt. De toute façon, la proximité des élections municipales freine toutes les initiatives.

Aux valeurs étrangères, seuls les pétroles internationaux et les mines d'or ont progressé, tandis que les américaines et les allemandes ont généralement cédé du terrain.

PATRICE CLAUDE.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Hausse du deutschemark et du yen

Très calmes, la semaine précédente, les marchés des changes ont été un peu plus agités cette semaine. Les propos d'un conseiller officieux du président Carter, préconisant une réévaluation de 10 % du deutschemark et du yen, ont provoqué une hausse appréciable de ces monnaies par rapport au dollar, tandis que la livre sterling fléchissait à la veille du week-end sur l'éclatement d'un conflit entre les syndicats et le gouvernement britannique. Le mouvement de la livre sterling a été nettement moins

de sécurité. Pour l'instant, les réserves britanniques avoisinent 7,2 milliards de dollars, après un engagement de 3 milliards de dollars en janvier. La tenue du franc français a été satisfaisante, du moins par rapport au dollar, qu'il a pratiquement suivi dans son recul par rapport au deutschemark. C'est dire que la monnaie française a cédé un peu de terrain vis-à-vis de la monnaie allemande, dont le cours à Paris est remonté de 2,0545 F à 2,0575 F après avoir même dépassé 2,07 F.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Flarin	Lira italienne
London...	—	1,7125	4,3103	4,1202	63,8426	4,3155	1310,42	—
New-York...	2,7145	—	21,1045	35,7286	41,2627	2,1078	38,8525	0,1133
Paris.....	8,2178	4,9748	—	197,61	286,73	13,4687	197,38	5,6394
Zurich.....	4,3103	2,5170	50,6831	—	104,6134	6,9153	99,8809	2,8337
Frankfurt...	4,3128	2,5153	50,5628	—	103,8819	6,9083	99,5853	2,8320
Bruxelles...	4,1202	2,4060	48,3715	95,5889	—	6,5158	95,4761	2,7276
Amsterdam...	4,1516	2,4215	48,6733	96,2631	—	6,5268	95,7871	2,7454
Stockholm...	63,2426	36,5309	7,4246	14,6722	15,3491	—	14,6547	4,1870
Oslo.....	63,6979	37,1000	7,4572	14,7485	15,3210	—	14,6756	4,2063
Geneve.....	4,3155	2,5200	50,5834	100,1181	104,7381	6,9237	—	2,8371
Madrid.....	4,3342	2,5200	50,5749	100,4869	104,8882	6,9148	—	2,8862
Wien.....	1516,42	882,40	177,32	359,41	368,58	23,8630	358,90	—
	1512,18	882,00	177,28	358,62	364,23	23,7735	348,80	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 liras.

satisfaisant que les semaines précédentes. Tout d'abord, la Banque d'Angleterre a acheté en début de semaine beaucoup moins de dollars pour freiner la hausse de la monnaie britannique, les achats étrangers de livres s'étant ralentis. Ensuite, la forte hausse des prix de gros anglais en janvier (3,25 %) a jeté un froid en rap- pelant que l'inflation galopait toujours. Enfin, à la veille du week-end, la révolte des syndicats contre la politique de limitation contractuelle des augmentations de salaires a fait fléchir la livre de 1,7180 dollar à 1,7125 dollar au cours de la plus mauvaise journée qu'elle ait connue depuis deux mois. La Banque d'Angleterre est intervenue pour freiner la baisse. Entre-temps, le chancelier de l'Echiquier, Geoffrey Howe, avait fait connaître que l'accord de Bâle signé lundi dernier fixait à 6,75 milliards de dollars le niveau en dessous duquel la Grande-Bretagne pourrait effectuer des tranches sur la ligne de crédit internationale de 3 milliards de dollars appelée « filet

A ce propos, il semblerait que la Banque de France ait empêché le dollar de descendre en dessous de 4,97 F en faisant procéder à des achats de dollars par éta- blissements interposés de façon à reconstituer ses réserves. Si d'aventure les élections municipales étaient « mauvaises », et qu'on ait besoin de « munitions » pour soutenir le franc à nouveau...

Sur le marché de l'or, une certaine animation a marqué cette semaine sur reports des achats en provenance d'Europe et d'Extrême-Orient, entraînant le cours de l'once de métal de 132 dollars à 135 dollars après 126,10 dollars. La prochaine adjudication du Fonds monétaire, inaugurant le nouveau régime de ventes mensuelles, aura lieu le 2 mars avec 525 000 onces. La méthode dite des enchères hollandaises (prix unique à l'enchère la plus basse) sera à nouveau abandonnée au profit de l'adjudication au prix fixé par chaque soumissionnaire.

FRANÇOIS RENARD.

SPORTS

NATATION

Un espoir français confirmé : Pierre Andraca

Chaque année, désormais, une réunion internationale favorise la venue en France de quelques-uns des meilleurs nageurs du monde. Au mois de février, s'il n'est pas question réellement de performances, on peut déjà se livrer à quelques observations et essayer de prévoir ce qui sera l'été, la saison forte de la natation.

Pour ce qui concerne ce sport en France, la relève n'apparaît pas encore. Il faudra sans doute attendre que le Centre national, qui fonctionnera dès septembre 1977 à Antibes et à Paris, joue pleinement son rôle et dégage progressivement, avec des moyens accrus, une élite capable de jouer un rôle international.

Samedi 12 et dimanche 13 février, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), il n'était pas facile de repérer, au milieu des Américains, Soviétiques, Canadiens, Allemands de l'Est, celui ou celle qui porteraient assez de qualités et de volonté pour prendre rang parmi les meilleurs. Dans cette recherche, il est cependant un nageur qui vaut déjà que l'on se penche sur ses possibilités. Il s'agit du Français Pierre Andraca, dix-huit ans, qui semble aussi doué qu'il est déterminé à tout mettre en œuvre pour réussir.

En juillet dernier, à Montréal, Pierre Andraca manquait un peu de participer à la finale olympique du 400 mètres nage

libre, mais surtout il réalisait un temps — 4 min. 0 sec. 24/100 — qui témoignait d'une grande progression. Le champion olympique et recordman du monde, l'Américain Brian Goodell, avait certes nagé beaucoup plus vite — 3 min. 51 sec. 28/100. — mais il semblait bien que Pierre Andraca était sur le bon chemin pour devenir un excellent spécialiste de demi-fond. La natation française n'avait pas connu pareille promesse depuis que Mosconi avait battu, en 1967, le record du monde du 400 mètres (4 minutes 9 secondes 2/10).

Pierre Andraca s'entraîne à Antibes, là où seront réunis, à la belle saison, ceux qui auront le mérite et la chance d'entrer dans le clan privilégié que sera le Centre national. Il est conseillé par un entraîneur venu d'Australie, champion en son temps, David Dickson, très au fait de toutes les techniques de la natation moderne.

On a dit qu'Andraca avait la volonté de tout faire pour se hisser au premier plan, et cette acceptation de l'effort, presque du « baigne », que représente l'entraînement contemporain — quatre à cinq heures par jour — est le signe que, sans accident, les meilleures conditions existent pour qu'il réussisse dans son entreprise. Athlétique, résistent,

Pierre Andraca a en point de mire pour 1977 les championnats d'Europe, qui auront lieu en Suède, à Jonköping, au mois d'août. Pour concrétiser ses ambitions, il lui faudra encore beaucoup progresser, et le tout est de savoir s'il est vraiment capable de gagner ses 5 ou 6 secondes qui font la différence entre un bon nageur de demi-fond et un candidat à une médaille pour les championnats d'Europe.

A ce jour, le meilleur européen, le Soviétique Rastakov — troisième de la finale des Jeux olympiques de Montréal — a réalisé 3 min. 55 sec. 76/100, et il se trouve un peu partout des nageurs qui ont les moyens et l'ambition de Pierre Andraca. La concurrence sera donc vive.

Samedi et dimanche, à Boulogne-Billancourt, Andraca a accompli les meilleures performances françaises sur 200 et 400 mètres (1 minute 53 secondes 02, et 3 minutes 57 secondes 10), et ces temps réalisés en petit bassin et en hiver (1) — 35 mètres — laissent à penser que les performances viendront avec l'été.

FRANÇOIS JANIN.

(1) On estime, en général, à un peu moins d'une seconde par centaine de mètres l'avantage de nager en petit bassin par rapport à la compétition en piscine olympique (50 mètres).

FOOTBALL

Marseille, Bastia, Lyon, Nancy, Valenciennes et Laval éliminés en 32^e de finale de la Coupe de France

Ce devait être le massacre des petits clubs. Ce fut celui des boursiers présumés : les équipes de première division, dont l'avenir avait été menacé par un tirage au sort dirigé. Ces tristes-dernières de finale de la Coupe de France, disputées comme au bon vieux temps en un seul match sur terrain neutre, se prêtèrent aux surprises. Pas moins de six équipes de première division et non des moindres ont été éliminées : Laval par Lorient (1-0), Nancy, demi-finaliste de la Coupe en 1976, par Stras-

bourg (1-0) ; Bastia, troisième du championnat, par Avignon (3-1), et Lyon, deuxième du championnat et finaliste de la Coupe en 1976, par Gueugnon (1-0). Ce sont pourtant deux équipes amateurs de troisième division qui ont réussi le plus bel exploit : Malakoff, en éliminant grâce aux penalties Valenciennes (2-2), après prolongation, et La Paillade-Montpellier, vainqueur (2-1) de l'Olympique de Marseille, le tenant de la Coupe de France.

Marseille-La Paillade: le métier était du côté des amateurs

De notre envoyé spécial

La Paillade-Montpellier. Avant de s'assurer une victoire sur penalty durant la prolongation, les Nimois n'avaient pas, ce jour-là, hésité sur les coups francs, pour casser le rythme et le meilleur jeu collectif des Marseillais. Sept ans plus tard, la recette était toujours valable.

Alain M. Khabibjan, l'arbitre du match, dut intervenir cinquante-trois fois au cours de la rencontre pour sanctionner des fautes. C'était plus qu'il n'en fallait pour réduire à néant le jeu collectif déjà déficient des Marseillais. Si on excepte quelques tentatives personnelles du jeune Argentin Roberto Alonso, qui obtint d'ailleurs le but d'égalisation à la 57^e minute, jamais les attaquants phocéens ne surent porter le danger chez leurs adversaires. Le métier était donc cette fois du côté des amateurs de La Paillade.

A plus d'un titre, ces amateurs de La Paillade ne manquent pas d'originalité. Fondée seulement en 1974 par la fusion d'un club corporatif, F.A.S. Nettoyement, et du Sporting-Club Littoral, cette équipe bénéficie néanmoins de toute l'expérience des anciens professionnels qui la composent : les Nimois Louis Landi (trente-cinq ans), dans les buts, Henri Augé (trente ans) et Jean-Pierre Besson (trente et un ans), encadrés en défense par les Montpelliérains Terrasse (trente-deux ans) et Besson (trente et un ans), et en attaque, le Lyonnais Fleury Di Nallo (trente-trois ans).

Le contraire d'une retraite dorée

A l'image de ce dernier, victime récemment d'une entorse au genou gauche, mais qui n'avait pas hésité à se faire ôter son genou, avec quelques jours d'avance pour être présent au rendez-vous, tous ces anciens footballeurs professionnels ne sont pas venus à Montpellier pour profiter d'une retraite au soleil. Déjà, à leurs côtés, s'affirment toute une nouvelle génération de joueurs

locaux au talent prometteur, et si les anciens s'en sont donné à cœur joie, ce sont les jeunes espoirs qui ont fait la décision en attaque : l'avant-centre Douai, à la 23^e minute, et le jeune Jean-Marc Valadier, auteur du but victorieux à deux minutes de la fin du match.

Les ambitions des Montpelliérains ne se limitent pas à se distinguer chaque année dans cette Coupe de France dont ils disputent les seizièmes de finale pour la troisième fois consécutive. Président d'une importante société de nettoyage et d'enlèvement des ordures ménagères, M. Nicolin n'entend pas créer un club de vieux cramppons, mais préparer l'avenir et redonner au football la place qui fut la sienne à Montpellier dans les années 60.

Sur un terrain donné par la municipalité, dix rectangles de jeu ont déjà été aménagés au milieu des H.L.M. du nouveau quartier de La Paillade. Une tribune de deux mille cinq cents places a même été construite aux frais du club autour du terrain d'honneur. Chaque dimanche, vingt-deux équipes, dont dix-sept de jeunes, opèrent en championnat. Véritables missionnaires de ce qui était devenu le désert du football, les anciens professionnels avaient aussi pour objectif d'amener directement le club en deuxième division. Il reste encore un échelon à gravir pour parvenir à ce but, mais, grâce à la Coupe de France, La Paillade-Montpellier a déjà conquis un public.

Si sa pelouse peut être remise en état, le stade municipal sera sans doute prêt pour accueillir le 13 ou le 20 mars prochain les seizièmes de finale de la Coupe de France dont le tirage au sort aura lieu le mercredi 16 février. Une démarche sera faite auprès de M. Delmas, maire de Montpellier, pour parvenir à une solution. Pour la première fois depuis de longues années, le sport et le football seront sans doute à l'ordre du jour de la campagne pour les élections municipales. Ce n'est pas le moindre mérite des anciens joueurs de La Paillade de les avoir sortis de l'oubli et de la misère dans lesquels ils étaient tombés à Montpellier.

GÉRARD ALBOUY.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

Rallye de Suède comptant pour le Championnat du monde des rallyes.
1. Blomqvist-Syvan (Saab 99) ; 2. Danielsson-Sunberg (Opel Kadett) ; 3. Kallio-Berglund (Opel Kadett GTE) ; 4. Lamphien-Andersson (Fiat 127 Abarth), etc.

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE NATATION

Villeurbanne, qui jouait à Monaco, a perdu d'un point au match qui était à sa portée, ce dont a profité Oyonnax, qui remonte Valenciennes. On remarquera que pour, champion en titre, s'en être sorti, ce n'est pas un point de moins, dans le stade clermontois de déplacement.
• Monaco bat Villeurbanne... 82-81
• Oyonnax bat Valenciennes... 106-107
• Clermont bat Oyonnax... 96-77
• Lyon bat Le Mans... 100-85
• Bagnols bat Stade Français... 104-88
• Nice bat Oyonnax... 105-72
• Oyonnax bat Antibes... 117-101
• Oyonnax bat Valenciennes... 113-84
CLASSEMENT. — 1. Villeurbanne, 2. Oyonnax, 3. Nice, 4. Tours, Bagnols, Oyonnax, 6. Antibes, 7. 12. Monaco, 8. 14. Oyonnax, 9. 12. Lyon, Clermont, 28 ; 14. Stade Français, 33 ; 12. Valenciennes, 28 ; 14. Tours, 21.

Football

COUPE DE FRANCE (trente-deuxièmes de finale)
DIVISION I CONTRE DIVISION II
Gueugnon b. Lyon... 1-0
Avignon b. Bastia... 3-1
Stade Français b. Valenciennes... 1-0
Lorient b. Laval... 1-0
Nantes b. Toulouse... 1-0
Paris-St Germain b. Oyonnax... 5-1
Angers b. Angoulême... 2-0
Bordeaux b. Bourges... 1-0
Lille b. Dunkerque... 1-0
Troyes b. Besançon... 1-0
DIVISION I CONTRE DIVISION III
La Paillade b. Marseille... 2-1
Malakoff et Valenciennes, prol. 2-2 (Malakoff qual. aux pen., 3-4)
Brest b. Lorient... 2-2
Brest-Stienne b. Alès... 2-0
Bordeaux b. Gueugnon... 4-1

DIVISION I CONTRE AMATEURS

Nice b. Annecy... 8-1
Lens b. Morangie-Chilly... 3-1
Nîmes b. Lyon-Décès... 1-0
Sochaux b. Neuf... 4-1

DIVISION II ENTRE EUX

Caen b. Arles... 4-0
Châteauroux b. Boulogne... 1-0
Brest b. Quimper... 2-1
Monaco b. Marignac... 1-0

DIVISION II CONTRE DIVISION III

Bagnols b. Epinal... 3-1

Auxerre b. Poissy

Rouen b. Saint-Ouen... 1-0

DIVISION II CONTRE AMATEURS

Ajaccio b. Montélimar... 5-3
Caen b. Orthes... 3-1

DIVISION III CONTRE AMATEURS

Villamouze b. Oyonnax... 2-1
Viry-Châtillon et Valenciennes... 1-1
bourg, prol. 5-4
(Villamouze qual. aux pen., 5-4)
La Rochelle b. A.S. Mauges... 5-1

LES MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1597

1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI
XII

VERTICALEMENT

1. Autant en emporte le... vin !
Article. — 2. Témoin de maîtres engagés ; Atomes. — 3. Sigle virginal ; A le cœur particulièrement sec. — 4. Perdu dans les bois ; Exposé aux intempéries. — 5. Sur l'Orne ; Saix. — 6. Un bon point pour la B.N.C.P. ; Pas spirituel. — 7. Soutient des êtres chancelants. — 8. Matière minérale ; Moyen de transport. — 9. Ne surprend donc plus ; Mode de cuisson.

Solution du problème n° 1596

Horizontalement
1. Boite ; Poux. — II. Alertes. — III. La ; Rassez. — IV. Ivre. — V. Se ; OS. — VI. Vase. — VII. Lev. — VIII. Usé ; Us. — IX. Vase. — X. Is ; Russe. — XI. Tentat.

Verticalement

1. Balles ; VII. — 2. Olives ; Rassez. — 3. Xé ; Oyonnax. — 4. Erriens. — 5. Tare ; El ; RA. — 6. Pese ; Ruel. — 7. Ose ; Veuvre. — 8. Universel. — 9. Xéris ; Sète.

GUY BROUTY.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

- 1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :
- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples. | <input type="checkbox"/> Comptabilité. |
| <input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités. | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales. |
| <input type="checkbox"/> Informatique. | <input type="checkbox"/> Direction commerciale vente. |
| <input type="checkbox"/> Production entretien. | <input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux. |
| <input type="checkbox"/> Ingénieurs. | |
| <input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche. | |

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
13 semaines	39	77	112	145	177	206	234	259	283	304	324
26 semaines	69	134	195	254	308	361	408	453	494	532	566
52 semaines	118	230	336	436	530	618	700	777	847	912	971

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonnement. (Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du "Mondex" ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris) ETRANGER - envoi aérien : + 1 F. par fonction et par semaine

LETTRES

SUR la centaine de paquets d'éditeurs reçus en janvier, près du quart, nombre jamais atteint, ne contenait pas de livres. Leur couverture glacée offrait en appât une signature ou un visage populaire par les médias, à l'exclusion de tout autre, et sous cet emballage digne de la Marquise de Sévigné, rayon confiserie, s'élevaient les crottes de chocolat de parloir au magnétophone, maquillées en texte inédit.

Cette ruse ne dérange pas quand elle profite à des retraités du spectacle ou de la politique, à qui elle donne l'illusion de savoir écrire. Elle choque davantage quand il s'agit de vrais écrivains. Elle risque de réserver bientôt aux auteurs déjà notoires, ou remarqués par le public et d'enfermer les exclus dans l'incommunicable.

Surtout, on trompe sur la marchandise, malgré les minuscules mentions « propos recueillis » et les scrupuleux tâtonnements des préfaces. Il n'y a aucun snobisme à s'en plaindre. Répondre à un visiteur sympa n'a rien de voir, pour un écrivain de métier, avec son métier. Le micro ne fait que fixer le déroulement de paroles à peine plus retournées que les mots de l'écriture. Marie Cardinal ajoute à ces armes des livres de femmes qui l'affranchiraient enfin des tabous de la décence et de la grammaire, « au ras du corps », sans le jargon qui coupe les théoriciennes du public concerné.

Preuve que la conversation reste infirmes, et Marie Cardinal un écrivain : dès que l'exalte ce plan de combat, un souvenir d'amour radieux, on se rage méditerranéenne de vivre, elle troque le micro pour l'irremplaçable plume !

LE titre *Autrement dit* que Marie Cardinal donne à la suite « orale » des mots pour le dire n'évitera pas les malentendus : ni ses protestations, reprises par son intervieweuse Annie Leclerc, contre une « supercherie » préjudiciable aux vrais auteurs moins courus. Du moins comprend-on ce qui l'a poussée : continuer de répondre à l'attente extra-littéraire des milliers de femmes paumées qui

Marie Cardinal, Gilbert Cesbron, Maurice Clavel, Philippe Sollers

LE TEMPS DU MAGNÉTOPHONE

l'avaient assiégré après son témoignage spectaculaire de réappropriation de soi.

Les lectrices des Mots pour le dire complètent donc leur information sur les sept années de psychanalyse grises auxquelles l'auteur a évité l'asile. Elles renouent avec l'enfance enivrée et contrainte dans l'Algérie coloniale, la mère adorée et honnie, et cette bizarre compagne, la névrose, qui reprend à son compte les pressions extérieures, dérange nerveuses et sang, puis prend congé, paraît-il, au creux d'un divan.

Reste l'aliénation due au statut social des femmes en général. Autrement dit y insiste plus que les Mots pour le dire et indique par où passera la libération : l'agonie du couple traditionnel, le droit des femmes à plaire sans s'attiser, la fin des agouilles tartufes devant la maternité. Comme elle doit personnellement sa distance à l'écriture, Marie Cardinal ajoute à ces armes des livres de femmes qui l'affranchiraient enfin des tabous de la décence et de la grammaire, « au ras du corps », sans le jargon qui coupe les théoriciennes du public concerné.

Preuve que la conversation reste infirmes, et Marie Cardinal un écrivain : dès que l'exalte ce plan de combat, un souvenir d'amour radieux, on se rage méditerranéenne de vivre, elle troque le micro pour l'irremplaçable plume !

GILBERT CESBRON, lui aussi, préfère l'encre à la salive. Pour mieux célébrer son culte de l'écriture, il s'est forgé des l'enfance une calligraphie de grimoire monas-

tique. Et le voilà à son tour palabrant ! Bah ! on lui pardonne, à lui aussi. Si Marie Cardinal a l'excuse de s'appuyer sur un livre à succès et à débat, Cesbron, lui, peut en invoquer... trente-sept, laissés sans gloire. Cela vaut bien, Chavardes aidant, le bruit de cassettes de Ce qu'on appelle vivre.

Par
**Bertrand
Poirot-Delpech**

D'autant que l'homme ne s'est jamais vraiment confié. Boudé par les snobs intellectuels pour cause de succès, allié aux chamarrés de tous poils, cet auteur vendu à quelque dix millions d'exemplaires reste finalement une énigme. Sous ses bonnets grises de vieil enfant, derrière son regard chagrin, qui y a-t-il au juste ?

Le croira-t-on ? Un humoriste. Assez, par exemple, pour avoir choisi à vingt ans d'apprendre la radio avec Pierre Dac plutôt que d'émigrer avec Michel Debré au Conseil d'Etat. Avec l'âge, le rire est devenu intérieur, mais garant d'une indépendance d'esprit rare, presque démodée.

Parce qu'il enquêtait sur le terrain et vivait sa folie, on a traité le roman- tisme des *Saints* tout en enjer et des *Chiens perdus sans collier* de journa-

liste cul-bénit. Ce n'est pas si simple. Il se penche bien un peu sur la souffrance, mais non en sœur de charité : en chrétien pour qui l'individu compte plus que les idées, et le doute plus que la certitude parisienne.

De là vient que la foule de l'Eglise et des lecteurs le laisse seul, sans système, paradoxal, pour un bout de communisme par-ci, un marocain de capitalisme par-là, inlassablement partagé entre l'espérance et le refus des illusions.

Un croyant à qui Dieu chuchote des bribes de vérités, mais qui n'en fait pas un plat.

TEL n'est pas positivement le cas, on le sait, de Maurice Clavel. Par le livre et la chronique, l'auteur « gauchiste » de *Dieu est Dieu*, nom de Dieu ! se convertit à l'insu de ses lecteurs d'un dessin providentiel. L'Esprit qui l'a converti n'a guère l'air d'un esprit chargé d'ouvrir l'inspiration divine de mai 68. Les baricades et les slogans d'il y a huit ans seraient tombés du ciel.

L'été dernier, à France-Culture, Maurice Clavel a annoncé une fois encore la bonne nouvelle. C'est Dieu qui aurait manifesté au quartier Latin, fracturé la culture, réduit à néant tous les philosophes entre Kant et Foucault, et permis que sur ces décombres fumants plane enfin, Grassat éditeur, l'ange de Jambet et Landreau.

A cause d'un télégramme ancien de Philippe Sollers, où il a vu on ne sait quel signe du miracle en marche, ou l'occasion d'une politesse comme il

les affectionne, Maurice Clavel a accepté de confronter sa version mystique de 68 à l'analyse, supposée plus rationnelle et politique, du directeur de « Tel Quel ».

Au cours des cinq entretiens menés par Jacques Paganon et repris aujourd'hui en simili-livre sous le titre *Dé-d'ici* en simili-livre sous le titre *Dé-d'ici*, Sollers hacharde avec vaillance de tous les marginaux refoulés depuis un siècle à l'aidant le Saint-Esprit, un siècle et Freud n'ont sans doute pas dit leur dernier mot, et que la philosophie, du moins le croira-t-on, peut encore servir.

C'est compter sans l'abbatage fracassant de son interlocuteur. Quand ce n'est pas l'aise qui l'interrompt, c'est le professeur qui le rectifie, le débiteur qui l'obstrue, l'orateur qui le coupe, l'homme de lettres qui se cite, le béneux qui le flagorne, le croyant qui l'embobine. Bref, l'abbé Sollers, qui l'embobine. Bref, Dieu et l'en bien que sacré génie, Dieu et l'en passe, n'en place pas une. C'est le petit Phédon chez Socrate, l'enfant de l'écoute dans le poste, l'évidence vieille comme la conversation que, dans le dialogue le plus intelligent et le plus complice, ce n'est pas la vérité qui marque les points, mais la grande gueule qui roule l'autre dans la farine.

(Vendredi 11 février)

* AUTREMENT DIT, avec Marie Cardinal, Grasset, 222 pages, 32 F.
* CE QU'ON APPELLE VIVRE, avec Gilbert Cesbron, Stock, 334 pages, 38 F.
* DELIVRANCE, avec Maurice Clavel et Philippe Sollers, Le Seuil, 146 pages, 3,50 F.

QUI ÊTES-VOUS Mr. BURGESS ?

Le grand roman qui nous manquait sur Napoléon

LA SYMPHONIE NAPOLEON, d'Anthony Burgess. Traduit de l'anglais par Georges Belmont et Hortense Chabrier. Laffont, 382 pages, 45 F.

OUI, c'est bien la première chose qu'on a envie de lui demander : « Qui êtes-vous, Mr. Burgess ? » La question est difficile, idiote, elle sent son étudiante américaine, mais on a envie de faire parler de lui ce géant mince, roux et timide, bien câlé dans son fauteuil. On a envie de voir s'animer ce masque buriné et sérieux où pointe l'humour. « Qui êtes-vous, Mr. Burgess ? » André, douze ans, bondit : « Le père d'André », répond-il. Liano, l'épouse italienne et « buonapartista », sourit, avenant. Anthony fronce le sourcil, nous regarde tous et finit par émettre d'une voix forte : « Je n'ai pas de corps. Un corps qui ne comprend pas. Pour Anthony Burgess, qu'on est importé peu. Ce qui compte, c'est ce qu'on fait. C'est ce qu'on cherche.

A soixante ans, dans quelques jours (ou l'impressionnisme), Burgess a fait grand, et beaucoup. Il est l'un des tout premiers écrivains anglo-saxons de son siècle. Son chemin est pénétré d'originalité et de paradoxes. On se souvient qu'il est venu à l'écriture tard. On lui donnait un an à vivre. Il enseignait en Malaisie. Il a tout lâché et s'est mis à écrire comme un fou. Cinq romans dans l'année et, au bout du compte, plus de tumeur du cerveau. Il avait commencé par être musicien (la musique restera primordiale pour lui) et compositeur (on lui doit un « Moïse » et une adaptation musicale de « L'Ulysse » de Joyce). Et il est devenu écrivain, traducteur (de notre « Cyrano de Bergerac » notamment), scénariste : on verra, cette année, à la télévision le « Christ » de Zeffirelli, dont il est le coauteur.

Orwell avait tort

Exilé viscéral, Anglais marginal et catholique, Burgess a roulé sa bosse des quartiers pauvres de Manchester, où il est né, à Gibraltar, Malte, Bornéo.

Ces dernières années, il les a passées à Rome. Le voici aujourd'hui à Monte-Carlo. Pour combien de temps ? Une chose est sûre, en tout cas, il n'est pas temps d'aller vivre en Angleterre. « Je questionne qu'il retourne vivre en Angleterre, tout a changé : ne comprends pas ce pays d'ailleurs, tout a changé : l'argent, l'argent, les lois syndicales, la « métré-cation » (le mot est de Liano). Non, ce n'est pas ça. » Il a relu récemment « 1984 ». Orwell possible. Il prédisait un avenir prolétarien très sombre, où les ouvriers seraient des esclaves. C'est le contraire qui arrive. Ils sont les rois. C'est pire ! « Le monde d'Orwell est sympathique en comparaison du monde actuel », dit-il.

Aimez-vous Beethoven ?

A cet Anglais sans terre, il reste sa langue. « L'anglais est une langue peu intellectuelle, dit-il, c'est une langue corporelle. » Vaste territoire, qu'il parcourt avec un champ de bataille, à grand pas, l'œil panoramique, qu'il anime, qu'il défie, et reconstruit au gré des humeurs et du génie. Car il en a. Souvenez-vous de « Orange mécanique ». Pour le grand public, c'est un film de Kubrick. C'est aussi un admirable livre de Burgess. Le langage du voyou narrateur, résultat d'une trituration lexicale chorale, mélange d'anglais, de russe, de roumain et d'argot, ce langage autre imposait la distance avec un monde autre. Celui d'une jeunesse violente, découverte, désespérée. Quand on sait que la première femme de Burgess a été violée par des voyous et qu'elle en est morte, on s'incline devant le courage et l'audace de l'auteur, qui, des années plus tard, exerce et essaie de l'intérieur, avec des « mots », de figurer les ossements et, peut-être, de les obscurcir. « Ce livre, dira-t-il, fut pour moi un exercice de pitié. Il est aussi la revanche de l'écriture sur le destin, et son triomphe.

La musique, les mots, le héros. La trinité joyeuse. Nous voici au sommet de l'œuvre avec cette « Symphonie Napoléon ». Burgess avait depuis toujours une grande ambition : mélanger les deux

arts. Qu'une forme musicale contienne une matière romanesque. Kubrick l'a poussé à comprendre en un seul volume la carrière fulgurante de l'Empereur. Il voulait en faire un film. Burgess s'est exécuté, en se servant des structures de la « Troisième Symphonie » de Beethoven. Le partition de « l'Héroïque » sur sa table, il a écrit, en cherchant, nous dit-il, « un équivalent littéraire à chaque mesure ». Son génie d'écrivain a fait le reste.

Première partie : « Allegro con brio ». Les campagnes d'Italie et d'Egypte, le 18 Brumaire, le passage des Alpes et de Merano, l'exécution du duc d'Enghien, le sacre. « Un petit Corse de rien du tout se hausse tout seul jusqu'à hauteur de Charlemagne. » Buonaparte se change en Bonaparte, joue en virtuose dans Milan tombée de ce « u » qui sépare le français victorieux de l'italien fraternel. Il se laisse aller à un train d'enfer sur armée en laque, sème à tout vent l'esprit de la Révolution (avec lequel, jusqu'à sa mort, il entretient un inépuisable dialogue), forge son rêve d'une Europe unie, bouscule, conquiert et inquiète.

D'emblée, et tout au long du livre, la variété l'emporte. Les points de vue et les tons se multiplient et se suivent, tour à tour brillantes et vigoureuses, humoristiques, tendres (quand elles mettent en scène la vaporeuse Joséphine), ou réalistes jusqu'à l'insupportable (les atrocités de Goya « subies » plus qu'évoquées par ceux qui en sont les victimes).

Deuxième partie : « Marcia funebre ». Beethoven a tué l'Empereur. Burgess bouleverse la chronologie. Changement de rythme : nous assistons à la décomposition de l'Empire. Le récit s'ouvre sur la mort de N. (du moment où il est couronné, Burgess ne le nomme plus que par son initiale). Mort liée à l'Anglais et à l'eau trahissante (« La terre sera mon amie et l'eau mon ennemie », pour enchaîner sur la rencontre de Tilsit, le « trahison » de l'efféminé Alexandre et la campagne de Russie, morceau de bravoure inoubliable. La double fugue de Beethoven est traduite par le récit de la construction des deux ponts sur la Berezina et les catastrophes qui s'ensuivent. Quel carnage ! « Capital, dirait plus tard N., toujours se rappeler qu'elle est bien mince, en vérité, la cloison qui sépare le sublime du ridicule... »

Traineaux, fourrures et volupté...

De retour en France, N. assiste, incongru dans les cafés parisiens, à l'insupportable montée de haine envers le tyran sanguinaire. Il retrouve Joséphine à la Malmaison (clandestinement, ils ont divorcé depuis quatre ans) et, magnifique moment d'amour (ex-) conjugal, connaissant parallèlement dans le même lit le même rêve de mort, initial et prémonitoire.

Troisième partie : le « Scherzo ». Beethoven réécrit envers Napoléon l'« Aïda » tué dès le deuxième mouvement. Il le remplace par Prométhée. L'équivalent chez Burgess : une représentation (comique à bien des égards) met en scène le mythe prométhéen dans le style Empire, ce qui déplaît à N., et le retour de l'île d'Elbe. Waterloo, mené « allegro vivace » : la dernière bataille de l'Empereur est contenue en trois pages.

Le « Finale » : Sainte-Hélène, l'idylle délicate avec la petite Betsy, Prométhée sur son rocher, la folie rongée et la santé déclinante, soumis à la surveillance masquée de Sir Hudson Lowe, le comte, cependant que les médecins ergotent à l'infini sur son cas... N. revit ses amours avec la comtesse Walewska



★ Dessin de Julien.

(elles ont la grâce de celles d'Orlando pendant le grand gel de la Tamise : traîneaux, fourrures et volupté). Il revêt aussi Austerlitz. « Tous ces nitz, et ces witz et ces litz ! Non. Un seul litz. Un seul. Auster. »)

La postiche règne ici. Dickens, Joyce, Proust ou James. Comme il apparaît dans les poèmes insérés tout au long du livre et qui renvoient à Byron, Wordsworth ou Tennyson. Oui, c'est bien du pur Henry James que la vision finale de N., au seuil de la mort, dans ce dialogue serré avec une blonde jeune femme (tout à la fois Albion, la Mort et la Prospérité) sur les mérites opposés de l'art et de la guerre.

Épilogue : somme toute Napoléon a gagné. Il a gagné puisque, « finalement », l'Angleterre est contrainte d'entrer dans l'Europe via le Marché commun, contrainte de se plier au grand rêve de l'Aigle. Il a gagné, car il a gagné avec une blonde nous sommes trompés, ou bien c'est un livre très subtil, écrivant les traductions dans leur ferveur préface. Ils ne se sont pas trompés, que non ! Ils participent hautement à la beauté du livre en français. Cette magnifique réécriture-réécriture, c'est bien là le grand roman sur Napoléon qui nous manquait. Un acte d'imagination visionnaire, d'art juste, avec cette pointe de sophistication qui lui donne encore plus d'allure.

Difficile de savoir qui est Mr. Burgess, mais il y a quelque chose de surhumain dans l'intuition qu'il possède. Un exemple entre autres, il ne renvoie à sa digression sur le rôle fatal de la lettre « W » dans la vie de l'Empereur. « W » comme Waterloo, Wellington, Longwood, etc. Un lecteur hollandais lui a écrit après lecture du livre, en anglais, pour confirmer son propos. « Cor évidemment Mr. Burgess, ajoutez-t-il, vous n'ignorez pas en écrivant cela, que la seule route de Sainte-Hélène est en forme de « W » ! »

Burgess avoue n'être allé ni à Sainte-Hélène, ni à la Malmaison, ni nulle part. « Si, nous avons fait la route Napoléon, dit Liano en riant, mais c'était après qu'il eut écrit le livre ! » Et le plus fort, si l'on en croit le spécialiste judiciaire qu'est Jean Tulard, c'est que Burgess ne s'est pas trompé de beaucoup dans ses impitoyables évocations...

FRANÇOISE WAGENER.

(Vendredi 11 février)

du 10 au 16 février 1977

VIENT DE PARAÎTRE

Romans français

JEAN-CLAUDE BRISVILLE : *La Zone d'ombre*. De ce récit délicat, dans un style à l'émotion et à la finesse, on avait lu *D'un amour et d'un autre* de Deleury, le récit d'un homme pris entre un échec sentimental et son impulsion à la révolte par les mots. (Albin Michel, 145 p., 24 F.)

PAUL-ANDRÉ LESORT : *Après la pluie*. Longtemps silencieux, l'auteur de *Le Rélatif* et *Les Couleurs* revient au roman avec cette histoire d'après le déluge, quand la chasse, le feu, les troupeaux, l'amour, sont l'essence de la vie. (Le Seuil, 175 p., 32 F.)

MICHEL DARD : *Les Semiers de l'été*. — La lecture de *Les Semiers de l'été* pour Jean Madeline évoque dans ce roman livre les événements, les milieux, les rencontres, les lectures et les réflexions qui contribuent à la formation d'une enfance : la sienne. (Le Seuil, 190 p., 35 F.)

VIRGIL GHEORGHIU : *Les Inconnus de Heidelberg*. — Georgin dans les

services secrets soviétiques. Un roman- crier qui continue de se raconter. (Plon, 249 p., 35 F.)

Essais

EDMOND BUCHET : *Réalismes et Révolutions*. — Dans ce second tome de *L'Homme créateur*, l'auteur des *Vies secrètes*, éditeur du Dictionnaire de Miller, de Malraux et de Léo, se livre à une relecture des hommes-plantes de cette période qui, à travers trois siècles, a vu la civilisation parcourir un cycle complet et représenter trois étapes essentielles pour l'Europe. (Bachelier, 290 p., 44,80 F.)

Témoignages

ANNE DE PISAN et ANNE TRISTAN : *Histoire de M.L.F.* — Simone de Beauvoir a préfacé ces deux témoignages d'animatrices du M.L.F. qui expliquent leur action et en quel lieu vie en a été changée. (Calmann-Lévy, 272 p., 40 F.)

Politique

JEAN TOUCHARD : *La Gauche en France depuis 1900*. — Transcription

de cours professés à l'Institut d'études politiques en 1967-1968. Michel Winock y ajoute un chapitre sur la gauche depuis 1968. (Le Seuil, coll. « Points », 380 p., 18 F.)

FRANÇOIS NOURISSIER : *Le roman ouvert à Jacques Chirac*. — Le fondateur du R.P.R., devenu candidat à la mairie de Paris, nous expose ses idées, ses opinions, ses opinions. (Albin Michel, coll. « Lettres ouvertes », 164 p., 24 F.)

Société

JEAN-PIERRE MONTARON : *Les Jeunes en prison*. — De jeunes délinquants détenus à Fleury-Mérogis se sont confiés sans retenue à l'insouciance de la prison. La révolte, le rêve, les salades. (Seuil, 250 p., 35 F.)

NICOLAS HERPIN : *Application de la loi*. — Encore un travail de sociologue sur la justice dans ses applications. Des observations et des chiffres lui font conclure : deux points, deux mesures. (Seuil, coll. « Sociologie », 174 p., 35 F.)

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »